3 176 345 0

From the Library of

Henry Tresawna Gerrans

Fellow of Worcester College, Oxford

1882–1921

Given to University of Toronto Library

By his Wife

Digitized by the Internet Archive
in 2013

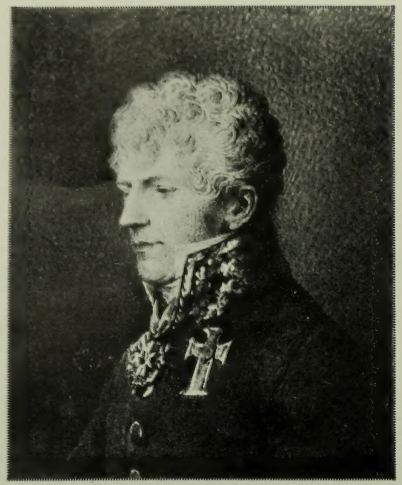
http://archive.org/details/lettresetpapiers05ness

LETTRES ET PAPIERS

DU CHANCELIER

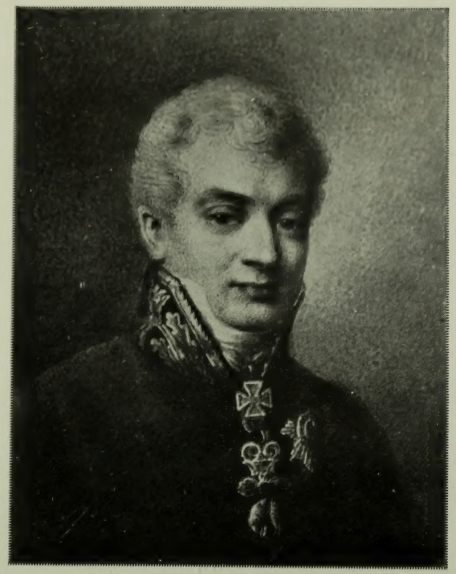
COMTE DE NESSELRODE

1760-1850



Le chevalier F. de Gentz

D'après un portrait original par Isabey
(Collection de l'auteur)



Le prince de Metternich

D'après un portrait original par Isabey
(Collection de l'auteur)

HRus
N464k

LETTRES ET PAPIERS

DU CHANCELIER

COMTE DE NESSELRODE

1760-1850

EXTRAITS DE SES ARCHIVES

Publiés et annotés

AVEC UNE INTRODUCTION

DEUX PORTRAITS ET UN AUTOGRAPHE

Par le Comte A. DE NESSELRODE

TOME V

1813-1818

175213
7/11/22

PARIS

A. LAHURE, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

9, RUE DE FLEURUS, 9

YALE UNIVERSITY LIBRARY

INTRODUCTION

Le cinquième volume que je présente aujourd'hui au lecteur embrasse une période de six années (1813-1818). Les lettres et documents qu'il contient me paraissent offrir un intérêt d'autant plus vif qu'ils se rapportent aux grands événements dont l'Europe était alors le théâtre et éclairent certains dessous curieux de la diplomatie.

Au lendemain de la campagne de Russie, les puissances alliées, qui avaient besoin de l'adhésion de l'Autriche pour tenter avec chances de succès de porter le dernier coup à Napoléon, avant qu'il ait le temps de rassembler une nouvelle armée, s'efforçaient d amener l'empereur François-Joseph à rompre le traité d'amitié, d'union et d'alliance *à perpétuité*, qu'il avait signé avec son heureux vainqueur, le 14 mars 1812, et le sollicitaient instamment d'entrer dans la coalition. François-Joseph, si grand que fût son secret désir de se séparer de Napoléon, n'osait s'y résoudre, ne pouvant oublier, d une part, qu'il avait donné sa fille aînée au souverain des Français et craignant, de l'autre, que la fortune n'eût pas abandonné celui-ci sans retour, comme ses ennemis se plaisaient à le dire. Aussi pour ne pas se rendre aux instances de la Russie, de la Prusse et de l'Angleterre, alléguait-il que l'Autriche était encore de fait l'alliée de la

France et que celle-ci n'avait fourni aucun grief sérieux et direct qui pût motiver une déclaration de guerre.

Quant au prince de Metternich, respectueux des scrupules et des hésitations de son maître, en même temps que fidèle à sa politique prudente et légèrement cauteleuse, il avait conçu le dessein de soumettre à Napoléon, en vue d'une pacification générale et dans un intérêt européen, des conditions modérées, prévoyant que ces conditions ne seraient pas acceptées et qu'il trouverait dans leur rejet un motif plausible de rupture.

Ses prévisions devaient d'ailleurs être pleinement justifiées. Au cours de l'entrevue que le prince de Metternich eut à Dresde avec Napoléon, celui-ci repoussa, en effet, avec indignation les propositions du diplomate autrichien. On trouvera dans ce volume le récit détaillé et complet de cette célèbre conversation, récit qui diffère quelque peu des versions sommaires publiées ultérieurement, qui nous sont connues. Le seul résultat de cette entrevue fut l'acceptation par Napoléon d'un congrès à Prague et par suite d'une prolongation d'armistice. Mais ce congrès, où les plénipotentiaires ne parvinrent pas à s'entendre, ne put aboutir, après quelques semaines de pourparlers inutiles, qu'à la dénonciation de l'armistice et à la reprise des hostilités.

La correspondance qu'entretint Frédéric de Gentz avec le comte Charles de Nesselrode pendant les années 1813, 1814, 1815, est du plus haut intérêt. Gentz, par les éminents services qu'il avait rendus à la coalition, par la confiance dont il jouissait auprès des cours alliées, et par celle du prince de Metternich qu'il avait su gagner, se trouvait des mieux placés pour informer le Cabinet de Pétersbourg de toutes les fluctuations que subissait la politique de celui de Vienne.

Bien que le comte Roumiantzof fût encore le chef nominal du ministère des Affaires étrangères, le véritable directeur de la politique extérieure de la Russie était le comte Charles

de Nesselrode. Ce fut lui qui signa le 9 mai 1813 la convention de Breslau et, le 13 juin suivant, un traité avec l'Angleterre au sujet des subsides. Au Congrès de Prague, ce fut lui encore, quoiqu'il n'y assistât pas comme plénipotentiaire, qui parvint à gagner M. de Metternich à la coalition.

Sa situation s'affermissait de jour en jour. Le 1er mars 1814, il signa, au nom de l'empereur de Russie, le traité de Chaumont avec les ministres de toutes les puissances et régla avec lord Castlereagh la forme du payement de la solde des troupes et des autres dépenses. C'est à son instigation, ainsi qu'à celle du comte Pozzo di Borgo, que le czar favorisa le retour des Bourbons.

Il signa également la déclaration du 13 mars 1815, par laquelle Napoléon était mis au ban de l'Europe et ce fut l'heureuse influence qu'il exerçait sur l'esprit de l'empereur Alexandre qui valut à la France, après Waterloo, au moment où il était question de la morceler, de ne pas être ruinée par une indemnité trop excessive. En 1816, le comte Roumiantzof ayant donné sa démission, le comte de Nesselrode, en récompense de ses services, devint, avec le titre de secrétaire d'État, ministre des Affaires étrangères.

J'appellerai l'attention du lecteur sur les lettres du prince de Metternich au comte de Nesselrode, du prince de Talleyrand et de la reine Hortense à l'empereur Alexandre, et enfin sur celles de Gentz datées de 1818, dans lesquelles il expose avec sa clarté et sa précision habituelle le mécanisme des opérations financières auxquelles l'Autriche dut avoir recours pour relever son crédit.

A. DE NESSELRODE.

Paris, 1907.

ARCHIVES

DU

COMTE CH. DE NESSELRODE

1813-1818

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Bersniki, 3 janvier 1813.

Les jours se suivent mais ne se ressemblent pas; il en est ainsi de nos quartiers. Hier, nous étions magnifiquement logés dans une jolie petite maison de seigneur, bien propre et bien chaude, aujourd'hui nous nous trouvons dans un Kortschma (auberge de village) abominable. Voilà, ma bonne amie, ce que tu serais obligée de partager avec moi et le comte Tolstoy, en tiers, s'il était possible de réaliser ton projet de voyage avec la comtesse Wittgenstein.

Ce qui reste de toutes les armées françaises peut se monter à 15000 hommes. C'est Murat qui les commande et sous lui Macdonald, mais Tchernichef tâche de leur couper le chemin de Dantzig, tandis que

Steinheil et Koutousof les serrent de près. Le passage de la Vistule ne nous arrêtera probablement pas. Enfin tout va pour le mieux. Napoléon doit avoir pris le grand parti d'annoncer franchement sa situation, avouant dans son dernier bulletin que sa cavalerie, son artillerie étaient détruites, son infanterie abîmée et que la discipline avait complètement disparu de son armée. Dans les discours que les sénateurs lui ont tenus à cette occasion, ils ont beaucoup insisté sur la nécessité que l'Empereur soit toujours en France. Ainsi, il n'est pas à supposer qu'il revienne jamais nous voir, d'autant plus que lorsqu'on prononce devant un Français le nom de Russie, il devient immédiatement aussi blanc que la neige qui lui a causé tant de chagrins.

Quelles mauvaises nouvelles tu me donnes de nos débiteurs! Mais tout cela est égal; quand on a battu Bonaparte, on n'a besoin de rien, et vive la joie.

Le prince de Metternich au comte de Stackelberg.

Vienne, 10 janvier 1813.

J'espère, mon cher comte, que le présent courrier vous portera un mot de réponse à nos ouvertures par Boutiaguin. Je désire plus que je ne crois qu'on sera assez calme chez vous dans le succès — chose difficile!

— pour entrer dans notre manière *de voir* et de *parvenir*. Tout peut se faire dans ce moment pour la cause éternelle et qui finira assurément par triompher, pour cette cause qui n'est ni russe, ni autrichienne, qui tient à des lois générales et immuables et que les grandes puissances ne sont que chargées de défendre — tout peut se gâter.

Votre maître est à Wilna. J'en suis bien aise. Il verra de plus près; il se trouvera loin des exaltations de Pétersbourg et des finesses de Romanzof. J'espère qu'il aura Nesselrode avec lui.

Je vous envoie ci-joint un article du *Moniteur* qui vous prouvera que j'ai le nez fin, et que la mission bâtarde de lord Walpole était un guet-apens auquel je ne me suis pas laissé prendre, mais qui malheureusement tourne contre la cause par le champ qu'elle établit aux journalistes de compromettre la puissance qui assurément mérite le moins de l'être. J'ai longtemps hésité sur le parti que nous aurions à prendre. Faut-il défendre l'insertion de tous les articles de nos gazettes? Cela serait fournir au public qui lit les gazettes étrangères un prétexte de taxer notre gouvernement de pusillanimité; nous aurions l'air de souffrir par une *découverte de félonie*. Faut-il publier les articles relatifs à lord Walpole, avec les notes et sans remarques de notre part? *Qui tacet consentire videtur*, et nous sommes bien loin de souscrire aux arrêts du *Moniteur*. Il faut donc publier et faire une note autrichienne — et voilà ce qui se fera. Vous la trouverez dans la feuille d'après-

demain, jour de poste ordinaire qui portera ici le *Moniteur* du 31. Cette note sera courte. Elle sera prononcée dans *notre* système; nous faisons donc un manifeste, et je vous jure que je rumine mes paroles, que je les place dans tous les sens pour ne pas faire une sottise. On nous eût évité tout cela, en ne nous envoyant pas un petit jockey diplomatique qui se trouve fessé à son tour par messieurs ses compatriotes de l'opposition.

Je ne veux pas arrêter votre courrier, mon cher comte, qui attend ma lettre dans mon antichambre. Soyez parfaitement tranquille sur le compte de Bubna[1]. Je réponds qu'il a pieds et poings liés et je sais que vous auriez signé ses instructions à ma place.

Je n'ai pas encore de nouvelles de Paris, mais j'en attends à toute heure. *Tout* me prouve que Napoléon commence à sentir sa position. Je vous préviens que mes notions sur ses intentions *véritables* sur les affaires d'Espagne sont absolument l'opposé de la première note du *Moniteur* du 31 décembre.

Recevez mes bien sincères hommages.

1. Bubna (Ferdinand, comte), général autrichien né en 1772, mort en 1825, se distingua dans les guerres de 1792 à 1815, fut président du conseil aulique (1805), ambassadeur en France (1813). En 1814 et 1815, il commanda les Autrichiens dans l'est de la France et prit Lyon. Il réprima l'insurrection de Lombardie et fut gouverneur de ce pays.

Le prince de Metternich
au comte de Stakelberg.

Vienne, 12 janvier 1813.

Je m'empresse, mon cher comte, en vous renvoyant les bulletins que vous avez bien voulu me confier, de vous prévenir que vous arrivera sous deux à trois fois vingt-quatre heures un courrier expédié par Nesselrode de Wilna, le 31 décembre. Je sais ce détail par une lettre du prince de Reuss qui en a reçu une de Nesselrode. Je vous enverrai ce courrier sur-le-champ et vous donnerai également par lui un rendez-vous à deux ou trois postes d'ici.

Croyez, mon cher comte, que nous avons les yeux très ouverts et *je crois que nous voyons juste*. Je n'entre pas en discussion d'affaires avec vous, comptant avoir le plaisir de vous parler très incessamment moi-même. Chaque jour porte un tel changement dans les détails que je ne m'y arrête pas; le fond, les principes, du calme où il en faut, et de la grande activité dans l'occasion. Eh bien, mon cher comte, nous n'en manquons pas quand il faut.

Je vous envoie aujourd'hui une gazette d'ici qui ne laisse pas que d'offrir quelque intérêt. Elle renferme, je crois, le premier article du genre de notre note, qui ait paru en Autriche. Vous vous convaincrez, au reste, que j'ai eu le nez fin avec la mission de Walpole. Ce

qu'il y a de curieux dans tout cela, c'est que le courrier français qui a porté ici le *Moniteur* du 31 a été porteur d'un ordre à Otto de venir me prier de confier à Napoléon *s'il était vrai que Walpole avait été ici et ce que nous savions sur les dispositions de l'Angleterre.* Confrontez ce texte avec la note du *Moniteur* et il vous prouvera ce que sont *les assurances du genre* de celles par laquelle débute la note n° 3.

Un événement, très influent sur la marche des affaires militaires, nous a été mandé par courrier de Berlin. Coupées du 10e corps, commandé par Macdonald, les deux brigades de York et de Kleist ont capitulé, mais pas une de ces capitulations ordinaires et que l'on connaît dans l'histoire militaire. Kleist s'est déclaré *neutre* et a invité les autres corps prussiens à se joindre à lui, ce que Massenbach[1] qui était à Tilsitt avec Macdonald ne s'est pas fait dire deux fois. Il a repassé, en conséquence, sans en dire mot à son maréchal, le Niemen et est allé rejoindre ses frères d'armes *neutres.* Macdonald, sans cavalerie, ni artillerie, aura sans doute été pris parce que ces données, quoique non officielles, en date de Kœnigsberg du 1er janvier, ne parlent pas de lui, mais bien de la retraite précipitée du roi de Naples sur Dantzig et Elbing.

Je vous fournis ici ample matière à méditation. L'événement est majeur; je ne vous parle pas de ses formes, elles luttent avec nos principes; je ne crois pas

1. Massenbach (Chrétien de), tacticien et historien allemand, né en 1764, mort en 1827.

que des moyens *révolutionnaires* sauveront le monde. Nous aurions beau travailler dans ce genre, que nous resterions en arrière des maîtres de 1793 et 1794 et de leurs disciples, tous vivants en 1813. Le roi de Prusse a fait casser le général Kleist; il a refusé sa ratification à sa capitulation, il a invité le roi de Naples à disposer de son corps auxiliaire. Le résultat de ces démarches ne nous est pas connu; il ne changera rien probablement au parti, pris par des généraux qui ont oublié qu'ils avaient un roi. Cet événement a produit une très forte sensation sur l'Empereur, mon maître, et elle n'est pas avantageuse aux *Capitulants*. En dernier résultat, mon cher comte, faut-il voir à quoi cela mènera.

Vous aurez de mes nouvelles par votre prochain courrier; conservez-moi, en attendant, votre bon souvenir. Je compte sur vous dans ce grand moment de crise comme *sur une forte colonne*.

Le prince de Metternich
au comte de Stakelberg.

Vienne, 15 janvier 1813.

J'ai assurément l'air bien coupable à vos yeux, mon cher comte, et soyez bien sûr que je ne le suis pas. J'espère bientôt vous prouver cette vérité. Mais attendre,

ce n'est pas tout, encore faut-il ne pas vous laisser mourir de cette sainte impatience qui nécessairement doit s'être emparée de vous. Voici quelques faits qui vous prouveront ce qui s'est fait dans les tout derniers temps. Il y a près de trois semaines que se trouve ici milord Walpole, secrétaire d'ambassade d'Angleterre, à Saint-Pétersbourg. Il est arrivé à la frontière, il n'a rien eu de plus pressé que d'écrire au prince de Reuss pour le mettre au fait de tous les détails de sa mission. Le prince de Reuss lui a donné un passeport pour Vienne. Je l'ai fait recevoir par un de mes secrétaires à Brunn, où pour mieux garder le secret de sa mission, il n'avait également rien eu de plus pressé que d'aller faire une visite à Mme de Neerfeldt. Il est arrivé; je l'ai reçu. Il m'a remis une lettre de lord Cathcart, qui est une espèce de lettre de créance dans toutes les règles; je devais donc le prendre pour un envoyé anglais. Dans sa conversation, il m'a informé qu'il était bien plutôt envoyé russe. Vous concevez, mon cher comte, que comme Anglais, j'aime mieux le ministère à Londres que lord Cathcart; comme Russe, mieux vous que lord Walpole. Je me suis donc borné à lui dire que je ne pouvais *rien lui dire*. Il m'a demandé la permission de rester ici quelques moments pour attendre un courrier; cette demande lui a été accordée et je ne puis que me louer de sa discrétion depuis qu'il est ici. Il y a quelques jours, il m'a fait tourmenter pour que je lui accordasse un passeport pour un courrier. Je l'ai fait venir chez moi; je lui ai demandé pourquoi il vou-

lait envoyer ce courrier; je lui ai dit que j'étais convaincu que le seul moyen de ne pas rendre cet envoi plus *qu'inutile* et peut-être même nuisible, serait celui qu'il ne mandât rien de ce qui pouvait lui parvenir par des clabaudages subalternes, que ne *lui* ayant *rien dit*, je lui demandais *expressément* qu'il ne laissât pas ignorer *ce fait*, sans cependant le confondre avec la prétention que l'Autriche se refusait à des explications. Il me promit d'écrire dans mon sens. Ne pouvant cependant pas trop me fier à cette communication, j'ai été trouver Rasumovski, que, par parenthèse, lord Walpole avait été voir et je l'ai invité à écrire à Nesselrode par le même courrier que nous n'étions pas en retard dans nos explications, parce que nous avions une réponse à attendre aux ouvertures transmises à Pétersbourg par Boutiaguin, que, malgré cela, je le faisais prévenir que très incessamment on entendrait parler de nous, que l'immensité des événements des dernières semaines nécessitait que nous nous orientassions et nous rendissions compte à nous-mêmes de la situation véritable des choses; que cette connaissance de *ce qui se trouve être* ne saurait rien changer à *nos principes*, mais devait influer sur notre marche; que si l'empereur Alexandre désirait savoir ce que nous pensions de ces événements, je devais le supplier de suivre le calcul de la simple raison, à laquelle le cabinet autrichien assurément n'avait jamais fermé l'accès dans ses conseils; qu'en un mot nous parlerions bientôt, mais que je *n'avais pas parlé* à milord Walpole, que j'annulais, par conséquent,

de fait, tout ce qu'il pourrait avoir mandé. Je priai, en sus, Rasumovski de faire quelques remarques sur les inconvénients attachés à des envois dans le genre de celui de milord Walpole, et, que nous aurions dans tous les temps plus de confiance en des envoyés franchement russes qu'en des êtres d'une catégorie aussi amphibologique.

Vous voyez donc, mon cher comte, que nous avons dit *quelque chose*. C'est par vous que je dirai *tout*, dès que je le pourrai et j'espère que ce sera très tôt. Il est de fait que le *dire* qui précède le *savoir* ne vaut jamais rien et bien moins encore dans des époques aussi immenses que les présentes. Après cela, soyez convaincu que je suis prêt à vous écrire à tout ce que vous avez établi de principes et de remarques dans votre lettre du 30 décembre dernier. Je vous renvoie *à la Raison*, à cette déesse dont le culte paraît si facile et qui est le plus difficile de tous. Vous voyez que je traite le ministre comme j'ai traité son maître. Je n'ai pas besoin de vous dire que j'ai fait punir le gazetier de Gratz. Je vous permets d'en faire tout ce que vous voudrez, je vous le livre pieds et poings liés.

Nous n'avons pas de nouvelles de Paris; nous en attendons d'heure en heure. Bubna doit y être arrivé le 28 ou le 29 décembre, le duc de Bassano, le 31; Floret[1] est parti hier de grand matin. Il m'a supplié de le rappeler à votre souvenir. Je vous envoie toute une paco-

1. Floret (Chevalier de), conseiller d'ambassade autrichien.

tille de gazettes russes. Vous y trouverez beaucoup de bulletins; veuillez me les renvoyer. Ils offrent une singularité digne de remarque. Vous verrez que ces bulletins quelque forts qu'ils soient n'atteignent pas à la hauteur de la destruction de l'armée française. Vous ne la connaissiez pas encore. Vos bulletins rétablissent l'équilibre; ils ont de moins ce qu'ils avaient de trop à l'ouverture de la campagne. La débandade de l'armée est complète. Il y a beaucoup d'hommes, mais tout le matériel a été perdu. La plus grande influence de la saison s'est fait sentir entre Wilna et Wilkovichki[1]. La meilleure chose que je puisse dire sur tout cela, c'est un mot que je trouve dans la dernière lettre que m'écrit le prince de Schwartzenberg : « *que la chute d'un grand homme est lourde!* » Ce mot est si profond que tous les calculs de l'Autriche et des pauvres intermédiaires doivent se diriger de manière à ne pas être *écrasés*. Je vous vois sourire à l'idée que nous ne sommes pas occupés à le relever. Soyez sages; entrez dans nos vues; point de Romanzoffiades et l'Europe peut revivre. Vous voyez, mon cher comte, que le comte de Metternich ne craint pas de dire en noir sur du blanc ces paroles au comte de Stackelberg. Il serait possible que nous fussions dans le cas d'envoyer bientôt quelqu'un à Pétersbourg. Dans ce cas et même dans celui du contraire, je serai, selon toutes apparences, très heureux de vous parler. Je vous donnerais alors un rendez-vous, pas très loin d'ici et je conviendrais des données.

1. Plus souvent Wolkovichki, village du gouvernement de Smolensk.

Adieu, mon cher comte. Conservez-moi votre amitié et partagez avec moi la conviction qu'il peut y avoir des circonstances où il est très malheureux pour un individu de se trouver à un poste, tel que le mien, quoique les chances soient très belles.

M. F. de Gentz
au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 16 janvier 1813.

Les félicitations que je pourrais vous adresser, cher comte, sur les succès glorieux, qui, en consolidant l'indépendance et la grandeur de votre pays, ont fait luire, en même temps, l'aurore d'un meilleur ordre de choses sur toute l'Europe, seraient aujourd'hui tardives et insipides. Ce qui l'est peut-être un peu moins, c'est le tribut d'admiration que je paye à votre gouvernement pour la victoire mémorable qu'il a remportée sur lui-même, en écartant les conseils de la passion et de l'exagération, pour adopter au milieu de l'ivresse générale un système de sagesse et de modération dont je crois qu'il ne se repentira dans aucun cas.

Entre des hommes, tels que vous et moi, les préliminaires de toute explication ou discussion politique

sont arrêtés et signés d'avance, et on n'a pas besoin pour s'entendre de remonter à l'origine du monde. J'entre donc en matière sans autre préambule.

Le cabinet de Vienne, malgré tout ce que l'on peut dire sur son compte, ne sera jamais conduit au but vers lequel vous voudriez le faire marcher, ni par des menaces, ni par des mesures violentes. Le caractère personnel de l'Empereur et de son ministre excluent ces moyens une fois pour toutes. L'Empereur, quelle que soit du reste la mesure de ses forces, est bien plus susceptible d'obstination que de peur. M. de Metternich, comme vous ne l'ignorez pas, est froid, calme, imperturbable et calculateur, par excellence. D'ailleurs, dans la situation actuelle des affaires, tout sujet de crainte d'un côté serait constamment contre-balancé par un autre sujet de crainte, également ou même plus fort de l'autre côté; et l'idée que la Russie pourrait songer seulement à forcer la main à l'Autriche, en rapprochant celle-ci de la France, ne ferait naître que le plus déplorable des résultats.

J'approuve donc de conviction intime la ligne de conduite que votre gouvernement a observée jusqu'ici vis-à-vis de cette cour et qu'il paraît être décidé à poursuivre. Pour la reconnaître la meilleure, il suffit de savoir que toutes les autres seraient, sans comparaison, plus fatales. Cependant si vous me demandez à quoi elle aboutira, et quel sera, selon moi, le fruit positif de tant de procédés et de tant de ménagements, voici ma réponse :

Quoique l'expérience nous ait appris qu'il ne faut désespérer de rien dans les choses humaines, je vous avoue franchement que je regarde comme à peu près impossible un changement total dans le système de la cour de Vienne. J'entends par là une rupture formelle avec Napoléon, et la résolution de faire cause commune avec vous. Ceux qui vous flattent d'une perspective pareille vous trompent autant que ceux qui voudraient vous persuader que vous y parviendriez par des moyens violents. Vous exposer les raisons, qui justifient ma manière de voir, serait long, fastidieux, et peut-être inutile. Mais vous savez que je ne suis pas homme à former ou à énoncer une opinion comme celle-là sur des données légères ou précaires. Si jamais il y eut un moment, où une résolution aussi désirable aurait pu s'opérer, c'était celui où arrivèrent ici les nouvelles de la grande catastrophe de l'armée française. Alors il était peut-être permis de se livrer à quelques illusions, et je ne veux pas vous cacher que pendant deux ou trois jours mon âme, si peu susceptible qu'elle soit aujourd'hui d'un sentiment pareil, commençait à se rouvrir à l'espérance. Mais ce moment ayant passé sans conduire à un résultat essentiel, il n'y a que des ignorants ou des visionnaires qui puissent encore s'imaginer de le rattraper.

Ce que je n'envisage point comme impossible, c'est que le cabinet de Vienne soit engagé dans quelque système mitoyen qui le porterait à séparer ses intérêts de ceux de la France, et à ne plus lui fournir de secours

directs. Je suis même persuadé, que c'est proprement là le but secret auquel ce cabinet a toujours visé, le fond et l'arrière-pensée de toute sa politique, et l'attitude qu'il préférerait à toute autre, s'il avait cent cinquante mille hommes sur pied.

C'est à vous à juger quel profit vous tireriez d'une détermination pareille. En me mettant à votre place, il me semble que j'y verrais un avantage bien réel. Car indépendamment du bien direct qui en résulterait à plus d'un égard, il est certain que s'il y a encore une chance pour vous faire obtenir la coopération de l'Autriche, c'est uniquement là qu'elle se trouve. C'est une espèce de purgatoire par lequel cette puissance doit nécessairement passer pour que l'enfer perde son pouvoir sur elle.

Mais ne croyez pas que le cabinet de Vienne, tout en désirant cet état de neutralité, l'embrassera spontanément, si on ne sait pas amener des conjonctures propres à fixer son *irrésolution systématique*. Il attendra, il louvoiera, il battra la campagne, il donnera des demi-promesses, et vous tiendra en suspens, jusqu'à ce que l'époque, où une pareille mesure pourrait être utile, soit irréparablement passée. Vous n'avez qu'à jeter les yeux autour de vous pour vous convaincre que telle sera sa marche; car si cette neutralité n'est pas prononcée à présent, où l'Autriche n'a rien à craindre de la France, comment le serait-elle dans trois ou quatre mois, lorsque Napoléon aura rassemblé de nouvelles armées et que l'Autriche croira, ou au moins prétextera

de croire ses propres frontières exposées à un danger imminent?

Il n'y a que la Russie qui puisse mettre un terme à toutes ces incertitudes et à toutes ces tergiversations. Et voici comment je conçois la chose :

Je ne sais pas quels sont proprement les plans militaires et politiques de l'Empereur. Je ne vous parle ici que de l'effet que produira sur les conseils de la cour de Vienne telle ou telle marche adoptée par la Russie. Je suppose donc que vous pousserez vos avantages acquis aussi loin que possible, et je regarde ce point-là comme la condition préalable de tout. Du moment que vous vous arrêtez, la politique de l'Autriche rétrograde et sa liaison avec la France devient plus étroite. Veuillez bien remarquer, que mon idée n'est pas que vous avanciez sur tous les points. Au contraire, il *faut* des ménagements avec l'Autriche; il en faut même dans toutes les hypothèses; et votre intérêt exigera toujours que vous évitiez ce qui peut l'aliéner sans retour. Mais aussi vous n'avez pas besoin, pour le moment, ni de ses provinces, ni de ses routes militaires. Pourvu que vous avanciez vigoureusement d'un autre côté, vous la compromettez assez, sans vous compromettre avec elle. C'est le sort de la Prusse, qui est d'une importance incalculable pour les décisions de l'Autriche. Jusqu'à ce moment encore, elle se flatte de diriger la cour de Berlin. Entraînez la Prusse, par quelque moyen que ce soit, et la moitié de votre tâche est accomplie.

Mais tout cela ne suffit pas. Il faut prendre un che-

min plus droit et plus efficace. L'Autriche vous en fournit elle-même un moyen qui doit réussir, si quelque chose au monde se peut. Le cabinet de Vienne soupire après la paix, ambitionne même le rôle de médiateur, et se croirait au comble de ses vœux, s'il y était admis. Il a fait et ne cessera de faire à votre gouvernement ouverture sur ouverture pour y parvenir. Si j'avais une voix dans vos Conseils, je proposerais qu'avant d'entrer dans aucun pourparler, avant d'écouter aucune proposition spéciale, ou d'en articuler aucune envers la cour de Vienne, on lui déclarât en termes très précis, que pour qu'on la charge d'une médiation quelconque, ou pour qu'on traite seulement avec elle d'aucune question relative à la paix, on attend, qu'au préalable elle annonce, sans détour et sans restriction, son intention de rester neutre, si la guerre continue. Cette demande est si juste, si raisonnable en elle-même, elle est d'ailleurs si évidemment conforme à l'intérêt bien entendu de l'Autriche, que vous avez certainement le droit d'y insister d'une manière péremptoire. Et je sais que la peur de perdre tout espoir de la paix et même l'honneur et l'avantage d'avoir pu y travailler sera pour le cabinet de Vienne, je ne dis pas un moyen irrésistible, car malheureusement on ne peut répondre de rien, mais le plus puissant de tous, pour la faire sortir de tous ses subterfuges et de toutes ses finasseries habituelles.

Dans une négociation que la cour de Prusse vient d'entamer ici, pour vérifier les véritables dispositions

de l'Autriche, et trouver un point de direction pour sa propre conduite — négociation qui probablement ne mènera à rien — j'ai donné le même conseil au ministre de Prusse, et je l'ai heureusement déterminé à exiger de M. de Metternich une déclaration positive sur la question préalable : si, en cas de la continuation de la guerre, il fournira, ou non, un contingent à la France. D'ici à peu de jours, cette déclaration (que la Prusse ne lui demande d'abord que comme un secret) doit être donnée ou refusée. Croyez-moi, ces questions catégoriques souvent répétées sont d'un si grand prix dans les circonstances actuelles et vis-à-vis d'un cabinet essentiellement temporisateur. La honte même d'avouer ouvertement qu'on est lié à la France d'une manière inséparable ne sera pas sans effet sur un homme qui se défend à outrance du soupçon d'être l'instrument aveugle de Napoléon.

Si ce raisonnement vous paraît fondé, je vous prie d'observer encore que le temps est précieux, et que les moments sont comptés. Ne prêtez plus l'oreille à des phrases. Si quinze jours après celui où vos troupes seront entrées à Varsovie, et où celles du prince Schwartzenberg l'auront quitté, celui-ci n'a pas reçu l'ordre *positif, clair et net*, de rentrer dans le pays et de ne plus agir avec les Français, le procès est jugé et perdu. Car si le corps de Schwartzenberg, arrivé à la hauteur de Petrikaw, ne prend pas le chemin de Cracovie (quelque difficile que soit cette résolution, à cause de ce maudit corps de Régnier qu'il traîne à ses

trousses); s'il s'engage dans la route de Posen, si ses relations avec les Français et son obligation de recevoir des ordres de Murat et Berthier ne sont pas dissoutes sur-le-champ — il les accompagnera, n'en doutez point, en Allemagne, en Hollande, en France, partout enfin où il plaira à Dieu de reléguer ces horribles alliés; et, dès ce moment, il ne sera plus question ni de rupture, ni seulement de neutralité.

Voilà ce que j'avais à vous dire pour le moment. Il ne me convient guère de parler de moi en présence d'aussi grands objets; mais je *dois* vous en dire quelques mots parce que c'est l'intérêt de la chose qui me les dicte. Vous connaissez Metternich. Vous savez que moyennant la singulière composition de son caractère, il est impossible d'exercer sur lui une influence directe, et encore moins une influence durable. Je ne serai donc pas assez sot, pour me donner l'air de posséder cet avantage. Mais ce que je puis vous dire sans m'éloigner de la vérité, c'est qu'il n'existe aujourd'hui personne qui le connaisse plus intimement, qui l'ait étudié avec plus de suite et de succès, et qui ait pénétré plus que moi ses bonnes et ses mauvaises qualités, ses moyens et ses erreurs, toute la tendance, toute la couleur et même tous les ressorts de sa politique. Par conséquent, il me paraît clair que personne ne peut vous donner sur la marche et les dispositions de ce cabinet des renseignements plus exacts, plus amples et plus authentiques, que ceux que je suis en état de vous fournir. La volonté ne me manquera jamais; car mes principes ne

varient pas avec les circonstances, et tout attachement particulier, tout intérêt personnel quelconque est subordonné en moi au besoin impérieux de sacrifier ma vie et mes forces au plus sublime objet pour lequel on ait travaillé et combattu depuis qu'il existe des empires. Si votre auguste maître m'a retiré pendant quelque temps sa haute bienveillance (comme on a voulu me le faire croire), vous savez que je n'aurai dû ce malheur qu'à un excès de persévérance dans ce que je croyais bon et salutaire. Fournissez-moi seulement les moyens de vous être utile. Mettez-moi à même de correspondre avec vous en toute sûreté; car vous sentez bien que le moindre soupçon d'une correspondance de la nature de celle que je viens d'entamer ici, me paralyserait pour toujours. Votre dernière lettre m'a été remise d'une manière si maladroite que j'ai été obligé de la montrer à M. de Metternich. Il n'y avait aucun mal, car elle ne contenait que des choses que vous auriez pu adresser à tout le monde. Cependant je vous le dis avec franchise, ce n'est pas sur ce pied banal que vous devez me traiter, si vous voulez que je vous serve avec quelque succès. Les lieux communs sont aussi inutiles avec moi qu'avec Metternich. Car quant à lui, il sait par cœur tout ce qu'on peut lui dire dans ce genre, et n'est pas accoutumé de ma part à des propos vagues et déclamatoires. Et quant à moi, rien n'est plus superflu que de m'exhorter au zèle, etc., etc. Car je penserai et parlerai toujours de même, quand je n'aurais même plus aucune relation avec personne. Si vous voulez que j'agisse ou

au moins que je vous informe de ce que je puis savoir, il faut absolument sans m'initier dans tous vos secrets, vous ouvrir avec moi d'une manière particulière et positive. Je ne brigue pas cet honneur, je sais parfaitement remplir mon temps et ne suis que trop occupé avec tout ce qui m'entoure. Mais aussitôt que vous jugez à propos de m'y admettre, il faut que ce soit à *mes* conditions.

J'ai reçu plusieurs lettres de M. de Stein. Je crois que ce brave et respectable ministre se trouve dans votre voisinage. Si tel est le cas, ayez la bonté de lui communiquer cette lettre et de lui dire en même temps que je suis toujours infiniment flatté de son souvenir et de sa bonne opinion, mais que je n'ai pu faire qu'un usage très limité de ses lettres. Lorsqu'on a affaire à des hommes froids, incapables d'exaltation et, en outre, très contents de leurs propres lumières, le langage d'une âme forte et enthousiasmée pour le bien n'est pas celui qu'on peut leur adresser.

Adieu, cher comte. Si vous ne répondez pas, cette correspondance est finie, et je m'en consolerai comme de tant d'autres projets manqués. Mais si vous croyez qu'il vaille la peine de me compter parmi vos coopérateurs, soyez sûr que vous n'en trouverez nulle part un plus fidèle que votre dévoué serviteur.

Le comte Charles de Nesselrode à sa femme.

Radzioni, 22 janvier 1813 (5 heures du soir).

Nous sommes ici depuis deux heures; le grand maréchal est encore à faire courir les laquais de la cour pour lui trouver un trou où il puisse ne pas mourir de froid, de vapeur et de puanteur. Tous sont en mouvement, mais aucun d'eux n'a rien trouvé, quelle que soit son envie de le bien servir. Moi, je suis campé dans une manière de buffet, mon côté gauche grille, le côté droit gèle et si je réussis à t'écrire tout ce que j'ai à te dire en réponse à ta lettre, ce sera un vrai tour de force. C'est dans ce triste état que je l'ai reçue et que j'ai appris ton impatience à venir me rejoindre. Juge d'après ce tableau si c'est une chose possible. Être avec moi ne se peut absolument pas, et de te savoir à trente ou quarante lieues derrière l'armée me ferait mourir d'inquiétude. Ainsi, pour l'amour de Dieu, chère Marie, sois raisonnable et n'insiste plus sur un projet que je ne puis approuver. Le prince Pierre est le plus malheureux des hommes depuis qu'il sait l'équipée de sa femme. Sophie et Zénaïde seront bien avancées de se trouver à Kœnigsberg lorsque nous nous trimbalerons par les villages juifs du duché de Varsovie. Elles n'y gagneront autre chose que de tourmenter leurs maris et d'être privées de leurs nouvelles, car Nikita n'enverra

pas tous les jours un feldjaeger à Kœnigsberg, comme l'Empereur à Pétersbourg. Ma foi, je ne sais pas comment j'ai manqué celui du 8, jusqu'ici je croyais n'en avoir laissé partir aucun sans en profiter pour t'écrire. Tu vois par là que les choses peuvent avoir lieu sans qu'il y ait de quoi s'alarmer le moins du monde. Mais il arrive aussi, lorsque des occasions extraordinaires se présentent que je t'écris deux jours de suite. Tel est le cas aujourd'hui, et, en faveur de cette circonstance, j'espère que ma lettre sera bien reçue, quoiqu'elle ne soit pas très aimable, mais aussi comment ne pas être fâché quand je vois que tu es là à te chagriner sans aucune raison plausible. Je t'en supplie, chère amie, ne sois pas comme cela, j'en éprouve une peine que je ne puis t'exprimer. S'il est jamais possible de prévoir que nous resterons quatre semaines au même endroit, je te promets de t'engager à venir, je te l'ai répété dans toutes mes lettres et je suis pourtant à même de juger les événements aussi bien que ces dames de Pétersbourg qui vont se mettre en campagne sans savoir si elles verront leurs maris et où elles doivent les chercher. Enfin, pardon, je ne t'ennuie que trop, chère amie, je quitte ce sujet pour t'annoncer que nos troupes occupent Plotzk, et que j'ai très bien fait mon voyage de Mlava où je suis resté une soirée de plus que l'Empereur, que tu es bien la plus aimable petite femme du monde de m'avoir envoyé du curaçao, que malgré le froid, la vapeur et la puanteur, je me porte très bien et que malgré mon accès de colère au commencement de

mon épître, je serais l'homme le plus heureux du monde si je pouvais te revoir et t'embrasser, mais je désire sincèrement que ce soit plutôt à Pétersbourg que dans un Kortchma de Pologne.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Johannisberg, 24 janvier 1815.

Je te remercie beaucoup pour la pièce copiée par Grégoire et qui n'était pas connue encore. Quant aux gazettes étrangères, elles ne nous manquent pas actuellement. Comme tu t'intéresses au roi de Rome, je te dirai que cet enfant précoce parle déjà. Les premiers mots qu'il a dits à son père lorsqu'il l'a revu furent : Papa, j'ai déjà appris à courir.

Prie Ouvarof de demander de ma part à M. Faber pourquoi il a appelé son journal le *Conservateur impartial*. Nous n'avons pas le bonheur de comprendre ce titre et je pense que c'est le chancelier qui l'a imaginé. C'est inintelligible comme lui. Laval m'a écrit une jolie lettre, mais je n'ai pas eu le temps de lui répondre.

Le comte Charles de Nesselrode à sa femme.

Plotzk (sur la Vistule), 25 janvier 1813.

Ah! tu te moques de nos petites villes allemandes, eh bien, je te ferai la description d'une ville polonaise qui ne le cède en rien à celles de la Prusse. Mais comme je ne fais que d'y débarquer, tu sauras seulement aujourd'hui que je suis très bien logé dans une jolie petite chambre, bien propre, bien chaude, bien peinte, mais, hélas! à côté d'un piano qui, ne t'en déplaise, n'est pas un chaudron. Je te prie de traiter dorénavant nos instruments avec plus de respect. Celui-ci fait les délices de Tolstoy et de tous ceux qui ont dîné chez moi. Peterson a chanté *Ombra adorata*, pour le moins aussi bien que Crescentini, et moi j'ai joué la marche de la *Vestale* avec une grande distinction. Cela ne nous empêchera pas de fréquenter le spectacle. Oui, Madame, il y a ici spectacle, même opéra et ballet. Vous voyez que Plotzk est une ville très importante. Vous voyez aussi que pour me conformer à vos augustes volontés, je commence la page tout en haut et ne laisse pas un cheveu de marge. Conviens qu'il est difficile d'avoir un mari plus obéissant. Tu m'as pris par mon faible et puisque le prince Pierre, qui a sur les bras tout le détail de cette immense armée, écrit à sa Sophie des lettres qui ne sont pas moins immenses, il faut bien

que j'adopte les mêmes dimensions. Mais si dans tout cela, il y a beaucoup de galimatias et de sottises, il ne faut pas t'en prendre à moi, car il est impossible de donner plus qu'on ne possède. Or, ce qui me manque complètement, c'est le talent d'écrire de longues lettres, surtout quand les sujets me font défaut, car il m'est impossible de délayer mes sentiments en quatre pages. C'est un aveu que je te fais, chère amie, et que je te dois depuis longtemps, ne voulant pas paraître à tes yeux meilleur que je ne suis. Moins il y aura d'illusions entre nous, plus nous pouvons espérer de bonheur.

Voilà Tolstoy qui arrive avec Volkonski. Aussitôt que j'en aurai fini avec ces Messieurs, je reprendrai ma lettre et elle sera longue si ce courrier n'est pas expédié de trop bonne heure. J'ai, au reste, fait voir au prince Pierre l'article de ta lettre qui le concerne et il m'assure tout à fait le contraire. Sa femme se plaint autant que toi et ses lettres ne sont pas plus longues que les miennes. Le thé est pris et mes très aimables hôtes se sont retirés. Nous avons eu une jolie musique sous nos fenêtres pendant la retraite; nous cherchons à jeter beaucoup de poudre aux yeux des Polonais, il faut bien servir chacun à sa manière. Ces Messieurs s'imaginaient que nous étions dans le même état que les Français, aussi n'en reviennent-ils pas de voir deux cent mille des nôtres passer la Vistule. Ce que j'ai vu aujourd'hui de cavalerie, et c'était la fameuse seconde division de cuirassiers, est vraiment magnifique. D'ailleurs, les Polonais semblent bien dégrisés. Le peuple est excessi-

vement abattu et ne fait rien pour soutenir l'exaltation des meneurs. Ce que ceux-ci ont armé à la hâte s'est de nouveau dispersé; ici une vingtaine de martyrs ont voulu protéger la retraite du préfet, mais les Cosaques les ont tout de suite mis à la raison. Voilà le seul fait de guerre dont j'ai entendu parler depuis quelques jours. Saint-Priest nous a quittés aujourd'hui pour prendre un commandement.

M. Frédéric de Gentz
au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 28 janvier 1813.

Depuis ma dernière lettre, cher comte, l'aspect des affaires n'a pas essentiellement changé ici; je n'ai donc au fond rien de nouveau à vous dire; mais il me paraît intéressant et même indispensable d'insister très fortement sur ce que j'ai pris la liberté de vous exposer l'autre jour par rapport aux mesures à prendre, pour s'assurer de l'Autriche. Je sais bien que M. de Stackelberg a été ici en pourparlers pendant plusieurs jours; je sais bien que Lebzeltern arrive chez vous, avec les plus belles phrases du monde. Mais tout cela n'avancera pas d'une ligne les intérêts communs. J'ai été même très mortifié d'apprendre que M. de Stackelberg ait accepté (au moins en termes généraux) l'intervention

de l'Autriche dans ce simulacre de négociations, que l'on veut mettre sur pied, et qu'il l'ait acceptée sans faire ses conditions. Cependant sa déclaration préalable ne liera pas les mains à l'Empereur; et j'espère bien que rien ne vous empêchera de tirer des circonstances présentes tout le parti que l'on peut en tirer, si on ne se relâche pas.

Je vous suppose plus ou moins instruit des négociations secrètes qui ont eu lieu depuis quatre semaines entre cette cour-ci et celle de Berlin. Ces négociations ne sont pas en elles-mêmes d'un intérêt majeur, puisque les résolutions de la Prusse seront décidées et fixées par la force des événements. Mais elles sont, selon moi, assez remarquables par les résultats auxquels ils ont conduit du côté du cabinet de Vienne; résultats qui vous prouveront, de nouveau, *combien* les aperçus que je vous ai communiqués dans ma dernière lettre étaient justes.

C'est bien joli, sans doute, d'entendre dire au ministre d'Autriche, en réponse à une note extrêmement pressante des négociateurs prussiens : « que *si* les propositions de paix, sur lesquelles il *espérait* se concerter avec la Russie et l'Angleterre étaient finalement rejetées par la France, et *si*, en attendant, les armées russes, secondées au printemps par un débarquement sur les côtes d'Allemagne, s'étaient avancées, au point qu'il n'y eût *plus à craindre* que Napoléon ne portât la guerre dans les provinces autrichiennes — il ferait *alors* les derniers efforts pour — *engager* l'Empereur, son

maître, à faire cause commune avec les plus puissantes alliées ». Mais lorsqu'on pense que ce n'est là qu'une déclaration verbale et purement confidentielle ou plutôt *personnelle*, lorsqu'on examine ensuite les détails de cette déclaration et tout ce qu'elle fournirait de matière à des excuses et à des subterfuges, lorsqu'on réfléchit enfin, que tout est suspendu à une condition hypothétique aussi précaire que celle : « *d'engager*, en temps et lieu, l'Empereur à partager la façon de voir de son ministre, » il n'est pas possible de regarder cela le moins du monde comme un gage pour l'avenir. Aussi la réponse *officielle* que M. de Humboldt vient enfin d'arracher à M. de Metternich, conçue dans des termes beaucoup plus vagues, ressemble plutôt à une défaite qu'à un présage de rapprochement.

Je regarde l'issue de cette négociation prussienne comme le vrai prototype de tout ce qu'on peut se promettre de l'Autriche, si on n'emploie pas à son égard une marche plus ferme et plus prononcée. Car de toutes les cours, celle de Berlin avait le plus d'espoir de pousser l'Autriche, sinon à des démarches immédiates, du moins à des déclarations claires et suffisantes.

Tout me ramène donc à ma première opinion. Il faut trouver un moyen quelconque pour faire cesser l'incertitude qui règne sur la conduite future de l'Autriche. Je sais bien qu'on entassera argument sur argument et sophisme sur sophisme pour vous prouver que le moment n'est pas venu, qu'on doit attendre telle ou telle époque, que ce serait tout compromettre que de faire

un éclat aujourd'hui, etc., etc. Mais pour répondre à toutes ces objections, je dirais à l'Autriche : vous voulez être bien avec nous; vous nous parlez de votre intervention dans des négociations de paix; vous prétendez même en concerter les conditions avec nous. Bon! voici donc une *alternative* que nous vous présenterons. Ou bien, vous déclarerez *publiquement*, mais sans autre délai, que vous ne prendrez plus aucune part à la guerre; ou bien, si cela vous paraît prématuré et dangereux, vous déclarerez, *en secret*, mais catégoriquement et avec l'autorité de l'Empereur, que, quelle que soit l'issue de ces négociations auxquelles vous tenez tant, vous ferez cause commune avec nous, aussitôt que l'impossibilité de la paix sera reconnue. Quant à moi, je préférerais la première démarche, quoique, de prime abord, elle paraisse plus circonscrite et, par conséquent, moins avantageuse que l'autre. Mais je la préférerais parce qu'elle serait plus facile à obtenir, parce qu'elle serait d'un effet plus prochain, parce qu'elle aurait sur l'opinion publique une influence incalculable, parce qu'elle embarrasserait Napoléon presqu'autant qu'une déclaration de guerre, et serait peut-être plus forte aujourd'hui qu'une déclaration de guerre après trois ou quatre mois; enfin parce que loin d'empêcher la cour de Vienne de prendre plus tard des résolutions encore plus énergiques, il est très probable qu'elle l'entraînerait dans ces résolutions.

Quoi qu'il en soit, l'une ou l'autre de ces deux démarches serait à mes yeux le *sine qua non* de toute

explication ultérieure avec l'Autriche. Et pensez à moi; si vous n'obtenez ni l'une, ni l'autre, l'Autriche vous échappera, et c'est à vous à calculer ou à deviner le reste.

Vous devez sentir, cher comte, à quel point je m'expose en vous écrivant des choses pareilles, qui malheureusement ne contrastent que trop avec ce que nous appellerons ici notre *système*. Ainsi, en rendant en justice au zèle pur et désintéressé qui me guide, vous aurez soin qu'il ne m'en résulte pas quelque grand désagrément, et vous me rassurerez le plus tôt que cela sera possible par quelques lignes de votre main. Agréez en attendant tous les sentiments distingués avec lesquels je suis pour la vie votre très dévoué.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Klodawa[1], 4 février 1813.

Nous avons eu deux belles journées : hier, la victoire de Wintzingerode, aujourd'hui l'entrée de Worontzof à Posen. L'affaire de Wintzingerode est tout à fait une victoire à la Souvarof; il a attaqué avec l'avant-garde et l'affaire était décidée lorsque la grosse infanterie sous

1. Klodawa, bourgade du gouvernement de Kalisch.

Bachmétief est arrivée. Wintzingerode a eu un cheval tué sous lui.

Le même à la même.

Kalisch, 16 février 1813.

J'ai le plaisir de t'annoncer qu'Alexandre Benkendorf a eu une affaire charmante, près de Berlin. Les habitants lui ayant indiqué une forêt par où un corps de cavalerie française devait passer, il y cacha ses Cosaques, tomba sur ladite cavalerie, fit 600 prisonniers, avec 16 officiers, et mordre la poussière à tout le reste, excepté 20, les seuls qui se soient échappés. Par ce mouvement le vice-roi a été coupé de Berlin et rejeté sur la Saxe. Benkendorf a eu le Saint-Georges de 3e classe et l'a vraiment mérité, car les Français se sont extrêmement bien battus dans cette rencontre.

Le pauvre Stein est bien malade à Breslau; sa perte serait irréparable dans les circonstances présentes. Que Dieu nous préserve d'un tel malheur!

Le même à la même.

17 février 1813.

Pour le cas où tu ne serais pas partie encore, je suis

chargé de la part du comte Tolstoy de te proposer de te faire accompagner dans ton voyage par le fameux Bapkin qui vient ici. Cela ferait que tu voyagerais plus sûrement et plus commodément et que tu pourrais te passer d'un courrier, puisque ledit Bapkin a encore un grand laquais de la cour avec lui. Tâche d'arranger cela, je crois que tu t'en trouveras bien. Tu feras dire à Bapkin que c'est l'intention du comte Tolstoy. Mais surtout arrive bientôt, la présence de Sophie augmente, si c'est possible, mes regrets de n'être point réuni à toi. Voici une lettre de Lebzeltern qui ne peut s'empêcher d'être en correspondance avec trente-six mille demoiselles. Le baron Stein nous est revenu. Pozzo est ici. Quelle aimable réunion. Si, arrivée à Kœnigsberg, tu apprenais par hasard que le quartier général n'est plus à Kalisch, tu irais sur Berlin.

Le même à la même.

Kalisch, 26 février 1813.

Encore aujourd'hui ma lettre ne pourra guère qu'être courte, je suis sûr néanmoins que tu l'aimeras beaucoup plus que mes longues épîtres. Je souscris à toutes les propositions que tu me fais dans ta lettre du 13 février. Je n'en excepte que l'article de la calèche, il est impossible que, dans cette saison, tu voyages autrement

qu'en voiture. Ainsi, donne-toi une bonne dormeuse, avec des roues hautes et des mouvements très doux. Indépendamment du voyage elle te servira à Prague, Carlsbad, Tœplitz, Dresde et autres villes. Ce qui n'est pas moins nécessaire, c'est un cuisinier. Ainsi si tu pouvais prendre avec toi quelque artiste marmiton, ce serait très utile. Je crois aussi qu'une seule voiture suffirait; en Russie, tu pourrais prendre avec toi un courrier du ministère des finances qui te devancerait en kibitka pour préparer les chevaux et pour t'accompagner jusqu'à Kalisch. Tu resterais avec moi tant que nous serons en place et, les opérations commencées, tu te rendrais aux eaux avec Mme Alopéus.

Voilà qui est dit et arrangé; pars, dès que tu jugeras les chemins assez praticables et suis la route de Riga, Kœnigsberg, Plotzk et Kalisch. Comme il te faudra au moins une dizaine de jours après la réception de ma lettre pour achever tes préparatifs, je continuerai à t'écrire à Pétersbourg. Ainsi te voilà contente, j'espère; pour moi, je ne serai heureux que quand je pourrai te serrer contre mon cœur. Les quatre semaines que tu mettras pour me rejoindre seront un mois d'angoisses, car je te supplie de ne te faire aucune illusion sur l'abomination des chemins. Rosen a mis vingt-deux jours. Peut-être vaudrait-il mieux attendre que les rivières fussent toutes débâclées et les routes partout séchées. Enfin tu jugeras cela mieux à Pétersbourg; je suis trop sûr de ton bon esprit pour craindre une imprudence.

Sans adieu, madame la comtesse, à l'honneur de vous revoir à l'arrivée.

Le baron de Stein est tiré d'affaire. C'est un véritable bienfait du ciel que de nous l'avoir sauvé.

M. F. de Gentz
au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 10 mars 1813.

Rien ne serait je crois, plus inutile, cher comte, que de m'arrêter longtemps à vous exprimer la satisfaction et le plaisir que j'ai éprouvés en lisant votre lettre du 12 février. En vous écrivant, je n'avais suivi que l'impulsion que me donnaient le besoin de coopérer au bien public et les sentiments personnels qui m'attachent à vous. Jugez de mon bonheur en apprenant que mes bonnes intentions sont parvenues à la connaissance de votre auguste Souverain et qu'il a daigné les honorer d'un regard d'approbation et de haute bienveillance.

Pendant les six semaines qui se sont écoulées depuis la date de ma dernière lettre, des changements prodigieux se sont opérés, non seulement dans l'ensemble des affaires publiques, mais particulièrement aussi autour de moi. La marche du cabinet de Vienne vers le but commun, régulièrement quoique lentement progressive depuis quelques mois, a été accélérée au delà

de toute attente par le résultat heureux des négociations entre la Russie et la Prusse. Vous apprendrez suffisamment par d'autres voies tout ce qui s'est passé ici dans le bon sens, le langage qu'on tient, les déclarations éventuelles qu'on a faites, la teneur des instructions qu'on donnera au prince Schwartzenberg, la ligne de conduite qu'on a adoptée et les résolutions auxquelles on se prépare, au cas où les ouvertures positives du prince Schwartzenberg seraient repoussées. Quoique observant de près et avec l'attention la plus soutenue le développement de la politique autrichienne, et secrètement porté à augurer plutôt bien que mal de ceux qui la dirigent, je vous avoue que je n'aurais jamais cru moi-même que, dans la première huitaine du mois de mars, nous arriverions au point où nous nous trouvons.

Aucun de ceux qui ont part à la confiance du comte de Metternich ne peut s'attribuer le mérite de cette révolution rapide. Le fait est, qu'il n'y a proprement que trois personnes à Vienne, qui puissent se flatter de rapports plus ou moins intimes avec ce ministre. Ces trois personnes sont le comte Hardemberg, M. de Humboldt et moi. Chacun de nous, il est vrai, a fait séparément, mais toujours de concert l'un avec l'autre, tous les efforts que le zèle le plus actif a pu lui suggérer; les principes et le but nous ont été communs; les deux autres avaient encore pour motif particulier les intérêts de leurs commettants et les devoirs de leur place, moi le désir de ne pas me désister d'une tâche qu'à travers

toutes les vicissitudes j'avais invariablement suivie pendant vingt ans, et de plus le tendre intérêt que je prends à la personne, au sort et à la réputation d'un homme que je ne cesserais d'aimer, s'il avait cessé même de mériter mon estime. Mais nous avons tout au plus secondé le mouvement. Les grands résultats se sont développés sans notre concours. Le comte Metternich a agi par lui-même. Je n'ai pas besoin de vous dire, que ce qu'on appelle le cabinet de l'Empereur se réduisant à ce ministre tout seul aucun autre n'a eu la moindre part à l'ouvrage.

Le changement a été amené par la conduite à jamais admirable de S. M. l'Empereur de Russie. Voilà le fait dans toute sa pureté, et tel qu'il doit être transmis à l'histoire. La persévérance, le calme, la grandeur d'âme que ce Souverain a déployés pendant le danger, sa haute sagesse, sa générosité, sa modération, son désintéressement dans l'époque des succès les plus brillants, les déclarations plus que loyales qu'il a faites, les principes politiques qu'il a annoncés, le langage que sans aucune variation il a tenu à l'Autriche, le caractère qu'il a donné à ses négociations avec la Prusse, les bases, les formes, les paroles même de son traité avec cette puissance, voilà, cher comte, vous pouvez m'en croire, ce qui a principalement, et, j'oserais dire, exclusivement guidé et déterminé le cabinet de Vienne. Gloire immortelle à votre adorable Souverain! Ce triomphe, quoiqu'un des plus remarquables, n'est pas le dernier qu'il aura remporté. Lorsqu'on marche sur

une ligne essentiellement bonne et juste, il est impossible qu'on n'obtienne pas tôt ou tard tout ce qu'on cherche.

Maintenant, je ne vous le cacherai pas, je regarde mon pauvre petit travail comme fini. Les circonstances feront le reste. L'Autriche est engagée à un point, que des pas rétrogrades me paraissent impossibles; et ce serait pour moi un bien triste moment que celui où je me dirais que l'on pourrait avoir de nouveau besoin de mes faibles services. Toutes ces précautions que j'avais pris la liberté de vous indiquer dans mes deux dernières lettres, et dont alors votre excellent esprit avait senti la nécessité, sont aujourd'hui superflues et hors de saison; et je m'imagine que personne ne sera plus étonné que M. de Lebzeltern, lui-même, qui probablement ne s'est guère attendu à ce que, en arrivant chez vous, ses instructions se trouveraient avoir été datées d'avant le déluge.

Je suis loin de prétendre que tout soit gagné et consommé. Des obstacles sans nombre s'opposeront à l'exécution de chaque plan auquel l'Autriche doit concourir. Le caractère de notre Souverain, l'état déplorable de l'administration intérieure, la détresse extrême de nos finances, le manque de zèle, la maladresse, le décousu qui règnent dans toutes les parties du service public, sans compter les menées sourdes et les intrigues obscures qui entravent la marche du gouvernement à chaque pas, tout cela sont des ennemis redoutables. Je sens aussi que le moment décisif, celui de la rupture

formelle avec Napoléon, aura ses difficultés, ses peines, ses convulsions particulières. Mais je dis que le retour est devenu impossible, et que, si l'Autriche ne contribue pas efficacement et puissamment au bien, il est sûr, au moins, qu'elle ne l'empêchera plus et que rien ne la ramènera au mal.

Voilà mes aperçus. Si je me suis trompé, je serai le premier à m'en accuser auprès de vous. Si j'ai eu raison, je ne vous écrirai de temps en temps que pour me féliciter avec vous de nos succès communs. Vos heures sont précieuses. Je ne vous accablerai jamais de mes réflexions que lorsque je les croirai éminemment utiles.

Il y a dans votre lettre un passage auquel je veux répondre avec la même sincérité et franchise que vous avez approuvées dans l'ensemble de mes correspondances. Je ne suis pas de votre avis sur le ministère anglais. Nul doute qu'il ne soit comparativement faible. Il a donné des preuves de sa médiocrité; et, s'il s'agissait d'un suffrage libre et personnel, soyez sûr que je ne donnerais pas le mien à ceux qui, par un acte honteux de poltronnerie politique, ont révoqué les ordres du Conseil, pour apaiser ces misérables Américains. Mais permettez-moi d'observer, qu'il y a des cas où les talents, même d'un ministère anglais, peuvent devenir nuisibles aux grands intérêts de l'Europe. Parlons sans détour. Si Napoléon veut se contenter aujourd'hui de la frontière du Rhin, des Alpes et des Pyrénées, je signe la paix sans hésiter un instant, heureux, mille fois heureux de sauver au continent les crises, les incerti-

tudes, les hasards, les sacrifices prolongés de cette guerre épouvantable. Or, si dans une circonstance pareille le ministère anglais, guidé par un ressentiment immodéré, par une fierté sans bornes, ou par quelque fantôme d'une imagination exaltée, s'opposait à une pacification que tout le monde trouverait bonne et salutaire, ne serait-ce pas là un malheur incalculable? Eh bien, cette opposition, je ne la crains pas, ni de lord Liverpool[1], ni de lord Castlereagh, etc. Mais je la craindrais infiniment si Dieu avait exaucé les vœux insensés de tant de personnes d'ailleurs très respectables, en leur accordant lord Wellesley, comme premier ministre d'Angleterre. L'assemblage de violence et de paresse, de hauteur et de négligence, d'obstination et de versatilité, qui caractérise cet homme, nous aurait achevé tous. J'ai d'ailleurs contre lui des griefs majeurs que je ne puis pas exposer ici. Entre les deux, j'aurais certainement préféré Canning[2], dont le génie est beaucoup plus substantiel, tandis que celui de l'autre n'est que de la poésie orientale. Mais Canning est aussi trop

1. Liverpool (Robert, Banks, Jenkinson, comte de), 1770-1828, homme d'État anglais, premier ministre après l'assassinat de Perceval (1811), s'opposa à l'émancipation des catholiques et persécuta la reine Caroline.

2. Canning (George). Homme d'État anglais, 1770-1827. Ministre des affaires étrangères en 1807, il ordonna l'inique bombardement de Copenhague. Il se retira en 1809, à la suite d'un duel avec son collègue Castlereagh, et représenta l'Angleterre à Lisbonne (1814-1816). Revenu aux affaires, il se montra de 1816 à 1820 dévoué à la réaction. Il tomba en 1820, mais en 1822, il fut de nouveau ministre des affaires étrangères et premier ministre en 1827.

passionné. Quoi qu'on en dise, le ressort de la guerre est usé partout; s'il faut la continuer — et Dieu me préserve de donner ma voix à une paix qui ne serait qu'un armistice honteux — on doit la faire avec toute l'énergie possible; mais, en envisageant la situation de l'Europe d'un point de vue élevé, il me paraît clair que le moment est venu où la sagesse nous rendra de plus grands services que la force.

C'est dans le même sens que je vous dis que je ne sais pas goûter les *sesquipedalia verba* de M. Arndt[1]. Je n'ai aucune prétention à cette éloquence qui allume les flammes populaires; mon genre est plutôt celui dont on a besoin pour les éteindre. Ainsi, il n'y a aucun sentiment de rivalité qui me dicte mes opinions sur ces pièces. Mais je crois qu'elles dépassent le but, et qu'elles peuvent devenir très dangereuses; elles sont d'ailleurs, quoique fort éloquentes, composées dans un goût diabolique. J'ai lu la grande proclamation que l'Empereur a adressée au peuple russe, en date du 25 décembre, je crois, de Wilna. Voilà ce qui me convient; voilà qui est beau, grand, sublime dans sa simplicité, d'une dignité soutenue, et pourtant fait pour pénétrer toutes les âmes.

Je conçois bien que Wallis soit d'un avis différent du mien sur le papier-monnaie russe, car je le soupçonne fortement de l'être même sur les billets de banque

1. Arndt (Er.-Maurice), professeur et poète allemand (1769-1860), s'est surtout fait connaître par des poésies nationales qui contribuèrent en 1812 à soulever l'Allemagne contre la France.

d'Angleterre. N'importe! Cette cause, comme toutes celles qui *doivent* triompher, survivra à tous ses ennemis.

Je vous adresse cette lettre par le comte Hardenberg qui va faire un voyage à Breslau. S'il a le bonheur de vous rencontrer, je vous le recommande comme une des colonnes de l'ancien et bon système de l'Europe et comme un homme qui a rendu des services éminents. Je vous écrirai pour la forme par M. de Stackelberg. C'est un bien digne et respectable homme; mais je vous avoue qu'il m'a poussé à bout par l'excès de sa pédanterie, par tous ses détours minutieux, par sa défiance déplacée, et par les précautions humiliantes avec lesquelles il m'a remis votre lettre. Si je n'avais pas su par mes amis que c'est là la manière dont il traite tout le monde, et par laquelle il finira par devenir complètement insupportable, je me serais brouillé avec lui. Soyez bien persuadé, cher comte, que vous ne risquez rien avec moi; je ne sais pas ce que c'est que l'indiscrétion; ma correspondance avec vous est un secret pour tout le monde, mais j'espère que nous verrons le jour où il me sera au moins permis de dire à ceux qui m'aiment que j'ai eu le bonheur d'obtenir le suffrage de votre auguste Maître et que j'ai été compris parmi ceux qu'il a jugés dignes de concourir à l'ouvrage qui lui assurera la plus belle immortalité. Adieu.

P. S. Ma lettre était déjà fermée lorsque le comte Stackelberg est venu chez moi pour me dire qu'il envoyait après-demain un courrier à l'Empereur. Je ne

lui ai pas caché que je vous écrivais par l'occasion présente, et il en a été content, exigeant cependant que je lui donnerais aussi une lettre. Je l'ai trouvé cette fois infiniment plus doux et traitable que lors de notre dernière conversation; il était arrivé à vivre dans un état d'agitation inconcevable; mais je vois qu'il s'est calmé depuis quelques jours. Je n'ai pas le temps d'effacer ce qu'il y a sur son chapitre dans ma lettre, mais vous n'attacherez pas à cette petite effusion de ma bile plus de poids qu'elle ne mérite.

Je veux cependant vous exposer en peu de mots quel a été proprement l'objet de notre discussion. Il a prétendu qu'avant qu'il puisse me confier votre lettre je devais signer une espèce de déclaration, comme quoi je n'en ferais part à personne et *nommément à M. de Humboldt*. J'ai trouvé la prétention peu délicate par rapport à moi, et d'une injustice révoltante par rapport à Humboldt. Je vous répète ici qu'il n'y a que trois personnes à Vienne qui jouissent à un certain degré de la confiance du comte Metternich. Chacun de nous est à même de savoir ce que l'autre a fait pour la bonne cause; mais je puis bien dire qu'il n'y a que nous qui le sachions. Notre influence directe a été peu de chose, car Metternich n'est point un homme qu'on mène comme on veut. Mais, sans en avoir joué nous-mêmes, nous avons accordé l'instrument. Et d'avoir suivi ce travail pendant deux ans sans interruption, ni relâche, de n'avoir jamais désespéré du succès en dépit des circonstances les plus sinistres, voilà certainement un

mérite qu'on ne nous disputera pas. Or, Humboldt en a fait une part considérable; il a agi avec une loyauté, avec une fidélité et avec une adresse dignes des plus grands éloges; et je ne conçois pas comment on a pu affaiblir ou dénaturer ce qui lui est dû. Malgré tout ceci, je n'ai pas mis Humboldt dans le secret de votre correspondance et je ne le ferai jamais. Ce soir, le comte Stackelberg m'a assuré qu'il était absolument revenu sur son compte; ainsi me voilà pleinement satisfait. Et je ne manquerai pas de vous écrire encore par le comte Stackelberg tout ce qui jusqu'au départ de son courrier pourrait se présenter à mon esprit relativement aux grandes affaires.

M. F. de Gentz au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 12 mars 1813.

J'espère, cher comte, que la lettre que je vous ai adressée par le comte Hardemberg, parti avant-hier au soir pour Breslau, vous sera parvenue avant celle-ci; ainsi je puis m'y référer. Je veux cependant ne pas laisser partir le courrier du comte Stackelberg sans ajouter quelques lignes à ce que j'avais dit.

Vous connaissez le langage que le prince Schwartzenberg doit tenir à Paris. Il est certain qu'on se flatte ici,

et qu'on se flatte même *beaucoup*, que ce langage produira son effet et engagera Napoléon à se soumettre à des cessions importantes. On compte sur l'ascendant personnel de Schwartzenberg, sur la répugnance extrême de Napoléon à se brouiller avec l'Autriche et sur l'embarras dans lequel il se jetterait s'il provoquait cette Cour à joindre la coalition. Si cet espoir se réalise, il est certain que Metternich serait le plus heureux et un des plus habiles ministres qu'il y ait jamais eu dans le monde. Quant à moi, je ne partage que faiblement cet espoir; j'avoue cependant que je suis loin d'y renoncer tout à fait, car la conduite de Napoléon a été — selon moi dans tous les temps, selon les autres, au moins depuis quatre mois — un tel tissu de maladresse, d'incohérence, de contradiction, de platitude et de misère, que je ne vois pas pourquoi j'exclurais des chances de l'avenir celle précisément qui conviendrait le plus au bonheur de l'Europe. Pourquoi dans un homme, chez qui le lendemain ne ressemble jamais à la veille, n'y aurait-il de fermeté et de fixité, que lorsqu'il s'agirait d'achever sa propre ruine?

Si la commission de Schwartzenberg échoue, je regarde comme sûr que l'Autriche prend fait et cause avec les alliés. Je *dois* le croire; et si je me trompe, je me féliciterai encore de mon erreur, car c'est un devoir de ne pas supposer ce qu'il y aurait de plus lâche ou de plus perfide dans ceux qu'il est difficile de mépriser. Mais j'ai une crainte qui me tourmente presque autant que me vexait jusqu'ici l'incertitude totale de notre marche.

Schwartzenberg aura parlé; Napoléon sera resté sourd; l'Autriche se sera déclarée contre lui. Mais rien ne sera prêt pour l'exécution. Nous nous trouvons dans une détresse cruelle. Point d'épargnes; point de possibilité de faire de nouveaux impôts; toutes les opérations comme épuisées; et la seule qui nous tirerait d'affaire sur-le-champ, repoussée avec fureur. Nous n'avons que 212 millions de papier-monnaie; le pays se désole, se lamente, jette les hauts cris sur ce qu'il y en a *trop peu*; que tout est dans une stagnation épouvantable. Cinquante millions de plus seraient un véritable bienfait pour le pays, et en même temps une ressource simple et sûre pour couvrir la mise en campagne de 150 mille hommes. Non! Wallis[1] se ferait pendre plutôt que d'ajouter un billet de 5 francs à ces 212 millions, qu'il regarde avec l'admiration d'un adepte qui aurait cru avoir découvert la quadrature du cercle. Personne n'a le courage de le contredire; personne ne veut se charger de la responsabilité d'une aussi terrible

1. Wallis (Joseph, comte de), homme d'État autrichien, né en 1768, mort en 1818. Il fut nommé en 1805, président de la régence de Bohême et, en 1810, ministre des finances. L'état financier de l'Autriche était alors déplorable : la dette s'élevait à 700 millions, et le papier-monnaie, dont une masse était en circulation, perdait plus des deux tiers de sa valeur. Le ministre commença par réduire le papier au cinquième, puis il en émit un nouveau qui ne tarda pas à être également avili. Les fortunes particulières se trouvèrent bouleversées; mais le gouvernement eut des ressources pour lever des troupes lorsque arriva la coalition de 1813 contre la France. Aussi à la mort du comte de Wallis, la cour de Vienne se montra-t-elle reconnaissante, en lui faisant faire de magnifiques funérailles. En 1816, il avait quitté le portefeuille des finances pour celui de la justice.

catastrophe que celle de voir tomber le cours du change de 5 à 10 pour cent! Le temps s'écoulera sans que rien ne soit fait. Le comte Metternich en gémit, mais il est sans pouvoir d'y remédier. Cette perspective est diabolique. Cependant mon avis est, qu'il faut aller en avant, pousser et presser, et lier la partie, et faire en sorte que la nécessité évidente décide ce qu'aucun bon conseil n'a pu réaliser. Une fois en train, il faudra bien qu'on trouve les remèdes. Paix générale, s'il est possible d'y parvenir, avant tout! Au défaut de cela, guerre générale contre Bonaparte! — Je ne connais, du moins je ne reconnais plus d'autre parti. Conservez-moi, je vous prie, votre bienveillance et soyez heureux dans tout ce que vous entreprendrez.

P. S. Je suis enchanté d'apprendre que Tettenborn réussit si bien en Russie. C'est un homme que j'aime au point que ses succès me paraissent les miens. Il est vrai aussi que dans le moment le plus critique de sa vie, j'ai été assez heureux pour lui rendre quelques grands services. Donc tout ce qui lui arrive d'heureux aujourd'hui me comble non seulement de joie, mais encore de fierté.

M. Frédéric de Gentz au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 17 mars 1817.

J'ai reçu hier, cher comte, votre aimable lettre du 11 et pour profiter d'un courrier qui, à ce qu'on me dit, partira dans quelques heures, je me bornerai à vous dire ce qui me paraît le plus intéressant pour le moment.

La proposition que vous voulez me faire par rapport à un voyage à Breslau est certainement très séduisante. Elle est de plus infiniment honorable pour moi, et je suis très flatté que M. de Stein se soit souvenu de moi dans cette occasion. J'y penserai aussi de toutes les manières; mais à vous dire vrai, je crois que ce voyage déplaisait beaucoup ici; et je n'ai pas besoin de vous dire sous combien de rapports je ferais mal en me portant à une démarche quelconque qui pût altérer ou affecter ma situation actuelle.

D'ailleurs, si vous entendez par les affaires de l'Allemagne l'organisation future des pays qui doivent être arrachés à la domination directe ou indirecte de Napoléon, mon avis est, que c'est là une question qu'on ne doit pas aborder aujourd'hui. Pour l'exprimer en peu de mots, c'est, selon moi, une opération de *seconde ligne*, quoique la plus importante, sans doute, de toutes les opérations que je placerais dans cette caté-

gorie. Vous sentez bien que sur l'article de l'état politique de l'Allemagne après la guerre, les opinions différeront à un tel point, qu'il y aura autant de systèmes que de publicistes et d'hommes d'État, occupés de ce problème épineux. Il ne me paraît pas même d'une sage politique d'agiter dans le moment actuel une question que chaque cabinet jugera d'une manière différente, et sur laquelle — ce qu'à Dieu ne plaise! — il pourrait s'élever des discussions peu favorables à l'intérêt commun. Délivrons d'abord le *territoire* allemand! Travaillons par toutes les voies possibles à amener une paix, qui, entre autres garanties de l'indépendance et de la tranquillité de l'Europe, anéantisse complètement et définitivement toute influence du gouvernement français sur l'Allemagne prise en masse, qui ensevelisse dans un oubli éternel la honteuse Confédération du Rhin, qui purge le sol de notre patrie commune du scandale d'un gouvernement westphalien, qui rende enfin l'Allemagne à elle-même. Le mal présent, déraciné, vient ensuite l'époque d'un nouvel ordre de choses à fonder. Voilà comme j'envisage cette question. Les bases, au reste, de ce nouvel ordre de choses ne seront pas difficiles à établir. Le *statu quo*, avant les bouleversements de l'année 1806, en fournira une très convenable pour les *possessions*; et les possessions sont cependant le grand point qui intéresse avant tous les autres. Ce qui coûtera le plus de peine et de travail, ce sera de trouver une forme qui réunisse l'indépendance des états particuliers avec la nécessité d'un lien com-

mun vigoureux, pour éviter dans l'avenir des maux pareils à ceux qui nous ont écrasés. Mais voilà précisément l'article auquel je ne conseillerais pas de toucher aujourd'hui, et dont, en effet, on *peut* ajourner la décision sans aucun danger pour les grands objets qu'il s'agit d'atteindre.

Vous sentirez aussi, comme moi, que dans la situation où nous nous trouvons, les vues du cabinet autrichien se développant et s'améliorant chaque jour, il est impossible de traiter du sort futur de l'Allemagne, sans faire intervenir l'Autriche dans ces délibérations. Nouvelle raison, pour ne pas en traiter trop tôt; car je suis persuadé que personne ici n'est préparé pour des discussions pareilles, et, que si on pouvait même prononcer un avis, on serait obligé d'avouer qu'il n'est pas encore formé.

Les bonnes dispositions de cette Cour ne sont plus sujettes à caution. L'Empereur a eu, hier, une longue conversation avec Metternich, dans laquelle celui-ci paraît avoir surmonté les dernières objections qui étaient encore à combattre. Il est certain que l'Empereur ne se fait plus illusion sur le dénouement prochain de cette crise et sur le parti qu'il sera obligé d'embrasser. Vous seriez étonné de la manière dont on parle ici (c'est-à-dire dans le sanctuaire ministériel) de l'arrivée prochaine de Narbonne, que nous ne regardons déjà plus que comme un misérable mannequin, qui vient pour se faire siffler par la galerie! — Le retard du voyage de Schwartzenberg est, selon moi, un symptôme très heureux. Car

chaque jour ajoute quelque chose au ton décidé qu'il doit prendre en arrivant à Paris. — Enfin, pour tout couronner, il est même question, depuis quelques jours, et très sérieusement, de l'établissement d'un comité de Finances, que présidera le comte Stadion et dont le renvoi de Wallis serait le résultat. Je vous parlerai une autre fois plus au long sur cet objet, qui me fait pâlir et trembler. Mais, sans moyens pécuniaires, nos meilleurs projets ne sont que des rêves.

Adieu, cher comte, et rappelez-moi de temps en temps — je suis content de deux lignes — que ma correspondance continue à vous intéresser. Mille grâces des Imprimés, où il y a, comme dans toutes les choses humaines, *bona mixta malis*. J'aime beaucoup les notes allemandes ajoutées aux 29 Bulletins; elles sont probablement rédigées par Pfuel, qui est une très bonne acquisition que vous avez faite.

M. Frédéric de Gentz
au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 18 mars 1815.

Vous aurez reçu ou recevrez ma lettre d'hier, cher comte, par M. de Stackelberg; elle est partie par un courrier prussien. Je dois aujourd'hui vous importuner de nouveau, et cela pour une affaire particulière;

mais comme l'objet que j'ai à vous demander tient à plusieurs autres, sur lesquels vous ne serez peut-être pas fâché de recevoir quelques détails, *contre* ceux que vous aurez déjà eus; d'ailleurs, je me fais un peu moins de conscience de vous enlever encore des moments précieux.

Vous savez, sans doute, ce qui est arrivé à King, qui, depuis l'automne de 1811, avait été ici comme agent secret de l'Angleterre. On le renvoie de Vienne pour avoir fourni des fonds à un complot, dont l'archiduc Jean et M. Hormayr[1], directeur des archives d'État, et très connu dans le monde littéraire étaient les chefs. Ce soi-disant complot n'était autre chose qu'une tentative — bien maladroitement, il est vrai, et bien sottement imaginée et conduite — pour faire insurger le Tyrol et le Vorarlberg. L'archiduc a fait amende honorable, a imploré la clémence de l'Empereur et a reçu son pardon. Hormayr a été envoyé à une forteresse en Hongrie, après avoir perdu toutes ses places; beaucoup d'autres personnes, qui avaient eu part à cette malheureuse affaire, sont arrêtées et secrètement exilées. Je ne veux approuver, ni blâmer le parti que le ministre a pris dans cette occasion; il a cru devoir montrer qu'il n'était pas un homme avec lequel on plaisantait sur ces choses-là, et qu'il trouverait bien son chemin lui-même, sans que d'autres s'avisassent de le lui tracer. Cependant le sort de Hormayr est cruel; et en général,

1. Hormayr (Joseph, baron de), historien allemand (1781-1848). Essaya en 1809 de délivrer le Tyrol des Bavarois et des Français.

il y a du pour et du contre dans cette histoire que je déplore beaucoup.

Quant à King, il a eu tort de s'en mêler, puisque les personnages, qu'il voyait à la tête, étaient trop marquants, d'un côté, et trop clairement non autorisés, de l'autre, pour qu'il ait dû prendre part à leurs démarches. Mais il était intimement convaincu que tout se faisait *pour l'avantage de l'Autriche*, et dans aucune vue révolutionnaire ou isolée; et d'ailleurs, il ne connaissait pas même le détail, et se borna à donner quelques milliers de ducats. Le fait est que l'on cherchait depuis quelque temps un prétexte pour se débarrasser de King, et qu'on a saisi celui-ci avec empressement. Il avait déplu à M. de Metternich; et je suis fâché de devoir ajouter, qu'il avait mérité de lui déplaire. Piqué de ce que les affaires les plus importantes se traitaient avec le comte Hardemberg, et non pas avec lui, il se livrait à une humeur noire et soupçonneuse, et à un esprit hostile contre le ministre, qu'il laissait imprudemment éclater dans ses propos et plus encore dans ses dépêches, que peut-être on ne respectait pas toujours avec scrupule; et à la fin son tempérament vif et fougueux l'avait absolument jeté hors de toute mesure. Je crois qu'on vous a communiqué la dépêche par laquelle on a annoncé son renvoi à M. de Wessemberg. Il est certain qu'après tout ce qui s'était passé, King ne pouvait guère rester à Vienne; mais malgré cela je suis obligé de dire qu'il est un bon et brave garçon, rempli de zèle pour sa patrie, incapable d'une action équivoque, et nullement

dénué de moyens. Il en sait plus sur les affaires générales que 99 sur 100 de ses compatriotes; et si cet homme pouvait modérer sa vivacité, je regretterais sincèrement sa perte.

Parmi d'autres déboires qu'il a essuyés, se trouve aussi celui de s'être brouillé avec lord Cathcart par des réflexions trop libres et peut-être un peu trop amères, qu'il s'est permises sur la mission de lord Walpole à Vienne; et dans cette partie de sa disgrâce se trouve enveloppé un malheureux courrier nommé Kraus que King avait envoyé à Pétersbourg au commencement de janvier, et dont depuis nous n'avions jamais entendu parler. Cet homme auquel je m'intéresse beaucoup m'écrit enfin en date du 10 de ce mois une lettre lamentable de Kalisch, dans laquelle il me dit que lord Cathcart, emporté par sa colère contre King, ne veut ni le voir, ni l'entendre et se refuse même à le réexpédier. J'avais de tout temps une bien faible opinion de lord Cathcart; j'en ai su assez en dernier lieu pour me convaincre que cette opinion n'était que trop fondée; et sans souscrire à ce qu'un gazetier perfide a écrit de lui dans le *Times*, il y a quelques mois : « qu'il avait seulement un peu plus d'esprit que son cheval », je *crains* toutefois qu'il n'y ait quelque soupçon de vérité dans le propos. Je conçois aussi parfaitement qu'en jugeant le ministère anglais d'après cet homme, vous en ayez pris une bien mauvaise opinion, et, certes, sa nomination à une place d'une aussi suprême importance surpasse les inepties ordinaires! — Dans l'affaire

de ce courrier, il s'est conduit comme son cheval aurait pu le faire, car : 1°, c'était le comble de l'absurdité de s'en prendre à cet homme innocent des griefs qu'il pouvait avoir contre King; et 2°, il n'avait aucun droit quelconque de retenir un homme qui ne lui appartenait pas. Si les dépêches qu'il lui avait apportées n'étaient pas de son goût, il devait le renvoyer sans réponse, et ne plus y penser. — Maintenant je vous supplie de faire tout ce que vous pourrez pour dégager ce pauvre Kraus. Il m'écrit qu'avec un passeport russe, il trouvera son chemin à Breslau; s'il ne s'agit donc que de cela, tâchez, de grâce, de le lui donner le plus tôt possible. King veut l'emmener à Londres; il part d'ici le 28 ou le 29 de ce mois; et je serais au désespoir que cet homme manquât une occasion aussi favorable pour lui. Veuillez, en même temps, lui faire parvenir l'incluse.

Cette lettre vous sera remise par le prince Ferdinand de Cobourg. Le récit que cet excellent Prince vous fera de sa fameuse conversation avec notre Empereur vous donnera une nouvelle preuve de l'exactitude de mes aperçus et de la réalité de mes belles espérances. Je vous ai suffisamment ennuyé; et je me tais.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Kalisch, 8/20 mars 1813.

Je suis de retour depuis trois heures du matin. C'est ici que j'ai appris que l'Empereur, au moment de son départ de Breslau, avait expédié un courrier pour Pétersbourg. Il arrivera et ne t'apportera rien de ma part, par les raisons les plus simples, les plus naturelles du monde, et toi, ma bonne amie, tu seras à forger dans ton imagination tous les malheurs possibles, tu te donneras gratuitement les plus mortelles inquiétudes, à moins que tu n'aies quitté Pétersbourg. Voilà, ma chère Marie, les réflexions que doit faire naître ta lettre du 26 février que j'ai reçue ici, à mon retour. Parce qu'un courrier a perdu sa valise, tu te mets dans un état à alarmer tout le monde. Pour l'amour de Dieu, épargne-nous, à toi et à moi, de semblables chagrins. Que sera-ce donc quand tu seras à Carlsbad où tous les dix ou quinze jours tu pourras seulement recevoir de mes nouvelles. J'avais le projet de te faire une brillante description de mon séjour à Breslau, mais ta lettre m'a tout à fait démonté. Tu n'auras que peu de détails. Nous avons été reçus avec un enthousiasme difficile à se figurer, et nous avons passé quatre jours en fêtes et en réjouissances. En fait de dames de ta connaissance, je n'ai trouvé que la comtesse de Tauentzien. Stein est tout à fait rétabli;

il nous revient demain. Je te dirai encore qu'il y a eu quatre bals, que je n'ai assisté qu'à un seul et que la plus belle femme du pays est la comtesse de Brandebourg. Les troupes, autant que j'ai pu en juger, sont de toute beauté, car je n'ai pas été davantage aux revues qu'aux bals. J'ai passé mon temps à voir du monde et à travailler. C'est ainsi que je le passe encore ici et pourquoi je ne t'écris pas autant que je le voudrais; le travail, au lieu de diminuer, augmente tous les jours. Les troupes prussiennes se sont mises en marche et incessamment il y aura des coups de canons prussiens de tirés. Nous avons tout lieu d'espérer qu'ils seront efficaces.

Pozzo est arrivé; j'attends Wassiltchikof que tu m'annonces, mais c'est surtout toi que j'attends impatiemment. Ne va pas cependant courir trop vite et m'arriver malade. J'aurais voulu pouvoir te donner la direction sur Berlin, mais je ne le puis encore et tu viendras par Kalisch, à moins d'un contre-ordre que j'aurais soin de te faire tenir. La comtesse Wittgenstein a fait avec le comte, son mari, une superbe entrée à Berlin. C'était le jour de naissance de la comtesse Voss. Le brillant général a été, dès son arrivée, lui faire une visite qui lui a fait à elle un grand plaisir et a produit dans la ville un effet étonnant. A un bal, donné en l'honneur du comte Wittgenstein, toutes les dames avaient des cocardes au ruban de Saint-Georges. Comment avec le rôle que nous jouons ne pas être un peu immodestes; cependant tous les étrangers qui viennent ici se plaisent à admirer la modestie que gardent nos officiers, malgré

les succès inouïs que nous avons remportés. Le Tchernichef, à qui il ne manque que cette qualité pour avoir vraiment du mérite, nous est venu faire une visite et retourne demain vers ses Cosaques; il m'a beaucoup parlé de Nicolas et de son sang-froid au feu. On est généralement enchanté du cher beau-frère. Tchernichef a avec lui un comte Pouchkin qui s'est extrêmement distingué ; c'est le frère de Vana Pouchkin et de Mme Chitrof. Raconte ces hauts faits à Grégoire dont il est le cousin. Le Constantin Benkendorf fait aussi des choses charmantes et de son côté Mlle Nathalie ne fait plus la cruelle. Tout est décidé et consenti et il peut vraiment dire qu'il a conquis ce cœur à la pointe de l'épée. Mais en fait de cœur, il n'y a personne qui puisse se targuer d'une conquête comparable à la mienne, car il n'en est aucun qui vaille le tien, mais, je t'en supplie, ne te chagrine pas à propos de rien, comme tu as coutume de le faire, je te le demande au nom de l'amour que tu me portes.

Le comte Charles de Nesselrode
à M. Frédéric de Gentz.

Kalisch, 14/26 mars 1813.

Je vous écrirai certainement par chaque occasion, mon cher Gentz, car je ne saurais assez souvent vous

dire combien votre correspondance nous intéresse, combien elle nous est utile. Elle doit particulièrement me satisfaire puisque par chaque lettre j'acquiers de nouvelles et bien flatteuses preuves que nos idées sur la marche générale des affaires s'accordent parfaitement. Quand je vous témoignai le désir de vous consulter sur celles de l'Allemagne, ce n'est pas de la reconstitution de ce pays qu'il était question, mais des arrangements à prendre immédiatement, pour l'administration des provinces, qui se trouveront sans gouvernement par suite de nos opérations en avant. Telles seraient, par exemple, la Westphalie et les nouveaux départements français. Nous avons arrêté à cet égard quelques principes généraux avec la cour de Berlin. M. de Hardemberg emporte cette pièce, ainsi que notre proclamation aux Allemands. J'ai beaucoup causé avec lui ; il a vu l'Empereur ; il vous revient donc, muni de toutes les informations possibles et vous dira que pour le moment nous n'avons d'autre but que de soustraire à la domination de la France les pays qui ne doivent pas rester sous son influence, quitte à en disposer après, et que nous avons également adopté pour principe d'éviter soigneusement toutes les discussions sur les formes futures à donner à l'Europe reconstituée, puisqu'elles ne pourraient que faire naître des germes de division entre les Puissances alliées et influer, par conséquent, sur les opérations de la guerre. Pousser celles-ci aussi loin que possible, c'est-à-dire jusqu'aux limites naturelles, maintenir la plus étroite union entre les coalisés et les exciter aux plus

grands efforts, voilà, mon cher Gentz, notre politique en deux mots. Faites-la valoir de votre mieux et continuez à me donner tous les détails que vous jugerez utiles. Je vous le répète encore *On* aime beaucoup les lettres que vous m'écrivez. Tout à vous.

Voici les *Conservateur* et d'autres bulletins. Tettenborn a été nommé général pour l'occupation de la bonne ville de Hambourg. Votre ami Bosc est placé au corps de Wintzingerode et marche sur Dresde.

La comtesse Marie de Nesselrode
à sa sœur la comtesse Hélène de Gourief.

Krotichina, 28 mars 1813.

Me voilà donc, chère Hélène, à la suite d'une armée, mais vous verrez dans la lettre que j'écris à maman que je n'y suis pas pour longtemps. Je vous prie de me donner vos commissions pour Dresde, ne doutez pas du zèle que je mettrai à les remplir. Le frère de Schœpping a beaucoup de bonheur; il est vrai qu'il se trouve dans beaucoup d'affaires. Il avance très rapidement. Pour celle de Berlin, il a eu, comme Nicolas, la croix de Wladimir et pour la nouvelle qu'il a apportée hier de la victoire de Tchernichef, qui est vraiment belle et importante, il a été nommé capitaine en second. Il m'a raconté comment le pauvre Alexandre Pouchkin a été

blessé à mort; il l'a laissé vivant encore, mais on n'a aucun espoir de le sauver. Quelle douleur pour la famille! Vous ne pouvez vous faire une idée des talents que ce jeune homme a déployés. Il y avait en lui l'étoffe d'un grand général; on l'avait déjà surnommé le petit Napoléon. Je vous écris dans une grande salle qui est notre chambre de réception et le cabinet de travail de Nesselrode. A une grande table sont assis et écrivent Nesselrode, Boutiaguin et Schrœder, tandis que, seule à une petite table, je griffonne cette lettre.

La comtesse Marie de Nesselrode
à sa sœur la comtesse Hélène Gourief.

Witsch, 2 avril 1815.

L'endroit d'où je date ma lettre, chère Hélène, est loin d'être joli. C'est bien une petite ville, mais dans le genre d'un bourg, plus propre et mieux bâtie cependant que Wiesbaden. On dit que nous allons de nouveau dans de jolis endroits et que celui-ci est le plus vilain quartier que nous aurons. Malgré que j'aie l'air d'être à la suite d'une armée, jamais je n'ai vu moins de troupes que depuis que je suis au quartier-général. Les régiments sont cantonnés dans des villages; ils se mettent en marche à quatre heures du matin, de telle sorte qu'on ne les rencontre plus. L'Empereur n'a pas d'heure fixe,

et, selon les affaires qu'il a, change de place. Il se rend à cheval, accompagné d'une nombreuse suite, à l'endroit où tout est prêt pour le recevoir. Le reste du monde fait comme il veut, va à cheval, en calèche, part à l'heure qui lui est le plus commode.

Il est arrivé hier encore un courrier de Tettenborn, mais le bon Nicolas n'écrit plus ; je sais cependant qu'il se porte bien et je viens de lui écrire, au sujet d'un officier de la légion de Hambourg, un Hanovrien de grande naissance. Tous ces régiments de volontaires en Allemagne ont adopté un uniforme qui ressemble à celui de nos Cosaques, mais ils sont loin d'avoir la tournure de ces derniers.

Le Roi de Prusse a passé la journée d'hier ici avec ses deux fils, le second et le troisième ; ils sont très gentils, l'aîné est déjà chez Blücher dans l'avant-garde des troupes prussiennes et fera la campagne.

La comtesse Marie de Nesselrode
à sa sœur la comtesse Hélène de Gourief.

Haynau, 5 avril 1813.

Nous sommes dans cette ville depuis hier ; aujourd'hui, c'est jour de repos. Notre logement est très joli et les chambres en sont d'une propreté étonnante. J'ai regretté tout comme vous le mal qu'on a fait au pont de

Dresde et d'autant plus qu'il a été absolument gratuit et ne nous a pas empêchés d'entrer dans la ville. Davout a cru devoir satisfaire ainsi sa fureur, mais il est d'autant plus dans son tort que la veille, le Roi de Saxe lui avait écrit pour le supplier de ménager le pont et avait joint à sa lettre un superbe présent qu'il a bel et bien empoché, sans se préoccuper de ce qu'on lui demandait.

M. Frédéric de Gentz
au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 10 avril 1813.

N'osant pas porter directement aux pieds de Sa Majesté Impériale les sentiments de reconnaissance profonde, qui se joignent aujourd'hui dans mon cœur à ceux de l'adoration la plus sincère, que ce grand Souverain m'inspirait depuis longtemps, je vous supplie, Monsieur le Comte, de me servir d'organe auprès de Sa Majesté. Vous avez vu quel effet a produit sur moi un acte de générosité, auquel je n'avais aucun droit de m'attendre, mais que je sais apprécier dans toute son étendue. Et vous me connaissez suffisamment pour attester que c'est le langage de la vérité, lorsque je dis que je regarderai non seulement comme un devoir sacré, mais comme le bonheur et la gloire de ma vie, de pouvoir au moins par mon zèle et mon dévouement, tant pour la personne

de Votre auguste Souverain que pour la belle cause que Sa Majesté Impériale a fait et fera finalement triompher, me rendre digne de sa haute et gracieuse approbation.

Je prie Votre Excellence d'agréer les très humbles hommages de son très obéissant serviteur.

M. Frédéric de Gentz
au comte Charles de Nesselrode

Vienne, 11 avril 1813.

Je dois commencer ma lettre aujourd'hui, cher comte, par vous dire que j'ai été surpris ces jours-ci d'une manière bien agréable et bien flatteuse par un acte de munificence de la part de votre auguste Souverain, dont je vous suppose instruit, et qui m'a causé un plaisir d'autant plus vif, que je ne m'y attendais pas le moins du monde. Je reçois cette marque précieuse de sa haute satisfaction avec le même sentiment avec lequel on reçoit les dons du ciel qui arrivent sans qu'on les ait mérités et sans que l'on puisse jamais les compenser. Je voudrais pouvoir vous faire sentir combien S. M. l'Empereur peut compter sur moi dans toutes les occasions; car, indépendamment de ses bienfaits, je lui appartiens corps et âme; et ce que Hardemberg m'a dit de ce prince admirable, à son retour de Ka-

lisch, m'a pénétré d'un enthousiasme dont je ne me serais presque plus cru susceptible.

De ces régions élevées il faut passer aux affaires de ce monde. En m'invitant à vous communiquer avec franchise mon opinion sur la proclamation du 26 Mars et en général sur tout ce qui se fait et *se publie chez vous*, il n'a pas pu vous échapper, cher comte, que vous me chargez d'une tâche pénible. Dans une époque de mouvement et de chaleur, c'est toujours un rôle ingrat que celui qui vous donne l'air de vouloir arrêter le torrent. Mais vous l'avez voulu et j'obéis.

Les dispositions des peuples, non seulement de l'Allemagne, mais encore de tous les autres pays, sont prononcées en votre faveur. Votre cause est celle du monde civilisé. Les vœux du genre humain vous secondent, et, en exceptant un très petit nombre d'individus odieux et méprisables, votre ennemi n'a plus un partisan sur la terre. Voilà le point de départ.

Il s'ensuit d'abord que jamais puissance n'a moins eu besoin de stimuler et d'enflammer les peuples que la Russie et ses alliés n'en ont besoin aujourd'hui. Au lieu de prodiguer les adresses, vous auriez dû en être avares. Deux ou trois pièces de ce genre, publiées sous l'autorité directe du Souverain, conçues avec grandeur et écrites avec une véritable éloquence auraient suffi. En les multipliant, on s'exposait à en affaiblir l'effet. D'ailleurs, il était impossible que, dans un grand nombre de publications, il ne s'en glissât de très médiocres et même d'absolument mauvaises. Voilà ce qui

est arrivé. Je m'abstiens de toute citation particulière. Vous avez dû en être frappé comme moi. Je puis avoir tort; mais je me serais volontiers passé des deux tiers des publications que j'ai vu paraître depuis quatre semaines.

En second lieu, il me paraît, que là où les esprits sont montés d'avance, les gouvernements, en parlant aux peuples, doivent préférer le langage de la modération. Il ne s'agit plus de faire fermenter les têtes; il s'agit de les diriger avec force et sagesse vers le grand but auquel on marche. Pourquoi prendre avec les Allemands un ton qui serait presque trop exalté avec les Espagnols? Plusieurs de ces pièces sont d'une virulence qui fait trembler le lecteur au lieu de l'encourager et n'inspire après tout que des sentiments lugubres.

Je suis loin de confondre avec ces productions locales et éphémères une production solennelle et respectable comme celle du 26 Mars. Je ne voudrais pas même la soumettre à une critique minutieuse, par rapport au style, quoique je ne la croie pas sans défaut à cet égard. L'objection que j'ai contre cette pièce vient d'une source plus élevée; et comme vous m'avez autorisé à tout dire, je m'en vais vous l'indiquer sans détour.

Une grande partie de cette adresse est fondée sur l'idée d'une constitution à former pour l'Allemagne. Où sont les éléments de cette constitution? et où sont surtout les moyens de fondre ces éléments dans une masse commune? Personne ne reconnaît plus que moi les bienfaits incalculables que l'Allemagne — et

l'Europe avec et par elle — retirerait d'un état de choses, qui remplaçât son ancienne anarchie par un système d'organisation fondamentale, d'union constituée et de concert perpétuel. Mais ce problème que les plus grands publicistes ont déclaré insoluble, même en pure théorie, comment le résoudra-t-on dans une époque, où, à l'exception des vœux stériles d'un certain nombre de cœurs patriotiques, rien ne le favorise dans la réalité? La constitution à laquelle on vise ne saurait être qu'une constitution fédérative. Pour une grande masse d'États comme ceux qui composent l'Allemagne, cette forme ne peut guère se concevoir sans la supposition d'un chef, et même d'un chef héréditaire. L'Empereur d'Autriche, loin d'aspirer à cette dignité, ne l'accepterait qu'à son corps défendant. Parmi les cent mille raisons de sa répugnance, il y en a que je n'entreprendrai jamais de réfuter. Je ne vois cependant pas d'autre choix. Tout autre prince qui se chargerait de cette place — en supposant même que ce fût du consentement de l'Autriche — s'en repentirait amèrement dans peu d'années. Si l'Empereur persiste dans son refus, tout est dit. Une fédération, *sans chef*, ne serait pas, il est vrai, une forme strictement impossible. Mais quel temps et quel travail il faudrait pour aplanir les obstacles qui s'opposeraient à un ouvrage aussi compliqué.

Je ne désire pas que l'idée générale de réunir l'Allemagne en corps d'État soit jamais perdue de vue. Je proteste seulement contre toute tentative prématurée.

Je proteste contre les déclarations publiques qui font regarder comme prochain et infaillible, ce qui tient à des chances aussi précaires qu'éloignées. Je crois, d'ailleurs, que dans cette affaire, bien plus que dans toute autre, aucun pas ne devrait être fait, sans qu'il eût été concerté avec l'Autriche. Est-il possible, je vous le demande, cher comte, de constituer l'Allemagne sans que l'Autriche ait une part principale à cette opération? Mais loin d'être d'accord avec l'Autriche sur le mode de procéder dans cette entreprise, vous n'avez pas même suffisamment vérifié si elle fait tant que d'en admettre le principe. La vérité est que cette cour ne se soucie pas le moins du monde d'une constitution générale de l'Allemagne. Il ne s'agit pas d'examiner si elle a tort ou raison. Sa répugnance *existe*, et dès lors cette répugnance devient une considération de beaucoup de poids. L'Autriche a, comme vous le savez très bien, entamé des négociations très confidentielles avec la Bavière, avec le Wurtemberg, avec la Saxe. Il est certain que ces négociations portent sur des bases extrêmement différentes de celles que la Russie et la Prusse *paraissent* avoir adoptées, à en juger par l'adresse du 26 Mars, à en juger encore par la convention signée à Breslau pour l'administration des pays occupés. Cette divergence de marche et de principes peut conduire aux plus graves inconvénients. Selon mes faibles lumières, la Russie, après avoir proclamé les intentions nobles et magnanimes dans lesquelles elle fait avancer ses armées, aurait dû s'abstenir de tout ce qui regarde, pour le fu-

tur, l'organisation intérieure de l'Allemagne, considérée comme *ensemble*; car pour les arrangements particuliers, pour ce qui regarde les restitutions, les distributions de territoires, les limites des possessions, etc., la Russie a le droit de s'en mêler et son intérêt lui ordonne de le faire.

Heureusement rien n'est encore perdu et tout peut s'aplanir à merveille, pourvu que les questions générales, qu'il me paraît impossible de déterminer efficacement sans le concours de l'Autriche, ne soient pas préjugées d'une manière plus ou moins irrévocable.

Le moment décisif s'approche pour le Cabinet de Vienne. Vous apprendrez par ce courrier ce qui se passe ici depuis trois ou quatre jours. L'Empereur se croit enfin affranchi de tous les liens qu'il avait contractés par son alliance avec la France. Napoléon lui propose de son propre chef d'agir en qualité de médiateur armé. Lorsqu'il prit cette résolution inattendue, il ignorait les conditions auxquelles l'Autriche se chargerait de ce rôle. Maintenant il les connaîtra. La réponse qu'il aura donnée au prince Schwartzenberg, et que nous apprendrons, sous très peu de jours, doit définitivement fixer nos résolutions. Nous ne pouvons plus rétrograder, ni nous arrêter.

Les ouvertures de Narbonne ont peut-être un peu effarouché ceux qui jettent encore des regards d'inquiétude sur la marche de cette cour. La satisfaction même que M. de Metternich en a éprouvée et qui s'explique parfaitement quand on connaît l'intérieur de sa

position paraît troubler quelques esprits trop ombrageux. J'en ai été un moment dérouté moi-même. Mais je suis revenu un moment après de mes craintes. La marche du cabinet de Vienne diffère essentiellement de celle des autres cabinets; par conséquent, en tendant au même but, ce cabinet le poursuit toujours dans une direction qui lui est particulière, mais pourvu qu'il arrive, la victoire est à nous.

Je profiterai de la première occasion pour vous rendre compte, à ma manière, du développement de cette attitude toute nouvelle, que l'Autriche a prise depuis Jeudi dernier. Je ne m'en fie pas encore assez à moi-même, pour hasarder des observations précoces. Mais je suis intimement convaincu, qu'en dernière analyse, la cause commune y gagnera.

Veuillez envisager toujours comme un des partisans les plus zélés de cette cause et, par conséquent, un homme digne de votre amitié, celui qui ne cessera d'être votre dévoué et fidèle serviteur.

M. Frédéric de Gentz
au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 16 avril 1813.

Je remets cette lettre, cher comte, à un courrier allant en Angleterre, qui est chargé de la confier au

maître de poste de Breslau; et je me flatte avec raison que, dans l'état actuel des choses, elle vous parviendra par cette voie, en toute sûreté.

Voici la circonstance désagréable qui m'a obligé d'employer ce moyen. J'ai eu, hier, avec le comte Stackelberg une conversation, dont je dois absolument vous rendre compte. Il m'a demandé de lui faire lire les lettres que je vous adresse par lui, avant de les expédier. J'ai vu venir de loin cette proposition. Elle me met dans un embarras extrême. Je vous l'ai dit sans détour et je vous le répète. A l'exception de quelques principes généraux et du but commun vers lequel nous tendons, il n'y a aucun point de contact entre le comte Stackelberg et moi. Non seulement nous ne nous accordons jamais, mais nous ne nous entendons pas même. Chaque conversation entre nous, au lieu de nous rapprocher, nous éloigne davantage. J'aime la clarté dans les conceptions, l'ordre et la logique dans le raisonnement, une manière franche et libérale d'envisager et de traiter de grands objets. Je ne trouve en lui que des idées confuses, des raisonnements sans liaison, et un malheureux penchant à la méfiance, qui fait qu'il est sans cesse travaillé et déchiré par des soupçons chimériques, contre tout le monde. Je suis fâché de dire ces choses-là d'un homme que j'estime foncièrement; mais tôt ou tard, vous les apprendriez sans moi; et il m'a mis d'ailleurs dans la nécessité de me défendre.

La proposition d'hier fut introduite par une discussion sur un autre objet, dont je dois aussi vous rendre compte.

Avant de partir de Breslau, Wallmoden[1] m'avait écrit une lettre extrêmement intéressante, dans laquelle il faisait le tableau des forces disponibles de la Russie et de la Prusse, et des espérances qu'il nourrit pour le succès de leurs armes, avec une précision, et, en même temps, avec une modération qui devait frapper tout homme sensé. Il m'avait autorisé à faire de cette lettre tel usage que je croirais convenable aux grands intérêts de la cause. Je n'ai pas hésité. J'en ai fait lecture au comte Metternich. Il en a été enchanté; je vous assure, je vous certifie, que rien encore n'avait fait sur lui l'effet qu'a produit cette lettre. Il en a même fait part à l'Empereur. Je m'applaudissais, je me félicitais de cette démarche, comme d'un des services les plus essentiels que j'aurais jamais pu rendre aux Alliés. M. de Stackelberg à qui le comte Metternich, lui-même, en avait parlé dans le sens le plus avantageux, le plus désirable, me fait la guerre sur ce que je ne lui ai pas communiqué, à lui, cette lettre, qui aurait été une *arme puissante* entre ses mains, tandis qu'elle n'était qu'une *arme faible* entre les miennes. J'ai eu beau lui exposer le contre-sens absolu sur lequel roulait cette opinion; j'ai eu beau lui dire, qu'une communication pareille devait naturellement et nécessairement être bien plus efficace venant de moi que de lui; tout était inutile. Je n'ai pas même réussi à lui faire comprendre que, quand même, par impossible, il aurait raison, il n'eût jamais

1. Wallmoden-Gimborn (Louis-Georges-Thedel, comte de), général autrichien né en 1769, mort en 1862.

pu faire usage d'une pièce, qui, m'étant adressée confidentiellement et amicalement, n'aurait pu se trouver à sa disposition, qu'avec l'aveu préalable qu'il la tenait de moi; chose que le comte Metternich, dans les relations intimes où je me trouve avec lui, aurait trouvée fort extraordinaire. Il en est resté à son opinion. Et c'est à la suite de cette dispute, aussi inutile que déplacée, qu'il a articulé la demande de la communication des lettres que je vous écrivais.

Je me suis borné à lui répondre, que je craignais qu'une pareille communication ne fît naître entre nous des discussions interminables. Et comme je ne voulais pourtant pas me brouiller ouvertement avec lui, j'ai laissé la question indécise. Mais vous sentez bien qu'elle ne doit pas rester telle. C'en est fait de ma liberté, de ma franchise, de ma confiance, enfin de tout l'intérêt que mes lettres peuvent avoir pour vous, dès que je suis obligé de les soumettre à la censure, ou seulement à l'inspection de cet homme. Ce serait absolument détruire cette correspondance.

Je vous supplie donc, cher comte, de me guider dans cette occasion épineuse. Peut-être que le moyen le plus simple et le moins compromettant serait celui-ci : La première fois que vous m'écrirez, vous glisseriez dans votre lettre un passage dans lequel vous m'inviteriez à m'expliquer avec vous sur tous les objets sans aucune restriction, ni réserve, ajoutant que je pouvais le faire avec d'autant plus de sûreté que personne ne verrait jamais mes lettres, comme aussi vous supposiez de votre

côté que je n'en ferais part *à personne sans exception.* Alors je montrerais votre observation au comte Stackelberg et me refuserais une fois pour toutes à sa demande.

Une fois occupé de ce triste sujet, il faut absolument que j'y ajoute encore une remarque. Vous savez que le comte Metternich est l'homme le plus facile à vivre, le plus complaisant, le plus indulgent, le plus imperturbable et le plus calme qu'on puisse imaginer. Eh bien, M. de Stackelberg en est venu à bout. Le comte Metternich n'en peut plus. Il ne m'a certainement pas chargé de vous le confier, car je ne lui parle presque jamais de notre correspondance. Mais c'est une vérité qu'il vous importe de savoir, parce qu'elle peut influer, et sérieusement influer, sur les affaires. M. de Metternich est si excédé des tourments inouïs qu'il ne cesse de lui infliger, que si M. de Stackelberg ne lui fait pas prendre en grippe le parti qu'il a embrassé, il est bien sûr qu'il ne l'abandonnera jamais.

Maintenant je vous parlerai d'un autre objet, que je suis d'autant plus intéressé à traiter, qu'heureusement le comte Stackelberg n'en sait rien jusqu'à présent. Il s'agit de l'entrevue que le baron de Hardemberg a fait proposer à M. de Metternich. La réponse définitive de celui-ci n'est pas encore donnée. Mais je crois prévoir avec certitude qu'elle sera négative. Je vous prie de ne pas interpréter ce refus, comme un signe de mauvaise volonté ou de refroidissement. Si je le regardais comme tel, soyez sûr que je ne balancerais pas un instant à vous le dire. J'ignore quels motifs le comte Metternich

jugera à propos *d'alléguer*; mais je sais positivement que voici les *véritables* motifs qui le déterminent.

1° Ses rapports avec l'Empereur sont tels, que ce n'est qu'avec des ménagements extrêmes qu'il doit se frayer sa route. L'idée de cette entrevue effaroucherait l'Empereur; il la trouverait prématurée, et, peut-être, dangereuse. M. de Metternich en appuyant le projet risquerait un refus de sa part; chose à laquelle il est décidé à ne jamais s'exposer.

2° L'idée du comte Metternich est qu'il faut ajourner les questions sur l'Allemagne. Bonne ou mauvaise, juste ou fausse, ce que je ne veux pas examiner ici, cette idée est affermie dans son esprit. Donc une entrevue, pour traiter ces questions, est déjà un projet qu'il ne saurait goûter.

3° Jusqu'ici le comte Metternich, je vous le dis en toute confidence, n'a encore aucun plan, lui-même, pour l'organisation future de l'Allemagne. Il désapprouve ceux que les autres ont mis en avant, mais il ne sait que substituer de sa part. Il serait donc extrêmement embarrassé à s'engager dans une délibération sur un objet, dont, pour trancher le mot, il n'est pas encore assez maître pour le discuter.

4° Vous n'ignorez pas que depuis quelque temps ce cabinet s'est engagé dans plusieurs négociations avec les puissances du midi de l'Allemagne. Il craindrait de compromettre ces négociations en sanctionnant des principes et une marche qui pourraient lui aliéner ces puissances. Ce dernier motif vous paraîtra peut-être le

moins louable de tous. Je le sais bien. Je conçois que ces négociations secrètes ont pu donner quelque ombrage aux Cours alliées. Je les juge tout autrement. Sans l'intervention de l'Autriche, il eût été difficile, et peut-être impossible, de changer le système de ces puissances. Elles ne se déclareront jamais contre Napoléon, si l'Autriche ne les encourage par son exemple. Elles ne se seraient pas même avancées au point qu'elles l'ont fait, si ce n'avait été dans la supposition que l'Autriche méditait un grand projet contre la France. Il est possible que l'amour-propre de ce cabinet soit un peu flatté d'avoir agi sur ces puissances, de les avoir ramenées, de les avoir attachées à son système. Mais comme ce système est essentiellement et fondamentalement celui de la Russie et de la Prusse, l'Autriche n'a acquis ces nouveaux alliés (s'il est permis de leur donner déjà ce nom) que pour les offrir à la cause commune. Ainsi quels que puissent être les inconvénients secondaires de ces négociations, je crois qu'ils sont plus que contre-balancés par l'utilité évidente de leur résultat principal. — Si je me trompe, je vous prie, en grâce, de me rectifier; mais voilà quelle est ma manière de voir.

Je suis fâché que l'entrevue proposée n'ait pas lieu; je l'aurais vivement désirée; à la place de M. de Metternich, je l'aurais acceptée sans objection. Mais cela ne m'empêche pas de reconnaître que les motifs de son refus ont leur poids; et j'avais surtout besoin de vous les expliquer pour écarter toute espèce de soupçon qui aurait pu vous inquiéter en pure perte.

Le délai de la mission du comte Stadion est encore une de ces choses qui méritent quelque éclaircissement. M. de Metternich a eu grand tort de l'annoncer à MM. de Stackelberg et de Humboldt, comme très prochain, dans un moment où il aurait pu et dû prévoir qu'il lui serait impossible de tenir sa promesse. Il ne l'a certainement pas dit pour les tromper; mais quel qu'ait été son motif momentané, il a mal fait. Le comte Stadion était nommé président d'une commission extraordinaire, dont l'objet avait pour nous une importance extrême. Cette commission, que M. de Metternich a créée tout seul, a complètement réussi. Nous avons trouvé des moyens pécuniaires, sans lesquels rien ne pouvait marcher; nous avons culbuté le comte Wallis qui, de tous les obstacles de l'intérieur, était sans contredit le plus redoutable. Cette affaire n'est au fond finie que depuis hier. Le comte Stadion ne pouvait pas songer à quitter Vienne, avant qu'elle fût absolument terminée. Je serais même surpris si l'Empereur, qui dans des opérations pareilles veut toujours *s'en tenir à quelqu'un* (Il veut *une tête*, dit plaisamment Stadion, lui-même), le laissait partir, sans que le premier succès de la mesure, qui ne sera publiée que demain, lui soit assurée jusqu'à un certain point. Voilà l'empêchement principal. Ensuite, je crois bien que M. de Metternich, attendant les rapports du prince Schwartzenberg, qui doivent décider de toute notre conduite, n'était pas fâché de voir le départ du comte Stadion retardé jusqu'à l'arrivée de ces rapports. C'est là exactement la marche

de cette affaire. Rejetez, si vous voulez m'en croire, toute autre conjecture.

Je vous répète ici, cher comte, ce que je vous ai déjà déclaré plus d'une fois. Si je m'apercevais d'une déviation quelconque dans la conduite de notre cabinet, du moindre pas rétrograde, je ne perdrais pas un instant pour vous en instruire. J'aime beaucoup M. de Metternich; mais je lui préfère la liberté et le bonheur futur de l'Europe. Je ne défends pas la lenteur de nos allures, la circonspection outrée de nos formes, ni notre penchant pour tout ce qui s'appelle temporiser. Je trouve parfaitement inutile de se lamenter sur des choses auxquelles il n'y a aucun moyen de remédier, et auxquelles au moins les éternelles jérémiades diplomatiques ne porteront, à coup sûr, aucun remède. Mais tant que je vois le principe et la base debout, je dis que tout va bien. Au reste, je reconnais les bornes de ma perspicacité, et je sais que je ne puis répondre que de ce que je suis en état de pénétrer. Si je me trompe ou si on me trompe, ce n'est pas au moins mon activité et mon zèle, ce sont mes lumières qu'il faudra en accuser. Aucun amour-propre déplacé ne m'engagera jamais à cacher la vérité ou à convenir de mon erreur; la mauvaise foi seule n'aura jamais aucune part à mes communications.

Je vous demande, le plus tôt possible, un mot de réponse à cette lettre, pour que notre correspondance ne soit pas entravée par des difficultés que je ne puis pas surmonter sans votre puissant secours. Agréez mon dévouement.

M. Frédéric de Gentz au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 18 avril 1815.

Le courrier qui devait remettre cette lettre à Breslau n'étant pas encore parti, je choisis maintenant une voie également sûre et beaucoup plus prompte pour vous l'adresser à Dresde où je sais que vous devez être le 24 de ce mois. C'est un homme qui veut faire la guerre et qui m'a demandé une lettre pour Wallmoden, chez lequel il se rend en droiture; j'espère qu'il ira pour le moins aussi vite que le courrier que le comte Stackelberg expédie ce soir.

Il n'y a encore rien du prince Schwartzenberg. Les négociations avec la cour de Saxe étaient un grand sujet d'inquiétude pour MM. de Stackelberg et de Humboldt, jusqu'à ce qu'avant-hier le comte Metternich leur eût communiqué, de son propre chef, les instructions données à Paul Esterhazy. Je ne sais pas si M. de Stackelberg en est calmé, mais M. de Humboldt m'a paru content des explications dont le comte Metternich a accompagné cette pièce ; et ce que j'ai vu de ses dépèches à ce sujet était sage et juste. Je crois qu'on a mal fait ici de prêter l'oreille à la folle proposition d'une indemnité future pour le duché de Varsovie, qui certainement n'a jamais fait partie du territoire de Saxe, et pour la perte duquel tous les Saxons, le Roi à la tête, devraient

chanter un *Te Deum* par jour pendant six mois. Mais en général cette négociation ne se fait pas dans un sens équivoque ou perfide; et pourvu qu'il soit dit, un jour, que c'est l'Autriche qui a ramené la Saxe, on s'accordera avec les Alliés sur tous les points d'un intérêt réel.

J'ai eu, hier au soir, un entretien de plusieurs heures, très calme, très confidentiel, avec M. de Metternich; et je vous assure que je l'ai trouvé en tout et partout dans les dispositions les plus désirables. Je suis désolé que vous n'ayiez pas pu le voir; car je sais à ne pas pouvoir en douter que vous seriez extrêmement content de lui.

La campagne sur l'Elbe a commencé par de belles opérations. Les journées de Lunebourg et de Leitzke sont infiniment glorieuses pour les armes alliées, et ont fait tressaillir mon âme. Nos nouvelles authentiques de ce côté-là ne vont que jusqu'au 8; nous attendons la suite de ces événements avec une avidité inexprimable.

Le prince de Metternich
au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 21 avril 1813.

Je vous prie, mon cher comte, de bien vouloir ouvrir le paquet que vous remettra le courrier du cabinet,

Boyer, à l'adresse du chevalier de Lebzeltern et cacheté de mes armes, dans le cas que ce dernier ne fût pas rendu encore à Dresde.

Je ne veux pas arrêter le départ du présent courrier; je vous prie cependant de me conserver amitié et surtout *beaucoup*, *beaucoup* de confiance. Je m'en rapporte pour les affaires au contenu de ma dépêche à notre chevalier; et puis si Napoléon veut faire la folie de se battre, tâchez que l'on ne se démonte pas par un revers que je ne crois pas trop possible. Une bataille perdue par Napoléon, toute l'Allemagne est sous les armes.

Tout à vous.

Le comte Charles de Nesselrode au comte de Stackelberg.

Dresde, 17/29 avril 1813.

Krusemark est arrivé hier au soir. Je l'ai vu ce matin. Ce qu'il apporte est assurément fort rassurant. On nous répète qu'un revers ne fera qu'accélérer l'accession de l'Autriche et que toute sa marche est basée sur cette chance. Mais il est triste de se dire que si elle l'avait voulu, cette chance n'eût même pas existé et qu'un combat à mort qui va avoir lieu et qui coûtera la vie à 50 mille hommes eût été évité. Dans une de vos dépêches, vous nous dites, monsieur le comte, que dans trois mois

seulement la cour de Vienne aurait 180 mille hommes; je me flatte au moins que ce n'est pas jusque-là que sa coopération est ajournée et que dès que les 85 mille seront rassemblés en Bohême, elle ne balancera pas longtemps à mettre fin à une aussi horrible guerre, où il y va de son sort, comme de celui de l'Europe entière. La transaction avec la Saxe, conclue par l'Autriche, n'a fait plaisir ni à la Prusse, ni à nous. Nous croyons que cela nous empêche de tirer parti des ressources du pays d'après le système adopté par le nord de l'Allemagne et que le ministère autrichien connaissait pourtant. Le fait est que la nouvelle de ce traité a rendu les autorités saxonnes beaucoup moins faciles qu'elles ne le furent avant. Nous abandonnons le midi à l'Autriche, donc elle pourrait bien nous laisser faire dans le nord, d'autant plus que nos intentions sont pures et n'ont rien qui blesse ses intérêts.

Je quitte Dresde aujourd'hui avec l'Empereur. Kudriavski nous suivra pour être expédié immédiatement après la bataille. Ma femme est à Tœplitz. L'Empereur est enchanté du voyage qu'il a fait dans les *États autrichiens*.

Adieu, Monsieur le comte, priez Dieu pour le succès de nos armes.

M. Frédéric de Gentz au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 2 mai 1813.

Le moment auquel nous sommes arrivés, cher comte, est si grand ; nous touchons de si près à des événements décisifs, et mon âme — je ne puis pas le cacher – est si fort agitée (quoique, Dieu merci, pas une ombre de découragement ne se mêle à mon agitation) que je dois me borner aujourd'hui à traiter ce qu'il y a de plus essentiel et de plus pressant.

Je sais qu'on a eu de nouveau des inquiétudes, au moins des mouvements d'impatience chez vous, sur l'irrésolution apparente et l'inaction prolongée de l'Autriche. Vous aurez reçu avant cette lettre ce que le comte Metternich a écrit à Lebzeltern pour vous tranquilliser et pour se justifier. Je ne puis pas savoir à quel point vous en aurez été satisfait. Mais voici, en attendant, *mes* aperçus.

C'est certainement un grand mal que l'Autriche n'ait pas à l'heure qu'il est une armée complètement disponible et prête à commencer ses opérations au premier signal. Mais c'est un mal, dont il est peut-être injuste, et à coup sûr absolument inutile de se plaindre. *Injuste*, puisque remontant aux sources de ce mal, telles que je vous les ai souvent indiquées, on ne peut l'imputer qu'à un ensemble de circonstances funestes, dont aucun

individu, et moins que tout autre celui qui dirige les affaires étrangères, n'est proprement responsable. *Inutile*, puisque s'il y avait même de quoi accuser tel ou tel homme en particulier, on n'y gagnerait absolument rien. Il faut aujourd'hui aux forces autrichiennes le temps physique pour se réunir, et on aurait beau accabler le gouvernement d'instances, de représentations et de reproches, avant la fin de ce mois il ne se trouverait jamais 80000 hommes rassemblés sur nos frontières.

Mais j'envisage tout autrement la question des démarches *politiques* qui doivent précéder ou accompagner les mouvements militaires. Et sur cette question, mon avis a souvent différé et diffère surtout beaucoup, depuis quinze jours, de celui du comte de Metternich.

Je suppose que l'on vous aura communiqué, soit de Londres, soit d'ici (quoique les pièces principales aient été réservées jusqu'à l'envoi du comte Stadion), les réponses du gouvernement anglais aux premières ouvertures de Wessemberg. En admettant un instant que vous ne les ayez pas vues, je dois vous dire que la lettre du Prince Régent à l'Empereur, aussi bien que celle de lord Castlereagh à M. de Metternich, ne contiennent au fond qu'un refus clair et net de s'engager dans une négociation de paix après les dispositions manifestées en dernier lieu par le gouvernement français. M. de Metternich a été très affligé de ces réponses; quoique rédigées dans les formes les plus honnêtes, elles blessaient cependant un peu son amour-propre, et il imagina — à tort, selon moi — qu'elles entraveraient

considérablement toutes ses démarches. J'ai été pendant plusieurs jours — et à l'exception de Hardemberg, je suis encore — le seul dépositaire de ses peines, car il a pris le parti de ne communiquer les pièces anglaises à personne; j'ai donc eu la charge et l'avantage de discuter tout seul cet objet avec lui et de combattre tout seul ses scrupules.

Si je m'étais trouvé à sa place, mon parti eût été pris à l'instant. Loin de m'alarmer des refus de l'Angleterre, j'en aurais profité pour constater et fixer sans autre délai mes rapports vis-à-vis de la France. J'aurais communiqué les deux pièces anglaises aux Français sans en supprimer un mot. Je leur aurait dit en même temps : « Vous avez approuvé vous-mêmes que nous fissions des démarches pour une paix générale. Avant d'expédier notre ministre en Angleterre, nous avons reçu un projet de sénatus-consulte par lequel vous vouliez proclamer des principes incompatibles avec toute espèce de négociation. Vous vous êtes rétracté sur la partie au moins la plus inconvenable de ce sénatus-consulte. Notre ministre est parti. Pendant qu'il s'est rendu en Angleterre, vous avez publié dans une autre forme solennelle ces mêmes principes opposés à tout espoir d'un arrangement avec vous : que votre dynastie *régnait* et *régnerait* en Espagne; que les pays réunis constitutionnellement à votre Empire ne pouvaient jamais devenir des objets de négociations, etc. Le gouvernement anglais a repoussé d'emblée nos démarches, en nous opposant pour toute réponse vos déclarations.

Les arguments du gouvernement anglais sont sans réplique. C'est vous qui avez détruit la négociation. Par conséquent, la médiation, dont nous voulions nous charger, est devenue complètement nulle. Nous persistons cependant dans notre système, nous voulons et nous réclamons hautement une paix, fondée sur une base juste et solide. Celle-ci ne peut pas se concevoir sans que vous vous soumettiez à des cessions et à des sacrifices. Car c'est *votre* prépondérance qui a rompu l'équilibre de l'Europe et avec laquelle il est impossible de le rétablir. Si vous reconnaissez formellement ce principe, si vous déclarez d'une manière authentique votre volonté d'abandonner ceux que vous avez proclamés dans vos derniers actes publics, une négociation générale *peut* s'engager. Si non, nous nous compromettrions en pure perte, en demandant aux autres ce que nous n'avons aucun désir d'entreprendre ou de favoriser nous-mêmes. La guerre va son train. Et comme nous ne pouvons plus nous dissimuler que c'est vous *seuls* qui en êtes responsables, que d'ailleurs nos principes politiques sont tellement connus à toutes les puissances que, sans nous déshonorer, il est impossible d'agir en sens contraire, qu'enfin la neutralité est un parti inexécutable et incompatible avec notre dignité et notre devoir. Vous savez d'avance de quel côté vous trouverez nos forces ».

Ce langage nous aurait valu l'un ou l'autre de ces deux avantages. Ou bien d'engager Napoléon à une espèce de rétractation formelle (ce qui n'était pas peu de

chose) ou bien de mettre un terme à toute incertitude et de nous placer sur la ligne, sur laquelle nous sommes décidés à nous établir.

Je n'ai obtenu qu'un demi-succès, dont je suis loin d'être content. On n'a communiqué à la France (vous sentez bien que ceci est un grand secret entre nous) que des extraits des réponses anglaises, et on n'a pas voulu clairement avouer que l'Angleterre s'était refusée à la négociation. Il est vrai qu'on y a ajouté des observations très fortes sur le tort que les rodomontades de leurs discours publiés avaient fait aux bonnes intentions de l'Autriche et à l'intérêt général de l'Europe. Il est vrai encore que l'on s'est exprimé plus positivement que jamais sur les résolutions auxquelles on serait forcé d'avoir recours. Mais je dis que le même homme, qui, après avoir vu le prince Schwartzenberg, et connu, sinon toute la teneur, au moins certainement la substance de ses instructions, a pu, soit par un excès d'aveuglement, soit par un excès d'impudence, adresser une dépêche à Narbonne pour indiquer *dans quelle direction les différents corps autrichiens devaient se mettre en marche contre ses ennemis* (!!), que ce même homme est fort capable de se méprendre encore, par démence ou par dissimulation, sur le sens de nos dernières explications.

M. de Metternich répond à cela : C'est égal; nous allons notre train; s'il ne veut pas nous entendre, il nous sentira; nous déclarer formellement contre lui, avant que l'armée qui doit appuyer nos déclarations

soit prête à entrer en campagne, ressemblerait à une fanfaronnade. Il ne faut jamais parler sans agir.

Cet avis n'est pas le mien, et je travaille sans cesse pour le combattre. Dans la situation où nous nous trouvons, parler est agir. Le général Bubna, que personne n'accusera de peindre trop en noir l'état des choses en France, m'a dit que *rien*, absolument rien ne produirait sur les Français, et même sur l'esprit de Bonaparte, un effet plus sensible qu'une déclaration de l'Autriche contre lui ; non pas, ajoute-t-il, qu'il craigne plus les troupes autrichiennes que les troupes russes ou prussiennes, non pas que l'idée de l'augmentation du nombre de ses ennemis (quoique pas indifférente) l'effrayerait au point d'opérer en lui une révolution totale, mais parce qu'il sait que l'*impulsion morale* d'une démarche pareille serait incalculable. Voilà donc un avantage réel et important dont on ne peut pas s'emparer assez tôt.

Le résultat de ces réflexions me paraît être :

1° Que toute plainte sur l'inaction *militaire* de l'Autriche, sur la lenteur de ses mesures, sur les suites fâcheuses qu'elle entraînera, etc., etc., et toute instance et sollicitation pour accélérer nos mouvements, sont inutiles, par conséquent, déplacés, et ne peuvent conduire qu'à des mécontentements réciproques, sans aucun profit réel pour la cause commune ; mais

2° Qu'il faut ne pas retarder un instant pour porter l'Autriche à une démarche *politique*, par laquelle le système qu'elle a embrassé, et l'attitude qu'elle est

décidée à prendre soient *définitivement*, *hautement* et *clairement* prononcés.

Ne comptez pas trop sur les avantages que vous retirerez de la mission du comte Stadion. Je suis enchanté de le voir appelé à cette mission; et je crois que, dans plus d'une occasion *future*, nous aurons à nous en féliciter. Mais quel est son objet *pour le moment*? S'expliquer avec vous sur les bases de la pacification générale. Mais la Russie *n'arrêtera* rien sur cette question, je le prévois, sans avoir consulté l'Angleterre. Nous voilà donc condamnés à un nouveau délai de six semaines. Il ne s'agit pas de cela aujourd'hui. Que l'Autriche annonce à Napoléon quelles sont *ses* conditions préalables, pour accéder à une paix générale. Cette déclaration ne préjugera rien sur les conditions que la Russie, ou la Prusse, ou l'Angleterre, ou l'Espagne peuvent mettre en avant *au delà* des termes de l'Autriche. Mais elle décidera des *rapports actuels* entre l'Autriche et la France. Et voilà le seul objet qui nous intéresse dans ce moment.

Je crois donc que, sans attendre même l'arrivée de Stadion, vous devriez faire une démarche pressante (mais à *votre* manière, dans *vos* tournures, pas avec celles du comte Stackelberg, qui gâtent tout) pour prouver à M. de Metternich que, quelque délai que les circonstances lui imposent pour achever les préparatifs militaires, il vous paraît d'un intérêt extrême et de la plus urgente nécessité, ou qu'il fasse de son propre chef une déclaration publique des principes et des intentions

de l'Autriche, ou qu'il prenne les mesures les plus efficaces pour forcer Napoléon à se déclarer lui-même contre l'Autriche.

Cette dernière forme est celle que M. de Metternich désirerait ardemment, parce qu'il a affaire à un souverain, incapable de toute élévation, et dont la confiance, pour ainsi dire, toute *matérielle*, est toujours à chercher quelque motif *palpablement légal*, pour couvrir chacune de ses actions. L'idée, que ce n'est pas lui, mais la partie adverse qui a jeté le gant et prononcé le mot, a toujours quelque chose qui soulage une âme étroite. Notre manifeste est tout fait; il est écrit en caractères de sang sur toute la surface de l'Europe; c'est Dieu même qui nous appelle à cette guerre. Mais ces moyens justificatifs ne suffisent pas à un homme tel que l'empereur d'Autriche.

Rempli de confiance dans le succès *immanquable* d'une cause, qui ne peut plus périr, j'attends avec des battements de cœur, tels que je ne les ai jamais sentis (pas même en 1806 et 1809), les nouvelles des premiers grands coups; heureux ou malheureux, le dénouement doit toujours être en notre faveur. Mais à moins que je ne sois le plus aveugle ou le plus indignement trompé des hommes, *j'ose vous certifier que s'il arrivait un désastre à vos armes, ce serait une raison de plus pour nous autres de nous porter aux derniers efforts.*

Adieu, cher comte; conservez-moi votre amitié; je la mérite pour mes sentiments et ma bonne volonté.

La comtesse Charles de Nesselrode
à sa sœur la comtesse Hélène Gourief.

Tœplitz, 3 mai 1813.

Notre armée est dans les environs d'Altembourg; on admire sa position, et l'on assure que ce n'est pas sans de grandes craintes que l'armée française viendra se mesurer avec elle. Si jamais on a été fondé à espérer des succès, c'est bien en ce moment, mais cela n'empêche point de trembler pour les individus. Vous concevez que, dans cette petite ville, on fait beaucoup de contes auxquels, pour n'y pas croire, je voudrais avoir le courage de ne pas prêter l'oreille. Nous avons ici un grand nombre de Polonais, des plus mal pensants, qui s'amusent à répandre des bruits tout à fait en notre défaveur. Ils se conduisent indignement; il ne se passe pas de jour qu'il n'y ait à citer d'eux des traits odieux.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Tœplitz, 9 mai 1813

L'Empereur a fait venir la grande-duchesse Catherine, Dieu sait pourquoi; elle a passé auprès de lui la

journée d'hier et, à la nouvelle de la prise de Dresde, elle est repartie ce matin. La grande-duchesse Marie part à deux ou quatre heures. Je ne crois qu'il y ait à rester ici le moindre danger, puisque tu ne m'en as rien marqué, mais je craindrais si les Français, ne fût-ce que pour nous effrayer, s'avisaient de pousser une pointe de ce côté, que tu ne me reprochasses de n'être point allée à Prague, puisque les princesses y sont. Je ne sais comment on trouvera cela chez vous, si on les approuvera ou non, je trouve, quant à moi, que la précaution est d'autant plus justifiée que les Autrichiens qui sont auprès de la grande-duchesse Catherine l'ont hautement conseillée. Le général a dit à la grande-duchesse que même si le pays ne se déclarait pour nous, Napoléon devait être fâché contre eux et qu'il ne se gênerait pas pour les enlever, si la fantaisie lui en prenait. Il n'avait besoin pour cela que de cent ou deux cents hommes. Malgré que la grande-duchesse Catherine m'ait vanté les agréments de Prague, je suis si prévenue contre cette ville, que je n'y vais pas de gaîté de cœur. Il y a cependant un point qui me touche, c'est que j'y aurai plus facilement de tes nouvelles. On dit, en effet, que tous les courriers doivent passer par cette ville, tandis qu'ils ne peuvent plus venir ici, Dresde n'étant plus à nous.

Dans quelle situation sommes-nous, mon Dieu? J'ai le cœur en pièces. J'ai peu d'espoir; tu sais combien je redoute, je te l'ai dit, les talents de Napoléon. Et toi, cher et tendre ami, qu'espères-tu? Allez-vous

encore reculer, reculer? On a raison de dire que vous avez eu tort d'avancer jusqu'à l'Elbe, n'ayant pas de forteresses et n'étant sûrs, ni de la Saxe, ni de l'Autriche. Je vois le moment où vous prendrez la poudre d'escampette.

Montesquiou vient de passer par ici pour engager le roi de Saxe à retourner dans ses États et pour qu'il donne l'ordre à Thielmann[1] de livrer la forteresse de Torgau. Il faut s'attendre à ce que le roi donne satisfaction sur ces deux points.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Tœplitz, 12 mai 1813 (midi et demi).

Je n'ai pu partir aujourd'hui, ainsi que je te l'avais marqué, à cause du plat-pied, valet de Napoléon, qui s'appelle Auguste, et qui fait honte à ce nom, à son pays, à l'humanité entière. Hier, nous avons cherché avec le prince de Solms tous les moyens de pouvoir l'humilier à son passage et il est heureux pour lui que nous ne l'ayons pas rencontré. Tu devines bien qu'il s'agit du roi de Saxe. Il a prévenu le désir de Napoléon et est ici depuis hier au soir; il loge où loge ordinaire-

1. Thielmann (Jean-Adolphe, baron de), général prussien, né en 1765, mort en 1824.

ment l'impératrice d'Autriche; il est arrivé sans le reste de sa famille et voulait continuer sa route, mais on prétend qu'il craint d'être Cosaque et qu'il y a beaucoup de ces troupes légères à la frontière de la Bohème. Les habitants d'ici se conduisent très bien; il serait à désirer que le cabinet d'Autriche se déclarât aussi hautement qu'eux; hier, les Polonais et les Saxons voulaient illuminer, ils s'y sont énergiquement opposés. Ce vilain Einsiedel que nous avons eu en Russie est ici et tient contre nous des propos indignes. En général, il règne parmi ces Saxons une grande joie d'être à même de verser leur sang pour cette cause inique. Ils vont fournir aux Français, outre ce qu'il y a dans la forteresse de Torgau, au moins quatre mille hommes de cavalerie. C'est révoltant. Les Cosaques ne pourraient-ils inquiéter leurs marches? Ce pêle-mêle de Saxons, de Russes et de Prussiens paraît bien singulier. Tu devrais dire au prince Pierre que nous rencontrons ici des officiers et même des soldats très bien portants. Si on leur permet des petites promenades de ce genre, je pense qu'il y en a beaucoup qui tenteront de s'absenter. Les nouvelles les plus contradictoires circulent ici; il y a de quoi en avoir la tête tournée, j'espère à Prague en entendre moins de fausses.

(5 h. 1/2). Je quitte le prince Baratinski chez qui je viens de dîner. J'ai vu les chevaux qui devaient traîner ce misérable roi, parti, il y a plus d'une heure, dix minutes après avoir été informé que quatre escadrons français et deux canons viendraient se joindre à ses

propres troupes pour l'escorter. Il ne doit plus craindre d'être Cosaque.

L'Autriche? l'Autriche, que va-t-elle faire? Pourquoi a-t-elle permis le passage aux troupes saxonnes qui vont se battre contre nous? On a généralement peu de confiance dans la conduite qu'elle tiendra à notre égard. J'ai une haine telle contre ces Saxons que je voudrais, si jamais nous rentrons à Dresde, qu'on n'y laissât pas pierre sur pierre et que tous les tableaux du musée fussent expédiés à Pétersbourg pour enrichir notre Hermitage. Avec la douceur on ne fait rien. Il y a ici, en ce moment, quelques officiers de cavalerie; il faut voir avec quelle joie ils se disposent à servir la mauvaise cause. Je voudrais qu'ils retombassent entre les mains de Stein.

Je ne veux pas fermer ma lettre sans te dire que Gustave[1], ce roi errant ou fou, est resté deux jours ici; j'avais extrêmement envie de le voir, mais il est parti, avant que j'en aie eu l'occasion, pour Schandau. On prétend qu'il veut entamer une négociation avec Napoléon. Quel insensé!

1. Gustave IV, roi de Suède, né en 1778, fut proclamé roi après la mort de son père (1792). En 1797 il épousa une princesse badoise. Élevé dans des idées mystiques, ennemi de la Révolution, il compromit la Suède vis-à-vis de Napoléon Ier, qui fit investir Stralsund. Après le traité de Tilsitt (1807), la Suède fut menacée d'un démembrement. Les Danois entrèrent en Norvège, les Russes en Finlande (1808-1809). Le 13 mars 1809 éclata à Stockholm une révolution qui exila Gustave IV et proclama roi le duc de Sudermanie, son oncle, sous le nom de Charles XIII. Depuis, Gustave vécut à l'étranger sous

M. Frédéric de Gentz au comte Charles de Nesselrode

Vienne, 16 mai 1813.

Je vous rends mille grâces, cher comte, de votre lettre du 11, qui m'a fait du bien sous tous les rapports.

Vous attendez de moi la vérité. Je serais donc coupable en vous en dérobant la moindre nuance dans un moment aussi critique que celui-ci. La retraite de l'armée alliée n'aurait pas fait une mauvaise impression par elle-même. On répétait ici depuis trois semaines que, pour éviter tous les mécomptes, on était parti des suppositions les moins favorables, que les instructions du comte Stadion étaient calculées sur un premier revers, etc., etc. Aussi, pendant trois ou quatre jours, on a conservé une très bonne contenance. Si depuis elle a été un peu dérangée, en voici sincèrement et franchement les causes.

D'abord, on a été déconcerté par le manque presque total de détails, et de détails surtout militairement suffisants, sur la journée du 2 et sur les motifs et le plan de la retraite. Outre les bulletins, composés pour le public, et beaucoup trop maigres pour contenter des hommes du métier, nous avons été réduits, il est vrai,

les noms de comte Holstein-Gottorp et de colonel Gustavson. Il mourut en 1857.

à quelques fragments de lettres et quelques dépêches très vagues et très incohérentes; si bien que jusqu'à l'heure qu'il est, personne n'a pu parvenir à se former une idée claire de ces événements, et que les plus instruits en parlent et dissertent et disputent entre eux comme si la chose s'était passée en Amérique.

Ensuite, on a été contrarié par l'annonce successive de l'arrivée d'abord de M. de Knesebeck et puis de M. de Scharnhorst, sans que l'une ou l'autre se soit réalisée.

Enfin, et c'est là le point principal, l'arrivée de votre courrier du 11, n'apportant pas un mot, ni sur la position, ni sur la force actuelle de l'armée alliée, ni sur les renforts qu'elle attendait et l'époque de l'arrivée de ces renforts, ni sur les plans ultérieurs qu'elle comptait embrasser, ni sur aucune autre question militaire, au point qu'on ne savait même pas où avait été, le 11, le quartier général, et sur quelle ligne l'armée marchait depuis le passage de l'Elbe, — car il est positif que M. de Stackelberg s'est déclaré non instruit sur chacun de ces articles — ce silence a jeté le cabinet dans la perplexité et dans la consternation.

Maintenant il faut connaître le terrain de Vienne, pour savoir *comment* de pareilles choses opèrent. M. de Metternich lui-même, quoique plus fortement constitué que tous les autres réunis, n'est pas cependant inaccessible à des moments d'embarras, d'humeur et d'abattement. Mais s'il ne s'agissait que de lui, tout se remettrait dans vingt-quatre heures. Le mal est qu'il a à

combattre, d'un côté, l'Empereur avec ses doutes, ses scrupules, sa méfiance et les chuchoteries malignes de quelques êtres obscurs et pusillanimes qui l'entourent; de l'autre côté, les généraux qui lui demandent des renseignements, des bases d'opérations et presque des garanties. Il est ballotté ainsi entre des conversations épineuses et embarrassantes avec l'Empereur, et d'éternelles conférences avec Bellegarde, Duka[1] et Schwartzenberg, dont les deux premiers sont secrètement opposés à la guerre, tandis que le troisième, absolument d'accord avec M. de Metternich, est cependant tourmenté par la crainte de compromettre sa réputation.

Il est surprenant, je dois le dire, qu'au milieu de tant d'entraves et de contrariétés, la marche de ce cabinet se soit contenue jusqu'à ce jour, sans avoir éprouvé de changement dans aucun point fondamental. Car le fait est qu'on travaille sans interruption et avec beaucoup d'activité à compléter les mesures militaires et à rendre l'armée aussi nombreuse et parfaite qu'elle puisse l'être avec les moyens donnés. La nomination du général Radetzky[2], à la place de chef de l'état-major, dont une misérable intrigue l'avait éloigné, est un

1. Duka (le baron Élie-Mikhaïlovitch), général de cavalerie. Serbe de naissance, entré au service militaire russe en 1776. En 1812, commandait la 2e division des cuirassiers, prit part aux batailles de Smoensk, de Borodino, etc. et fit les campagnes de 1813 et 1814.

2. Radetzky de Radetz (Joseph-Wenceslas, comte de), feld-maréchal autrichien, né à Trzebnitz (Bohême), le 5 novembre 1766, mort à Milan, le 5 janvier 1858.

avantage réel et considérable. Schwartzenberg, lui-même, est rempli de bonne volonté et de zèle. Il demande à grands cris qu'on ajoute encore 20 000 hommes à l'armée de Bohême; et, dans les premiers jours de juin, nous serons en état de *dire* que cette armée existe et de le soutenir par toutes les apparences militaires, quoique, dans la réalité, on ne puisse guère se flatter qu'elle sera prête pour agir avant le 20. On travaille en même temps à former un second corps d'armée, que M. de Bellegarde veut envoyer sur les frontières de l'Italie, mais que, d'après d'autres avis, et qui me paraissent préférables au sien, on assemblera d'abord sur l'Enns, pour être plus à portée de l'armée principale et du théâtre actuel de la guerre.

Voilà quel est dans ce moment-ci l'état des choses. Quant à moi, je puis dire, en bonne conscience, que je ne vois, que je ne connais encore rien, qui puisse me faire craindre un changement dont, à coup sûr, je m'apercevrais sur-le-champ. Mais je dois ajouter qu'il y a des personnes éclairées qui ne partagent pas entièrement ma confiance. Entre des hommes également bien instruits et partant des mêmes principes, tout dépend de la disposition de l'âme, par laquelle l'un est porté à fixer plutôt le bon côté d'une question, et l'autre à s'arrêter plutôt au mauvais côté. Le fait est que c'est un moment de lutte entre les deux systèmes opposés qui n'ont jamais cessé de partager les esprits, ici comme partout. Il faut aujourd'hui, je ne puis pas le nier, aux partisans du système de vigueur quelque chose qui les

renforce, qui les rafraîchisse; et cela ne peut venir que de votre part; je ne demande point une bataille gagnée; au contraire, je crois que rien ne serait plus faux que de compromettre vos forces dans ce moment d'attente et de préparatifs; mais je demanderais quelque explication bien claire, bien positive, bien instructive, bien simple et pourtant bien déterminée sur vos projets, vos espérances et vos moyens présents et futurs; explication qui ferait encore infiniment plus d'effet, si elle pouvait être présentée à Vienne par quelque militaire de poids, soit Russe, soit Prussien, qui servirait à M. de Metternich d'allié contre les généraux qui le tourmentent et contre les oiseaux de mauvais augure qui minent son crédit. Il nous faut, en un mot, un *renfort moral*; si celui-là arrive, je réponds de la stabilité du bon système; sinon, je ne dis pas que j'en désespère; mais je ne puis pas me dissimuler qu'il périclite.

Vous ne serez pas étonné que, dans une situation pareille, la proposition faite à cette Cour de déclarer sans délai ses intentions soit restée sans effet. Vous l'aviez rédigée, cela est sûr, de la manière la plus parfaite, et, je dois bien dire, la plus admirable; comme, en général — et ce n'est pas le moment des compliments ou de la flatterie — tout ce qui vient de vous, cher comte, me plaît et me satisfait sans *restriction*. Mais la disposition (die stimmung) du moment était trop peu favorable pour que M. de Stackelberg ait pu insister beaucoup sur cette démarche; et l'excuse ba-

nale : « que M. de Stadion est déjà informé de tout » a malheureusement suffi pour l'écarter.

Je vous prie d'être persuadé que je ne laisserai pas passer une seule occasion sûre, sans vous adresser quelques pages, gaies ou noires, rassurantes ou alarmantes, comme Dieu le voudra, mais toujours vraies et sincères.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Prague, 19 mai 1815.

Je voudrais bien savoir, cher ami, si l'Empereur est mal disposé pour Wittgenstein, pourquoi il permet aux généraux de tomber malades exprès et à Wintzingerode, de ne plus commander, parce qu'il n'aime pas le chef. N'est-ce pas ainsi qu'on perd les batailles et par suite les Empires?

Je voudrais bien aussi que Votre Excellence dise si l'Empereur lui a quelque reconnaissance pour le bel ouvrage qu'elle vient d'achever ou qui est sur le point de l'être, je veux parler de l'Alliance avec l'Autriche, ou bien s'il est persuadé que c'est lui qui a su amener les choses à ce point.

Si j'en crois Eichler, les troupes doivent marcher le 15. Je sais que Schwartzenberg commandera un corps pour entrer dans le Tyrol et Bellegarde en Bavière.

Est-ce exact? S'ils marchent, on ne peut rester ici, les Autrichiens de la Grande-Duchesse l'ont dit.

24 *mai*. — Ce matin, à mon réveil, j'ai reçu un petit billet qui m'a annoncé l'issue de l'affaire du 21. Je te laisse à penser, cher et bon ami, l'effet que cela a produit sur moi; je t'assure que j'ai été quelques heures dans un pénible état, mais petit à petit, je me suis raisonnée et j'ai encore entrevu des chances pour la bonne cause. Je suis dans l'admiration de l'excellent esprit qui règne ici, c'est à ne pas y croire; ils donnent à cette bataille une tournure telle qu'un Russe ne saurait mieux faire. Il n'y a d'ailleurs parmi eux qu'un cri, c'est de réunir leurs forces aux nôtres.

27 *mai*. — Comme je m'intéresse à Pozzo di Borgo, dis-moi, cher ami, si tu as été content de sa mission et si c'est à lui qu'on doit la décision du Prince royal. J'ai beau te faire des questions, tu n'y réponds pas. De même, au sujet de l'Autriche, je voudrais que tu me dises si la déclaration paraîtra bientôt. Le passage de Bubna paraît très singulier; la nuit dernière, il a quitté cette ville; sa suite est plus nombreuse, et on prétend ici que Metternich a placé auprès de lui quelqu'un de suspect pour l'opinion.

Instruction de l'empereur Alexandre pour le comte Charles de Nesselrode.

18/30 mai 1813.

Monsieur le comte de Nesselrode. Pour me déterminer à vous envoyer à Vienne, dans un moment où votre présence m'est si nécessaire, il a fallu des circonstances aussi graves que celles où nous nous trouvons. Vous connaissez tout ce qui a été fait, l'état des armées, les principes qui nous guident ; vous connaissez surtout la confiance illimitée que j'ai placée dans Sa Majesté l'Empereur d'Autriche. Il serait donc superflu que je vous munisse à cet égard d'une instruction, dont, chaque jour, vous avez été à même de recueillir les détails. Il s'agit d'en faire l'application aujourd'hui et vous vous acquitterez de cette tâche importante avec le zèle que je vous ai toujours reconnu. La question se réduit à deux points exclusivement. L'Autriche tirera-t-elle l'épée, si la France n'accepte point immédiatement les quatre propositions, que j'ai dû me convaincre que le cabinet de Vienne envisageait comme essentiellement autrichiennes? Quelle est l'époque où l'Autriche commencera les hostilités? J'abandonne à votre sagacité tout ce qui aura rapport à la discussion des objets accessoires et à ces deux grandes questions. Mais c'est sur elles qu'il me faut une décision catégorique et même par écrit. Je crois que la conduite des armées

combinées, ma persévérance et les efforts que fait la Prusse, rendent une semblable demande aussi fondée que légitime.

M. Frédéric de Gentz
au comte Charles de Nesselrode.

Ratiborzitz, 13 juin 1813.

Je me suis établi ici pour me trouver aussi près que possible de Gitschin, sans cependant y être. Ma correspondance avec le comte Metternich est en grand train; j'en ai déjà eu hier et ce matin des lettres fort intéressantes. D'ailleurs, celui qui vous portera la présente ayant passé la journée d'avant-hier à Gitschin, je suis par lui au courant de tout ce qui s'est fait et de tout ce qui doit se faire.

La veille de mon départ de Vienne (le 7) le comte Stackelberg — particulièrement gracieux ce jour-là — m'a montré la lettre qu'il avait reçue de vous de Gitschin. J'ai été bien aise, cher comte, de voir par cette lettre que vous aviez été content de votre première entrevue avec l'Empereur et M. de Metternich. Ma satisfaction a été plus grande encore, lorsque j'ai su par une des lettres du comte Metternich *à quel point* il est enchanté de *vous*, de votre manière de voir, de votre manière de traiter les affaires, de la rectitude de votre

jugement, de votre sagesse, de votre esprit de justice, etc., etc. Non seulement tout cela me fait un plaisir inexprimable par le vif intérêt que je prends aux rapports entre deux personnes qui me sont aussi chères que vous, d'un côté, et M. de Metternich, de l'autre; mais ce résultat de votre entrevue me paraît encore d'un excellent augure pour les grands objets communs qui nous occupent. Vous pouvez bien imaginer que je n'ai pas été moins satisfait d'apprendre que Metternich est *pénétré d'admiration* (car c'est là le terme) pour les sentiments magnanimes et les nobles principes de votre auguste et adorable souverain. C'est lui qui a commencé la régénération de l'Europe par les exploits immortels de la plus glorieuse campagne : et ce sera lui, je l'espère en Dieu, qui l'achèvera par sa haute sagesse, son rare désintéressement et sa grandeur d'âme au-dessus de tous les éloges. Metternich en rendant cordialement hommage à tant de belles et sublimes qualités m'a donné une nouvelle preuve peu équivoque de la pureté de ses intentions et de la droiture de sa marche.

Il serait inutile d'entrer ici dans aucun détail sur l'état actuel des grandes questions. Hardemberg qui a eu de longues conversations en est suffisamment instruit; et je crois que vous en savez bien plus encore que lui et moi. Cependant je ne me féliciterais pas peu, si mon séjour dans ces environs pouvait tôt ou tard me conduire à l'avantage de vous voir quelque part, ne fût-ce que quelques heures. Je ne suis qu'à 6 milles

de Gratz, et de là, il y en aura tout au plus 6 à Reichenbach. C'est une idée que je veux avoir jetée en avant, pour que vous en fassiez ce qu'il vous plaira. Elle ne pourrait, d'ailleurs, guère s'exécuter qu'après une huitaine de jours. D'après la dernière lettre du comte Metternich, j'irai probablement chez lui Mardi ou Mercredi. Quoique Gitschin ne soit aussi qu'à 6 milles de l'endroit où je me trouve, il me faut pour y aller plus que le double de temps que je mettrais pour aller à Gratz; à cause des chemins horribles de ce pays. Ainsi je ne serai guère de retour et libre que vers la fin de la semaine. Je sais d'ailleurs que Sa Majesté, votre auguste Maître, avait le projet de transporter pour quelque temps sa résidence à un endroit peu éloigné d'ici. Peut-être que cela faciliterait encore notre rapprochement. Que donnerais-je pour vous posséder pendant vingt-quatre heures ici, à l'endroit que j'ai le bonheur d'habiter et qui réunit le calme du paradis avec tout ses beautés.

Dans tous les cas, je vous prie, en grâce, cher comte, de me dire en peu de mots, si vous goûtez généralement mon projet; veuillez, s'il vous plaît, adresser votre lettre, c'est-à-dire la mettre sous couvert à l'adresse incluse. Faute d'une autre occasion, je vous écrirai, lorsque cela en vaudra la peine, par la même route, en adressant mes lettres au commandant de Gratz.

J'espère que de manière ou d'autre la crise actuelle finira par un dénouement heureux. Je le crois avec une

confiance qui ne me trompera pas. Conservez votre souvenir à votre très dévoué et fidèle.

La comtesse Charles de Nesselrode
à sa sœur la comtesse Hélène Gourief.

Kœniggrætz, 16 juin 1815.

Mon Dieu, que je voudrais voir la fin de tous ces événements et que nous puissions en automne ou au plus tard au commencement de l'hiver nous retrouver parmi vous! Je vous assure que Nesselrode ne le désire pas moins que moi. Mais il est bien douteux que la guerre se termine vers ce temps; cette trêve ne fait que la prolonger; elle recommencera après sur de nouveaux frais et ce n'est que la Providence qui peut en prévoir le terme. Je ne sais comment fait le grand homme; malgré la perte totale de son armée, qu'il a subie, l'année passée, les pertes qu'il vient encore d'essuyer, les renforts ne cessent de lui arriver et le nombre en est tel qu'il sera en état de lutter contre les trois grandes puissances qui seront alors, je l'espère, réunies. Ce sera de nouveau une lutte terrible, mais il a une de ces têtes qui ne s'ébranlent jamais.

Que dites-vous des gentils petits Danois et du joli parti qu'ils viennent de prendre? Ne vaut-il pas mieux rester neutre que de se déshonorer? Ils gagnent à cela

que leur pays va être la proie de l'Angleterre, du prince royal de Suède et du mépris général. Leur nouvel ami, Napoléon, ne donnera pas un Français, pas un demi-soldat pour les défendre.

ENTRETIEN AVEC NAPOLÉON

A DRESDE, LE 23 JUIN 1813

COMMUNIQUÉ PAR LE PRINCE DE METTERNICH AU COMTE CHARLES DE NESSELRODE

Parti de Gitschin, le 22 juin, sur une invitation de Napoléon, j'arrivai à Dresde le lendemain et je descendis chez M. de Bubna. Immédiatement après mon arrivée, je reçus l'invitation de me rendre chez Napoléon, au jardin Marcolini, où se trouvait établi son quartier-général, sous la garde de vingt mille hommes refoulés dans le faubourg Friedrichstadt et les environs.

L'apparition du chef de cabinet autrichien à Dresde avait excité à un haut degré l'attention des maréchaux et de l'armée française tout entière.

Il me serait difficile de retracer l'impression d'une

pénible crainte sur l'issue des négociations qu'en particulier je trouvai empreinte sur les figures de la troupe dorée, réunie dans les salons de service de l'Empereur.

Aussitôt que Napoléon fut prévenu de ma présence au jardin Marcolini, il me fit passer dans son cabinet. Le prince de Neufchâtel (Berthier), en m'accompagnant à travers les salons de service, me dit à voix basse : « N'oubliez pas qu'il faut la paix à l'Europe et surtout à la France qui ne veut que la paix. » Je ne crus point devoir lui répondre.

Je trouvai Napoléon, m'attendant et debout, au milieu de son cabinet, l'épée au côté et le chapeau sous le bras. Il vint au devant de moi avec un air composé et me demanda des nouvelles de la santé de l'Empereur. Peu après, ses traits se rembrunirent et, se plaçant en face de moi, il m'adressa l'interpellation suivante :

« Vous voulez donc la guerre? Eh bien, nous la ferons. J'ai détruit à Lutzen l'armée prussienne; j'ai battu les Russes à Bautzen ; vous voulez avoir votre tour, je vous donne rendez-vous à Vienne. Les hommes sont incorrigibles; l'expérience est perdue pour eux. J'ai replacé l'empereur François trois fois sur son trône ; je lui ai promis de rester en paix avec lui toute ma vie ; j'ai épousé sa fille, je me suis dit dans le temps que je faisais une sottise, mais je l'ai faite et je m'en repens aujourd'hui. »

Ce début doubla en moi le sentiment de la force de ma position. Je me regardai dans ce moment de la déci-

sion comme le représentant du corps social tout entier. Je l'avoue, Napoléon me parut petit.

« La paix comme la guerre, lui dis-je, dépend de Votre Majesté. L'Empereur a des devoirs à remplir devant lesquels disparaîtront toujours à ses yeux des considérations secondaires. Le sort de l'Europe, son avenir et le vôtre sont placés aujourd'hui entre vos mains. Il y a incompatibilité entre l'Europe et les plans que vous avez poursuivis jusqu'à présent. Il faut la paix au monde; pour assurer cette paix, vous devez rentrer dans des limites de puissance, compatibles avec le repos général, ou bien, vous succomberez dans la lutte. Vous pouvez faire la paix aujourd'hui; demain, vous ne le pourrez plus. L'Empereur, mon Maître, règlera sa conduite sur la voix de sa conscience; c'est à vous, Sire, d'écouter la vôtre. »

Napoléon m'interrompit en s'écriant : « Eh bien, que veut-on de moi? que je me déshonore? — Jamais! Je saurai mourir, mais je ne cède pas un pouce de terrain. Vos souverains, nés sur le trône, peuvent se faire battre vingt fois, et ne pas moins rentrer, chaque fois, dans leurs capitales ; moi, qui ne suis que le fils de la fortune, je ne régnerais plus le jour où j'aurais cessé d'être fort, et, par conséquent, où j'aurais cessé de commander le respect. J'ai commis une grave faute de ne pas avoir fait entrer dans mes calculs, ce qui m'a coûté une armée belle comme il n'en fut jamais. Je sais me battre contre les hommes, mais non contre les éléments. Le froid m'a tué ; j'ai perdu trente mille chevaux

en une seule nuit; j'ai tout perdu, excepté l'honneur et le sentiment de ce que je dois à la brave nation, qui, après tant de désastres, m'a donné des preuves nouvelles de sa conviction que, moi seul, puis la gouverner. J'ai réparé les pertes de l'an dernier; regardez mon armée, après les batailles que je viens de gagner. Je vous la ferai passer en revue.

— Et c'est l'armée, lui dis-je, qui, elle-même, demande la paix!

— Pas l'armée! interrompit Napoléon avec vivacité, mais mes généraux; je n'ai plus de généraux; le froid de Moscou les a démoralisés. J'ai vu les plus braves pleurer comme des enfants. Ils n'avaient plus ni forces physiques, ni forces morales. Je pouvais faire la paix, il y a quinze jours; je ne le puis plus aujourd'hui; j'ai gagné deux batailles, je ne la ferai pas.

— Par ce que Votre Majesté vient de me dire, répliquai-je. Elle me fournit une preuve nouvelle de la vérité de la thèse, qu'il y a incompatibilité entre Elle et l'Europe. Vos traités ne furent jamais que des trèves; les revers comme les succès vous poussent à la guerre. Voici le terme où, vous et l'Europe, vous êtes mutuellement jeté le gant; vous le ramasserez, vous et l'Europe; et ce ne sera pas elle qui succombera dans la lutte.

— Est-ce au moyen d'une coalition que vous prétendez me tuer? repartit Napoléon, combien êtes-vous d'alliés? Quatre, cinq, six, vingt? Plus vous serez et mieux ce sera pour moi. J'accepte le défi. Je vous le répète, continua-t-il avec un rire forcé, c'est à Vienne

et au mois d'octobre prochain, que je vous donne rendez-vous, nous verrons à cette époque où seront vos amis les Russes et les Prussiens. Comptez-vous sur l'Allemagne? Voyez ce qu'elle a fait en 1809. Pour y maintenir les peuples, il me suffit de mes soldats et la crainte qu'ils ont de vous me sert de garant de la fidélité des Princes. Déclarez votre neutralité et maintenez-la, et j'accepterai la négociation à Prague. Voulez-vous d'une neutralité armée? — Soit! — Vous placerez trois cent mille hommes en Bohême, et je me fierai à la parole de l'Empereur, qu'il ne me fera pas la guerre, avant que la négociation soit terminée.

— L'Empereur, dis-je, a offert aux Puissances sa médiation, et non sa neutralité. La Russie et la Prusse ont accepté la médiation. C'est à vous de vous déclarer aujourd'hui; vous accepterez ce que je viens vous offrir, et nous fixerons un délai pour la durée de la négociation. Vous le refuserez, et l'Empereur, mon Maître, se regardera comme libre dans le choix de ses déterminations et de sa conduite. Les affaires pressent, les armées ont besoin de vivre, nous aurons, tout à l'heure, deux cent cinquante mille hommes en Bohême; ils pourront y séjourner pendant quelques semaines, mais non durant autant de mois. »

Ici, Napoléon m'interrompit pour se livrer à une longue divagation sur la force possible de notre armée. Ses conclusions furent que nous ne pourrions, dans aucune supposition, rassembler plus de soixante-quinze mille hommes effectifs en Bohême. Il appela, au secours

de sa démonstration, des calculs fondés sur l'étendue de la population de la monarchie, sur l'évaluation des pertes en hommes éprouvées dans le cours des dernières guerres, sur les termes de notre conscription, etc., etc. Je lui marquai mon étonnement sur l'inexactitude de ses informations, et j'appuyai ce sentiment sur la difficulté qu'il devait avoir de se procurer des données plus vraies et plus précises. Je m'engage, lui dis-je, à vous donner la liste exacte de vos bataillons; et ce que je n'ignore pas sur le compte de l'armée française, comment pourriez-vous l'ignorer sur celui de l'armée autrichienne?

Napoléon me répondit que c'était tout juste, parce qu'il tenait des états fort détaillés de l'armée en Bohême, qu'il était sûr de ne pas se tromper sur son effectif. M. de Narbonne, me dit-il, a mis une foule d'espions en campagne; il m'a envoyé force états, étendus jusqu'aux baguettes de vos tambours; mon quartier-général en a fait autant, mais je sais mieux que personne la valeur qu'il faut attacher aux notions de ce genre. Mes calculs portent sur des bases mathématiques, et ils sont dès lors certains. Nul, en dernier résultat, ne saurait avoir plus qu'il ne peut avoir[1].

Napoléon me conduisit dans son cabinet de travail et me montra des états de notre armée, tels qu'ils

1. Une circonstance digne de remarque et constatée par plus d'une preuve, c'est la somme des illusions auxquelles Napoléon s'est abandonné depuis l'ouverture de la campagne de l'année précédente, sur tout ce qui regardait les forces qu'il avait à combattre.

lui arrivaient journellement; il les scruta avec beaucoup de détails, et à peu près régiment par régiment. Notre discussion sur cet objet dura plus d'une heure.

Rentrés dans son cabinet de jour, Napoléon n'aborda pas la question politique, et j'aurais supposé qu'il visait à distraire mon attention de l'objet de ma mission, si une expérience antérieure ne m'avait appris combien les divagations lui étaient familières. Il aborda l'ensemble de ses opérations en Russie, il entra dans de longs et minutieux détails sur l'époque de son dernier retour en France. Ce qui me fut clair, c'est que le but constant de ses paroles était d'imputer entièrement à la saison sa défaite de 1812, et de me convaincre que jamais sa position morale n'avait été plus forte en France, que par suite de ces mêmes événements. L'épreuve, me dit-il, a été forte, mais elle a été complète.

Après l'avoir écouté pendant plus d'une demi-heure, je l'interrompis par la réflexion, que comme résultat de ce qu'il venait me dire, j'entrevoyais une forte démonstration de la nécessité de mettre un terme à tant d'aventures. La fortune, lui dis-je, peut se lasser une seconde fois, tout comme elle s'est déjà lassée en 1812. Dans les temps ordinaires les armées ne forment qu'une partie restreinte des populations. Aujourd'hui ce sont des nations que vous appelez sous les armes; votre armée actuelle n'est-elle pas une génération anticipée? J'ai vu vos soldats, ce sont des enfants; vous avez le sentiment

que la nation vous regarde comme lui étant nécessaire, mais ne vous l'est-elle pas à son tour? Quand la génération anticipée que vous avez appelée sous les armes aura disparu, irez-vous appeler celle qui la suit?

Napoléon prit, à ce propos, l'attitude de la plus vive colère. Il pâlit et sa figure se décomposa. Vous n'êtes pas militaire, me dit-il, avec l'accent de la colère, et vous ne savez pas ce qu'est l'âme d'un soldat. Je suis élevé dans les camps, je ne connais que les camps, et un homme comme moi se soucie peu [1] de la vie d'un million d'hommes. En finissant cette phrase, il jeta le chapeau qu'il tenait à la main dans le coin de la pièce.

Je restai calme, et m'appuyant sur les rebords d'une console, entre deux croisées, je lui dis, avec l'accent ému que devait me donner le mot que je venais d'entendre : « Pourquoi me choisir, pour me dire entre quatre murs ce que vous venez de prononcer? Ouvrons les portes et que vos paroles retentissent d'un bout de l'Europe à l'autre! Ce n'est pas la cause que je viens défendre auprès de vous qui pourra y perdre ».

Napoléon se recueillit, et baissant de ton, il me dit des paroles non moins remarquables que celles que je viens de retracer : « Les Français n'ont point de plaintes à former contre moi ; c'est pour les ménager que je fais tuer des Allemands et des Polonais. J'ai perdu dans la campagne de Moscou trois cent mille hommes ; il n'y avait sur le nombre pas trente mille Français.

1. Je n'ose pas me servir ici du terme bien plus énergique employé par Napoléon.

— Vous oubliez, Sire, lui dis-je, que vous parlez à un Allemand. »

Napoléon se remit en marche avec moi, et à la seconde allée et venue, il ramassa le chapeau qui se trouvait sous ses pieds.

Il revint alors à son mariage. « J'ai ainsi fait, me dit-il, une bien grosse sottise en épousant une archiduchesse d'Autriche!

— Puisque Votre Majesté veut connaître mon opinion, je lui répondrai bien franchement que Napoléon *conquérant* en a fait une.

— L'Empereur François veut donc détrôner sa fille?

— L'Empereur, repris-je, ne connaît que ses devoirs, et il saura les remplir. Quel que puisse être le sort de sa fille, l'Empereur, en premier lieu, est Monarque; et l'intérêt de ses peuples se trouvera toujours placé dans la première ligne de ses calculs.

— Eh bien, interrompit Napoléon, vous ne me dites rien qui puisse m'étonner. Vous ne faites que me confirmer dans l'opinion que j'ai mal fait, que j'ai commis une faute irréparable. En épousant une archiduchesse, j'ai voulu amalgamer le nouveau avec l'ancien, les préjugés gothiques avec les institutions de mon siècle; je me suis trompé, et je ressens aujourd'hui toute l'étendue de mon erreur. Elle pourra me coûter le trône, mais j'ensevelirai le monde sous mes ruines. »

L'entretien s'était prolongé jusqu'à huit heures et demie du soir. Il était nuit close. Personne n'était venu

se présenter dans le cabinet. Pas un moment de silence n'avait interrompu cette discussion si animée, dans laquelle je puis compter six moments où mes paroles avaient toute la valeur d'une déclaration de guerre formelle. Mon intention n'a pu être de retracer tout ce que Napoléon m'a dit dans cette longue entrevue ; je me suis arrêté aux points les plus saillants et qui étaient en rapport direct avec l'objet de ma mission. Vingt fois nous nous trouvâmes bien loin de cet objet[1] ; ceux qui ont connu Napoléon et qui ont traité d'affaires avec lui n'en seront point étonnés.

Napoléon me congédia avec un accent calme et doux. Je ne pouvais plus distinguer les traits de sa figure. Il m'accompagna jusqu'à la porte du salon de service. Mettant la main sur le loquet du battant, il me dit : « Nous nous reverrons.

— Je serai à vos ordres, lui répondis-je, mais sans aucun espoir d'atteindre le but de ma mission.

— Eh bien, reprit Napoléon, en me frappant sur l'épaule, voulez-vous savoir ce qui arrivera ? Vous ne me ferez pas la guerre.

— Vous êtes perdu, Sire, lui dis-je avec vivacité, je l'ai pressenti en arrivant ; et, en vous quittant, j'en emporte la conviction. »

Je trouvai, dans les salons, les mêmes généraux que j'y avais laissés, en entrant chez Napoléon. Je les vis

1. L'exposé de sa campagne de 1812 remplit seul quelques heures de notre entretien. Une foule d'autres sujets étrangers à l'objet de ma mission l'occupèrent de même fort longtemps.

empressés de lire sur ma physionomie l'impression que j'emportais d'une conversation de plus de neuf heures. Je ne m'arrêtai pas et je ne crois point avoir satisfait leur curiosité. Berthier m'accompagna jusqu'à mon carrosse. Il saisit le moment où nous nous trouvions éloignés de tout le monde pour me demander si j'avais été content de l'Empereur.

« Oui, lui dis-je, il a eu soin d'éclairer ma conscience, je le regarde comme un homme fini. »

M. Frédéric de Gentz au comte Charles de Nesselrode.

Ratiborzitz, 12 juillet 1813.

J'avais rédigé quelques observations sur le parti à prendre par la Russie, au cas que l'Autriche ne se fût pas mêlée de la guerre. Je les avais copiées, je les avais enveloppées pour vous les adresser. Tout à coup une répugnance invincible m'a saisi. Pourquoi me sacrifier à ce point-là? Pourquoi pendant que tout le monde ne cherche que de nouveaux moyens pour faire triompher la plus belle des causes, raisonner dans les hypothèses les plus désolantes et m'appesantir sur ce qu'il y aura à faire, lorsque le temps des grandes mesures sera passé? — Après tout, les chances sont telles aujourd'hui qu'il faut une espèce de miracle — soit de condescen-

dance, d'une part, soit de faiblesse, de l'autre — pour que l'Autriche échappe à la guerre; et dans ce cas-là mes tristes raisonnements hypothétiques sont doublement inutiles.

Tout ce que je ferai, cher comte, c'est de conserver ce petit morceau pour un autre moment, en partageant de cœur et d'âme vos vœux qu'il n'arrive pas. Ce que j'avais écrit sera à vos ordres lorsque vous me le demanderez exprès. Jusque-là je veux me livrer à l'espérance; rien n'est plus ennuyeux et plus stérile que la froide sagesse. Adieu. J'espère que vous ne m'oublierez pas tout à fait dans l'époque qui commence, et que vos lettres me consoleront de temps en temps sur les moments désagréables qu'à coup sûr je passerai à Prague. Je m'y rends ce soir. Humboldt a été hier ici, sans s'arrêter, et c'est lui qui m'a dit que Anstett serait son collègue. Quelque chose qui arrive, je vous supplie de compter sur le zèle et le dévouement à jamais invariable de votre fidèle serviteur.

P. S. — Je vous demande bien pardon de vous importuner par les lettres ci-jointes. Celle pour Ompteda exige une prompte réponse, que je vous prie, en grâce, de me faire parvenir par le premier courrier que vous enverrez à Prague.

La comtesse Charles Nesselrode
à son mari.

Carlsbad, 19 juillet 1813.

Il est arrivé, hier, ici, une dame qui doit être très intéressante à entendre. Elle arrive en droiture de Paris; c'est la fille du général Kalkreuth[1], j'ai oublié son nom. On dit qu'elle a eu de la peine à partir et qu'on n'a pas voulu lui délivrer de passeport. La seule chose que j'aie pu apprendre de ce qu'elle raconte, c'est que l'armée de réserve de Napoléon n'est pas encore formée, qu'il n'y a point de cavalerie, que l'on est, en France, horriblement las de la guerre et que toute la nation désire que le grand homme soit battu de façon qu'il soit forcé de faire la paix à laquelle tous aspirent ardemment.

21 *juillet*. Il arrive ici tous les jours des Saxons; ils s'enfuient de leur pays et disent qu'il y subissent de telles vexations qu'ils ne peuvent répondre d'y coucher le soir dans leurs lits. Je suis allée déjeuner ce matin avec mon frère à Post-haus où est venu le comte Einsidiel, le frère du ministre, qui m'a dit qu'il te connaissait. Il est extrêmement malheureux de la situation de son pays[2]

1. Kalkreuth (comte), feld-maréchal prussien (1737-1818), prit part à la guerre de Sept ans et aux guerres de la Révolution, commandait deux divisions à la bataille d'Auerstedt, défendit, en 1807, Dantzig contre les Français.

2. La Saxe.

et ne se gêne nullement dans ses propos. A l'entendre, ils sont tous ruinés de fond en comble ; ils ne peuvent même pas compter sur la récolte, elle a été fauchée depuis longtemps et ils n'ont plus que ce qu'il a été impossible de leur enlever. Il dit qu'on estimait, il y a dix jours, les renforts arrivés aux Français à 150.000 hommes et qu'on évaluait leurs pertes, avant l'armistice, tués, blessés et malades à 98.000. Ces chiffres devaient être exacts, provenant de la bouche de deux commissaires français dont on avait surpris la conversation. Il dit qu'on ne peut s'imaginer l'état dans lequel se trouvaient les Français au moment de l'armistice. Je tiens d'une personne qu'ils manquaient totalement de fourrages et qu'on avait dit à Napoléon qu'il n'y avait pas moyen de s'en procurer à l'entour des endroits où était la cavalerie : Voilà mon petit paquet de nouvelles.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Peterswarden, 22 juillet 1813.

Je t'envoie les dernières œuvres du marquis de La Maisonfort[1] que le jeune Worontzof a apportées de Londres avec la victoire de Lord Wellington pour la-

1. Maisonfort (Louis-Dubois-Descours, marquis de la), général et écrivain français, né en 1763, mort en 1827.

quelle nous avons chanté un *Te Deum*, ce qui n'était encore jamais arrivé pour une bataille étrangère. Mme de Staël fait fureur à Londres; en un mot, elle y remplace les Cosaques qui y ont été si fêtés. Ça ne l'empêche pourtant pas de lancer du galimatias dans le monde. Elle prétend, entre autres choses, que Napoléon n'est pas un homme, mais un système. Comprenez-moi cela si vous le pouvez.

M. Frédéric de Gentz au comte Charles de Nesselrode.

Prague, 23 juillet 1813.

Comme je me félicite, cher comte, de ne pas vous avoir envoyé mon malheureux travail de Ratiborzitz, quoiqu'il m'ait coûté trois ou quatre jours! Dans quel désespoir je serais aujourd'hui de savoir entre vos mains les résultats suggérés à mon esprit par la plus affligeante des hypothèses! Jamais la crainte de déplaire, à ceux mêmes que j'aime le plus, ne m'engagera à parler contre ma conviction; je ne trahirai jamais l'intérêt de la vérité, au moins de ce que je crois la vérité, et quand ce serait pour la plus magnifique des causes. Mais me rendre odieux ou désagréable *en pure perte*, exercer ma pensée et mes facultés combinatoires sur des suppositions qui me navrent le cœur, voilà ce que je n'ai nulle envie de faire.

Vous vous rappellerez que mon opinion était toujours que Napoléon ne se rendrait pas même aux quatre conditions de l'Autriche. Il a mieux fait; il ne veut seulement pas les écouter. Nous voilà au 23 de juillet et rien n'annonce le moindre empressement de sa part à entamer une négociation, ou seulement à en jouer la comédie. Quand je pense quel intérêt énorme il devrait attacher à cette négociation, ne fût-ce que sous le seul point de vue de détacher l'Autriche de la cause commune, et quand je vois que son ennemi le plus mortel ne saurait lui indiquer, pour cimenter le lien entre l'Autriche et les Alliés, une conduite plus convenable que celle qu'il tient depuis quelques semaines, je suis souvent tenté de croire que la tête de ce monstre est absolument dérangée, et que pour le punir et venger le monde d'une manière éclatante Dieu l'a précipité dans cet excès d'aveuglement et de démence.

Quoi qu'il en soit, le congrès est fini: nous pouvons en composer l'histoire d'avance. Si même, par impossible, Napoléon devenait tout à coup aussi traitable, aussi pliant, aussi modéré qu'il a été jusqu'ici atroce et insolent, il n'aurait plus le temps de ramener les choses au point où elles étaient, il y a deux mois. Car notre parti est pris et prononcé. Si le 9 d'août les préliminaires de la paix ne sont pas signés, la guerre éclate le 10. — Or, je voudrais bien voir les tours de force par lesquels on parviendrait aujourd'hui à faire signer les préliminaires de paix le 9 d'août.

Il ne reste plus qu'à bien combiner les opérations

militaires. Je suis heureux au delà de toute expression de voir le problème réduit à des termes aussi simples, et, après avoir bien travaillé depuis six mois, je m'approche avec délices (un peu en tremblant, mais cependant avec une grande confiance) du rôle de spectateur.

Les termes me manquent pour exprimer l'admiration que m'a inspirée ce que votre auguste et incomparable Souverain a fait à Trachenberg pour plaider la cause de notre cabinet. Le rapport du comte Stadion m'a touché jusqu'aux larmes. Ame noble, délicate et généreuse! Il n'y aurait plus de justice dans le ciel, si de tels procédés ne trouvaient pas leur récompense sur la terre.

Adieu, cher comte. Les affaires sont aujourd'hui dans une position si simple qu'il est inutile de se livrer à des dissertations; et votre temps est trop précieux pour en abuser par des phrases. Je me recommande à votre bon souvenir.

M. d'Anstedt
au comte Charles de Nesselrode.

Prague, 24 juillet 1813.

Veuillez, mon cher comte, présenter mes hommages à M. le Grand Maréchal, en lui remettant cette lettre que m'a confiée pour lui le prince Bariatinski, qui vous

fait dire mille choses. La princesse est jolie comme un ange et paraît aussi douce que jolie. Mme d'Alopéus commence à voir du monde. C'est ma fois une bien belle femme. Quel singulier contraste entre ces deux sourcils arqués dessinés au pinceau et les deux brosses menaçantes, couleur de lynx, du plus jaloux des époux. Le ton de la femme est excellent et le petit volage s'ennuie près d'elle. O fortune, comme tu es une sotte coquine! Voilà un gaillard qui a le plus joli étui du monde, qui est payé sept fois plus que moi, qui n'a aucune responsabilité sur la carcasse et qui n'est pas heureux, parce que la vanité le corrode. Adieu, cher comte, une migraine horrible m'empêche de continuer.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Carlsbad, 31 juillet 1813.

On parle beaucoup ici d'une prolongation d'armistice jusqu'au 1er août, ce qui ferait qu'avant le 6 le premier coup de fusil ne serait pas tiré. Je ne puis croire à cette prolongation qui viendrait bien mal à propos avec le départ de Napoléon pour la France.

Le prince de Metternich
au comte Charles de Nesselrode.

Prague, 3 août 1813.

J'ai tardé de vous répondre, mon cher comte, jusqu'au moment où je pourrais vous parler de l'objet qui me tient si fort à cœur; savoir l'entrevue entre nos deux Souverains. Je prie M. de Stadion de sonder sur cet objet les dispositions de S. M. l'Empereur Alexandre; mon point de vue, et il ne peut qu'être également le vôtre, se réunit sur le mode en même temps le plus amical et le plus utile. Si l'Empereur Alexandre suit son armée en Bohême, la chose se trouvera arrangée d'elle-même. Si, au contraire, il devait se diriger dans une autre direction, il me paraît que l'intervalle du 10 au 16 devrait offrir toutes les facilités pour la rencontre des deux Empereurs. Mandez-moi, mon cher comte, ce que vous pensez à ce sujet et quelles sont les idées de votre auguste Maître, aux pieds duquel je vous prie de me mettre. Je me flatte que vous commencez à ne pas regretter d'avoir plaidé avec tant de constance la cause de ce pauvre ministre des affaires étrangères d'Autriche. Il vous prouve dans ce moment que s'il n'a jamais pu entrer dans son point de vue de compromettre de grandes questions par de faibles moyens, il ne reste pas en retard quand les moyens se trouvent prêts. Nul plus que moi, après cela, ne rend justice à tout ce qu'il a

fallu et de grandes qualités et de confiance et d'abandon de la part de l'Empereur Alexandre pour ne pas désespérer quelquefois de moi et de ce qui n'est pas moi.

Conservez-moi votre amitié, mon cher comte, et croyez à toute celle que je vous porte du fond de mon cœur.

M. Frédéric de Gentz
au comte Charles de Nesselrode,

Vienne, 5 septembre 1813.

J'ai deux raisons pour ne pas vous écrire, cher comte. Premièrement parce que rien ne se passe; car les affaires du congrès vont si mal, par conséquent, les autres si bien, que nous ne faisons plus qu'attendre le jour de l'explosion. Secondement parce que depuis plusieurs jours je suis enfoncé jusqu'au cou dans un travail vraiment redoutable, qui est celui de notre manifeste. Je n'ai pas besoin de vous exposer quelles sont les difficultés de ce travail; j'espère que Dieu me donnera la force de les vaincre. En attendant, je vous prie de n'en parler à personne; car j'ai si terriblement peur que je voudrais me cacher pour tout le monde.

Dans ma dernière lettre j'ai honteusement oublié de vous remercier du cadeau vraiment inappréciable que je dois à votre bonté angélique. Ce thé est d'une si grande perfection que je tremble de penser que vous

vous en êtes peut-être privé vous-même pour me faire plaisir, car il n'y a que les Empereurs et ceux qui leur tiennent de près qui puissent avoir du thé pareil.

L'idée, que par l'entrée d'une grande partie de l'armée russe en Bohême, S. M. l'Empereur pourrait se trouver engagé à y venir aussi, me transporte d'avance. Si cet espoir est trompé, la guerre une fois déclarée (et surtout le maudit manifeste achevé) je prends mon parti, et je m'en vais courir après lui ; car je veux absolument revoir l'Empereur. Son image me poursuit jour et nuit.

Adieu, cher comte, dites-moi quelques mots de bienveillance et comptez sur mon dévouement inviolable.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Vienne, 5 septembre 1813.

Je suis extrêmement curieuse de ce que produira la suite de vos victoires. Je crains fort que les gardes n'aient beaucoup souffert, mais je suis bien aise qu'ils se soient ainsi illustrés. On parle d'eux avec vénération. Encore une victoire comme celle de Blücher et je ne tarderai pas à te rejoindre, mais c'est une chose difficile à répéter. Tu sais, sans doute, que le comte Paar[1]

1. Paar (général, comte), aide de camp du maréchal de Schwartzenberg.

qui était porteur de toutes ces bonnes et belles nouvelles a fait ici, hier, le jour même de son arrivée, une entrée triomphale, semblable à celles qu'on faisait il y a quelques années et comme il n'y en avait pas eu depuis la prise de Mayence. Fais-toi expliquer par le comte Stadion en quoi consiste cette cérémonie. Tout ce que je puis te dire, c'est qu'elle me plaît beaucoup et qu'elle a quelque chose de chevaleresque. Je l'ai vue du balcon du comte de Bellegarde où la comtesse de Stackelberg m'avait menée. La maison donne sur une place immense où se pressait un monde fou. D'immenses acclamations ont salué à son passage le comte Parr, et moi, cher ami, j'étais sous le coup de sensations si vives qne j'en avais les larmes aux yeux.

Du balcon, nous nous sommes rendus dans une salle où étaient réunis les trophées que le courrier a présentés au ministre de la guerre et au duc de Wurtemberg. J'ai appris, le soir, que le comte Max de Nesselrode avait succombé à la blessure qu'il avait reçue à la tête. Cette nouvelle m'a fait beaucoup de peine, c'était un si bon garçon, si aimé de tous ceux qui le connaissaient, et zélé pour son service. Quel horrible malheur pour ses parents! Son frère qui est à Pétersbourg éprouvera un coup bien rude.

Il y a ici une dame qui a fait une réponse spartiate. Elle demandait des nouvelles de son frère et comme on lui apprenait qu'il avait été fait prisonnier, elle s'écria qu'elle aimerait mieux qu'il fût mort. Je ne suis pas de son avis.

Je compte, pour voler bientôt près de toi, sur nos braves et sur Blücher. Il y va d'un train à prendre Napoléon lui-même.

La comtesse Charles de Nesselrode
à sa sœur la comtesse Hélène Gourief.

Vienne, 7 septembre 1813

J'imagine la joie que vous avez eue à recevoir une lettre de Nicolas, après les affaires auxquelles il a pris part et qui ont été des plus chaudes. J'ai été bien heureuse d'apprendre qu'il en était sorti sain et sauf et je compte encore sur la Providence pour le protéger dans l'avenir. Vous connaissez sans doute l'horrible malheur arrivé à Moreau et auquel il a probablement succombé. Je ne puis vous exprimer l'effet que cela a produit sur moi, d'autant que je l'avais vu peu de temps auparavant à Prague. On dit qu'il a fait montre, au moment de l'opération, d'un courage héroïque et qu'ensuite il s'est entretenu sur les affaires, sans parler le moins du monde de ses douleurs. Vous savez peut-être déjà que la pauvre princesse de Broglie a encore perdu un fils, je ne sais lequel, dans cette fâcheuse journée où Ostermann s'est distingué plus qu'Epaminondas au passage des Thermopyles. C'est une journée que l'on ne saurait trop apprécier, en songeant surtout

aux conséquences qu'elle aurait pu avoir, si l'affaire n'avait point tourné à notre avantage. Puisque je suis sur le chapitre des familles qui ont éprouvé des pertes, il faut que je vous dise quelle peine réelle j'ai éprouvée en apprenant la mort d'un major autrichien, frère du vieux Nesselrode, comme vous le nommez. Un excellent garçon, brave, honnête, que j'ai vu assez pour le regretter beaucoup. Il a été blessé, je crois, devant Dresde. Quelle impatience il avait de commencer cette guerre ! Quel affreux malheur pour ses parents ! Je crains que son frère Guillaume n'apprenne sa mort par les gazettes ; mon avis serait que vous en préveniez François Nesselrode pour qu'il se chargeât de cette pénible commission.

Mon cher époux me marque qu'Ostermann sera sauvé, j'en suis heureuse, car il occupera une grande page dans l'histoire ; on lui rend ici toute la justice qui lui est due.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Vienne, 8 septembre 1813.

Cette lettre est une de celles qui te parviendront, le plus exactement puisque le grand lord Walpole veut bien s'en charger. Nommé ministre à Pétersbourg pen-

dant l'absence de Cathcart, il s'y rend en passant par les armées. Il est original et aimable dans son genre; j'ai dîné avec lui chez la princesse Bagration et aujourd'hui chez Stackelberg où il y avait tous les vieux serviteurs de la Monarchie autrichienne.

Dans ta charmante petite lettre qui me cause une double satisfaction étant plus longue que celles que tu m'écris ordinairement, tu me chantes victoire sur victoire. Avouez, mes beaux Messieurs, que vous en aviez bien besoin. Ce que vous avez éprouvé devant Dresde n'est pas ignoré, de moi du moins. Ce n'est point Stackelberg qui m'en a instruite, car le cher homme n'est guère informé promptement, mais c'est deux petites bonnes gens que j'ai su faire parler; je te dirai leur nom un jour. Vous étiez frais le 27 et les jours suivants! Sans ce brave Ostermann, mon bijou bien-aimé était prisonnier avec son Maître. Bagatelle, rien que cela!... Je t'assure que je ne puis vivre tranquille, connaissant la manière dont votre Maître se plaît à s'aventurer et le goût que tu as de voir les affaires. Quoique tu me fasses mention de beaucoup de prisonniers et de canons enlevés à l'ennemi, je ne serai pas rassurée tant que Dresde ne sera pas à nous.

J'ai déjà ici tant de connaissances que je puis passer presque chaque jour de la semaine dans différentes maisons : chez le prince de Ligne dont toute la famille m'accable de prévenances, chez la princesse Bagration, chez Mme de Humboldt, chez la princesse maréchale Lubomirska.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Vienne, 12 septembre 1813.

Je te dirai que je commence à secouer le léger joug des dîners de Stackelberg, mais je le fais avec les précautions et les égards que je lui dois véritablement pour toutes les attentions qu'il a pour moi et qu'on ne saurait pousser plus loin. Je vois beaucoup la princesse Berthe de Rohan; elle me témoigne beaucoup d'amitié, se plaît avec moi autant que je me plais avec elle, de sorte que nous nous arrangeons pour être une partie de la journée ensemble; nous nous donnons rendez-vous dans les maisons où nous pouvons nous rencontrer et passons souvent la soirée à l'hôtel de Ligne. Elle est malheureusement sur le point de partir et c'est avec peine que je verrai une si aimable personne s'éloigner.

Pour répondre aux questions que tu me fais au sujet de Rasumovski, je te dirai que chaque fois que je le rencontre, il est impossible d'être plus prévenant, plus honnête, plus aimable qu'il ne l'est envers moi. Il m'a fait une visite sans me trouver et m'a invitée à un thé-dîner duquel je t'ai rendu compte, mais je suis persuadée qu'il ferait encore plus de frais pour moi, s'il ne voyait la manière dont Stackelberg est avec moi; je crois qu'il a la conviction que je ne puis bouger sans Mme Stackelberg. Quoi qu'en dise ce couple, en appa-

rence, il est impossible d'avoir à leur égard une conduite plus noble, plus franche; il faut le caractère ombrageux et malheureux de Stackelberg pour entrevoir, présumer et se forger toutes les imaginations qui lui passent par l'esprit. Ce fameux dîner d'hier, chez lui, s'est bien passé, il a été servi à merveille; les Grandes Duchesses ont été fort aimables. Il a porté un toast à la santé de notre Empereur; elles en ont porté un autre à celle de l'Empereur d'Autriche et de son auguste épouse. Le prince Trautmannsdorff a bu ensuite à la santé de nos Princesses. Tu vois qu'on sait vivre ici et que nous cimentons, autant qu'il est possible, les liens du traité.

Il faut que je te raconte comment s'est passée la matinée qui a précédé le grand dîner. Toutes les dames russes se sont rendues chez les Grandes Duchesses, pour les féliciter, avec des falbalas et des traînes à n'en plus finir. La Grande Duchesse Catherine qui m'avait fait venir la veille, chez elle, m'a annoncé que l'Impératrice d'Autriche voulait voir chez elle les Russes rassemblées. Pendant le cercle, l'Impératrice est effectivement venue avec toute sa suite; la Grande Duchesse m'a présentée la première avec sa grâce ordinaire. L'Impératrice a été très aimable, s'est excusée de ne pas m'avoir vue plus tôt et m'a adressé quelques petites choses flatteuses du même genre. La grosse comtesse Schouvalof lui a été ensuite présentée, puis Mme Soldan et une très jolie dame polonaise, une princesse Jablonovska.

Maintenant je te dirai que l'Impératrice n'a pas eu le bonheur de me frapper sous aucun rapport, c'est très malheureux pour elle, mais c'est ainsi. Nos Grandes Duchesses ont plus de dignité dans leur petit doigt qu'elle dans toute sa personne. Je ne la trouve pas jolie, elle n'a rien de noble dans sa manière de s'exprimer et ressemble, à mon humble avis, plus à une actrice qu'à une Souveraine. Voilà, diras-tu, une femme bien arrangée, mais est-ce ma faute, si je n'ai pu la voir autrement! On la dit très souffrante, surtout depuis quelque temps, à cause du chagrin que lui donne la position de ses frères. Il y en a un qui est parti pour la Sardaigne, avec l'espoir de se mettre à la tête des troupes que ce pays veut fournir au service de la bonne cause; l'autre, que tu as vu à Prague, demande son congé.

La comtesse Stackelberg a reçu aujourd'hui, pendant que j'étais chez elle, un billet de la grande Maîtresse de l'Impératrice, l'engageant à venir avec moi chez l'Impératrice, en toilette de ville, demain, à une heure de l'après-midi. Je vais être à même ainsi de la voir de plus près. Je t'ai mandé déjà que je m'étais mise avec les Grandes Duchesses sur un pied très commode, c'est-à-dire habituée à n'aller chez elles que lorsque j'étais invitée; cela réussit toujours de n'avoir pas l'air trop empressé. La Grande Duchesse Catherine de nouveau reprend ses tendresses pour moi; elle m'a beaucoup parlé de mon diplomate et m'a chargée pour Votre Excellence de mille choses aimables. Le Palatin fait des

frais de toilette et de galanterie ; on parle beaucoup de ses assiduités auprès de Mlle Catherine; malgré ses grandes bontés pour moi, je trouverais, je le répète, un grand avantage à ce qu'il fût éloigné du pays. Ce qui taquine Stackelberg, c'est que Rasumovski va bien souvent chez elle, il est vrai qu'il lui fait une cour très assidue et marque entre elle et sa sœur une très grande différence, ce qui n'est que trop reçu et nullement bien. Pour te prouver que la Grande Duchesse Marie a, malgré son caractère angélique, la tenue nécessaire, je te citerai la réponse qu'elle a faite au comte Rasumovski, qui, un matin, en entrant chez elle, appuya un peu trop sur ce qu'il avait attendu. M. le comte, lui dit-elle, je ne le savais pas; au reste, je ne vous fais pas d'excuse et ne dois pas vous en faire. Je ne sais comment Stackelberg ignore encore cette petite anecdote, toujours est-il qu'il ne l'apprendra pas de moi, car je me suis bien promis de ne lui parler de Rasumovski ni en blanc, ni en noir et de le calmer à ce sujet autant que cela dépendra de moi.

On écrit de Pétersbourg que Marianne Antonowna va arriver ici. Voilà qui nous dérangera fort, Stackelberg et moi, et qui contrarie entièrement le plan que j'avais toujours formé d'être éloignée d'elle autant que possible. Il faudra la voir, la fréquenter; elle est d'un caractère insupportable par son inégalité; un jour, elle vous adore, un autre, elle vous déteste; je ne me soucie, ni de l'un, ni de l'autre, mais enfin ne serait-ce qu'à titre de compatriote et à cause de ta position auprès de

l'Empereur, je lui dois des égards. Je compte bien m'en tenir au strict nécessaire, mais encore est-ce trop pour l'effort auquel je devrai me contraindre. Quelle douloureuse impression feront la naissance du fils et ce départ sur notre angélique Impératrice! L'autre Mme Narischkin, femme du Directeur, arrive aussi avec la princesse Souvarof. Tout ce bataclan me donnera l'idée, si le théâtre de la guerre s'éloigne de Prague, de te demander la permission de retourner dans cette ville calme et paisible.

Je suis très bien avec la princesse B....., jusqu'à un certain point, s'entend, car je ne veux d'elle aucune confidence et j'ai échappé jusqu'à présent à celle qu'elle est toujours prête à faire. Elle parle de sa liaison, pour ainsi dire, publiquement; je sais que chez les Grandes Duchesses elle avait toujours Metternich en bouche. Elle me choque parce que lorsque je parle de toi, elle me flanque son Metternich et ce sont des comparaisons de sentiments que je n'aime pas. Je ne puis me faire à une publicité de ce genre; il lui échappe des choses uniques; j'ai la bêtise de rougir en les entendant, mais il est certain qu'une femme honnête ne saurait supporter de semblables propos. On ne se gêne pas pour se moquer d'elle dans toute la ville. Qui j'aime et trouve aimable, c'est la comtesse Aurore et comme je la plains, avec sa douceur et ses principes, d'être forcée de subir tout ce qu'elle voit et entend!

D'après les dernières lettres arrivées de Pétersbourg, nous voyons que la déclaration de l'Autriche a produit

une bien grande joie. Je voudrais bien savoir si on t'en accorde l'honneur. On n'est pas toujours juste dans notre chère patrie. Stackelberg m'a dit que la triple coalition était signée. Je suis extrêmement curieuse de voir ce que te donnera l'Empereur. Ce n'est pas tant pour la chose en elle-même que pour le contentement de pouvoir dire qu'il a su récompenser quelqu'un à point, ce dont je doute excessivement. Ce serait, à mon avis, honorer l'ordre de Sainte-Anne que de le donner à l'issue d'un travail de si haute importance, mais avec lui, il faut toujours s'attendre à des choses extraordinaires.

On m'a conté une balourdise du prince de Metternich qui est parfaite et lui ressemble fort. Comme il se présentait aujourd'hui chez les Grandes Duchesses et que la Grande Duchesse Marie, je ne sais par quel hasard, se trouvait dans le premier salon au moment où on l'a introduit, il a causé quelque temps à celle-ci en allemand, il lui a demandé si elle était de la basse Saxe, si elle était de la suite de la Grande Duchesse. Ce n'est qu'au bout d'une conversation assez longue où elle avait subi question sur question qu'elle a cru devoir se nommer à ce prince qui n'avait eu ni l'esprit, ni le flair de deviner qui elle était. Ne raconte pas cela à Stadion; sa femme veut absolument être la première à le lui mander.

Lettre interceptée du maréchal Berthier à Mme Joséphine de Visconti.

Dresde, 14 septembre 1813.

Si je juge de ta santée[1] des progrès de ton rétablissement par la gaieté et par l'amabilité de tes lettres, je suis bien heureux; ton retour est attendu avec une joie, qui est au-dessus de ce que tu peux croire. Napoléon Alexandre ne parle que de titi, de sa belle comtesse! La princesse est malade de ton absence. En vérité, mon amie, je fais les choses avec une grande facilité. Si notre princesse est grosse comme les simpthôme l'annoncent, je puis assurer qu'il n'y a pas tant se vanter pour faire un enfant. Au reste, mon amie, je n'ai été que deux jours et demi en présence. Voyés le fruit de ma sagesse, et mes enfans sont si jolies parce que je pense alors à la plus belle.

Nous sommes en pleine activité de la campagne; encore six semaines et il faudra du repos de part et d'autre. Ma santée est toujours bonne. Je t'embrasse, ma chère comtesse, et je t'aime de toute mon âme.

ALEXANDRE.

1. Nous n'avons pas cru devoir, pour lui laisser tout son caractère, corriger les fautes nombreuses d'orthographe que contient cette lettre.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Vienne, 14 septembre 1813.

Il faut que je te rende compte de ma présentation à l'Impératrice. Je suis allée chez elle avec la comtesse Stackelberg et nous y sommes restées près d'une heure et demie. Je te dirai qu'en ce qui concerne sa taille, sa tournure, sa figure, j'en reste à mon premier avis, mais elle m'a charmée par sa manière de causer, par la grâce et la délicatesse de ses propos et sans vouloir faire tort à la comtesse Stackelberg, c'est elle et moi qui avons fait tous les frais de la conversation qui a roulé sur beaucoup de sujets. Elle m'a parlé de toi, ce qui explique un peu pourquoi elle m'a tant captivée, de l'Empereur, de la campagne de 1812, des Grandes Duchesses et malgré la délicatesse, l'égalité d'éloges qu'elle a voulu donner à toutes les deux en parlant d'elles, sa préférence pour Marie est des plus visibles.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Tœplitz, 15 septembre 1813.

Nos affaires continuent à bien aller. Thielmann a pris 1 général, 37 officiers et 1450 hommes. L'affaire d'hier nous a aussi valu un millier de prisonniers. Insensiblement nous le travaillerons d'une telle façon qu'il sera obligé de se retirer de la Saxe sans bottes, ni souliers.

18 *septembre*. — C'est par le comte de Stadion que je vais essayer, ma bonne amie, de répondre avec détail à ta lettre du 8. J'ignore si je ne serai point interrompu. Je commencerai par le plus essentiel, c'est-à-dire par des notions plus exactes que celles que tu as recueillies à Vienne sur le *passé*, afin de te rassurer sur le *futur*. Tu sauras donc que jamais nous n'avons couru de si immenses dangers, que quand même Ostermann eût été complétement battu, il n'en serait résulté que la perte d'une centaine de canons et de beaucoup d'équipages; mais nos personnes qui étaient montées sur de bons chevaux et avaient depuis Dresde pris fortement les devants ne risquaient absolument rien. Au reste, je te dirai que le malheur de Moreau et les représentations des deux souverains alliés ont rendu l'Empereur plus prudent. Dans les dernières affaires et notamment celle

du 30, il s'est tenu tranquille sur le Schlossberg, tandis qu'on se battait à Culm, c'est-à-dire à trois lieues de là. Il en a été de même ces jours-ci. Nous faisons tous à cet égard ce que nous pouvons. Il est toujours excellent pour moi. Je sais qu'il est question du second Wladimir et c'est, figure-toi, le comte Araktcheief qui a pris l'initiative sur cette question en démontrant à Sa Majesté Impériale qu'il était impossible, après tant de traités conclus, de ne pas me donner un grand cordon. Tu fais très bien de me donner tant de détails sur Stackelberg et je te supplie de continuer, car je ne puis m'empêcher de l'aimer malgré ses singularités. Il faut cependant convenir que celles-ci ne font que croître et embellir. Rien de plus biscornu que l'idée de vouloir rompre avec Rasumovski et tu lui as rendu un vrai service de l'en empêcher. C'eût été vraiment une brouillerie sans raison. Les véritables griefs ne sont pas à écarter, car comme tu dis fort bien, il serait impossible de faire que Rasumovski n'eût pas un bel hôtel et un grand état à Vienne. Mais à mes yeux, il me paraît qu'à côté même d'un pareil millionnaire, un ambassadeur de Russie peut encore avoir à Vienne une fort belle et bonne attitude. Quant à son humeur, au sujet de la plaque en diamant, il a tout à fait tort, mais sur ce chapitre, on le tuerait, si on essayait de lui dessiller les yeux. J'approuve fort la marche que tu as adoptée vis-à-vis des grandes-duchesses. Engage Stackelberg à ne pas se tourmenter d'avance sur le compte des Narischkin dont l'arrivée paraît déjà le faire trembler. Maria

Alexivna n'est pas au fond aussi diable qu'elle a l'air de l'être. Stadion te racontera tout ce qui s'est passé. Je te prie de l'aimer un peu, car c'est vraiment le meilleur des hommes. Je lui ai lu l'article de ta lettre où tu te loues des prévenances de Mme de Stadion. Si tu entends, par-ci, par-là, parler de quelques bisbilles, ne te décourage pas, nous avons avec Metternich une volonté de fer pour le maintien de la bonne harmonie, et il faut convenir que l'Empereur nous soutient comme un ange.

Je te confierai, ma bonne amie, que le mariage de ta princesse Amélie est de nouveau remis sur le tapis. J'ai prié Stadion de voir un peu ce qu'il y aurait à faire sous ce rapport, de t'en parler et de me faire dire par toi ce qu'il pourra apprendre là-dessus. Je ferai mon possible pour cette affaire, mais d'après ce que me dit Lebzeltern, je pense que ce sera très difficile.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Rœttin, 19 octobre 1813.

Je t'écris quelques mots, ma bonne amie, pour te rassurer complètement sur mon compte et sur celui de Nicolas. Je l'ai vu hier au soir sur le champ de bataille après la belle victoire que nous avons remportée. J'ai

rejoint l'Empereur sur une colline, lorsque tout était fini. L'affaire a été magnifique, la journée superbe, tout a concouru à nous faire obtenir une victoire complète. Napoléon s'est retiré avec ses gardes, nous le suivons de près et espérons encore de plus grands résultats. En attendant, dans les deux journées, nous avons pris plus de cent canons et fait 6000 prisonniers. 5000 Saxons avec 24 pièces de canon ont passé pendant l'affaire de notre côté. L'Empereur s'est couvert de gloire et a commandé dans le fait. Nous avons perdu quelques braves généraux. Tu regretteras sans doute ce pauvre Schévitz qu'un boulet de canon a emporté à la tête de sa brigade. Krétof, Lewachof[2], Raevski[1] et Doukin sont parmi les blessés, mais légèrement. Les Cosaques de la garde se sont couverts de gloire. Merveldt avait été fait prisonnier, mais été relâché sur parole. Pozzo est venu sur le champ de bataille chez l'Empereur, car tu sauras que tout le monde, le Prince Royal, Blücher, Benningsen, ont pris part à l'affaire.

1. Lewachof (Wasivilivitch), 1783-1848, général, aide de camp, plus tard président du Conseil de l'Empire et du Comité des ministres, reçut en 1833 le titre de comte.

2. Raevski (Nicolas, Nicolaïevitch), 1771-1829, colonel à l'âge de 20 ans grâce à sa parenté avec Potemkin, commandait, en 1812, une division dans l'armée du prince Bagration, prit part à toutes les grandes batailles de 1813. En 1814, à la bataille de Bar-sur-Aube, commanda l'armée à la place de Wittengenstein blessé. Nommé membre du conseil de l'Empire.

Le comte Charles de Nesselrode à sa femme.

Zeitz, 22 octobre 1813.

Nous avons quitté Leipzig, ce matin, mais l'armée qui n'avait pas perdu un instant pour poursuivre l'ennemi doit déjà être à Weimar. Nous faisons grande diligence pour la rattraper. Mes équipages étant en avant, je voyage avec le bon Lebzeltern qui m'a donné une place dans sa calèche. Nous sommes arrivés ici à huit heures du soir et nous repartons demain au point du jour. Un peu plus tranquille ici que dans le brouhaha de Leipzig, j'espère, chère amie, pouvoir causer un peu plus à mon aise avec toi. Tu peux penser combien tes dernières lettres m'ont vivement intéressé. Le moindre détail qui te concerne surtout dans l'état où tu te trouves à présent est saisi et fait impression sur mon cœur. Je bénis ce bon Stackelberg de m'avoir si exactement tenu au courant et de t'avoir si bien soignée. La proposition de la grande-duchesse excite toute ma reconnaissance; j'ai mille fois pensé à demander la permission d'aller te voir, mais le moment était tel qu'il était impossible de le hasarder. Cependant cette considération quelque puissante qu'elle soit ne m'aurait pas retenu, si j'avais su et pu me douter à quel point tu étais en danger. Ce n'est qu'avec ta convalescence que j'ai appris l'horrible malheur dont tu as été mena-

cée. Grâce à Dieu, te voilà sauvée, mais il me tarde de te savoir entièrement rétablie pour bannir toute inquiétude, pour me livrer de nouveau au bonheur que j'éprouvais avant cette cruelle maladie. Tout nous présage maintenant une fin prompte et heureuse. Alors tu peux être sûre que j'irai te chercher à Vienne, d'autant plus que je ne serai probablement pas le seul qui suivra cette route. Mais que ceci soit pour toi seule. Quel effet notre victoire ne doit-elle pas avoir produit à Vienne! Jamais rien ne s'est vu de pareil; quand un homme tel que Napoléon tombe, cela ne peut être que tout à fait. Hier encore, Blücher a forcé le passage de la Saale et a fait 3000 prisonniers. Tous les environs et les grandes routes de Leipzig étaient pleins de canons et de bagages; des colonnes immenses de prisonniers traversaient la ville à tout moment. L'Empereur a été angélique pour les généraux pris, particulièrement pour Lauriston. Je n'ai pu le voir qu'un instant, n'ayant pas eu le temps d'aller chez lui. Il était, au reste, fort embarrassé et aussi nul dans tout ce qu'il a dit que par le passé. C'est le général Koutousof qui est allé porter à Pétersbourg la nouvelle de la victoire avec tous les détails. Quelle belle commission! Comme il sera reçu!!.. J'en suis enchanté pour lui, car c'est un bien digne garçon.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Meiningen, 31 octobre 1813.

Je t'ai écrit, hier, fort à la hâte, ma bonne amie, par un courrier autrichien, c'est aujourd'hui par un courrier que j'envoie à Constantinople que je t'adresse ces quelques lignes. L'Empereur vient de quitter ce superbe château ; moi, j'y passe encore la soirée pour faire quelques expéditions de courrier et je le rejoins demain à deux postes d'ici. Nous avons fait bombance ici; j'ai été logé, non comme un prince, mais comme une princesse, car l'appartement que j'occupe au château est celui d'une des princesses, ce qui m'a fort embarrassé. La duchesse est une bonne femme, de caractère comme d'esprit. Nous faisons une tournée des princes d'Allemagne et en passant, nous les entraînons dans notre alliance. Je te confierai aussi que le grand duc Constantin est allé faire une visite à Cobourg. Il s'est, à la lettre, extrêmement distingué dans les dernières affaires.

Je ne puis assez te conjurer de te ménager pendant ta convalescence et dans aucun cas de ne bouger de Vienne, sans que tu sois complètement rétablie et que je t'en prévienne. J'ignore encore ce que nous ferons, lorsque nous serons sur le Rhin, mais ce qu'il y a de sûr, c'est que les opérations ne perdront pas de leur

activité, quand même des négociations s'ouvriraient.

Pozzo est de nouveau avec nous. Il a reçu la Sainte-Anne de 1re classe. Anstedt accompagne le roi de Saxe à Berlin. Nous allons établir notre quartier général à Francfort.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Francfort, 15 novembre 1813.

Je ne sais, ma bonne amie, si ma lettre te trouvera encore à Vienne, je t'écris à tout événement. Mais ne t'attends pas à une longue épître. Toute l'Allemagne m'est tombée sur les bras. Je n'ai, en vérité, pas une minute de repos. Voilà le roi de Bavière qui est arrivé. Celui de Wurtemberg ne tardera pas à suivre et les petits sont pires que la peste. Ce n'est au moins pas pour moi que ce cher Francfort deviendra une Capoue. Je suis menacé d'avoir tous les ordres de la Confédération. Stein vient de nous rejoindre. Demain, il y aura un grand bal, mais il est fort possible que notre séjour ici se prolonge moins que nous ne l'avions supposé. Les grandes villes ne valent rien pour un quartier général et je regrette notre solitude de Peterswarden. Il y avait là plus de véritable bonheur et moins d'importuns.

Tâche d'arriver et j'oublierai tous mes tracas, car j'aurai tout ce qu'il me faut pour m'en consoler.

Le même à la même.

Carlsruhe, 16 décembre 1813.

Tu as très bien fait de ne pas venir ici, je n'aurais pas su comment te placer et t'installer, car je suis à peine logé. Le quartier général est à Dourlach. L'Empereur n'a ici avec lui qu'Araktcheief, Tolstoi, Wolkonski et moi. Aujourd'hui, nous serons présentés à la Cour. J'ai trouvé ici le baron Krudener qui s'est sauvé de France où il était prisonnier de guerre.

Le même à la même.

Fribourg, 22 décembre 1813.

J'ai quitté Carlsruhe avant l'Empereur et j'ai fait mon voyage avec rapidité. Fribourg est une très bonne petite ville ; j'y suis logé chez une femme qui prétend être ma cousine et s'appelle Mme de Ferrete. Je suis bien, mais je doute que nous restions longtemps ici. L'armée autrichienne a passé le Rhin à Bâle et je pense que nous

ne tarderons pas à nous rendre dans cette ville. En Hollande, les choses vont à merveille. Tout fait espérer qu'ici elles iront de même.

La comtesse Charles de Nesselrode
à sa sœur la comtesse Hélène Gourief.

Francfort, 26 décembre 1813.

J'ai reçu, hier, de Fribourg, ma chère Hélène, une lettre de Nesselrode qui m'a rendue bien heureuse et d'après laquelle il est à présumer qu'ils ne tarderont pas de se rendre à Bâle. Vos amis, les Suisses, se conduisent très bien, il me semble, et n'ont fait les difficiles que pour se faire apprécier davantage. Les troupes autrichiennes ont passé le Rhin et on prétend que près de Besançon, dans les pays qu'elles traversent en France, elles reçoivent partout des habitants un excellent accueil; c'est un grand point d'acquis, si le même esprit règne dans toutes provinces. Je crois que vous avez de la peine à vous persuader que les armées restent en France; moi qui suis ici, j'ai de la peine à me le persuader, tant cela me paraît extraordinaire.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Langres, 14/26 janvier 1814.

Nous voilà dans le cœur de la France, ma bonne amie, à geler plus que nous le pourrions à Pétersbourg et à Twer. Il nous est survenu une reprise d'hiver qui rend notre gloire un peu froide. Elle est d'autant plus désagréable que nulle part on ne se garantit plus mal. Nous sommes dans nos chambres exactement placés entre le froid et la fumée. Mais tout cela se supporte quand on pense à l'avenir de bonheur et de tranquillité que les privations actuelles nous préparent.

Le comte de Wittgenstein vient d'effectuer sa jonction avec la grande armée. Je ne peux guère te dire ce qui se fera; je suppose néanmoins que nous avancerons. Nous resterons ici, encore au moins demain. Alopéus sera gouverneur de la Lorraine. J'ai eu, ce matin, le plaisir de revoir La Harpe qui arrive en droiture de Paris. Le peuple ici, est bien apathique et bien misérable. Si on ne le tourmente pas, il nous laissera tranquilles. De plus, je t'annonce que la paix entre le Danemark et la Suède est signée, de sorte que Blome pourra reparaître à l'horizon diplomatique, à Pétersbourg, mais, à la vérité, sans Norvège. Je suis curieux de savoir si, à la suite de cela, il diminuera la hauteur de son panache. Nous mangeons ici des truffes à gogo, mais le vin est

encore mauvais. Anstedt est devenu très comique; il passe sa vie à contrefaire les incroyables de la province et le patois franc-comtois.

Nos avant-postes sont au delà de Bar-sur-Aube et Platoff marche dans la direction de Paris. C'est celle de ton cœur que je voudrais suivre. Adieu, chère amie, je t'embrasse bien tendrement.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Bâle, 16 janvier 1814.

L'Empereur part aujourd'hui pour Dèlle, Montbéliard Vesoul. Je suivrai demain. J'ignore jusqu'où nous avancerons. Il y a des gens qui voudraient pousser jusqu'à Paris, moi, je ne voudrais pousser que les négociations; je regarde la paix comme plus nécessaire que jamais et le moment comme venu où on pourrait l'obtenir bonne, sûre et glorieuse; aussi je considère toute opération, toute entreprise que l'on fait encore, comme éminemment périlleuse. Voilà ma profession de foi. Je l'ai présentée par écrit, mais elle n'a point eu le bonheur de plaire. Comme ce n'est pas là mon but et que je n'en ai d'autre que de faire mon devoir et d'être utile, cela m'est parfaitement égal. Une lettre que j'ai reçue hier de Kotchoubei me prouverait que dans tous les pays les

gens raisonnables sont d'accord, aussi serait-il désolant que la folie et l'exagération dussent l'emporter. Nous pourrions si bien finir à présent. Quant à moi, je ne sais comment je finirai, car je ne puis dire oui à toutes les idées biscornues qui germent dans certaines têtes et qui probablement arriveront à en déranger beaucoup. Au reste, que cela ne t'afflige pas; je vais avec beaucoup de calme au-devant de tous les événements et j'ai assez de résignation et de philosophie pour les supporter.

La comtesse Charles de Nesselrode
à sa sœur la comtesse Hélène Gourief.

Stuttgard, 19 janvier 1814.

Il se présente, à ma vive satisfaction, une occasion pour le quartier général, j'en profiterai pour vous écrire bien à mon aise, ma chère Hélène et pour vous dire que je suis en possession de vos bonnes lettres jusqu'au 18 décembre. J'en reçois toujours quelques-unes à la fois, parce que Nesselrode profite des courriers pour me les faire parvenir. Je vous dirai qu'il est très difficile, de ma part du moins, de mettre de la régularité dans notre correspondance; je pourrais bien vous écrire par la poste jusqu'au quartier général, mais on vit ici sous un régime de sévérité si grand et le secret des lettres y

est si peu respecté que cela ôte toute envie d'écrire; on prétend même que le Roi s'amuse à lire en personne la correspondance. Vous avouerez que ce n'est point agréable. J'aime mieux profiter des occasions et je me flatte qu'il s'en présentera bien une par semaine. On apprend tous les jours quelque chose de nouveau, ayant rapport au despotisme de ce prince. L'histoire de ses chasses est tout ce qu'il y a de plus révoltant. Figurez-vous que chaque fois qu'il se donne ce plaisir, ce qui est assez fréquent, puisque c'est chaque semaine, il y a des milliers de paysans qui quittent leur domicile et qui restent ainsi absents de chez eux des jours entiers, durant des semaines, rien que pour rabattre le gibier vers l'endroit où il chasse. Ils sont exposés à l'intempérie de l'air, nuit et jour et n'ont rien à manger. Que voulez-vous qu'ils puissent emporter de chez eux? On ne leur paye rien, de sorte qu'ils sont assez souvent épuisés de misère. On parle après cela de pays libre, on ose prononcer le mot de liberté. Tous les petits en Allemagne subissent plus ou moins et de différentes façons, un odieux despotisme. Comme je tiens dans ce pays à n'en souffrir d'aucune manière, je ne vous écrirai, ma chère Hélène, que par occasion sûre.

Le comte Charles de Nesselrode
à la comtesse Hélène Gourief.

Vesoul, 20 janvier 1814.

Jusqu'à présent, ma chère belle-sœur, tout marche à merveille. Le général Blücher était avant-hier déjà à Nancy et nos avant-postes sont près de Chaumont. Platoff a occupé Neufchâteau et Stcherbatof s'est dirigé sur Saint-Dizier. Nous sommes aussi à Dijon, et Lyon ne tardera pas à être occupé. Demandez à Kologrivo de vous trouver toutes ces villes sur la carte. Là où nous sommes, le peuple parle déjà français, ce qui paraît fort drôle à nos soldats. Il est, au reste, très bien disposé pour nous et, ici, comme partout ailleurs, on nous reçoit à bras ouverts.

Adieu, demain nous partons pour Langres. J'ignore encore où nous irons de là. Écrivez-moi encore de jolies petites lettres, vous ne sauriez croire combien elles me font plaisir.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Langres, 30 janvier 1814.

Les mouvements ont commencé de part et d'autre. Napoléon a quitté Paris et s'est mis à la tête de son armée. D'un moment à l'autre, nous devons nous attendre à une grande bataille; j'ai même lieu de croire qu'elle a commencé aujourd'hui sur quelques points. Nous avons toutes les chances pour nous. Si cependant le malheur voulait que nous fussions obligés de nous retirer, je voudrais que tu ne restasses point à Stuttgard. Je te prierais dans ce cas d'aller droit à Vienne, car on ne peut jamais calculer les conséquences d'un mouvement rétrograde. Comme je n'aurais alors peut-être pas d'occasion sûre pour t'écrire, je me bornerais à te faire savoir : « que Stackelberg a consenti aux arrangements que je lui ai proposés. » Si tu trouves cette phrase dans ma lettre, c'est un signe qu'il faudra plier bagage et le faire à temps pour ne pas tomber dans une bagarre et s'exposer à manquer de chevaux. Au reste, je pense que c'est la précaution inutile. Ne communique à personne le contenu de cette lettre. Comme très probablement je resterai ici à Langres avec les diplomates autrichiens et anglais, pendant que l'on se battra, tu dois être sans la moindre inquiétude. Adieu, je t'embrasse encore une fois le plus tendrement possible.

Les affaires vont bien. Blücher s'est battu contre Napoléon en personne et lui a pris huit canons. Je reste encore ici, c'est-à-dire à plus de quatorze lieues du champ de bataille.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Vandœuvres, 4 février 1814.

La belle valeur que le prince royal de Wurtemberg a déployée à l'affaire de Brienne sera doublement utile. Elle donne lieu à l'expédition de ce courrier et me fournit, en conséquence, l'occasion de t'écrire. Cette victoire pourra devenir des plus importantes. La journée a été très brillante. Le vieux Saken s'est conduit comme un ange, ainsi que Wrede et Wassiltchikof. Demain nous continuerons notre mouvement en avant. Ici, je suis logé dans un magnifique château, comme je voudrais en avoir un, pour n'en plus jamais sortir. Il n'existe pas de meilleurs lits qu'en France. Le pays que nous traversons n'est ni beau, ni riche; on n'y voit que misère et la plus grande malpropreté.

Si le ciel veut que nous arrivions à Paris pour y rester tranquilles quelque temps, je t'engagerai à venir m'y rejoindre. Je pense que cela ne te déplaira pas, mais je me garde bien de faire de ces plans d'avance; on dit

que cela porte malheur. Si je n'avais pas écrit toute la journée, je t'écrirais encore les plus jolies choses du monde, mais je suis vraiment fatigué de corps et d'esprit, au point que je me sens incapable de produire aujourd'hui la moindre idée. Il est près de deux heures du matin. Mais j'aurai toujours la force de t'embrasser bien tendrement.

P. S. Pozzo, qui fait le militaire dans toute la force du terme, te présente ses hommages.

La comtesse Charles de Nesselrode
à sa sœur la comtesse Hélène Gourief.

Bâle, 5 février 1814.

Je reçois par le courrier autrichien des détails sur la bataille du 31. On s'est emparé de plus de quatre-vingts pièces de canon et fait un grand nombre de prisonniers. On dit que l'armée ennemie est en pleine déroute et que les Français se sont battus comme des lions. Napoléon a fait des efforts inconcevables. Les uns prétendent que Marie-Louise était au milieu des troupes à animer les soldats; ce qui est certain, c'est qu'elle a quitté Paris. On assure que le congrès a commencé le 3 à Châtillon.

La comtesse Charles de Nesselrode
à sa sœur la comtesse Hélène Gourief

Bâle, 6 février 1814.

On dit que le départ de l'Impératrice Elisabeth de l'église de Kazan a donné lieu à une manifestation touchante. J'en suis charmée, car c'est la première fois que le public a pu témoigner à sa personne son attachement et elle a pu se convaincre qu'il n'était pas imaginaire. Ce que je ne puis me figurer, c'est le retour de l'Empereur dans son pays. Si le Ciel continue à veiller sur lui et à favoriser ses projets, jamais Souverain ne reparaîtra, au milieu de ses sujets, avec plus de gloire, une gloire solide, basée sur la religion et les intentions les plus pures qu'ait jamais pu avoir non seulement un Empereur, mais le plus vertueux des hommes. A la distance où vous êtes, vous devez souvent avoir de la peine à vous imaginer où sont nos armées; j'éprouve moi-même cette difficulté, quoique j'aie suivi, pour ainsi dire de jour en jour, la marche des événements. J'espère que l'Impératrice figurera à côté de son époux dans toutes les Capitales où l'Empereur a promis de passer, après avoir jeté les bases qui doivent donner la tranquillité à l'Europe. Mais que de petits intérêts il restera à démêler! Il fallait avant tout attaquer le colosse et il est bien ébranlé. Plus la fin de cette guerre est proche et plus j'éprouve d'impatience; c'est le sentiment qui résulte

toujours d'une longue attente. Je crois que le cœur des Français, attachés à la bonne cause et aux Bourbons, doit battre terriblement. On m'assure, mais je n'en ai point la preuve positive, qu'on voudrait voir l'ancienne dynastie remonter sur le trône. Si cela pouvait s'accomplir paisiblement, c'est-à-dire sans que nous eussions à livrer de nouveaux combats et sans qu'il y eût de guerre civile, la tranquillité européenne se trouverait certainement établie sur des bases sérieuses et solides. Mais je ne crois guère, je l'avoue, malgré ce qu'on me dit, que les Français aient véritablement ce désir.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Bâle, 10 février 1814.

On dit que le comte d'Artois est ici depuis quatre jours ; on n'a découvert sa présence dans cette ville que depuis hier. Je voudrais savoir si ces Princes se dérangent d'eux-mêmes ou sur votre invitation. Dis-moi par un mot s'il est vrai que vous allez replacer les Bourbons et si la nation le veut généralement. De grâce, marque-moi cela et dis-moi si cela doit vous mener encore loin.

La comtesse Charles de Nesselrode
à sa sœur la comtesse Hélène Gourief.

Bâle, 11 février 1814.

Le comte d'Artois est ici; je voudrais bien le voir, on dit qu'il a une belle figure. Les propos qu'il tient prouvent qu'il a beaucoup d'espoir; c'est lui qui prendra le titre de Monsieur si Louis XVIII monte sur le trône. On dit que celui-ci est si gros qu'il peut à peine bouger et qu'il attend pour se mettre en route que les chemins soient plus praticables.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Chaumont, 28 février 1814.

Si depuis Troyes, je ne t'ai pas écrit, c'est que cela m'a été vraiment impossible; le jour, nous marchions et, la nuit, nous écrivions, conférions, discutions. Heureusement que ce surmenage n'a eu aucune influence sur ma santé et que je me porte le mieux du monde, ayant pris vingt-quatre heures de repos. En général, ce qui nous soutient tous, c'est que les jours se suivent, mais ne se ressemblent pas. Aussi depuis avant-hier les

affaires ont repris une bonne tournure. Le mouvement rétrograde s'est arrêté sur l'Aube et, hier, le prince de Schwartzenberg a eu une affaire très brillante. Il a complètement battu les trois corps d'armée de Victor, d'Oudinot et de Macdonald qui s'étaient avancés, a repris Bar-sur-Aube et les poursuit encore. J'espère que cela contribuera à faire finir nos affaires, de même que les petits revers qu'on a essuyés auront prouvé que le mieux est l'ennemi du bien, vérité que les gens raisonnables ont, en vain, prêchée avant. Je me vante d'être beaucoup trop de ceux-ci pour prendre bien chaudement à cœur certains désagréments dont je t'ai parlé. Ils font momentanément une impression sur moi, mais elle n'est jamais assez profonde, ni assez durable pour pouvoir influer sur ma santé. Je suis même à présent bien fâché de t'avoir écrit dans un pareil moment et de t'avoir causé beaucoup plus de chagrin que je n'en ai, au fond, éprouvé, moi-même. Tu me donnes le très sage conseil de prendre ces choses philosophiquement et je te promets de ne point les envisager autrement pourvu que de ta part ce soit réciproque. Le père assis (*grand maréchal, comte Tolstoï*) me dit qu'il ne faut pas y faire attention; il est lui-même dans une plus mauvaise peau encore. Chez lui, chez Pierrot (*Woolkonsky*) et chez Alexis, fils d'André (*Araktcheief*) le dégoût est au plus haut point. Tous, et moi y compris, ne rêvons qu'aux moyens de nous tirer de là et j'espère avec l'aide de Dieu y parvenir quand tout sera fini, car jusque-là je me résigne à tous les genres de désagréments; ils seront toujours

assez compensés par le peu de bien que j'aurai réussi à faire.

Si le mouvement rétrograde devait continuer, ce ne serait pas à Fribourg que je voudrais te voir aller, mais à Carlsruhe, où les courriers passent également et où tu trouverais l'Impératrice et mille moyens de communiquer et d'être toujours en sûreté. Wittgenstein dans l'affaire d'hier a été légèrement blessé et le prince Schwartzenberg aussi, mais ni l'un ni l'autre n'ont quitté leur commandement.

P. S. — Les résultats de l'affaire d'hier sont 1000 prisonniers et 3 canons.

La comtesse Charles de Nesselrode
à sa sœur la comtesse Hélène Gourief.

Bâle, 2 mars 1814.

Chaque fois que j'entends parler de paix, je ne puis m'empêcher de dire : Dieu veuille ! Tout le monde n'est point de mon avis, mais je remarque que les personnes qui s'inspirent de ce proverbe que vous connaissez : « Quand on prend du galon, on n'en saurait trop prendre », sont toujours au sein de leur famille et n'ont ni mari, ni frères absents ; je remarque, en outre, qu'elles ne se donnent pas la peine d'approfondir ce

qui se passe, qu'elles semblent ne pas s'apercevoir que les Français sont tous les humbles sujets de Napoléon, que deux ans de guerres ruineuses ne les en ont point détachés et que même à l'heure présente où le pays est envahi, la capitale menacée, leur confiance en lui n'est point ébranlée. L'armée française est très forte et se bat parfaitement. On peut en France ne pas aimer Napoléon, mais on ne songe pas à le détrôner ; tous ceux qui pensent et disent le contraire ont vraiment le désir de se faire illusion. Si les Français ne profitent pas de l'occasion actuelle pour rétablir les Bourbons, c'est la preuve qu'ils n'en ont nullement l'envie. C'est d'autant plus évident, que ce serait le moyen le plus sûr d'obtenir la paix et aux conditions les moins humiliantes. A dire le vrai, ils ne sont point dans le cas à ce qu'on leur en impose de telles, et celui qui règne a su trop bien s'attacher tous ceux qui sont en place pour être sérieusement menacé.

Les alliés vont recevoir d'importants renforts ; hier, devant mes fenêtres ont défilé dix mille hommes de troupes hessoises magnifiques et des régiments de cavalerie hongroise de toute beauté. Au reste, tous les jours, il passe ici de nombreuses troupes qui, dans moins de quinze jours, auront rejoint les autres braves.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Bâle, 3 mars 1814.

Je suis impatiente de connaître les résultats de la journée du 26 et de savoir ce qu'a donné la marche de Blücher, conjointement avec celle de Wintzingerode. Je n'ose porter mes idées vers la conclusion de tout ce qui se passe. Oh! comme je voudrais qu'il fût question de suspension d'armes et qu'on en arrivât à ne plus guerroyer qu'avec la plume! Les avis dans le monde entier sont extrêmement partagés, si je m'en rapporte à ce que j'entends dire dans le cercle très borné que je vois ici et assez rarement d'ailleurs. Les uns veulent les Bourbons, les autres n'importe qui, pourvu que ce ne soit pas Napoléon. Quant à moi, je suis de l'avis de ceux qui se contenteraient de bien rogner ce dernier et qui désirent que la guerre finisse. Je pense, puisque la nation supporte Napoléon, qu'une guerre d'opinion aurait des conséquences désastreuses. On accuse les Autrichiens de beaucoup de choses; ils ne sont aimés nulle part de personne. On dit que partout où ils le peuvent, ils s'appliquent à paralyser tout mouvement en faveur de l'ancienne dynastie, que dans la Franche-Comté, où tout le monde était porté pour les Bourbons, le gouverneur, qui est au service de l'Autriche, a expressément défendu de prononcer leur nom; on cite

enfin nombre de faits du même genre qui ont augmenté la haine qu'on a généralement pour eux. On attribue même à ces Messieurs la sottise de Blücher, en prétendant qu'on aurait pu le secourir. Un homme qu'on ferait bien de remplacer, c'est Bubna. Sa conduite à Genève est absolument celle d'un Français, en son temps de prospérité, et il y joint l'indolence allemande. Outre qu'il aurait pu entrer à Lyon avant le renfort qui y est arrivé, s'il s'était un peu pressé, il tient des propos très ridicules, en ce qu'il a l'air d'aimer Napoléon et de désirer la paix, afin de reprendre son poste auprès de lui. Il achète un tas de choses dans les magasins, et lorsqu'on lui présente les factures, il les envoie au Conseil. Enfin, dans cette ville, on se plaint hautement de lui, et tout ce que je te dis n'est que le quart de ce qu'on raconte. Aussi a-t-il perdu la confiance des habitants ; c'est d'autant plus dommage qu'ils étaient absolument disposés à l'aider de tous leurs moyens.

J'ai causé, hier, avec une dame d'esprit du canton de Berne; elle m'a exprimé le désir que tu connais, du reste, je pense, et qu'ils ont de rentrer en possession du pays de Vaud et de l'Argovie. C'est un droit bien juste; il est fâcheux que votre Empereur, qui fait profession de justice et travaille à remettre les choses sur l'ancien pied, se désintéresse en cette occasion. On accuse, et non sans raison, La Harpe d'en être la cause. Tout ce que cette dame m'a dit de lui m'a bien étonnée.

D'après une lettre du quartier général, on a l'air d'être plus accommodant, de songer de notre côté plus

sérieusement à la paix. Les gazettes m'ont appris le départ de Lebzeltern et de Capo d'Istria. Si le premier revient à son poste, dis-lui de passer par Bâle; j'ai grandement besoin de voir quelqu'un qui puisse répondre à toutes les questions que je me pose. Je voudrais bien savoir pourquoi on a fait venir les jeunes Grands-Ducs; il faut espérer qu'ils n'arriveront plus à temps pour assister à des batailles. Alopéus fait venir sa femme à Nancy; cela prouve qu'il est sûr d'y siéger longtemps et tranquillement.

Est-ce que Duka est homme à savoir traiter avec Napoléon?

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Chaumont, 3 mars 1814.

Les armées sont sous les murs de Troyes, et Blücher à Meaux, sous les murs de Paris.

4 *Mars.* — Nous sommes de nouveau à Troyes. Wittgenstein a eu hier une brillante affaire. Il a pris 2000 hommes, 9 canons et les bagages du général Gérard[1], en forçant la position au pont de la Guillotière.

1. Gérard (Étienne-Maurice, comte), maréchal de France, 1775-1852. Il s'enrôla en 1791, servit en Italie sous Bernadotte, dont il

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Bâle, 4 mars 1814.

J'ai vu cet après-midi une connaissance de Vienne, le comte de Damas. Il attend ici une réponse du comte d'Artois pour aller le rejoindre. Il se fait de grandes illusions et croit fermement que les Bourbons vont remonter sur le trône. Il se persuade que si vous entrez à Paris, l'astre impérial doit s'éclipser et la dynastie des Bonaparte disparaîtra à tout jamais. Je suis loin d'en être aussi convaincue que lui. Je l'ai écouté tranquillement sans souffler mot pour, ni contre, et me suis bien gardée de lui dire que je ne pensais pas qu'il fallût con-

devint l'aide de camp; se signala à Austerlitz, où il fut blessé; à Wagram, où il contribua puissamment au gain de la victoire; à Valoutina, où il remplaça le général Gudin, tué, et à la Moscova. Général de division (1812), il contribua avec Davout à sauver l'arrière-garde surprise à Kovno, commanda une division à Lutzen et à Bautzen, se distingua pendant la campagne de France, à Montereau, Méry, etc.; fut placé, pendant la campagne de 1815, sous les ordres du général Grouchy, et insista vainement auprès de lui pour marcher sur Waterloo; eut, le même jour (18 juin), la poitrine traversée d'une balle à Wavres; rentra en France en 1817. Député en 1822 et 1827, il siégea dans l'opposition; devint ministre de la guerre en 1830, fut mis en 1831 à la tête de l'armée du Nord, repoussa les Hollandais de la Belgique, fut nommé maréchal, fit en 1832 le siège d'Anvers, devint grand chancelier de la légion d'honneur en 1835 et commandant supérieur de la garde nationale en 1838.

tinuer la guerre pour les Bourbons et que cette entreprise hasardeuse me paraissait devoir être nuisible aux puissances. Je pense que Modène tient absolument les mêmes discours que le comte de Bavière ; je crois l'entendre et le voir, avec sa prise de tabac, discutant et s'illusionnant sur la situation.

Ne peux-tu pas, à peu près, bon ami, me dire quand cette guerre touchera à son terme, si vivement désiré par le monde entier et par moi tout particulièrement. Si Blücher avait l'esprit de bien battre Napoléon, comme cela lui est déjà arrivé, peut-être serait-ce la victoire définitive. J'éprouve, quant à moi, une telle impatience, qu'à certains moments de découragement, je ne puis m'imaginer que l'acharnement qu'on a les uns contre les autres soit de nature à cesser.

6 *Mars.* — Je serai très aise de voir le petit chevalier Lebzeltern ; il me parlera de toi. Je prévois qu'il ne restera pas longtemps à Bâle ; il faudra qu'il retourne dans son Zurich où le Conseil va s'assembler. Le canton de Vaud, protégé par notre Empereur, ne se conduit pas admirablement, dit-on ; j'espère que cela démontrera que les Vaudois ne méritent point de former un canton à part. Je suis extrêmement pour que les Bernois reprennent leur ancien droit. On prétend même que ce petit coin de terre est si français, qu'ils ont promis, ces Vaudois, de faire une levée de vingt-cinq mille hommes. Le chef de la poste de Genève, que Bubna avait découvert être un espion à son passage

dans le pays en question, et qu'il avait fait emprisonner ainsi que son fils, on a voulu les délivrer.

Sais-tu qui j'attends ici avec certain petit plaisir? C'est Wacquant; son aide de camp m'a dit qu'il allait retourner au quartier général. Jamais vacance n'aura fait plus de plaisir au plus gros des Rois. Quand on lui a annoncé ce départ, je suis sûre qu'il a dû tellement sauter de joie, que tout son royaume en aura éprouvé une secousse. Cet organe diplomatique, militaire, que sais-je encore, produisait sur lui l'effet d'un bourdonnement continuel. Il est difficile d'être plus taquin que ce Wacquant ne l'a été. Je t'en prie, si tu en as le loisir, quand il sera arrivé, mets-le sur ce chapitre et dis à Tolstoï d'en faire autant, c'est vraiment un spectacle.

Le comte Charles de Nesselrode à sa femme.

Chaumont, 7 mars 1814.

Nos affaires marchent bien, grâce à Dieu. Nous nous sommes de nouveau avancés jusqu'à Sens et Nogent. Le prince Schwarzenberg est à Troyes, mais nous restons ici, nous, fort sagement avec les réserves. Que Dieu nous conserve longtemps cette sagesse! Cette bonne tournure que les affaires militaires ont prise influera, je l'espère, sur les négociations. Comme on veut maintenant sincè-

rement la paix, je me flatte qu'elle aura lieu. Dans une dizaine de jours, cela va se décider et je ne manquerai pas de t'en prévenir, puisque je connais ta discrétion.

Orlof me charge de beaucoup de compliments pour toi; il bavarde toujours beaucoup, Pozzo dit qu'il est bon et obligeant en Angleterre comme ailleurs, mais ridicule et sans tact comme à Pétersbourg. Lieven continue à réussir autant que sa femme réussit peu. Lord Castlereagh m'en fait de grands éloges. Voilà comment va le monde. Quant à Tatichtchef, il est aigre et mécontent. J'espère que tu ne le seras pas de moi, car me voilà depuis quelques jours le plus prolixe des maris et je t'écrirai encore par Lebzeltern. En attendant, je t'embrasse de cœur et d'âme.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Bâle, 8 mars 1814.

Tu me parles de bulletins que je puis distribuer aux Bâlois et aux Bâloises, sans me les envoyer. A en juger par l'esprit qui règne généralement en Suisse, on fait fort bien de ne les instruire de rien, il faudrait même leur donner du sceptre sur le nez. Il n'y a point de milieu chez ces montagnards; ou ils sont Français dans l'âme, ou enragés royalistes. Il faudrait donc pour plaire

à ces derniers que la guerre durât, durât, jusqu'à ce qu'on ait chassé la dynastie du Buonaparte. Lebzeltern et Capo d'Istria n'ont pas su assez en imposer; le voisinage de la France a fait beaucoup de tort à cette nation.

Le comte Rasumovski
au comte Charles de Nesselrode.

Châtillon-sur-Seine, 9 mars 1814.

Je vous remercie bien, mon cher comte, de l'offre que vous me faites de me renvoyer Anstedt. J'ai bien compris qu'en le rappelant, vous vouliez le soustraire au danger auquel on l'avait cru exposé momentanément. Il n'en a point existé de véritable pour la ville de Châtillon, mais tous les environs, cela jusqu'aux portes mêmes, étaient dans une très grande fermentation dont il est résulté de nombreux excès et dont beaucoup des nôtres, les Autrichiens surtout, ont été les victimes. Cette fermentation s'est calmée, mais elle n'est point éteinte. Elle a été organisée de la part du gouvernement par toutes sortes de moyens. Nous ne lui en opposons aucun, ni de répression de la force militaire, ni de réaction sur les esprits qui en France plus qu'ailleurs ont le besoin et l'habitude de suivre l'impulsion qu'on veut leur donner. L'opinion du pays n'était pas précisément en notre faveur quand nous y sommes entrés, mais elle

pouvait le devenir complètement par l'espoir que nous donnions de grands succès, d'une paix prochaine et d'un avenir plus tranquille et plus heureux. Cet espoir s'est évanoui, les charges se sont multipliées, des vexations, des mauvais traitements s'en sont suivis et le mécontentement a ramené à la cause du gouvernement des esprits qui s'en étaient séparés dans l'attente des avantages qu'ils se promettaient de notre part. Je reviens de cette digression, mon cher comte, à l'objet qui y a donné lieu. Mes forces morales et physiques ont suffi parfaitement jusqu'ici pour remplir l'emploi que l'Empereur a daigné me confier. Comme vous l'avez vu, je n'ai pas été dans le cas d'employer Anstedt et je présume que mon travail n'aura guère plus d'activité à l'avenir. Vous en jugerez cependant mieux que moi et je compte sur votre amitié pour me donner l'assistance convenable, si cela devient nécessaire. Je parlerai à Caulaincourt aujourd'hui et pourrai vous dire sa réponse avant de fermer ma lettre au sujet du pauvre Louis Saint-Priest dont la nouvelle m'a fait bien de la peine. Mais, de grâce, puisque vous le croyez et, avec raison, sans doute, exposé à un sort très funeste, pourquoi ne pas l'en garantir par des explications directes d'armée à armée?

Je crains fort que mes démarches, ici, n'arrivent trop tard et que le pauvre infortuné n'ait subi sa barbare destinée dans le premier moment du ressentiment qu'il aura excité.

En me donnant de bonnes nouvelles sur l'armée de

Bianchi[1] et sur ses mouvements, vous ne m'avez pas répondu, touchant le *général* qui lui est opposé. On m'a donné quelques indications depuis dans le même genre sur *d'autres* qui ne seraient pas moins importantes.

J'ai parlé à Caulaincourt au sujet du pauvre Saint-Priest; il m'a répondu avec beaucoup d'obligeance et m'a chargé de vous dire *qu'il en ferait son affaire*, en tant que cela dépendrait de lui. Il m'a demandé dans quelles circonstances il avait été pris et à quel corps il appartenait. Votre lettre ne m'a fourni aucun détail à cet égard, mon cher comte. Je vous les demande au plus tôt pour en faire usage. J'observe qu'il craignait que Saint-Priest ne fût tué, parce qu'on ne le nommait pas parmi les prisonniers dont on lui rendait compte et qu'on avait un soin particulier de l'informer des Russes, sachant l'intérêt qu'il y prenait et le grand nombre de personnes qu'il connaissait parmi eux.

Milord Cathcart vient de me faire lecture d'une dépêche confidentielle de lord Liverpool à lord Castlereagh sur la conversation du prince régent avec Lieven, dont ce dernier a rendu compte dans le temps et dont vous m'aviez chargé de faire part à lord Cathcart. Il m'a dit que cette pièce avait été portée à la connaissance de l'Empereur et que S. M. avait témoigné en être satisfaite.

1. Bianchi (Vincent-Frédéric, baron de), duc de Casalanza, général autrichien, né en 1768, mort en 1855.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Chaumont, 10 mars 1814.

Voilà enfin nos négociateurs suisses qui vont partir afin d'aller remettre le calme dans ce beau, mais ennuyeux pays. Que le Bon Dieu les bénisse et qu'ils me délivrent de tous les Vaudois, Bernois, Bâlois, dont je suis excédé pour mes péchés! Je te prie de bien recevoir Capo d'Istria, malgré qu'il soit chargé de plaider la cause des Vaudois. C'est un brave et galant homme qui a les formes et l'esprit le plus agréables. Sans lui, nous ne viendrions jamais à bout de ces malheureuses affaires et encore n'est-il pas tout à fait sûr de réussir. Mon pauvre Lebzeltern en est tout malade. Je te prie de causer avec lui à fond, il te dira beaucoup de choses que je n'ai pas le temps de t'écrire. Au reste, tu peux être assurée que je prends mon mal en patience et le plus philosophiquement possible. Je vois que rien ne peut changer, car le personnage est et sera toujours ce qu'il a été, tolérable dans le malheur, insupportable dans le bonheur. Comme en ce moment, nous nous trouvons dans un heureux entre-deux, cela va encore tant bien que mal, et je me flatte qu'avec l'assistance de quelques hommes sensés, nous mènerons encore la barque à bon port. Si Blücher n'est pas battu, nous aurons la paix dans très peu de temps; dans le cas con-

traire, la guerre traînera, mais comme les moyens dont nous disposons sont immenses, il n'y a alors aucune raison de ne pas tenir ferme. Pour rien au monde, je ne voudrais qu'on fît la paix après un revers. Voilà, ma bonne amie, tout ce que je puis te dire pour guider tes opinions, mais c'est à la condition que tu brûleras cette lettre après l'avoir lue. Tu verras par celles de Pétersbourg, qu'ils sont dans les espaces imaginaires. C'est singulier, cette disposition des esprits chez nous; jamais le calme et la raison, toujours des vues exagérées. On est ou dans les airs ou sous terre. Tolstoï m'a dit aussi qu'il avait lavé la tête à sa femme. Les émigrés doivent la travailler d'une fière force. Pour ces malheureux, il n'y a plus d'espoir, je le crains fort; je ne vois aucun parti réel en leur faveur, et ce serait nous plonger dans une guerre civile sans fin que d'épouser la cause des Bourbons.

11 *Mars*. — Je me lie tous les jours davantage avec le prince Pierre Wolonski. Une grande conformité dans notre situation et dans nos opinions forme la base de notre amitié. Il n'y a pas de doute que, par son esprit conciliant, il ne fasse le plus grand bien aux affaires et il mériterait qu'on fût moins injuste à son égard. Pozzo n'est pas mieux traité et cela est bien regrettable, car ses intentions sont toujours pures et l'on ne saurait se dissimuler qu'il nous ait rendu des services très essentiels, ne fût-ce que celui de nous avoir amené lord Castlereagh, que je regarde comme un homme des plus

distingués pour le maniement des affaires, quoiqu'il ne soit nullement brillant.

P.-S. Quant aux autres questions et à tous les pourquoi que tu m'adresses, je ne puis pour le moment que t'offrir ce proverbe italien : « *il libro del perché cadde in mare, et si perdé* ».

Le comte Rasumovski
au comte Charles de Nesselrode.

Châtillon-sur-Seine, 12 mars 1814.

Je conçois, mon cher comte, que vous devez avoir été exténué de fatigue, hier, et je vous sais gré d'avoir eu la bonté de dérober à votre sommeil la petite lettre particulière que vous m'avez écrite. J'ai lu les relations traduites de l'anglais en allemand, des affaires de Blücher. J'en suis assez content, en somme, mais j'avoue que je désirerais apprendre bientôt des succès plus prononcés de ce côté-là ; ils influeront essentiellement sur le grand dénouement.

On ne désapprouvera point, j'espère, le renvoi de notre conférence à demain matin. Il vous sera aisé d'en prévoir le résultat, mais vous ne nous faites pas apercevoir celui de notre démence ici. Les conférences rompues, que devrons-nous faire? En attendant que

vous me le disiez je fais graisser les roues de mes voitures, il me semble qu'il n'y a pas autre chose à faire.

Le même au même.

13 mars 1814.

A l'instant, passé minuit, le comte de Stadion m'envoie les nouvelles qu'il vient de recevoir. La prise de la ville de Reims, la destruction du corps de Marmont, la défaite d'Augereau. J'en suis transporté. Je vous prie, mon très cher comte, de déposer mes félicitations aux pieds de S. M. l'Empereur. Voilà de bons matériaux pour les instructions que vous nous donnerez. Encore quelques arguments pareils et notre procès sera jugé en dernier ressort.

Vous avez quitté Chaumont, d'après ce qu'a dit le courrier de Metternich, arrivé à 5 heures, et l'empereur François se rend aussi demain à Bar-sur-Aube, où mon expédition vous trouvera encore, je l'espère.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Chaumont, 14 mars 1814.

J'ai tant écrit, ma bonne amie, que je n'en puis plus. Je te dirai seulement en deux mots que maintenant je me flatte sérieusement que nous aurons la paix. Les succès de Blücher auront mis Napoléon à la raison, et il ne paraît pas que de notre côté on veuille augmenter les prétentions. Ainsi tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Troyes, 17 mars 1814.

Je veux profiter du courrier qu'expédie d'ici l'empereur d'Autriche pour t'écrire quelques mots. Nous sommes à Troyes depuis hier, mais je crois que nous n'y resterons pas. Nous irons probablement à Bar, ce qui ne doit pas t'inquiéter. N'espère plus la paix. C'est une affaire finie, et il faudra encore quelques mois de guerre pour venir à bout de ce Monsieur. Comme toute l'Europe est bien décidée et bien alliée contre lui, je ne

doute pas que cela ne finisse bien. Du courage et de la persévérance et tout ira.

Le même à la même.

Bar-sur-Seine, 20 mars 1814.

J'ai quitté Troyes hier, et je suis à Bar-sur-Seine avec l'empereur d'Autriche et les trois ministres avec lesquels nous travaillons jour et nuit.

Réjouis-toi, ma bonne amie, nous venons de gagner une belle bataille. Avant-hier, le prince Schwartzenberg prit une position entre l'Aube et la Seine. Il laissa l'ennemi passer la première de ces rivières, mais l'attaqua immédiatement au débouché. L'affaire a duré deux jours et ne s'est décidée qu'hier au soir. L'ennemi a été repoussé sur tous les points et se retire en toute hâte. Nous ne connaissons encore aucun détail, n'ayant reçu que deux lignes de Wolkonski; nous allons partir pour Brienne.

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Bâle, 22 mars 1814.

Que dis-tu de ce beau temps? comment l'air que l'on respire n'adoucit-il point les cœurs et n'arrête-t-il point cette boucherie qui dure depuis si longtemps? Depuis que les beaux jours sont revenus, je sens que je suis meilleure. Rompez donc le congrès; je partage tout à fait l'avis de ceux qui disent que puisque Napoléon ne veut pas consentir à la paix, cette assemblée de diplomatie ne peut que paralyser l'action du pays dans ce qu'il aurait la velléité d'entreprendre, en lui faisant espérer que la paix sera signée d'un moment à l'autre. Voilà le raisonnement qui se tient à Bâle; est-ce celui de Votre Excellence? J'ai vu hier le général Colleredo; il a une belle figure qui respire la bonté et la franchise, on est tout de suite prévenu en sa faveur et ceux qui le connaissent ont pour lui la plus grande estime. Radziwill[1] ne s'est pas pour rien traîné à la suite du quartier général, il a su terminer une affaire avantageuse pour lui et à laquelle il n'a aucun droit. Cela va faire encore grogner mon père, car la Couronne a prêté des millions

1. Radziwil (Dominique, prince), 1787-1813. Fit en qualité de colonel la campagne de Moscou dans l'armée française, s'y distingua par son courage et son dévouement et fut blessé mortellement au combat de Hanau. Il fut vivement regretté de Napoléon qui l'avait attaché à sa personne.

au prince Dominique, qui n'ont jamais été remboursés. Aussi je crois que le prince sera quelque temps à Varsovie à attendre qu'on lève le séquestre de ces biens, je doute fort qu'on y apporte beaucoup de promptitude. Tous les Polonais dont on a confisqué les biens ne sont-ils pas autorisés à protester de même?

La même au même.

26 mars 1814.

Je veux encore une lettre de toi, bon et parfait ami, le plus tôt possible; je veux savoir où tu es, avec les ministres ou avec notre Empereur. Les Pétersbourgeois ne pourront pas se vanter qu'on mette beaucoup d'empressement à les instruire, aucun courrier russe n'a encore passé et ce n'est que par Berlin qu'ils ont pu avoir des nouvelles de la bataille. Le bulletin que le prince de Metternich a envoyé, pour être imprimé ici, est très intéressant et prouve que cette affaire a dû être parfaitement menée. J'en suis très heureuse pour le prince Schwartzenberg que j'aime beaucoup. Je voudrais qu'après cette bataille l'accord pût se rétablir parmi les chefs et les grades inférieurs. Quel bien peut-on espérer, si la guerre dure, tant que les Russes et les Autrichiens se regarderont d'un mauvais œil et pour ainsi dire avec une sorte de haine?

Le bruit court que les Grands-Ducs reviennent, je ne saisis pas les motifs de ce retour, mais je prévois trop la mauvaise impression qu'il produira ici. Barclay, dans une lettre que sa femme vient de recevoir, juge l'affaire qui a lieu ici de peu d'importance, la considère comme une affaire d'avant-garde et en attribue tout le succès à Raevski. Si ce n'est point une bataille comme je l'entendais d'après ta lettre et le bulletin, ces journées de combat n'ont rien décidé et c'est encore et toujours à recommencer.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Coulommiers, 28 mars 1814.

J'essaierai par tous les moyens, ma bonne amie, de te donner de mes nouvelles. Cette lettre te parviendra par Liège et Francfort. Je continue à me porter aussi bien que possible, et, pour te le prouver, je te dirai que j'ai dormi cette nuit neuf heures de suite dans le meilleur des lits et que je viens de manger un chapon du Mans exquis, lequel chapon avait été expédié par Mme la maréchale Ney au prince de la Moskova, son mari, et a été intercepté par nos Cosaques avec des fioles de liqueurs. Nous sommes à quinze lieues de Paris, et demain, nous serons avec 200 000 hommes

devant cette fameuse cité. Ainsi, j'espère que vous serez contents de nous, malgré que vous ayez été quelque temps privés de nos nouvelles. Elles ne vous en paraîtront que meilleures. Dans la bataille de Fère Champenoise, nous avons pris 100 canons, 7 généraux et 10 000 soldats ainsi qu'une immense quantité de munitions et de bagages. Les Wolkonski se portent bien; nous ne nous sommes pas quittés dans ces marches. Adieu, chère Marie, je t'embrasse tendrement.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Paris, 4 avril 1814.

Je t'écris deux mots, ma bonne amie, pour te dire que je suis à Paris, que je me porte bien, que je suis surchargé d'affaires, que nous ferons ici des choses immenses, que le Sénat a prononcé la déchéance de Napoléon, que le rétablissement des Bourbons s'ensuivra immédiatement, que tout va à merveille, excepté que depuis des siècles, je suis sans nouvelles de toi. Il n'y a aucun moyen de communiquer avec Bâle, sans quoi je t'aurais sûrement écrit. J'espère que ce courrier-ci passera et me rapportera quelques bonnes lettres de toi. Aussitôt que cela sera une chose possible, je ferai en sorte que tu puisses venir me rejoindre. Tu

dois concevoir avec quelle impatience, j'attends un si heureux moment.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Bâle, 5 avril 1814.

Songes-tu souvent à moi, bon et parfait ami, à tout ce que je dois éprouver de ne point recevoir régulièrement de tes chères nouvelles? Des courriers arrivent bien de Dijon, mais ils ne sont eux-mêmes instruits de rien, les communications n'étant pas libres, même de ce côté, J'espère que vous faites d'aussi belles choses que nous. Nous attaquons Huningue vigoureusement depuis quelques jours et nous avons eu, cette nuit, des succès éclatants. Une tourelle s'est écroulée et nous avons pris encore une place importante; voilà comme cela va chez nous. On dit que je ne risque rien dans la maison que j'occupe, aussi y restè-je. Le bombardement dure sans interruption jour et nuit, et cela ne fait sur moi aucun effet.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Paris, 7 avril 1814.

Je suis occupé avec le pauvre Pierre[1] à imaginer les moyens de vous faire arriver. Nous n'en voyons point encore la possibilité, car toutes les routes sont infestées et les postes désorganisés. Si les Grands-Ducs partaient, il y aurait peut-être moyen de les suivre. Nous avons même songé à vous faire aller par le Brabant. Mais nous n'avons encore rien pu décider; d'ici à demain, j'espère que cela pourra s'arranger. Je te dirai fort à la hâte que je me porte aussi bien que possible, que tout est fini, que les Bourbons sont rétablis, que Napoléon a abdiqué, que son armée s'est rangée de notre côté et qu'il n'y aura plus d'effusion de sang. Sur quoi, je t'embrasse tendrement et te prie d'être assurée de mon attachement comme de ma fidélité, malgré Paris et ses séductions. L'Empereur se propose de te dire le contraire quand tu nous rejoindras.

1. Wolkonski.

La comtesse Charles de Nesselrode
à sa sœur la comtesse Hélène Gourief.

Bâle, 7 avril 1814.

Je vous vois d'ici, ma chère Hélène, ouvrant de grands yeux, une grande bouche, à toutes les nouvelles qui vont se succéder, à celle surtout de la chute du ci-devant grand colosse. Que de miracles! Ce qui vient de se passer ne tient-il pas du surnaturel. Quel admirable rôle notre Empereur joue; à quelle hauteur il élève sa nation! Quelle bonté de la Providence d'avoir assigné à notre Souverain ce rôle vraiment unique! Il n'y a pas de termes pour exprimer toutes les sensations que l'on éprouve. Je me livrerais encore plus à la joie, si j'avais des nouvelles fraîches de mon mari, mais je n'en ai point. J'ai cependant eu le plaisir très grand de voir son nom au bas du mémorable manifeste de l'Empereur qu'il a contresigné.

Les illustres Princesses, qui ont la douce habitude de faire leurs volontés, partent demain pour Paris; si elles ne prennent pas de très grandes précautions, elles risquent fort d'être arrêtées par les paysans qui ne sont pas encore au fait des événements. Elles n'ignorent pas le péril auquel elles s'exposent et vont quand même.

Je voulais envoyer à maman les bulletins rédigés en français, mais je n'ai pu les avoir qu'en allemand. Peu importe, c'est beau dans toutes les langues.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Bâle, 9 avril 1814.

Permets-moi, cher et bon ami, de te parler avec franchise d'un homme qui a su t'inspirer la confiance et qui est loin de la mériter. Je le désignerai suffisamment en te disant que son nom[1] commence par la même lettre que mon nom de baptême. Tu ne peux t'imaginer ce qu'à cause de lui j'ai déjà souffert, principalement durant notre séjour à Chaumont. Je fuyais toutes les conversations, parce que je lisais dans tous les yeux qu'on t'en voulait de ton intimité avec lui. On disait hautement qu'il dirigeait la politique et paralysait les mouvements du chef des armées. Son zèle n'a point été clair, tu ne peux le nier toi-même. Il y a ici un général autrichien, Colloredo qui ne se gêne pas pour tenir sur son compte des propos fâcheux, basés sur la vérité. Il m'en a parlé avec haine et m'a dit que sa conduite l'avait entièrement mis à bas dans l'opinion de toute l'Autriche. Défie-toi de cet homme, de chaque parole qu'il prononce, de chaque ligne qu'il écrit. C'est un vilain rusé qui cherchera à t'amadouer pour te jouer de très mauvais tours. Il ne peut qu'être jaloux de la prépondérance de notre Empereur et tout ce qui s'est passé l'a certainement

1. Le prince de Metternich.

plus attrapé que réjoui. Tu es dans une passe superbe, ton poste est et restera envié; ta conduite est en tout, j'en conviens, admirable, mais je t'avertis très franchement que si tu ne te retires pas petit à petit de cet homme, tu t'en repentiras. De ton amitié, il se fera une arme qu'il saisira avec empressement pour s'en servir contre toi-même. Si tu veux connaître le jugement du public, rappelle-toi le proverbe : « Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es. » La Providence a remis les choses sur un pied, qu'à cause de lui, on croyait impossible. Profite de ce moment pour bien scruter la conduite présente et passée du personnage et tu découvriras ce qu'il est véritablement sans son masque. Cela a été pour tout le monde un soulagement et une jouissance d'apprendre qu'il ne s'était pas trouvé à l'entrée de Paris, mais lorsqu'on a su qu'il se mettait en route, chacun a craint qu'il n'en résultât des événements qui témoigneraient de son vulgaire esprit. Reviens sur le compte de cet homme, je t'en prie à genoux et je te le répète que si tu ne m'écoutes pas, il viendra un temps où tu me diras que tu es aux regrets de ne l'avoir point fait. Si ton amitié t'aveugle, fais appel à ta raison pour te convaincre que tu dois ce sacrifice au poste que tu occupes et à ton pays, Tu sais que l'injustice est un défaut prépondérant dans le monde et tout particulier, j'ose le dire, à notre nation et tu t'y abandonnerais pleinement, si tu continuais sur le même pied tes relations avec cet homme. Il m'est parvenu qu'au quartier général, il y a eu pendant un moment un murmure

confus à ce sujet, et je suis persuadée qu'il en aura été de même à Pétersbourg. Tu ne penses pas donner publiquement tes raisons qui ne peuvent être que très justes, ni prouver que ton intimité avec ce personnage n'a pas nui aux affaires. A l'époque, à laquelle je reviens souvent dans cette lettre, les apparences étaient tout à fait contre. Tu as trop de pureté dans l'âme pour croire à une fausseté de conduite pareille, mais, moi, qui suis loin de te valoir, je n'en suis que trop convaincue. Ce qui manque totalement à ma tranquillité, c'est de te voir bien éclairé sur ce louche personnage et quand je pense, bon et parfait ami, qu'il ternit ta réputation et éclipse presque tes qualités qui sont la réunion la plus rare qu'on puisse voir, cela me fait une immense peine.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Paris, 13 avril 1814.

Tu ne peux pas croire avec quelle impatience je t'attends, car je ne présume pas que nous restions ici plus d'un mois, peut-être n'y resterons-nous seulement que trois semaines. Ainsi dépêche-toi; descends droit à l'Élysée Bourbon où j'occupe l'appartement du roi de Rome. Je ne t'en dis pas davantage aujourd'hui, excédé que je suis de tracas et d'affaires.

La reine Hortense
au comte Charles de Nesselrode.

La Malmaison, 19 mai 1814.

Monsieur le comte de Nesselrode, j'ai besoin de vous remercier de tout ce que vous faites pour moi; il m'est doux de vous devoir quelque chose, et quoique je sache que vous n'aimez pas les remerciements, je veux que vous receviez les miens avec plaisir, puisqu'ils me rendent heureuse. Croyez que le souvenir de vos soins, pour ce qui m'intéresse, me sera toujours nécessaire et que je serai toujours charmée de trouver l'occasion de vous renouveler l'assurance des sentiments que je vous ai voués.

Le prince de Talleyrand
à S. M. l'empereur Alexandre.

Paris, 13 juin 1814.

Je n'ai point vu Votre Majesté avant son départ et j'ose lui en faire un reproche dans la sincérité du plus tendre attachement.

Sire, des relations importantes vous livrèrent, il y a longtemps, mes secrets sentiments, Votre estime en fut

la suite; elle me consola pendant plusieurs années et m'aida à soutenir de pénibles épreuves. Je démêlais d'avance Votre destinée et je sentis que je pouvais, tout Français que j'étais, m'associer un jour à vos projets, parce qu'ils ne cessaient pas d'être magnanimes. Vous l'avez remplie tout entière cette belle destinée; si je vous ai suivi dans Votre noble carrière, ne me privez pas de ma récompense, je le demande au héros de mon imagination et j'ose ajouter de mon cœur.

Vous avez sauvé la France. Votre entrée à Paris a signalé la fin du despotisme; quelles que soient vos muettes observations, si Vous y étiez appelé, ce que Vous avez fait, Vous le feriez encore, car Vous ne pourriez manquer à Votre gloire, quand même Vous croiriez avoir entrevu la Monarchie disposée à ressaisir un peu plus d'autorité que Vous ne le croiriez nécessaire et les Français négliger le soin de leur indépendance. Après tout, que sommes-nous encore, et qui peut se flatter à la suite d'une pareille tourmente de comprendre en peu de temps le caractère des Français? N'en doutez pas, Sire, le Roi que Vous nous avez reconquis, s'il veut nous donner des institutions utiles, sera obligé, en y mêlant quelques précautions, de chercher dans son heureuse mémoire ce que nous étions autrefois, pour bien juger de ce qui nous convient. Détournés par une sombre oppression de nos habitudes nationales, nous paraîtrons longtemps étrangers au gouvernement qu'on nous donnera.

Les Français, en général, étaient et seront légers dans

leurs impressions ; on les verra toujours prêts à les répandre, parce qu'un secret instinct les avertit qu'elles ne doivent être de longue durée. Cette mobilité les conduira à déposer bientôt une confiance assez étendue dans les mains de leur Souverain et le nôtre n'en abusera pas.

En France, le Roi a toujours été beaucoup plus que la patrie, il semble pour nous qu'elle se soit faite homme ; nous n'avons point d'orgueil national, mais une vanité étendue, qui, bien réglée, produit un sentiment très fort de l'honneur individuel ; nos opinions ou plutôt nos goûts ont souvent dirigé nos Rois. (Bonaparte eût répandu plus impunément le sang français, s'il n'eût voulu nous asservir à ses sombres manières.) Les formes, les manières de nos Souverains nous ont façonnés à notre tour, et de cette réaction mutuelle, vous verrez sortir de chez nous un mode de gouverner et d'obéir, qui, après tout, pourrait finir par mériter le nom de constitution. Le Roi a longtemps étudié notre histoire, il nous sait ; il sait donner un caractère royal à tout ce qui émane de lui, et quand nous serons rentrés en nous-mêmes, nous reviendrons à cette habitude vraiment française, de nous approprier les actions et les qualités de notre Roi. D'ailleurs, les principes libéraux marchent avec l'esprit du siècle, il faut qu'on y arrive, et si Votre Majesté veut se fier à ma parole, je lui promets que nous aurons de la Monarchie liée à la liberté, qu'Elle verra les hommes de mérite accueillis et placés en France et je garantis à Votre gloire le bonheur de notre pays.

Sire, je conviens que Vous avez vu à Paris beaucoup de mécontents, mais en écartant encore la promptitude de la dernière révolution et la surprise de tant de personnes, toutes agitées en même temps, qu'est-ce que Paris, après tout? rien qu'une ville d'appointements. La cessation seule des appointements a averti les Parisiens du despotisme de Bonaparte. Si l'on avait continué de payer les gens en place, c'est en vain que les provinces auraient gémi de la tyrannie. Les provinces, voilà la vraie France ; c'est là qu'on bénit réellement le retour de la maison de Bourbon et que l'on proclame Votre heureuse victoire.

Votre Majesté me pardonnera les longueurs de cette lettre; elles étaient nécessaires pour répondre à la plus grande partie de Vos généreuses inquiétudes. Elles me tiendront lieu d'une explication, que j'aurais tant aimé à lui donner. Le général Pozzo que je vois tous les jours et que je ne peux trop vous remercier, Sire, de nous avoir laissé, nous regardera, nous avertira, car nous avons besoin quelquefois d'être avertis; je traiterai avec lui les intérêts de nation; et si, comme je l'espère, Votre Majesté honore la France de quelques moments de retour, il Vous dira et Vous verrez Vous-même que je ne Vous avais pas trompé.

Une autre confidente, une seule, a reçu le secret de mon chagrin ; je veux parler de la duchesse de Courlande, que vous honorez de Vos bontés et qui entend si bien mes inquiétudes. Quand nous aurons le bonheur de Vous revoir, je lui laisserai le soin de Vous dire combien

j'ai été peiné, et elle vous dira aussi que je ne méritais pas de l'être.

Mais, Sire, que Votre âme généreuse daigne avoir quelque peu de patience, vrai bon Français que je suis, permettez-moi de Vous demander en vieux langage français de nous laisser reprendre *l'ancienne accoutumance* de l'amour de nos rois ; ce n'est pas à Vous de refuser de comprendre l'influence de ce sentiment sur une grande nation.

Veuillez agréer, Sire, avec Votre bonté ordinaire, etc.

La comtesse Charles de Nesselrode
à sa sœur la comtesse Hélène Gourief.

Londres, 17 juin 1814.

Si je ne vous ai point écrit, ma chère Hélène, depuis que je suis ici, ne vous en prenez pas à moi, mais à une existence beaucoup plus allante qu'à Paris, notre séjour à Londres devant être encore plus court. Quelques grands et interminables dîners m'ont ôté le peu d'esprit qui me restait et je me sens la tête tout à fait vide. Si on veut jouir pleinement de ce pays, il faut se contenter de le parcourir, on ne rencontre nulle part d'aussi riantes contrées. Dès qu'il s'agit de fêtes, de plaisirs, il faut en rabattre, cette nation n'y entend absolument rien. Les réceptions sont une véritable cohue ; on se bouscule pour

entrer et on afflue dans de petites pièces où s'entasse quatre fois plus de monde qu'elles n'en peuvent contenir. La maîtresse de la maison s'inquiète fort peu de vous. C'est pour dire qu'on a une foule, qu'on donne ces assemblées et notez que c'est au sortir d'un long dîner qu'on s'y rend. Maintenant que je sais en quoi consistent les plaisirs de Londres, pour rien au monde je ne voudrais être ici à demeure. Les Anglais montrent un grand enthousiasme pour les Souverains et particulièrement pour le Nôtre et pour tous ceux qui composent sa suite ; ils vous demandent à chaque instant la permission de vous serrer les mains et vous les secouent au point qu'on finit par en souffrir. Platof et Blücher sont au niveau des Potentats ; partout où ils vont on leur chante l'air national ; dans les rues on traîne leurs voitures et lorsqu'ils entrent au théâtre on les applaudit.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Franzensbrunn, 19 août 1814

Nous possédons depuis deux jours l'archiduc Charles, j'avoue qu'il m'a fait de la peine, il n'est plus, comme tu dois le savoir déjà, le favorisé et je suppose l'affaire manquée. Je n'en reviens pas, mais c'est ainsi. Il ne manquait plus en ce moment qu'une pareille histoire

pour mettre le comble à la position dans laquelle nous sommes avec l'Autriche et pour donner plus de poids à tous les méchants bruits qu'on se plaît à répandre. L'arrivée de ce prince a produit sur la dame en question une sensation si désagréable qu'elle a eu dans une seule matinée deux évanouissements. Elle le traite tant bien que mal. Le pauvre homme est passionnément amoureux. Sais-tu à qui elle donne la préférence? Au prince royal de Wurtemberg. Le séjour de Londres a vu naître cette préférence et le voyage qu'ils ont fait ensemble de cette ville à Cologne a achevé ce vilain roman. Tu as appris, sans doute, qu'à peine arrivé à Stuttgard, il avait, sans beaucoup de façon, renvoyé sa femme. Reichberg, ministre de Bavière à Vienne, m'a conté que cela avait eu lieu un soir, que la Princesse était partie entre onze heures et minuit au grand étonnement de tout le monde et qu'elle n'était pas descendue de voiture avant la campagne de son père où elle n'avait trouvé qu'une vieille tante, tellement on s'attendait peu à la voir. Les feuilles publiques ne se sont nullement gênées pour dévoiler complètement les motifs de cette séparation ; j'avoue que c'est un des événements de ce bas monde qui m'ont le plus étonnée. Quelques personnes qui sont à même de causer avec l'Archiduc sont enchantées de son esprit, de sa manière de s'exprimer, de juger l'état des choses présentes. Parfois je me fais illusion et me laisse aller à l'espoir qu'il suffira de l'entendre pour rallumer les premiers feux. J'en doute pourtant, et puis il y a ici une duchesse de Wurtem-

berg, la femme du prince Louis, qui est dans la confidence et qui est tout cœur pour le petit neveu. Je ne connais qu'une personne qui triomphera de cette rupture, c'est la princesse Amélie.

Nos braves militaires ne se font aucun scrupule d'humilier par leurs propos les gens du pays, il en résulte que l'inimitié va toujours grandissant et sera bientôt à son comble.

Plus j'approche du mois de septembre qui doit nous réunir, plus mon impatience redouble. Si tu savais tous les bruits qu'on fait circuler et les mines allongées qu'on rencontre, surtout parmi les amateurs de repos. Quant à moi, je suis convaincue que tout ce qu'on dit ne repose sur rien. J'apprends que les quelques connaissances, que j'ai faites ici, s'en vont la semaine prochaine. Il est écrit que je resterai chaque année avec des Juifs et des Polonais. Ces derniers, je les déteste, aussi ne veux-je être remarquée avec aucun d'eux. J'abandonne tout doucement la princesse Lubomirska, surtout depuis l'arrivée de son mari, duquel on m'a appris des choses terribles.

La comtesse Charles de Nesselrode
à sa sœur la comtesse Hélène de Gourief.

Vienne, 30 octobre 1814.

Je viens de dîner vis-à-vis de moi-même; mon cher époux, après un dîner fin, ira admirer à son aise la Bigottini[1], fameuse danseuse de Paris, qui a enlevé ici tous les cœurs dans un ballet-pantomime, intitulé Nina ou la Folle par amour. Elle danse et mime, paraît-il, avec une telle perfection qu'elle saisit et arrache l'âme et les pleurs aux hommes les plus durs. Quant à ceux d'un caractère plus sensible, on les tire évanouis de leur loge. Mon bon Nesselrode ne veut pas me permettre d'assister à ce spectacle, il redoute l'impression qu'il pourrait produire sur moi.

M. d'Anstedt
au comte Charles de Nesselrode.

Châtillon, le ..... 1814.

Les visites sont faites depuis hier. Koudriafski a été le héraut de l'étiquette. Aujourd'hui une conférence;

1. Bigottini (Mlle), danseuse et mime de l'Opéra français, née à Paris vers 1784, morte en 1858.

ce soir, dîner chez Caulaincourt. Rasumowski est admirable dans la tournure qu'il a donnée à la première entrevue ; il était dans la plénitude de son essence. Le duc, ministre, ambassadeur, écuyer, a été obligé d'applaudir au récit que lui a fait notre vieux de l'impression et de l'étonnement qu'il avait eus à la vue de 25,000 hommes de garde et celle de l'artillerie. Et le refrain était toujours : « Mais vous avez vu tout cela, monsieur le Duc, et moi, qui depuis huit ans n'avais pas été en Russie, jugez de ma surprise. »

A revoir, à Saint-Cloud. L'Empereur préférera sans doute ce séjour à Paris. Il y sera à portée de tout, et puis on manigancera dans le grand village.

Vous devriez voir les héros du congrès de Prague, l'oreille basse, le ton patelin. *Ce n'est plus cet Hector....* Pardon. Je vous ennuie. Je suis dans une petite mansarde, voyant les événements par un *vivisda*, tandis que vous partagez le regard de l'aigle. Il a prouvé qu'il pouvait envisager le soleil. Tout à vous.

Le même au même.

Châtillon, le ..... 1814.

Or donc vous saurez que lorsque les Francs et les Gaulois, que commandait Clovis, allaient être entraînés dans leur fuite, un des officiers de Clovis lui cria :

« Croyez au Dieu de votre femme et vous serez sauvé! » Clovis était un brave païen. Il eut confiance et fut sauvé, parce qu'il attendait les saintes ondes du baptême. Mais le Clovis moderne, baptisé, circoncis, réfractaire et impie, que feront pour lui les divinités de sa femme? Lisez quelque chronique comme je viens de le faire, par exemple des *Gestes des Français*, et vous verrez comme chaque chose s'appelle par son nom : une femme est une femme, un chat, un chat, etc. Je ne touche ni au présent, ni à l'avenir, je prie Dieu d'affermir nos saintes armes. Je me rappelle le théologien de Tristram Shandy[1]. Il était tantôt sur la croupe, tantôt sur le cou du cheval, jamais en selle. Dieu leur donne à tous une même assiette et nous arriverons grandement, bellement, noblement, courtoisement — à Vienne le manège et le théâtre seront réunis pour contenir dix mille spectateurs. — Je dis donc que nous aurons des spectacles. Voilà comment il faut conclure pour demeurer dans le sujet. Je tiendrai ici encore quelques jours, après cela, je déserte. Croyez-vous donc que Rasumovski ait besoin d'aide? Il ne voit pas Caulaincourt sans voir en même temps l'ombre du duc d'Enghien.

Je suis mélancolique. — Pardon, monsieur le comte, je me voyais à ces temps d'épanchements où un génie oriental n'avait point encore jeté les brandons entre deux..... Lorsque Kant est embarrassé, il éjacule des

1. Ouvrage de Sterne.

points. Les Allemands ont une grande ressource dans les signes de grammaire avec laquelle j'ai l'honneur d'être de votre Excellence le plus dévoué serviteur.

La comtesse Charles de Nesselrode
à sa sœur la comtesse Hélène de Gourief.

Vienne, 9 mars 1815.

Vous ne pouvez vous faire une idée, chère Hélène, de tout ce que j'éprouve depuis l'invasion de Napoléon. Les progrès rapides que fait cet usurpateur ne peuvent que répandre l'effroi dans tous les pays et laisser entrevoir des suites plus fâcheuses les unes que les autres. Dès que j'ai appris que cet homme avait reparu sur le continent, j'ai senti vivement toutes les conséquences qui en pouvaient résulter. Il m'a suffi de parcourir le chemin qui mène à Paris pour connaître ce que c'était que cette nation et me convaincre que le sceptre de fer de Napoléon leur convenait mieux que celui d'un prince légitime qui depuis dix mois qu'il règne n'a eu qu'une seule pensée, celle du bonheur de son peuple. Quelle famille malheureuse! Quelle profonde douleur ils doivent ressentir, en voyant leurs propres sujets préférer un étranger, un monstre à leur respectable dynastie! Cela passe toute conception humaine et je trouve que de voir cet usurpateur à la veille de redevenir Empereur et de

faire trembler l'Europe, cela humilie l'humanité au dernier point. Nous avons tenu ce fléau, la Providence a fait des miracles pour nous le livrer, sans que nous ayons profité de la grâce qu'elle nous accordait. La tête s'égare à toutes ces réflexions et le cœur se brise en pensant aux suites funestes qui nous menacent. Voilà tous les projets de voyage de nos compatriotes extrêmement compromis; il faudra voir de quel côté on pourra diriger ses pas. La Suisse, par sa position, est presque hors de l'atteinte de l'ennemi; en outre, elle s'est déclarée contre l'oppresseur avec beaucoup d'énergie. En général, toute l'Allemagne est de nouveau animée d'un très beau zèle et, au moment où je vous écris, on arme de toutes parts. Je vis dans la crainte de voir partir l'Empereur avec Nesselrode, quoique mon cher mari me promette de rester encore ici quinze jours après le départ du Maître, mais je n'ose l'espérer, tant les événements se précipitent. Napoléon est peut-être déjà à Paris. Il est entré le 11 à Lyon et a promis à ses troupes d'être le 21 devant la capitale. Des troupes l'auront encore rejoint, il pourra disposer de quinze à dix-huit mille hommes, mais on ne peut espérer de la part des troupes, ni de la garde nationale, aucune défense capable de le repousser. Figurez-vous ce que Monsieur a dû éprouver en arrivant à Lyon. Le lendemain, il a assisté à la revue, sans qu'on lui ait témoigné la moindre attention. Le silence qui y a régné n'a été interrompu que par quelques cris de « Vive Napoléon ». La garde nationale de cette ville s'est portée à la rencontre de

ce dernier le jour de son entrée. Peut-on imaginer une conduite aussi horrible. Les officiers supérieurs sont des mieux disposés, mais ils ne peuvent compter sur la troupe. Si une guerre civile pouvait se déclarer, cela serait très heureux, il y aurait de l'espoir pour le Roi, et les alliés, ayant plus de prise dans le pays, auraient la perspective de terminer cette lutte plus vite.

La même à la même.

25 mars.

Depuis que je vous ai écrit, l'Usurpateur n'a cessé d'avancer, il est entré, paraît-il, le 21, à Paris. Le Roi doit être parti, la veille, dans la nuit, pour Lille; on ne sait s'il pourra se maintenir. Il faut donc se battre de nouveau. Je suis charmée que nos troupes ne soient pas les premières à entrer en ligne. Si l'on pouvait une seconde fois le renverser, et sans nous, ce serait très heureux. Je crois que les souverains ne tarderont pas à partir; ceux qui ont des troupes se rendront à un endroit désigné: on ne sait pas encore où le nôtre ira. Par estafette, nous apprenons que Napoléon est entré à Paris, le 22; qu'il a nommé Davout, ministre de la guerre, Savary, ministre de la police; on ignore les autres nominations. Mais il est à présumer qu'il est plus Empereur que jamais. Strasbourg a fait descendre le pavillon pour arborer le tricolore. Dans quel siècle, vivons-nous, bonne

sœur! Espérons que Dieu ne fera pas durer longtemps cette nouvelle lutte. Wellington part demain pour aller se mettre à la tête des troupes qui sont en Belgique; il sera renforcé par les troupes des différents petits princes et les troupes prussiennes qui sont déjà sur le Rhin. Fasse le Ciel qu'il y ait de l'accord, mais vous concevez qu'il est permis d'avoir quelque espoir, en voyant Wellington engagé dès le début. Pozzo part en même temps que lui; il rejoindra le Roi, s'il le peut. Dans le cas contraire, il restera à ce quartier général pour donner des nouvelles.

La même à la même.

7 avril.

Un courrier espagnol qui a traversé tout le midi de la France est arrivé hier, porteur des nouvelles les plus satisfaisantes, par rapport à l'esprit qui y règne. Notre proclamation est placardée partout; on ne porte que la cocarde blanche, il n'y a qu'un cri, celui d'abattre le tyran. Le 27, le duc d'Angoulême était à Nîmes, la duchesse à Bordeaux. Dieu veuille que cet esprit se soutienne et réussisse à paralyser les moyens du tyran! L'Espagne arme; cinquante mille hommes se rendent à la frontière et seront suivis bientôt par cinquante mille autres. Si les mouvements sont bien combinés, il y a

des chances d'abattre de nouveau l'odieux fléau qui a reparu pour le tourment de l'humanité.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Vienne, 11 juin 1815.

J'ai reçu la visite aujourd'hui de cette petite dame Polonaise qui prenait sa vie chez Mme Ney et qui, à Paris, a imploré pour une affaire la protection de l'Empereur. La guerre lui a fait quitter Paris, il y a un mois à peine ; elle m'a raconté beaucoup de choses, ainsi que l'amie qui est venue avec elle, une Saxonne, toute grêlée. Je ne puis dire que ces dames m'aient rapporté des choses bien marquantes, mais dans ce qu'elles m'ont dit j'ai vu la preuve absolue de la division d'opinions qui existe dans toutes les classes, qu'il n'y a point de rassemblements pour éviter les disputes; que Paris est d'un vide terrible et qu'on n'y voit plus rouler que très peu de voitures ; que chacun, en quête de tranquillité, reste dans son coin ; que les militaires auraient préféré qu'il n'y eût pas de guerre, mais que leur adoration pour Napoléon n'a pas changé. Peut-être sais-tu déjà que Vandamme est gouverneur de Paris? Cette nomination a extrêmement effrayé les habitants. Il craint le rassemblement qui devait avoir lieu en mai, parce que dans

les provinces on s'est fortement prononcé contre la constitution ; il y a même eu à Paris des arrestations à ce sujet. Ce qu'il y a de drôle, c'est que les Dames qu'a nommées Napoléon pour être auprès de Marie-Louise font le service chez lui. Il donne des soupers dont elles font les honneurs et quand le peuple en criant : « Vive l'Impératrice » demande quand elle viendra, il fait signe avec les doigts que c'est dans quinze jours, trois semaines.

Mes visiteuses prétendent que la maréchale Ney est très bien pensante, qu'elle a beaucoup souffert de la conduite de son mari et que le chagrin l'a beaucoup changée. Fouché est très aimé parce qu'il a sauvé beaucoup de personnes ; on obtient des passeports de lui sans la moindre difficulté. Tout ce qu'elles m'ont dit enfin prouve bien que la France est dans un état de démoralisation inimaginable.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Vienne, 16 juin 1815.

Je n'ai pas trouvé que le comte Markof ait le moins du monde baissé ; il a toujours l'esprit très frais et ne laisse voir en ses propos aucune aigreur. Son opinion sur l'état des choses est celle de tout le monde. Il est extrêmement frappé du désordre qui règne en France,

de l'esprit qui s'y manifeste dans toutes les classes, même dans l'armée. Ces troupes ne montrent aucuns ménagements pour leur propre pays; ils le dévastent et pillent les habitants. En fait de politique, il ne dit rien non plus d'outré. L'asile qu'on a donné à Napoléon l'étonne. Il m'a parlé de toi, mais sans me questionner sur ta position actuelle, ce dont je suis charmée. Je me suis aperçue à certaines petites choses qu'il m'a dites que le ci-devant[1] s'est donné les violons et a été loin d'avouer qu'il n'était que le simple *signataire* de la conception d'un autre. Ils ont dîné hier, en tête à tête, et je sais qu'outre le rôle de grand seigneur le ci-devant a joué celui de Mazarin. Je n'ai rien dit, j'ai mieux aimé faire taire la vérité que m'exposer à ce que le comte Markof attribue à un autre sentiment tout ce que j'aurais pu lui dire à ce sujet. Tu m'approuveras sans doute. Dis de ma part au prince Pierre qu'il ne peut se remontrer à Vienne qu'en y faisant au nom de l'Empereur de nouveaux présents. Tout le monde rejette la faute sur lui et s'accorde à dire que nos cadeaux sont des misères, fort au-dessous de tous ceux qu'on avait faits jusqu'alors. Les valets de chambre, écuyers de service sont dans l'indignation et se plaignent à qui veut les entendre, disant tout haut que c'est une honte de voir les boîtes qu'ils ont reçues. On est persuadé que ces lésineries dont on rend responsable le chef de l'état-major vont à l'encontre des volontés de Sa Majesté, dont on connaît

1. Rasumovski.

les nobles habitudes. Les Prussiens, paraît-il, se sont conduits plus magnifiquement.

Le comte Pozzo di Borgo
au comte Charles de Nesselrode.

Bruxelles, 19 juin 1815.

Arrivé ce matin à cinq heures, après en avoir passé trente à cheval ou dans l'insomnie, je n'ai trouvé aucun des miens, j'ai donc écrit comme je pouvais un rapport adressé au prince Wolkonski. La bataille a été la plus difficile à gagner de toutes celles que le duc de Wellington a gagnées jusqu'à présent; il m'a dit qu'elle avait dû être sauvée cinq fois. Quant à moi, je crois qu'il ne peut pas en perdre ; il faut le voir pour croire de quoi il est capable. Quelle tête il faut avoir pour conduire une armée si disparate et lui faire exécuter des choses aussi difficiles! Bonaparte, selon tout le monde, n'a fait aucune faute; c'est le génie supérieur qui lui était opposé qui n'a pas permis au sien de triompher dans cette terrible épreuve. Si le Duc s'était retiré, il n'aurait pu s'arrêter qu'à Anvers et le prince Blücher aurait alors passé la Meuse.

Je vais voir le Roi aujourd'hui et vous enverrai le feldjaeger au premier jour, mais il me faudra parler de nouveau au Duc avant de l'expédier. Votre serviteur

a attrapé deux contusions, une au pied et l'autre au flanc, mais il ne s'en porte pas plus mal. Contentez-vous de ce que je vous mande et prenez-le pour un effort, car je suis rendu.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Manheim, 26 juin 1815.

Tout annonce déjà que notre séparation ne sera plus longue. Les conséquences de la victoire de Wellington paraissent décisives. Nous avons reçu hier au soir la nouvelle que Bonaparte avait abdiqué en faveur de son fils et que les Chambres avaient établi un gouvernement provisoire composé de Fouché, Carnot, Caulaincourt, Grenier[1] et Quinette[2]. Cela ne nous arrêtera pourtant pas et nous allons en avant, comme si de rien n'était. C'est

1. Grenier (Paul, comte), général et homme politique français, 1768-1827. Entré au service en 1784, il prit une part glorieuse à la bataille de Fleurus ; général de division (1794) ; gouverneur de Mantoue (1807). Il fit toutes les campagnes de l'Empire comme lieutenant du prince Eugène, dont il ramena l'armée en France, lors de l'évacuation de l'Italie en 1814. Élu en 1815, membre de la Chambre des représentants, il y montra autant de talent que de patriotisme, en devint vice-président et fut désigné par ses collègues, après Waterloo, pour faire partie du gouvernement provisoire que présidait Fouché.

2. Quinette (Nicolas-Marie, baron de Rochemont), homme politique français, né à Soissons en 1762, mort à Bruxelles en 1821.

le vrai moyen de finir promptement et surtout sûrement. Adieu, je te quitte pour aller dîner chez l'Empereur d'Autriche, où, à présent, on dîne très bien.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Vienne, 26 juin 1815.

Ta lettre d'aujourd'hui, du 9/21, cher, bon et parfait ami, me cause une joie difficile à exprimer. Je ne puis croire à un événement aussi heureux et suis d'une impatience extrême d'apprendre quelques détails et de savoir où s'est retiré Bonaparte, ce que disent l'armée et la nation. Quel homme que ce Wellington ! On ne peut que le vénérer. Que les Anglais ont de bonheur ! A l'heure qu'il est, vous êtes déjà instruits des suites de cette brillante affaire ; j'espère que nous ne tarderons pas à les connaître aussi. Je lis et relis la lettre de ce bon Pozzo pour voir si je ne me fais pas illusion sur tout l'espoir que cette journée peut faire naître. Que le Ciel achève cette belle œuvre ! S'il pouvait ne plus y avoir de guerre ; s'il y avait moyen de s'entendre ! Que de braves gens ont péri dans ce combat ! C'est une idée pénible qui me poursuit.

Le comte Charles de Nesselrode
au comte de Stackelberg.

Manheim, 26 juin 1815.

Je ne saurais, mon cher comte, vous donner des nouvelles plus intéressantes que celles que vous trouverez consignées dans la lettre ci-jointe du général Rapp. Nous ne connaissons encore aucun détail et jusqu'à présent nous avons jugé prudent de ne prendre aucun autre parti que celui de redoubler de vigueur et de célérité dans nos opérations militaires. En conséquence nous allons demain à Spire, après-demain à Zabern et si le Ciel n'en ordonne pas autrement nous serons en cinq marches à Nancy. On dit que Blücher et Wellington se sont donné rendez-vous au Palais-Royal pour le premier juillet. Quelque fabuleux que ce soit, cela ne vous paraîtra plus impossible, quand vous saurez que Blücher est déjà à dix lieues en avant de Maubeuge. Wellington est à peu près à la même hauteur et le Roi le suit de deux marches. Les succès des Vendées continuent et on assure que le général Travaux a été tué dans une des dernières affaires.

L'armée de Bonaparte s'est entièrement dispersée dans les Ardennes et Blücher écrit qu'il ne rencontre l'ennemi nulle part. Le bruit court même que Vandamme qui a été blessé à l'affaire du 18 a mis bas les armes avec tout son corps d'armée, mais cette nouvelle n'est pas

officielle. Le maréchal Wrède a poussé jusqu'à Poligny et le prince royal de Wurtemberg a occupé Wissembourg ; ainsi, de ce côté-ci comme de l'autre, tout va à merveille. Je vous prie de faire passer toutes ces belles nouvelles à Constantinople et en Italie, et je recommande à vos soins obligeants les différentes lettres ci-incluses.

P. S. Le butin dans l'affaire du 18 a été immense. Le nombre des canons pris se monte à 400. Dans les fourgons de Bonaparte, Blücher a trouvé beaucoup de diamants. Ils étaient défendus par le fameux bataillon de l'île d'Elbe, qui, à cette occasion, a été taillé en pièces. Quant aux diamants, le maréchal les a envoyés au Roi en le priant de les offrir à la Princesse Charlotte, comme un hommage de l'armée.

Le comte Charles de Nesselrode à sa femme.

Sarrebourg, 3 juillet 1815.

Ce n'est que de Nancy, que je pourrai te répondre longuement. Nous marchons sans relâche pour gagner du terrain. Blücher et Wellington doivent être à Paris depuis hier. Le roi, je le regarde comme rétabli. Bonaparte est parti pour le Havre pour s'embarquer, mais nous espérons que les croisières anglaises ne le

laisseront point passer. Nous avons lieu de croire que nous recevrons incessamment l'invitation de venir à Paris.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Ligny, 8 juillet 1815.

La reddition de Paris a eu lieu le 4. Le roi était à Senlis et s'approchait de la capitale. Tout peut donc être regardé comme presque terminé. Nous-mêmes, nous continuons à marcher avec la troupe et nous serons en six jours au bout de nos efforts et de notre voyage, car on ne saurait appeler autrement cette guerre.

Le ci-devant jeune homme[1] est fort embarrassé de sa personne et de sa jeunesse, car il est complètement désœuvré. Il ne s'occupe que des moyens d'obtenir le titre de Sérénissime.

1. Rasumovski.

La reine Hortense
à l'empereur Alexandre.

15 juillet 1815.

Sire,

D'après votre lettre, je dois entrer dans des explications qui ne me coûtent nullement, car j'ai encore besoin de votre estime ; croyez que tout ce que j'ai fait et éprouvé, je puis toujours le dire. Placée malheureusement au milieu de toutes les passions, habituée par ma position à connaître les intérêts de beaucoup de monde, je devais m'apercevoir des projets et des espérances de chacun. Fallait-il les dénoncer quand des malheureux venaient se plaindre à moi et quand ils ne me parlaient jamais que de leur espoir, car je suis encore fermement convaincue qu'il n'y a jamais eu aucun complot, que quand on a appris le débarquement de l'empereur Napoléon.

J'ai vu des gens au désespoir de ce qu'ils appelaient leur honneur humilié sous un gouvernement qui ne voulait apprécier les hommes que par leurs ancêtres; je puis assurer que je cherchais toujours à les calmer, je leur disais : on est en paix, il faut au moins jouir de ce que l'on a. Et, pour la première fois de ma vie, je me donnais pour exemple de bonheur, parce que c'était vrai et que le genre de vie que je menais était celui que

j'avais toujours envié. Mon procès vint troubler ma tranquillité; le triste éclat qu'il fit occupa de moi; la jalousie que vos bontés et même celles du Roi m'avaient attirée me fit connaître des ennemis; j'en fus affligée, car je n'avais jamais rien fait pour en avoir. Je voyais peu de monde, des amis d'enfance dont la position ressemblait à la mienne. On nous fit passer pour une réunion de mécontents; pour éviter cela, j'ouvris davantage ma maison; je reçus quelques étrangers, comptant sur leur impartialité; je désirais beaucoup voir des personnes attachées à la cour; je leur fis des avances, ils ne voulurent pas y répondre; deux jeunes gens de ma société éprouvèrent de la peine de ce que la croix d'honneur venait d'être donnée à des hommes qu'ils jugeaient méprisables, cela les fit remarquer; je leur représentai que cela me faisait du tort. Ils la reprirent, mais il n'y a sorte de propos qu'on ne tînt contre eux; la société par son exaltation a fait perdre bien des serviteurs au Roi; la haine était venue à un si grand point que tout le monde se disait : « Cela ne peut pas durer », et chacun faisait son avenir à sa façon: on venait souvent me prier d'écrire à mon frère, je répondais : il ne se mêle de rien, ni moi non plus, mais je lui mandais ces diverses choses. L'un voulait la Régence, l'autre, le duc d'Orléans, et l'autre, la République. Je riais quelquefois de voir tant de passions en jeu et je me croyais hors de tout propos, parce que ma tranquillité seule me convenait et que tout m'était égal. Je parvenais toujours à calmer ceux qui m'entouraient et je

les faisais convenir qu'un roi est bien à plaindre quand il a à contenter tant de gens qui ne savent ce qu'ils veulent. L'empereur Napoléon débarqua, ce fut un coup de foudre pour tout le monde, mais les fautes des Bourbons le ramenaient comme ses fautes à lui avaient amené ces derniers. On espérait qu'il était devenu sage, on croyait qu'il était soutenu par l'Autriche, et tous les partis se réunirent à lui, il profita donc de milles conspirations qui n'étaient pas pour lui. Ces personnes sages, et que vous connaissez bien, craignant encore son caractère, vinrent me trouver et me prier de vous écrire pour que puissiez l'empêcher d'arriver et reprendre la couronne sans conditions, car connaissant les dispositions de la France, on jugeait bien qu'il réussirait, mais on ne croyait pas que cela serait si prompt; je répondis que je ne vous écrirais pas; on me pria d'en parler à M. Boutiaguin, je le fis, il me dit que je devais vous l'écrire moi-même, puisque j'en étais chargée; je vous l'écrivis, voilà tout mon tort. Je n'en savais pas davantage et depuis j'appris que c'étaient les troupes du comte d'Erlon[1] qui voulaient venir sur Paris. On dit peut-être à l'empereur Napoléon que c'était pour le servir, je l'ignore, car on ne m'avait donné aucun détail et je ne désirais même rien savoir; comme un enfant j'écrivais à mon frère ce que je présumais et, comme on me le disait, je le lui répétais, je ne doutais pas de l'arrivée de l'empereur Napoléon, en

1. Drouet d'Erlon (J. B. comte), maréchal de France, 1765-1844.

connaissant le mécontentement général. Je ne suis nullement politique, je n'ai pas l'idée qu'on puisse ouvrir une lettre, je ne désirais que la paix. La guerre avec vous me semblait un malheur affreux, je ne m'étais pas trompée, mais si, répétant tout à mon frère, il a jugé que je m'occupais de politique, je pardonne à tout le monde de l'avoir cru, puisque mon frère a pu le penser. M. de La Bédoyère[1] passa un des premiers à l'Empereur, je n'en fus pas étonnée, d'après son opinion que je connaissais et que j'avais combattue bien souvent ; mais cela retomba sur moi et on fut tellement acharné contre moi que je fus forcée de me cacher. Seule ne voyant personne, chez une ancienne bonne de mon frère et qui peut le certifier, j'éprouvai ce que c'est que la calomnie. On me faisait courir, donner de l'argent, il y avait des conciliabules chez moi, je vendais mes diamants. Croyez-vous qu'une mère s'amuse à jouer la seule fortune de ses enfants, et tant d'extravagances me ressemble-t-il? Comment ceux qui me connaissent ont-ils pu le croire? Pour mes sentiments, je vais vous les dire franchement. Je venais de perdre mon procès, je pleurais de l'idée de me séparer de mon fils, je ne

1. La Bédoyère (Ch. Huchet, comte de), né à Paris en 1786, avait servi avec distinction sous l'Empire et était colonel du 7e de ligne en garnison à Grenoble, lorsque Napoléon revint de l'île d'Elbe en 1814. Il alla au devant de lui à Vizille et fut le premier colonel qui se rangea sous ses drapeaux. L'empereur le nomma en récompense son aide de camp et bientôt après général de division et pair de France. Après le retour des Bourbons, il fut arrêté, jugé sommairement et fusillé le 19 août 1815.

pouvais présumer les malheurs que ce retour amènerait, je fus enchantée d'une chose qui me le ferait conserver, ensuite je pensais à la vie que j'allais mener, aux tourments que j'allais éprouver; mon mari allait revenir, on voudrait peut-être me raccommoder. J'étais sûre qu'on serait mal pour moi, pour mon frère, mais je n'avais rien fait pour ce retour et je me résignai à ma position. L'Empereur eut de la peine à me voir; c'est le duc de Vicence qui lui parla pour cela. Il me reçut froidement. Devais-je m'en aller, quand mes enfants étaient ses neveux, me fallait-il suivre les Bourbons, dont tous les entourages venaient de me faire jouer un rôle aussi odieux, je vous le demande, qu'auriez-vous fait à ma place? Mais voici le moment de mes inconséquences et je me le suis bien reproché, puisque cela a pu nuire à mon frère, tandis que je ne m'occupais qu'à le servir. Il m'avait toujours dit qu'il ne servirait jamais l'empereur Napoléon. Depuis qu'il était malheureux, il ne s'en était jamais plaint, mais encore à Baden, il me répétait que si le sort le ramenait jamais en France, comme Mme de Krudener qui est un peu illuminée le soutenait, il ne le servirait plus. L'Empereur arriva au milieu d'un enthousiasme universel. Je croyais que toutes les puissances consentiraient à son rétablissement, en connaissant la vérité de ce qui se passait en France, je pensais que le sort de mon frère allait dépendre uniquement de l'empereur Napoléon; je croyais bien qu'il lui en voulait, je m'occupai de détourner les impressions fâcheuses qu'il pouvait avoir

sur lui, en lui parlant de son dévouement, j'ajoutai même qu'après le congrès, il devait venir s'occuper de ses intérêts en France, j'étais bien sûre que mon frère l'avait servi près du roi de France, mais j'avançai cela sans le savoir et je le répétai à mon frère, de peur qu'en arrivant à Paris, et voyant l'Empereur avant moi, il n'y eût quelque malentendu, car je croyais tout simplement que mon frère allait revenir ici, et à lui aussi, je cherchai à calmer son ressentiment et à lui répéter que l'Empereur était bien pour lui; je lui disais de vous parler pour la paix; je croyais que c'était une chose faite et j'avais été bien aise que la France lui eût cette obligation plutôt qu'à d'autres. L'Empereur eût été mieux pour lui puisqu'il paraissait la désirer. Enfin, je ne devinais pas vos sentiments, et mes désirs étaient conformes à ceux de tous les Français; c'était pour la paix et de vous la devoir. Dans des lettres à mon frère, il ne peut y avoir rien qui puisse prouver que j'ai fait revenir l'Empereur, car cela est faux. S'il m'a dit qu'il avait écrit à Eugène, de Lyon, pour vous parler; s'il m'a dit qu'il comptait toujours sur son bras, je lui ai mandé tout cela, comme on me le disait. J'ai écrit aussi une fois à l'impératrice Marie-Louise, c'était l'Empereur qui m'avait fait prier de le faire pour lui dire, je crois, qu'il désirait la voir. Enfin, si j'ai vu en beau un instant, c'est que je vous croyais pour nous. Y a-t-il tant de mal à s'être trompé? Mlle Cochelet me disait quand elle vous écrivait, mais elle ne m'a jamais montré ses lettres, je puis vous en assurer, ouvertes; la haine s'est

exercée sur moi, et je n'ai pas trouvé un ami pour me défendre, mais j'ai gagné de l'expérience et un mot de l'empereur Napoléon me restera toujours, tant il est juste, parmi les reproches qu'il me fit; il me dit : « Quand une famille à laquelle on se trouve liée est malheureuse, on doit partager son malheur, quand on a partagé sa fortune. » Je lui répondis : « Refuse-t-on un avenir pour ses enfants, quand il vous est offert avec un véritable intérêt? — Il faut plutôt manger du pain noir, me dit-il, que de vivre inconvenablement. » Tout m'a bien prouvé qu'il avait raison, car le monde m'a fait payer bien cher de n'être pas malheureuse, si vous croyez que je le sois à présent, vous vous trompez. J'ai été révoltée de l'injustice du monde, j'ai bien souffert de celle qui me venait de ce que j'aimais, mais si vous saviez combien il est consolant de le dire, j'ai ma conscience pour moi, je ne me reproche rien et je vis tranquille, loin de ce monde si méchant qui m'a tant calomniée ; je plains ceux qui sont forcés d'y vivre et surtout dans une position où la vérité n'arrive jamais. J'ai encore à vous parler des derniers événements; l'Empereur revient malheureux, je me rappelai alors ce que je lui devais; il me désira à la Malmaison, j'y fus; c'est là où je vis ce que c'était que les hommes. Arrivant en France, au milieu d'un enthousiasme, dont je n'ai pas vu d'exemple, il fut complètement abandonné dès qu'il fut malheureux; des généraux que je ne veux pas nommer venaient lui mettre le pistolet sur la gorge pour lui demander de l'argent; il en avait à peine pour

lui, il partit dans un dénûment dont je n'ose parler. Je lui offris en partant mon plus beau rang de chatons et je fus heureuse qu'il voulût bien l'accepter. Voilà tout ce que j'ai fait d'extraordinaire. Je n'eus que le temps de rentrer à Paris, car les troupes prussiennes l'entouraient déjà. Plusieurs militaires vinrent s'informer de moi; on craignait le pillage, ils voulaient m'être utiles. Si vous saviez comme ils vous désiraient; malgré nos malheurs, je leur savais gré de sentir comme moi. La cause de l'empereur Napoléon était finie; ils allaient jusqu'à vouloir vous proposer d'être leur chef ou de leur donner votre frère Nicolas; ils voulaient aller au devant de vous; enfin, ils n'espéraient qu'en vous et j'avoue que je jouissais de voir les sentiments qu'on vous portait. L'armée se retirant, tous mes amis me dirent que la haine contre moi était si forte dans le parti triomphant, qu'ils avaient tant besoin pour leur amour-propre de chercher à prouver qu'il y avait eu un complot, qu'ils rejetaient tout sur moi et que j'avais à craindre pour ma vie, jus qu'à l'arrivée d'un homme que tout le monde regardait comme mon protecteur. Je n'avais rien à lui demander, puisque je ne voulais qu'aller m'établir dans un petit coin tranquille, mais mon cœur battait en pensant que j'allais peut-être le revoir. Je fis louer une petite maison sous un nom russe, j'y fus avec mes enfants. Seule, toute la journée, je passais mon temps à lire et à leur donner des leçons. Personne n'est venu m'y voir, lorsque j'appris encore qu'on me faisait courir, répandre de l'argent. C'était réellement

trop fort, je revins chez moi pour qu'on m'y vît, mais on n'est à l'abri de rien quand un parti se donne le mot pour composer. Je ne suis pas sortie une seule fois et on me voit encore en calèche courir partout ; enfin, c'est le Ciel qui veut m'éprouver et je me suis résignée même à votre injustice, car c'est la seule chose que j'ai sentie vivement, mais je ne vous en veux pas, je conçois très bien que vous n'ayez pu voir une personne tellement accusée, que moi, aussi depuis que je sais tout cela, je n'y ai jamais compté; mais que, tout le monde me dise que c'est vous qui me voulez le plus de mal; que je voie, malgré vos fortes préventions contre moi, que vous n'ayez pas eu besoin de vous en éclaircir, car un reproche m'eût encore été doux, mais tout m'a prouvé vos sentiments. Je n'avais donc plus besoin de me rappeler ceux qui m'avaient rendue heureuse, c'est pourquoi je vous ai renvoyé vos lettres. J'ignore si cette longue épître vous prouvera que vous vous êtes trompé, mais croyez que personne n'a jamais su que je vous écrivais hors cette lettre, que sur le refus de Boutiaguin, j'ai avoué vous avoir écrit aux personnes seulement qui m'avaient prié de le faire. Je ne me suis jamais mêlée du retour de l'Empereur; j'ai appris son débarquement comme tout le monde et je crois pouvoir affirmer que tous ceux que je connais n'étaient pas plus avancés que moi. Voilà l'exacte vérité et soyez assuré que je ne désavouerai jamais une chose que j'ai faite, même en la croyant mal. Je ne vous aurais pas trompé. Recevez un dernier adieu de moi ; je tâcherai de n'avoir

plus besoin de votre amitié, puisque les sentiments ne se commandent pas, mais je me rappellerai toujours avec reconnaissance votre ancien intérêt pour moi et pour ma famille, et dans l'affreuse perte que j'ai éprouvée, je n'oublierai jamais que c'est à vos soins et à cette amitié que j'ai dû quelque consolation.

Le marquis de Souza-Botelho[1]
au comte Charles de Nesselrode.

Paris, 17 juillet 1815.

Je vous ai écrit à votre arrivée ici, mon cher comte, comme à un ancien ami, en vous priant de me dire quand vous pourriez m'accorder le plaisir de vous revoir et de vous embrasser. Plusieurs jours se sont écoulés et je n'ai pas reçu un seul mot de vous! Après ce silence, j'ai peine à m'adresser à l'ami que j'ai perdu sans aucune faute de ma part, mais je m'adresse à l'homme d'honneur qui ne refusera point de rendre un juste témoignage à l'honnête homme qu'on a calomnié et qu'on persécute sans raison.

Hier, j'ai reçu l'ordre de quitter la France par une

1. Souza-Bothelo (Jos-Marie, baron de), littérateur portugais, né en 1758, mort en 1825. Il alla comme plénipotentiaire en Suède (1791), en Danemark (1795), en France (1802) et quitta les affaires en 1805 pour se livrer aux lettres.

lettre signée du Prince de Talleyrand, *sous la vague accusation que j'ai oublié que j'étais un étranger ici.* Vous avez connu mes principes, vous avez vu ma conduite pendant votre séjour à Paris, vous pouvez en rendre témoignage, et si vous prenez les informations parmi des hommes probes qui me connaissent, je suis sûr que vous apprendrez qu'on ne peut m'accuser, pas même d'une erreur ou d'une imprudence.

Pendant le gouvernement de Bonaparte, et avant la restauration du roi, je n'ai jamais été aux Tuileries, ni cherché aucun des ministres impériaux. Renfermé dans mon intérieur, je n'allais presque dans aucune maison ; et celle que je fréquentais alors le plus était celle de M. de Talleyrand en disgrâce. Je ne fus point inquiété.

Après la Restauration, je fus aux Tuileries, et j'ai vu un peu plus de monde, pour la plupart des étrangers, et tous dirent que j'étais étranger à toutes les conversations, et m'occupais plus de faire une partie que de toute autre chose.

Lorsque Bonaparte débarqua à Cannes, ma femme et moi, nous l'apprîmes par un étranger le jour où cette nouvelle fut publique. Surpris ici, j'ai cru qu'en me renfermant plus dans mon intérieur, je ne pouvais être blâmé de rester dans l'endroit où j'avais une partie de ma fortune. Ma femme et moi, nous n'avons pas mis le pied chez Bonaparte, je cessai même d'aller dans la société, à l'exception de deux maisons indépendantes, et ne tenant point au gouvernement ; en un mot, il est

impossible d'avoir une conduite plus exempte de blâme et de tout soupçon. Je ne me suis mêlé d'aucune affaire, je n'ai pas même été aux Chambres assemblées. Mon occupation depuis six mois est de soigner une édition du Camöens. C'est ce que je peux assurer, sur mon honneur, à la face du ciel et de la terre. Vous savez ma vivacité et ma droiture.

J'ignore qui a pu me vouloir du mal et me calomnier, n'ayant jamais fait de mal à personne ; je ne sais quelles sont les dénonciations qu'on a pu faire contre moi, parce que M. de Talleyrand me dit dans sa lettre, sinon que j'ai oublié que j'étais étranger, sans dire en quoi ! Il est dur, tyrannique de faire un tel affront à un honnête homme, de lui ordonner de sortir d'un pays sur une aussi vague accusation.

J'ose donc réclamer votre ancienne amitié pour m'obtenir de S. M. l'Empereur de Russie, de me protéger dans ce malheur non mérité ; du moins pour que j'obtienne de savoir les torts dont on m'accuse et que je puisse y répondre.

Je suis toujours, moi, votre fidèle ami, et, M. le comte, votre très humble serviteur.

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Paris, 18 juillet 1815.

Que diras-tu de la bonne capture que les Anglais viennent de faire? C'est une grande besogne de moins et le doigt de Dieu y est visible comme dans tout le reste. On a renvoyé de Paris Mme de Souza qui s'était fort mal conduite; mais surtout la duchesse de Saint-Leu qui est partie hier avec Mlle Cochelet. Elles sont bien coupables d'avoir attiré tant de maux sur leur patrie. L'expulsion des Souza me fait de la peine pour lui qui est un bien galant homme.

Le même à la même.

25 juillet.

Hier, nous avons eu un spectacle très très imposant. Wellington a montré son armée aux trois Souverains. C'étaient des troupes magnifiques, surtout l'infanterie. Dans la cavalerie, des chevaux d'une beauté incroyable, même ceux des simples soldats. Quel miracle de voir Wellington montrer son armée à trois Souverains dans

la capitale d'un quatrième, d'où l'on vient de chasser un cinquième !

Le comte Charles de Nesselrode
à sa femme.

Paris, 26 août 1815.

..... Ne va pas croire que ce délai présage un séjour indéterminé ou une répétition du congrès de Vienne. Cela n'est pas dans la situation des choses. D'ailleurs, la revue a lieu le 10 septembre. L'Empereur part immédiatement après et aucune considération ne l'arrêtera. Il s'est fermement prononcé là-dessus, et les armées ont déjà reçu ordre de marcher le lendemain de la revue, elles partent de Vertus et ne rentrent plus dans leurs cantonnements. Si d'ici là, contre toute probabilité, les affaires n'étaient pas terminées, l'Empereur laisserait à ses plénipotentiaires le soin de les suivre, mais ne prolongerait pas son séjour.

Le même à la même.

30 août 1815.

Lord Stuart n'est pas de retour encore, je suis donc

dans l'impossibilité, ma bonne amie, de te mander quelque chose de positif relativement à mon départ. Tu peux croire combien cela me contrarie et combien je suis triste de l'idée que cela te causera du chagrin. Mais je te conjure de ne pas te laisser aller, nous sommes si heureux sous tous les rapports, cette guerre a fini si promptement et si miraculeusement que nous serions vraiment injustes de ne pas nous résigner et de ne pas supporter avec calme et patience ce contretemps. L'Empereur part le 10 septembre pour la manœuvre; il ira voir ensuite les armées autrichiennes à Dijon et à Lyon, puis de là retournera à Pétersbourg. Dans aucun cas je ne serai de ces voyages et je ferai l'impossible pour te rejoindre au plus tôt. Gentz est très drôle par l'effet que Paris produit sur lui.

Le même à la même.

2 septembre 1815.

Lord Stuart est revenu de Londres avec une promptitude sans exemple et ce qu'il a rapporté activera, j'espère, nos affaires. Gentz, lui-même, qui, tu le sais, est toujours plus pessimiste que les autres, m'a dit aujourd'hui qu'il croyait à une fin prompte et heureuse.

Le même à la même.

9 septembre 1815.

J'ai appris par les gazettes de Berlin ton arrivée dans cette ville. Tout le monde est aux manœuvres; nous sommes restés ici à travailler et nous avons grand espoir de finir avant le retour des Souverains. Cependant, je regrette de ne pas voir ces manœuvres. Ce sera sûrement un beau spectacle. Toutes les femmes s'y sont transportées, la Molly, Flore et même Lady Castlereagh. Ce doit être apparemment pour goûter les charmes du bivouac, car je ne me fais pas d'idée où on les placera toutes. Le pauvre Castlereagh est retenu au lit, à la suite d'un accident qui aurait pu être plus grave. Un cheval, en ruant, lui a écorché les deux cuisses. C'est en se promenant aux Champs-Élysées et en rêvant aux destinées du monde que ce malheur lui est arrivé.

Le même à la même.

20 septembre 1815.

Tu apprendras sûrement avec plaisir les arrangements suivants' qu'on vient de prendre. L'Empereur part d'ici. Dimanche, 24, il va à Bruxelles, puis à Dijon

et ensuite à Berlin. Rasumovski et Capo d'Istria restent ici comme plénipotentiaires pour tout terminer. Moi, je pars avec Sa Majesté, j'obtiendrai probablement la permission de me rendre droit de Bruxelles ou Dijon à Berlin.

Nous laissons en France un corps de trente mille hommes commandé par Woronzof.

Le même à la même.

23 septembre 1815.

Rien n'est changé dans mes projets. Cependant les changements de ministères feront qu'au lieu de partir demain, l'Empereur ne partira qu'après-demain, et moi deux jours après, d'abord pour Dijon et puis pour Berlin en droiture. J'espère que la nouvelle de mon départ te fera du bien. Sans toutes ces difficultés dans les affaires intérieures de la France, je serais déjà sur les grands chemins. Mais qui pouvait prévoir de pareilles complications. C'est Richelieu qui est à la tête du nouveau ministère. Que Dieu lui prête force et bonheur! Clarke[1] est

1. Clarke (H.-Jacques-Guill), duc de Feltre, maréchal de France et ministre d'État, né en 1765, mort en 1818. Chef d'état-major de l'armée du Rhin (1793); suspendu à cette époque comme suspect, il devint en 1808 ministre de la guerre; fit échouer la descente des Anglais à Walcheren, ce qui lui valut le titre de duc de Feltre (1809). Rallié aux Bourbons, il redevint ministre de la guerre en 1815 et ins-

ministre de la guerre, Vaublanc[1], de l'intérieur, Decazes[2], de la police. Pozzo a persisté dans son refus et il a eu raison; sa situation était trop délicate pour qu'il pût accepter.

Le même à la même.

27 septembre 1815.

Ce changement de ministère a amené plusieurs difficultés qui nous ont retenus encore ici. Enfin, à présent, tout marche et l'Empereur part irrévocablement demain matin. Je regarde même la négociation comme fort avancée et je ne doute pas qu'après notre départ, ces Messieurs n'aient bientôt fini. Trois conférences avec Richelieu lui ont fait beaucoup de bien. Richelieu se trouve là dans une belle galère. Cependant sa nomination est très populaire, et il pourra se soutenir et

titua les cours prévôtales. Nommé maréchal en 1816, il se retira en 1817.

1. Vaublanc (Vincent-Viénot, comte de), homme politique, né en 1755, mort en 1845, fut député à l'Assemblée législative où il fit partie de la droite, fut inquiété sous la Terreur pour ses opinions royalistes. Condamné à mort par contumace après le 13 Vendémiaire et à la déportation après le 18 Fructidor, rentra en France à la suite du 18 Brumaire, devint préfet de la Moselle et fut fait comte de l'Empire. En 1814, il revint aux Bourbons; chargé en 1815 du ministère de l'Intérieur, il signa l'ordonnance qui dissolvait l'Institut et *épura* l'administration avec une telle rigueur qu'il fallut le remplacer dès 1816. Député du Calvados en 1820, il appuya le ministère Villèle.

2. Decazes (Élie, duc), homme d'État né en 1780, mort en 1860.

soutenir la machine si le mauvais génie qui plane sur la moitié de la famille ne s'en mêle pas. Monsieur, Madame et tous les leurs sont tout à fait incorrigibles, et le Roi est, à leur égard, d'une faiblesse qui ne ressemble à rien. Voilà le triste tableau de ce pays-ci, que je trace de chez moi, car je ne vais absolument nulle part, pour n'avoir pas de discussions désagréables et surtout dégoûtantes.

L'Empereur a pris aujourd'hui congé du Roi et part demain. Pour le coup, c'est très sérieusement qu'il s'en va. Et moi, je ne tarderai pas à le suivre.

M. Frédéric de Gentz au comte Charles de Nesselrode.

Paris, 22 novembre 1815.

J'ai reçu avec infiniment de plaisir, cher comte, vos deux petites lettres et les brochures qui les accompagnaient. Il n'y a rien qui soit aussi agréable à mes sentiments, mes besoins et mes vœux, que la perspective d'une correspondance suivie avec vous. Je vous aurais demandé cet avantage, si vous n'aviez pas eu la bonté de me l'offrir. Il n'existe pas beaucoup d'hommes auxquels je sois aussi sincèrement et profondément attaché qu'à vous, et qui m'aient fourni de meilleures raisons pour l'être. Ainsi, entrons en matière.

Nos grandes affaires sont terminées. Les résultats ne sont pas aussi satisfaisants qu'un juge sévère et parfaitement compétent aurait pu les exiger; mais ils sont, à tout prendre, beaucoup moins mauvais, que je les avais pressentis. La partie la plus attaquable — non pas sous le rapport des formes et des garanties qu'on a adoptées, mais sous le rapport de la possibilité ou probabilité de son exécution — est sans contredit, comme vous l'avez observé aussi, l'arrangement pécuniaire. Vous serez effrayé, lorsque vous verrez les deux conventions pour les articles non exécutés du traité de Paris, où Humboldt, d'un côté, et Castlereagh, de l'autre, ont épuisé tout ce que l'on pouvait imaginer de conditions dures, de précautions et de chicanes, pour extorquer à ce malheureux gouvernement jusqu'à la dernière réparation du dernier grief que Bonaparte avait fourni à l'Europe. La totalité des engagements pécuniaires est d'autant plus cruelle pour la France, que les chiffres qui figurent dans les traités n'expriment pas même les charges réelles. Car M. de Richelieu vient de nous prouver, que la nourriture seule de l'armée d'occupation, calculée dans les protocoles à 100 millions, montera à 170, de sorte qu'au lieu de 270 millions qui devaient être le mécanisme de la contribution annuelle, la France aurait à payer pour le moins 340 millions par an, sans compter les payements successifs des liquidations adjugées sous les deux conventions séparées.

Quant à nos rapports avec l'intérieur de la France, je n'ai jamais cessé de prêcher, et je persiste à croire,

que nous aurions dû prendre quelque mesure très efficace, quelque mesure strictement obligatoire pour le gouvernement français, afin de le forcer à accepter une ligne de conduite très différente de celle sur laquelle il se place. Il me paraît certain, indubitable, que si le Roi continue à écouter le parti enragé qui l'a dirigé jusqu'ici, si le ministère ne trouve pas le moyen de comprimer l'esprit réactionnaire, atroce et sanguinaire, dont la minorité active des deux Chambres est possédée, et que la majorité ne combat que bien faiblement, il en résultera, ou bien une nouvelle catastrophe, ou bien si la force étrangère (comme je le crois) en impose assez pour la prévenir, un état de choses tellement affligeant, tellement monstrueux, que les Cours alliées auront bientôt à rougir de prêter leurs forces pour son maintien.

Si mes vœux n'ont pas été entièrement remplis à ce sujet, ils l'ont été du moins en partie. Vous verrez les deux notes à M. de Richelieu, celle qui accompagne la communication du traité d'alliance entre les quatre Cours, et celle qui se rapporte aux pleins pouvoirs donnés à lord Wellington. Ces deux pièces sont absolument *mon* ouvrage; j'en ai proposé l'idée; je les ai rédigées. Le traité d'alliance offrant au gouvernement français des points d'appui et des garanties d'existence, dont les puissances alliées font seules les frais, il était bien juste, qu'on expliquât à ce gouvernement ce que l'on attend de *Lui*, pour que la tranquillité publique ne soit pas troublée de nouveau en pure perte. Le moment,

où j'ai engagé lord Castlereagh à signer ces notes, était pour moi le plus heureux de la négociation. Je sais déjà, à ne pas pouvoir m'y tromper, qu'elles feront un moral et excellent effet sur la partie saine et raisonnable du public, et je crois avoir en même temps rendu un service réel à nos ministres, en leur suggérant la seule mesure qui portera un caractère désintéressé, tandis que tout le reste de ce que nous avons fait ici ne regarde que nos vils intérêts privés. Je me flatte surtout que l'Empereur, votre Maître, approuvera beaucoup cette mesure.

Voici maintenant mon opinion sur l'avenir. Tant que l'alliance entre les quatre Cours subsistera, il n'y aura en Europe ni guerre, ni révolution. Nous jouirons d'une longue et profonde paix. La France, tout en mordant le frein, sera obligée d'en jouir avec nous, au moins de ne pas nous troubler par de nouvelles entreprises. Car, quel serait l'homme assez insensé aujourd'hui pour provoquer une autre fois l'Europe contre la France? Le Roi se soutiendra, non par son propre poids, moins encore par l'attachement du peuple, mais parce que l'attentat, qui serait assez fort pour ébranler son trône, amènerait immédiatement la ruine finale du pays, et ne trouverait, par conséquent, que très peu de partisans. Mais l'état actuel de la France n'en est pas moins un état contre nature, en opposition directe avec les principes, les sentiments, les vœux des dix-neuf vingtièmes de la nation, en opposition directe avec les lois éternelles du mouvement social. Tant que durera cet état

de choses, le trône, soutenu par la force étrangère et la crainte d'une catastrophe mortelle, ne sortira pas des orages, des agitations intérieures, des embarras et des dangers de tous les jours, créés par le mécontentement général. Ce sera la même chose après trois ans, après cinq ans, tant enfin que les causes du désordre ne seront pas radicalement détruites. Ceux qui, en 1814, ont cru pouvoir rétablir l'ancien régime pur et simple ont fait à la France autant de mal que Robespierre et Bonaparte. Mais la nature des choses est plus puissante que les hommes. La Révolution française doit parcourir son cercle entier, comme celle de l'Angleterre au XVIIe siècle. La période révolutionnaire a été aussi longue mais beaucoup plus affreuse et beaucoup plus radicale que celle de 1635 à 1660. La restauration absolue ne se consolidera pas plus que celle que l'on avait tentée en Angleterre. Un dénouement analogue à celui de 1688 est le seul qui puisse raisonnablement et complètement terminer la révolution de nos jours. Le pouvoir absolu, une fois totalement renversé, ne se relèvera jamais. Les *anciens* Bourbons ne peuvent et ne doivent plus régner.

Quant à l'Europe, dont la tranquillité, je le répète avec plaisir, ne saurait être troublée pendant un grand nombre d'années, elle ne peut avoir avec la France qu'un seul démêlé fâcheux. C'est celui qui s'élèvera tôt ou tard par l'impossibilité de payer les sommes énormes qu'on a imposées à ce pays. Ce démêlé ne peut tourner que contre la France ; il amènera de nouvelles mesures de rigueur qui l'écraseront. Mais les auteurs et les fau-

teurs du système qui conduira à cette crise n'en sont pas moins coupables.

Il faut dire encore quelques mots sur la partie technique ou diplomatique des dernières négociations. Je crois que c'est là notre côté brillant. Comparées à celles de 1814 et au congrès de Vienne, les conférences de 1815 ont certainement mérité des éloges. Nous avons beaucoup travaillé, et bien travaillé. Nous avons signé plus de cent protocoles et *sept traités*! Pas un objet n'est resté en arrière, pas une question ouverte; en nous séparant, nous emportons la satisfaction d'avoir rempli notre tâche tout entière. Je crois que sous ce rapport-là, l'Europe, quelle que soit son opinion sur le fond de notre travail, nous rendra justice.

Permettez qu'avant de finir, j'ajoute aussi quelques lignes sur ce qui me regarde. J'ai lieu de croire qu'on a été très content de moi. Lord Castlereagh nourrissait même l'idée de me récompenser d'une manière magnifique. Lorsqu'il en fut question, il y a quelques semaines, j'en parlai en pleine confiance au comte Capo d'Istria. Mon objet était surtout d'empêcher le prince Metternich de se mêler de cette question, sachant qu'il ne pouvait me faire aucun bien et qu'il gâterait tout en y touchant. Le comte Capo d'Istria me dit alors, que comme il savait que je désirais, de la part de l'Empereur, une décoration, il ne pouvait pas me répondre, que les deux choses seraient proposables à la fois. Sur cela je lui répondis avec la même franchise, que j'étais loin de former une prétention aussi indiscrète, mais que n'étant pas

assez riche pour renoncer sans folie à une gratification pécuniaire pour un cordon, je le suppliais de regarder comme non avenu tout ce qui avait jamais été dit sur la décoration. Je crus devoir ajouter, qu'ayant rendu à la Russie bien moins de services dans cette dernière affaire, qu'aux trois autres Cours, je n'avais jamais aspiré à une récompense plus forte que celle qu'on m'avait accordée à Vienne, et qu'en lui parlant de cet objet, ce n'était point son intervention directe en Russie, mais son intervention indirecte près de l'Angleterre et surtout de la Prusse que j'avais en vue. Il n'en a plus été question entre nous. Mais tout à coup on a rédigé avant-hier, M. de Metternich tenant la plume, un de ces maudits protocoles que j'aurais tant désiré éviter, au moins pour moi. Je n'ai pas su et ne veux pas savoir ce qu'on y a arrêté. Il me suffit de savoir que lord Castlereagh ne se croit pas lié par ce protocole ; il m'a témoigné sa satisfaction dans des termes que je n'oublierai jamais.

L'affaire de l'ordre n'a rien de commun avec tout ceci. Je n'y persiste cependant pas et je ne vous tourmenterai jamais à cet égard. Je connais vos dispositions envers moi et cela me suffit. Je m'en retourne à Vienne, enchanté de la perspective d'y passer un hiver bien calme, bien libre et bien doux. J'ai extrêmement souffert de la goutte pendant mon séjour à Paris, et j'en souffre encore. Il est même étonnant que, malade comme je l'étais, j'aie pu faire face au travail le plus fort, le plus assidu, qui me soit jamais tombé en partage. Écrivez-moi de temps en temps, cher comte; je vous

répondrai très scrupuleusement, très régulièrement et avec un plaisir infini. Dieu vous donne tout le bonheur que vous méritez; et à revoir — à la première réunion périodique.

P.-S. L'Empereur ne m'a jamais donné la moindre marque de satisfaction et de reconnaissance pour tout ce que j'ai fait pendant le congrès et à Paris; et quoiqu'il ait été averti, que je désirerais beaucoup d'avoir le rang et le titre de conseiller d'État, et qu'il serait de *toute justice* de me l'accorder, il a jugé à propos de faire la sourde oreille à cette insinuation. Je connais cependant un moyen infaillible d'obtenir ce que je désire; ce serait que *Votre* Empereur, toujours juste, et éminemment généreux et gracieux, m'accordât le premier grade de l'ordre de Sainte-Anne; je *sais* que sur cette base j'arriverais à mon but. Je ne veux point vous obséder, ni vous tourmenter; et si la chose a de trop grandes difficultés, soyez sûr que je n'y insisterai pas. Mais si vous trouviez un moment favorable pour la mettre en avant, veuillez la saisir. Il faudrait cependant qu'il fût ajouté exprès : « que c'est une grâce extraordinaire qu'on m'accorde pour les services rendus à la cause générale de l'Europe dans les négociations de 1814 et 1815 ».

M. Frédéric de Gentz au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 28 décembre 1815.

Quoique je n'aie pas grand'chose à vous dire, cher comte, il m'est cependant impossible de laisser partir le comte de Capo d'Istria, sans me rappeler à votre souvenir.

Je suis ici depuis le 20; jamais contraste plus frappant, que celui entre mon séjour de Paris, et l'existence dans laquelle je suis rentré à Vienne, n'a pu être imaginé. Je vous ai déjà mandé que la dernière époque surtout que j'ai passée à Paris a été pour moi remplie d'intérêt, et je puis bien dire de jouissances dans le sens le plus noble de ce mot. Ici, tout me présente l'image d'une morne solitude. Ce n'est pas que je m'en plaigne; il aurait dépendu de moi, de m'associer au voyage d'Italie; mais après tant d'agitations, je sentais un besoin extrême de repos et de recueillement; et quand même je serais obligé à Vienne de passer tout l'hiver, tout fin seul chez moi, je ne regretterais jamais d'avoir pris cette résolution. J'ai trouvé d'ailleurs un très bon logement (dans la maison où Anstedt demeura l'hiver dernier) et j'ai la perspective agréable de recevoir successivement une quantité de jolies choses dont j'ai fait l'acquisition à Paris. J'ose vous citer cette circonstance, parce que vous êtes un homme assez supérieur pour

ne pas être insensible à ces petits adoucissements de la vie.

Je suis toujours très content de l'état des affaires publiques; je m'en étonne quelquefois; et pourtant c'est le fait; et il est certain, que tôt ou tard on nous rendra amplement justice sur le caractère et les résultats de nos derniers travaux. En France, les choses vont remarquablement bien depuis notre départ; la loi d'amnistie, effet heureux de nos dernières mesures, a consolidé la partie saine du ministère et prouvé que dans les Chambres mêmes le parti de la modération commence à prendre le dessus. Vous serez également content des mesures préalables adoptées, le 13, par rapport aux inscriptions servant de garanties aux différents engagements pécuniaires. J'espère qu'elles feront un peu rougir ceux de nos amis qui, ne cessant de traiter le gouvernement français comme une bande de voleurs, prétendaient toujours qu'aucune précaution n'était suffisante contre sa perfidie, et voulaient à toute force lui enlever le dépôt de ses propres inscriptions pour le mettre en sûreté à Francfort.

L'Empereur et Metternich sont dans un état d'ivresse. Les flatteries et l'enthousiasme, vrai ou factice, des Italiens, leur ont complètement tourné la tête. Metternich écrit à une personne de sa famille : « *qu'enfin* il a trouvé un pays où on ne confond pas, comme ailleurs, ceux qui ont perdu les provinces de la Monarchie avec ceux qui les ont reconquises ». Si nous étions à la veille de quelque nouvelle guerre, ou de quelque nouveau

congrès, ce langage me ferait trembler; maintenant je ne veux pas lui envier son innocent triomphe.

Pendant que l'Italie s'épuise en adulations et en bassesses, les habitants de Vienne et de tous les pays héréditaires allemands sont livrés au mécontentement et à la désolation. Le cours du change, allant toujours de mal en pis, en dépit de toutes nos victoires et de toutes nos contributions tirées, et la cherté excessive de tous les besoins de la vie, ont produit ici une désolation des esprits, telle que je ne me rappelle pas l'avoir rencontrée dans les époques les plus désastreuses. On est surtout exaspéré par l'apathie, au moins apparente, du gouvernement, qui n'annonce, même pas pour l'avenir, quelque mesure capable de remédier à de si grands maux.

Le comte Pozzo di Borzo
à la comtesse Charles de Nesselrode.

Mme la comtesse Molly Zichy vient de m'envoyer un exprès pour m'informer qu'elle passe la matinée en retraite; ce qui signifie, en langage de dévote, qu'elle fait la liste de ses péchés, qu'ensuite elle va se donner un dîner maigre, chose injuste parce que l'estomac ne doit pas faire pénitence pour les tendresses du cœur; enfin qu'à cinq heures elle ira à l'église arranger ses comptes, et rétablir son crédit pour l'avenir. Il résulte

de tout cela qu'elle me croit trop dangereux dans un moment où le diable se sert de tout pour donner des distractions.

Je n'ose pas vous en dire davantage, votre générosité, Madame, devinera le reste et m'épargnera l'humiliation de vous dire d'avance ce que je compte hasarder.

Lettre adressée à Eugène Beauharnais et attribuée à la reine Hortense.

Je t'ai écrit par un courrier et voilà l'idée qui me vient qu'on l'aura peut-être arrêté; dans les temps de troubles, les diplomates ne s'en font pas faute, et moi, qui ne le suis guère, je n'écris pas en conséquence, car je me rappelle t'avoir mandé que j'avais dit à l'Empereur que tu devais venir bientôt à Paris pour lui être utile, et comme cela on pourrait y voir des choses qui ne sont pas, puisque c'était simplement pour prier le roi de France de lui payer ses trois millions, ainsi tu pourras t'expliquer ensuite, quand je te parle de l'enthousiasme, je ne saurais trop en dire. Si on voulait nous faire la guerre, cela deviendrait tellement national que cela serait comme l'Espagne, car jamais les Bourbons ne pourront revenir. Ils ont trop mal pris la France; ils n'ont que les salons pour eux; mais tout cela ne se bat pas. Au reste, voilà l'Empereur qui nous

donne la liberté de la presse, viendra ensuite une Constitution, et on assure qu'il veut la paix avec tout le monde; il n'y a que le retour de sa famille qui fait un mauvais effet, mais pourvu qu'il ne leur donne pas grande confiance, c'est assez simple qu'ayant partagé son malheur, ils partagent son bonheur. Tu ne me diras pas que je ne sais pas juger, quand je t'ai dit, ne sachant son débarquement, qu'il reviendrait sans obstacle, c'est que je connaissais l'opinion et c'est une grande chose pour réussir. Adieu, donne-nous donc de tes nouvelles. On fait courir ici le bruit que tu es contre nous, je ne puis le croire, ton intérêt est avec nous et si tu pouvais avoir Parme et Plaisance, ce serait bien beau. Nous n'avons plus ici de grands dignitaires; mais malgré ta principauté, si on te faisait connétable, ce serait là mon désir pour toi et ce serait la perfection. Adieu, je t'embrasse, je regrette déjà ma tranquillité. Cela me convenait mieux et, à présent, je suis tourmentée par tout le monde; les pétitions et les amis pleuvent et je ne fais pas grand cas de ceux-ci. Mais comme il y a bien des gens auxquels on peut rendre service, me voilà dans une activité qui me tue. Cependant il faut aussi que je pense à mes affaires. Adieu.

M. Frédéric de Gentz au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 8 février 1816.

Votre lettre du 26 janvier, monsieur le comte, me confirme dans les bonnes intentions que je nourrissais toujours par rapport à notre correspondance. Quel que soit le calme ou même la nullité de l'époque où on se trouve, il ne faut jamais laisser tomber le fil; on le reprend alors avec plus de succès, lorsque les événements deviennent plus intéressants. D'ailleurs, comme nos rapports sont tels que vous ne dédaignez même pas de prendre part à mes affaires personnelles, et que de mon côté tout ce qui tient à votre bonheur et à votre satisfaction est pour moi un objet de grand intérêt, nous avons toujours une raison suffisante de nous écrire, celle de constater le souvenir réciproque.

Il est vrai, et malgré mon horreur profonde pour la guerre, je ne saurais en disconvenir, la paix générale est un état insipide et ennuyeux, quand on a passé la plus grande partie de sa vie dans les catastrophes et les orages. Je ne saurais vous dire avec quelle impatience, j'attends l'ouverture du Parlement, espérant que là il y aura au moins quelque mouvement, quelques débats curieux, quelques escarmouches sanglantes. En attendant, les tristes négociations avec la Bavière sont le seul

objet politique, sur lequel on puisse s'arrêter quelques instants.

On croit ici cette négociation terminée, parce que la cour de Munich a reconnu ce qu'on appelle le principe des restitutions, et parce que le Prince Royal est allé à Milan. Mais la Bavière n'a jamais formellement contesté le principe des restitutions; ce sont les équivalents qui ont formé de tout temps le fond du procès. On me dit (car je ne suis que très médiocrement instruit sur cette affaire) que le nouveau plan dont le Prince Royal doit faire les honneurs à Milan, a pour objet de jeter le Grand-Duc de Bade sur la rive gauche du Rhin; on m'assure que les ministres de Russie et d'Angleterre approuvent cet arrangement. Si cela est vrai, et si le Grand-Duc de Bade se soumet tranquillement à cette disposition, je n'ai rien à dire, et je ne vois pas pourquoi l'Autriche s'y opposerait. Mais si, comme on pourrait bien s'y attendre, après ce que nous avons vu au Congrès dans la discussion d'un projet *moins* étendu, le Grand-Duc de Bade crie au meurtre et à la violence, je ne conçois pas trop comment ceux de nos amis qui nous accusent de maltraiter la Bavière, en manquant vis-à-vis d'elle aux engagements les plus positifs, nous absoudront du reproche de fouler aux pieds le Grand-Duc de Bade, en le choisissant pour victime dans une complication à laquelle il n'a jamais eu aucune part. Mon désir n'est cependant pas, que l'on repousse un moyen quelconque, propre à terminer ces odieuses discussions.

Le comte Stadion est à Milan pour soumettre à l'Empereur un plan pour le rétablissement de notre système monétaire. Les bases de ce plan sont tout à fait d'accord avec mes principes. On établira d'abord une caisse d'escompte, où le papier-monnaie (sans distinction d'époque de création, ce qui est très important et très loyal) sera échangé, à un cours fort supérieur à celui de la place, contre des billets ayant la valeur du numéraire effectif, puisqu'ils pourront être échangés au pair à une autre caisse. Cette opération à laquelle sera consacrée une somme considérable d'argent comptant, absorbera entre 150 et 200 millions de papier, et fera monter, par conséquent, en proportion celui qui reste. Mais, en même temps, on exigera le paiement d'une grande partie des contributions dans ces mêmes billets, qui auront la valeur du numéraire effectif. La caisse d'escompte n'est qu'un établissement provisoire pour arriver à celui d'une *banque nationale*, conçue dans un très bon sens, et qui sera chargée, aussitôt qu'elle entrera en fonction, de toute la direction des affaires pécuniaires. Le comte Stadion est décidé à employer même des étrangers pour mettre en train cette grande mesure.

Il est certain, que si l'Empereur approuve le tout, nous en sentirons les effets bienfaisants dans trois ou quatre mois d'ici ; je ne crois pas qu'avant le 1er juin on puisse entrer en matière, et pour la banque il faudra peut-être bien plus de temps. Au reste, je vous prie de regarder ceci comme une communication très confiden-

tielle; car le plan n'est encore connu que de quatre ou cinq personnes tout au plus.

Je regrette beaucoup, cher comte, que vous ne m'ayez pas dit un mot dans votre dernière lettre de la publication faite à Pétersbourg du traité entre les trois souverains. Je suis persuadé, que les motifs les plus nobles et les plus élevés ont porté l'Empereur à cette publication; et je crois aussi qu'elle produira partout un effet heureux et augmentera la confiance dans la solidité de la paix générale. Mais comme on ne s'attendait pas chez nous à voir imprimée cette pièce, nous en avons été un peu frappés et embarrassés; et dans l'absence du Prince Metternich, Hudelist n'a pas voulu prendre le parti de la faire réimprimer dans nos gazettes. Il me paraît presque qu'on a eu aussi à Berlin quelques scrupules à cet égard. Et quant à Londres, je prévois que le ministère aura quelques rudes chocs à essuyer. J'espère pourtant que l'esprit et le sentiment de ce traité auront raison des difficultés qu'on voudrait créer.

Le même au même.

Vienne, 1er juin 1816.

Je saisis la première occasion convenable, cher comte — elles sont rares, bien rares aujourd'hui — pour vous remercier de tout mon cœur de votre très

aimable et charmante lettre du 20 avril, de la part que vous avez eue à la réalisation des cadeaux qui l'accompagnaient et qui m'ont fait grand bien, enfin du thé excellentissime dont vous m'avez gratifié. Celui-ci est au-dessus de tous les éloges et d'une perfection que je ne connaissais pas encore. Je n'en prends qu'une fois par semaine pour mon déjeuner; et lorsque ce jour arrive, je m'en réjouis déjà la veille et pendant la nuit. Je l'ai fait goûter deux ou trois fois à des amis par excellence, qui l'ont admiré avec moi. Wallmoden, entre autres, qui est toujours très sensible à votre souvenir (et qui vient de partir pour Francfort et Carlsbad, à cause de ses affaires, mais qui doit être de retour ici le 1er juillet) en a conçu une jalousie extrême, parce qu'il prétend que vous lui en avez promis aussi. Je lui ai dit pour le consoler, qu'après son retour il aurait régulièrement du mien *une fois par semaine*, car je ne puis pas aller plus loin.

En compensation de tant de belles et bonnes choses, je vous envoie ci-joint un petit exposé de notre nouveau système, non pas de finances, mais de circulation. Je suis très fâché de ne pas avoir pu vous le transmettre plus tôt, et plus encore, quand je pense que cette lettre ne vous parviendra probablement que lorsque vous aurez déjà connaissance de cette mesure. Car les patentes paraîtront le 4, et le porteur de ma lettre voyagera si lentement que je ne crois guère qu'il les devance. Je ferai cependant avec Ott l'arrangement que mon paquet soit remis à la poste aussitôt qu'il aura franchi la fron-

tière. Ayant donc été dans le secret de cette mesure, je ne pouvais pas le confier aux voies ordinaires. Au reste, quand même mon précis ne vous parviendrait qu'après coup et perdrait le mérite de la nouveauté, il conservera toujours un certain degré d'intérêt parce qu'il embrasse l'ensemble et même les antécédents de l'opération, parce qu'il contient plusieurs données dont on ne fera point part au public, enfin parce que j'y ai ajouté quelques réflexions qui pourront en faire naître de meilleures.

Vous connaissez ma prédilection pour le papier-monnaie; elle se fonde sur des principes qui ne changeront jamais; et quoique le siècle ne soit pas mûr pour un instrument aussi élevé et aussi délicat, je me propose, avant de mourir, d'en établir au moins la théorie pour la postérité, en dépit de tous les Ganilh[1] de l'univers. Cela étant, vous concevez qu'il m'a fallu des motifs bien puissants pour donner mon suffrage à un système basé sur l'abolition entière du papier-monnaie en Autriche. Mais, initié depuis six mois dans les idées et les projets du comte Stadion, et ayant examiné la matière sous tous ses rapports, j'ai reconnu, que chez

1. Ganilh (Charles), économiste et homme politique français, né en 1758, mort en 1836. Un des sept membres du comité des électeurs de Paris, en 1789. Membre du Tribunat après le 18 brumaire. Fut exilé avec Chénier et Benjamin Constant, en 1802, pour son opposition au gouvernement consulaire. Député de la minorité libérale de 1815 à 1823. Comme économiste, Ganilh fut surtout un vulgarisateur. Il veut que la science économique, dédaignant les vaines spéculations, s'appuie exclusivement sur l'observation des faits généraux, c'est-à-dire sur la statistique.

nous il était indispensable de trancher la question et de renoncer au papier sans réserve.

En partant de ce principe, je ne crois pas qu'il était possible d'imaginer une opération plus juste pour les possesseurs de billets, mieux calculée pour mettre la circulation sur un pied solide, et en même temps plus utile au commerce et au crédit du pays, que celle qui a été choisie. Sans l'intermédiaire d'une banque, nous n'aurions jamais pu atteindre le but; l'établissement de cette banque est un grand bien par lui-même et peut devenir la source des améliorations les plus importantes. Vous qui connaissez notre terrain, vous jugerez si c'était une petite entreprise que d'engager l'Empereur à consentir à toutes ces nouveautés, à sanctionner une institution, réunissant tant de pouvoir à tant d'indépendance, à rendre cette institution le point central de la circulation, à lui abandonner même en toute propriété des millions de numéraire, dont on ne se sépare jamais sans quelques regrets.

La force des choses et la fermeté du comte Stadion ont triomphé de tout. Il y a peut-être un peu de partialité dans mon jugement, car on finit toujours par s'attacher à une chose dont on s'est longtemps occupé. Mais il me semble que ces mesures doivent nous faire honneur au yeux des étrangers, et rehausser sensiblement la considération et le crédit de l'Autriche.

Précisément, pendant l'époque où je méditais jour et nuit ces objets, le hasard a fait tomber entre mes mains le Cours d'économie politique de M. Sporch, qui a paru

à Pétersbourg l'année dernière. L'auteur, quoique très estimable par ses connaissances, n'est pas cependant un homme de génie; il est adversaire décidé et obstiné du papier-monnaie. Mais le sixième volume de cet ouvrage contient des données précieuses, sur l'industrie, le commerce, et sur tout le système monétaire de la Russie. J'ai vu à mon grand étonnement par un des tableaux qu'il fournit, que le papier-monnaie n'a pas été augmenté chez vous depuis 1810 et que sa totalité n'a jamais dépassé 577 millions de roubles. Ce fait, tout nouveau pour moi, et très inattendu, vu les dépenses énormes des dernières années, est relaté dans des termes si positifs, que je ne puis pas douter de son authenticité. Le même problème doit être différemment envisagé et traité dans différents pays; je ne sais pas, si, placé en Russie, je voterais jamais pour l'abolition entière du papier, et M. Sporch lui-même, avec toute son antipathie, ne paraît désirer que la réduction de la quantité des billets. Mais si jamais on jugeait nécessaire de s'en défaire absolument, l'exemple de l'Autriche vous prouverait au moins que l'opération n'est pas d'une difficulté excessive. Je suis même tenté de croire, que lorsque l'émission d'un papier-monnaie a, une fois, considérablement dépassé les limites des besoins réels de la circulation, il est *moins* difficile de l'anéantir tout à fait que de le ramener à sa juste mesure. Je parle ici de la difficulté de l'exécution, car en fait de principes, je préférerais toujours la dernière de ces opérations, là où elle est possible; chez nous, elle ne l'était pas.

Il ne vous échappera certainement pas, qu'en adoptant son nouveau système l'Autriche manifeste d'une manière très prononcée sa confiance dans la durée de la paix. J'espère bien que dans dix ans d'ici, peut-être dans six, si toutes les branches de l'administration se mettent à l'émission de ce système, le crédit du gouvernement doit se rétablir au point de lui rouvrir la ressource des emprunts volontaires; mais si nous étions surpris par une guerre dans les deux ou trois premières années, la renonciation illimitée au papier-monnaie pourrait, sans doute, nous jeter dans de grands embarras. Sous ce point de vue, il y a quelque chose de hardi et, on pourrait dire, de hasardé, dans cette mesure, mais je crois tellement à la stabilité de la paix générale, que ce danger ne m'effraie pas beaucoup.

Je désire extrêmement d'apprendre ce que des hommes éclairés chez vous penseront de cette grande révolution financière et surtout quelle en est votre opinion, et je vous prie de me le communiquer le plus tôt possible.

Le Prince Metternich est de retour depuis quatre jours. Son œil droit souffre encore, mais je ne crois nullement que ce soit un mal incurable. Sa santé, pour le reste, est excellente, et son humeur parfaite. Il ira prendre les eaux de Baden dans quinze jours. Quant à moi, je ne bougerai pas de Weinhaus où je vois croître avec un plaisir inexprimable des fleurs et des arbres que j'ai fait planter. Je vous prie de présenter

mes respectueux et bien tendres hommages à Madame de Nesselrode.

Le même au même.

Vienne, 16 octobre 1816.

Pour mon malheur, cher comte, je n'apprends qu'aujourd'hui, en dînant chez le Prince Esterhazy, par le comte de Stackelberg, qu'une excellente occasion va partir cette nuit. Hélas! je n'ai plus le temps d'en profiter et à peine celui de vous exprimer mes sensibles regrets. Je vous destinais depuis longtemps une longue lettre; vos deux dernières remplies de choses amicales et aimables, les conversations infiniment intéressantes, que j'ai eues avec le comte Kotchoubei, l'état de nos finances, tout m'animait à vous écrire. Mais j'étais écrasé de travail depuis mon retour des eaux de Gastein; les contrariétés fatales que le système du comte Stadion avait éprouvées, dès le moment de son entrée dans le monde, et la position critique où il se trouva, m'imposaient le devoir de l'assister de toutes mes forces. Plus tard, notre ami Metternich ayant été chargé par l'Empereur d'un rôle important dans cette affaire, et s'y appliquant avec un zèle, avec une ardeur qui vous étonneraient au plus haut degré, me choisit encore pour son second; et comme, par un bonheur presque miraculeux, les eaux de Gastein m'ont régénéré

et rajeuni à un point inconcevable, j'ai pu consacrer à la besogne des moyens, comme je ne m'en étais pas senti depuis douze ans. J'ai pu rendre des services essentiels. Il faut dire que nous étions menacés d'un coup épouvantable. Le parti nombreux, qui avait voté depuis longtemps pour les mesures violentes, c'est-à-dire pour l'extinction subite du papier-monnaie par un coup de rasoir, profitant de l'embarras du moment, travaillait à force pour faire adopter ce système, qui aurait ruiné la monarchie de fond en comble. Nous avons eu à soutenir une lutte bien sévère; et il n'y a pas plus de deux jours que nous avons enfin remporté la victoire la plus complète et la plus glorieuse. Sans Metternich et moi (car j'ose bien me compter pour quelque chose dans ceci), Stadion succombait indubitablement.

Je vous ferai, au premier moment de relâche et de repos, un récit fidèle de tout ce qui s'est passé à ce sujet. Je sais d'avance qu'il vous intéressera beaucoup. Jamais ces questions n'ont été approfondies, creusées, *sifted to the bottom*, comme dans cette occasion. C'est à présent seulement que je crois posséder à fond la théorie du papier-monnaie. *Docendo discimus*; ce sont les grandes crises qui dévoilent à un esprit bien organisé les véritables secrets de l'art. Permettez que je vous dise un mot sur ce qui vous regarde. Défiez-vous de ceux qui, dans la position où la Russie se trouve à cet égard (et que je n'ai *bien* connue, qu'après mes entretiens avec M. de Kotchoubei), vous conseillent des opérations tant soit peu hasardeuses. Je ne crois pas

que vous puissiez être mieux que vous l'êtes. Cette thèse sera aussi développée dans son temps, je ne fais aujourd'hui que signaler les bases de mes observations futures.

Le même au même.

Vienne, 15 novembre 1816.

J'entrerai en matière sans préface, cher comte. Je vous dois encore l'explication des causes, qui ont fait crouler le système du 1er juin. Je m'en acquitterai aussi succinctement, mais aussi clairement que possible et j'ajouterai ensuite quelques données sur l'état *actuel* de nos affaires pécuniaires.

Le système du comte Stadion reposait sur les suppositions suivantes :

1° Que sur 650 millions de papier-monnaie (dont 600 seulement sont en circulation, le reste dans les caisses publiques) 100 seraient éteints par la vente de 50 000 actions de la banque, à 2000 florins en papier et 200 en numéraire, la pièce, l'État se chargeant de donner pour ce capital de 100 millions des obligations portant 2 1/2 pour 100 d'intérêt en numéraire.

2° Que le reste serait racheté, partie (2/7) en billets de banque (bank-notes), partie (5/7) en obligations d'État, portant 1 pour 100 d'intérêt, ce qui exigeait

environ 142 millions en billets de banque, et 357 millions en obligations;

3° Qu'une somme de 50 à 60 millions effectifs (dont nous disposerons dans l'espace d'un an) serait suffisante pour maintenir en circulation les 142 millions de billets de banque; et que la banque (quoique toujours couverte par l'administration et n'agissant *en ceci* que pour le compte du gouvernement) nous aiderait à réaliser cette dernière opération.

La vente des actions de la banque a manqué. Au lieu de 50 000 actions, on a débité jusqu'ici un peu au delà de 3000. Premier mécompte. C'était en grande partie la faute du gouvernement; mais cette faute n'aurait pas été décisive.

Un fonds en numéraire de 50 à 60 millions pour 142 millions de billets de banque (à émettre successivement) eût été très considérable et plus que suffisant pour une banque de circulation établie de longue date. Ni la banque d'Angleterre, ni aucun autre établissement de ce genre, n'a jamais eu un fonds de cette force à proportion de son papier circulant. Mais entreprendre cette opération dans un pays, où tout crédit public est mort, avec un peuple ignorant, et en face d'une armée d'agioteurs, c'était trop hasarder. Cependant si au lieu de deux tiers, comme on l'avait supposé, seulement la moitié, seulement un tiers des billets émis avaient pu rester en circulation, il y aurait encore eu des ressources. L'extinction du papier aurait été un peu plus lente et nous aurait coûté 20 ou 30 millions de plus;

mais elle restait encore exécutable. Malheureusement les premières manipulations tombèrent entre des mains tellement mal habiles, que, dans moins de huit jours, confiance, crédit, principe, marche régulière, ressources, tout fut détruit. *Pas un* des billets émis ne se soutenait dans la circulation ; à mesure qu'on les émettait, ils retournaient à la caisse pour être convertis en argent. Vous en pressentez déjà les conséquences.

On avait jugé à propos de charger des opérations *provisoires* une des plus sottes commissions qui ont jamais existé, sauf à remettre le tout à la véritable banque aussitôt qu'elle serait constituée. Cette faute était la plus grave de toutes. On n'aurait jamais dû commencer, avant d'avoir établi la banque, ne fût-ce qu'avec 3000 actions, auxquelles le gouvernement n'avait qu'à ajouter 8 ou 10 000, sous d'autres noms. Alors l'émission des billets pour le compte du gouvernement se serait amalgamée et confondue dans l'opinion avec celle des billets, que la banque aurait fait circuler pour ses propres affaires ; et, quoique la chose fût toujours difficile, il y avait des chances de succès. Mais commencer, sans avoir établi la banque (et elle ne l'est pas encore aujourd'hui), était une bévue impardonnable. Je l'avais prêché à Stadion, jour et nuit ; mais il voulait aller en avant, il se berçait d'illusions ; c'était un peu l'histoire de *ces alliés*, qu'il crut avoir en 1809. Il n'y avait pas moyen de le retenir.

Après avoir pendant deux mois racheté pour environ

40 millions de papier-monnaie qui exigeaient (à 2/7) environ 11 millions de billets de banque, lesquels nous coûtaient environ 11 millions effectifs (car chaque billet a été exactement payé), on s'aperçut, au milieu des alarmes et du découragement, qu'il était impossible de procéder dans cette voie, attendu que les premiers 100 millions de papier, éteints de cette manière, nous auraient enlevé déjà près de 30 millions en numéraire, et que, d'ailleurs, il était complètement absurde d'émettre des billets dont *aucun* ne restait en circulation. Autant eût valu donner les 2/7 tout simplement en argent comptant, si nous avions été assez riches, pour y consacrer 140 millions. Après s'être débattu pendant quelque temps dans les incertitudes, dans les récriminations, dans toutes les horreurs d'un état intermédiaire, également cruel et honteux, un événement subalterne est venu nous tirer d'affaire. Le concours aux caisses de la banque avait augmenté à un point scandaleux; il fallait déjà des régiments pour tenir tête à ces désordres; on en a pris acte pour *suspendre* l'opération; et de ce moment, comme vous pouvez bien vous l'imaginer, on s'est gardé de la reprendre.

Dans ces entrefaites, le crédit personnel de Stadion ayant prodigieusement baissé, tous les esprits faux, tous les hommes à idées tranchantes, tous nos misérables faiseurs de projets sont sortis de leurs cavernes et ont pressé, conjuré l'Empereur de mettre un terme à tous ces systèmes temporisants et de couper le mal

par la racine. L'Empereur commençait à plier. Si la peur ne l'avait retenu, l'arrêt de mort de toute la masse de papier-monnaie eût été prononcé avant la fin de septembre.

C'est alors que Metternich a paru sur la scène. Ayant consacré depuis quelques mois plusieurs heures par jour (qu'en dites-vous?) à s'occuper avec moi de questions de finance, et ayant fait des progrès vraiment étonnants dans cette branche, il a offert ses services à l'Empereur. L'Empereur les a acceptés avec empressement. Il a été nommé président d'une commission ou conférence particulière, où les principes à adopter dans cette crise ont été discutés pendant quelques semaines entre lui, Stadion, Zichy, Baldacci[1], grand partisan des mesures radicales, et trois conseillers aussi dévoués que lui aux doctrines les plus funestes, mais plus perfides encore et plus dangereux. Malgré la neutralité de Zichy, Metternich et Stadion ont remporté la victoire ; et l'Empereur a enfin décidé que le système de l'*extinction graduelle* du papier serait invariablement suivi. Quoique je n'aie pas paru à ces conférences, je puis dire avec vérité que tout ce qu'on y a fait de bon a été mon ouvrage; ce que j'ai travaillé depuis quatre ou cinq mois est inconcevable. Mais je

1. Baldacci (le baron Antoine), diplomate autrichien, né en 1767, mort vers 1830. Ministre de l'empereur François II, il prit part à la guerre de 1809, et fut attaché aux armées de la coalition en 1813, 1814 et 1815. Il se fit remarquer par sa haine contre la France et Napoléon.

n'aurais rien produit et tous mes efforts auraient été complètement inutiles, sans l'activité, le zèle, le courage et la fermeté que Metternich (Stadion était presque nul) a déployés dans cette grande occasion.

Pour réaliser ce système d'extinction graduelle, nous avons commencé par une mesure que vous aurez vu annoncer dans les papiers publics. C'est un arrosement des obligations portant intérêt en forme d'emprunt. Le porteur d'une obligation, dont l'intérêt est aujourd'hui 2 1/2 pour 100 en papier, en ajoutant à cette obligation 100 florins en papier, reçoit une nouvelle obligation de 100 florins portant 5 pour100 en numéraire. L'opération est très avantageuse pour le public, et, par conséquent, assez chère pour l'État; mais il n'y avait pas d'autre chose pour le moment. Nous pensons, et nous sommes presque sûrs de retirer au delà de 150 millions de papier par cette mesure. Elle sera suivie de quelques autres d'un genre analogue, jusqu'à ce que la masse soit réduite à 200 millions; le tout nous coûtera 9 à 10 millions d'intérêts, qui (avec un bon fonds d'amortissement) ne sont pas le bout du monde.

Arrivés à ces 200 millions, nous nous arrêterons et nous verrons quel sera alors le parti le plus sage à prendre.

Voilà la marche projetée; et, si nous pouvons la suivre jusqu'à la fin, nous serons encore sortis avec assez de bonheur des embarras cruels dans lesquels nous étions tombés, et même de la totalité du grand

problème. Mais Dieu sait quelles nouvelles fautes, quelles nouvelles intrigues et quels nouveaux bouleversements nous attendent encore dans une aussi longue route!

Metternich est aujourd'hui au pinacle de la faveur. Il l'a méritée; s'il avait jamais été aussi laborieux, aussi vigoureux, aussi zélé, pendant les époques de nos grandes négociations des années dernières, beaucoup de choses auraient pris une tournure différente.

Notre situation politique est aussi belle que possible. Nous sommes bien, et même au dernier mieux, avec toutes les puissances; et vous sentez bien que les dispositions extrêmement favorables que votre Empereur nous a témoignées depuis quelque temps n'ont pas peu ajouté à notre satisfaction et à notre bonheur. Tchernichef se louera certainement beaucoup de l'accueil qui lui a été fait ici. Il est vrai qu'il s'est conduit avec une mesure, une prudence, un savoir-faire et une aménité qui ne laissent rien à désirer.

La seule chose qui m'inquiète quelquefois est cette maudite Diète de Francfort. Je ne sais pas si vous avez reçu ce chef-d'œuvre de barbarie, par lequel notre ministre a débuté à la première séance publique. Un sot, un animal, un mécréant, nommé Spiegel, qu'on a placé, Dieu sait pourquoi, à la chancellerie d'État, et qui y fait mon désespoir, est l'auteur de cette composition fabuleuse. Je devrais m'en réjouir, puisque tout ce qui peut donner des ridicules à cette confédération que je déteste du fond de mon cœur doit être dans mes

vœux et mes calculs; mais l'idée que l'Autriche, et notamment Metternich, qui a le tort immense de m'avoir caché cette infâme pièce, se sont prostitués devant l'Europe à un tel point, me fait pourtant de la peine. Croyez-moi, au reste, mon cher comte, cette diète nous donnera encore du fil à retordre; pas six mois ne se passeront, que la conspiration des petits fera la loi aux grands, et nous nous repentirons amèrement d'avoir donné dans cette vilaine farce.

Quant aux jouissances et aux amusements, il n'y en a plus pour moi, excepté dans mon petit jardin de Weinhaus, où je vais trois ou quatre fois par semaine, quelque temps qu'il fasse. J'ai absolument renoncé aux sociétés du soir; et à l'exception de quelque fête extraordinaire, je ne sors plus après-dîner. La moitié de la semaine je dîne chez Metternich, pour causer avec lui.

P.-S. Vous pourriez bien, par quelque occasion sûre, me dire un mot de vos finances, et surtout de votre papier-monnaie. Je suis désolé de ne pas avoir pu profiter davantage des entretiens si intéressants du comte Kotchoubei; les affaires du moment m'occupaient trop pendant son séjour. Cependant j'en ai assez appris de lui, pour être un peu au fait de votre véritable situation et pour avoir pu rectifier les tableaux de M. Sporch. Je vous donne à peu près la même somme de papier que nous avons. Dieu vous la conserve longtemps! C'est une folie sans nom et sans bornes de vouloir tuer le papier, lorsqu'il a une fois pris le dessus dans la cir-

culation. Et, si je n'avais pas affaire ici à un public incorrigible et à un gouvernement faible, jamais je n'aurais prêté ma main et ma tête à aucun autre système qu'à celui de conserver le papier, avec les modifications que j'avais imaginées. Je vous ferai part un jour de mon plan de réforme du système monétaire. J'en sais aujourd'hui bien plus qu'en 1811. Si vous avez pu m'écouter alors, je crois presque que vous m'admireriez à présent.

A propos, vous m'avez envoyé deux feuilles (la dernière du 1er juillet) du journal de la guerre, avec des annotations de Jacob qui ne sont pas mal faites. S'il devait paraître une suite de cet article, je vous prierais instamment de m'en faire part.

Le même au même.

Vienne, 29 janvier 1817.

Votre excellente lettre du 22 décembre, monsieur le comte, m'a fait un plaisir d'autant plus notable, que je l'ai reçue dans une époque de chagrin et de dégoût, seuls sentiments que notre situation actuelle puisse inspirer à un homme pensant. Votre bienveillance, votre amitié sont une ressource précieuse pour moi ; j'ai le besoin de me transporter toujours aussi loin que possible de la scène misérable sur laquelle je me trouve placé,

et je suis bien aise de savoir que, quoique nulle part sur des roses, ceux que j'aime sont cependant plus contents partout qu'ils ne le seraient ici.

Les bornes de mon temps, et un état d'irritation et de malaise, que je me suis attiré ces derniers jours par des désagréments dont je dirai un mot ci-après, ne me permettent que de vous offrir aujourd'hui des réflexions liées et substantielles. Mais je me flatte de pouvoir vous satisfaire dans peu. Je vous communiquerai non seulement mes observations sur l'état de vos finances (autant que je puis en juger d'après les faibles données que je possède et l'exposé rapide, mais très instructif, que me fournit votre dernière lettre), mais je vous présenterai aussi un petit mémoire raisonné sur les causes — patentes et secrètes — qui ont entravé ou détruit l'effet de nos opérations depuis le 1er juin.

Quant à ce qui regarde la Russie, je puis vous annoncer d'avance que, parfaitement d'accord avec votre marche, je n'aurai que des éloges et des encouragements à vous adresser. Mon plan, à moi, trouvera naturellement sa place dans l'exposition de nos mesures financières ; il n'est pas inapplicable à votre situation, et ressemble assez à celui que je proposais déjà en 1811, pour l'ancien papier-monnaie.

Notre système d'aujourd'hui n'est pas mauvais en lui-même ; nous travaillons régulièrement à la diminution successive du papier, et en théorie il paraît impossible que la valeur du papier n'éprouve pas bientôt une amélioration sensible. Cependant le cours du

change va de mal en pis et défie toutes nos opérations ; et quoique je nous croie dans une bonne et juste direction, je crains excessivement que nous ne périssions un jour au beau milieu de notre carrière. C'est que l'exécution est entre des mains trop débiles ; que nous ne savons jamais tirer parti de nos avantages, que rien ne se fait à propos, et que non seulement nous ne regagnons pas l'opinion, mais que nous nous conduisons de manière à l'aliéner complètement et irrévocablement. L'incapacité du comte Stadion se manifeste de jour en jour d'une manière plus affligeante ; son caractère s'aigrit en même temps, et une ridicule et ignoble jalousie contre le seul homme qui le soutient, et qui pourrait lui être éminemment utile, accélère sa perte inévitable. L'histoire d'une malheureuse patente, qui a paru la semaine dernière, a effacé en moi le dernier rayon d'espérance. Il s'agissait d'une mesure grande, efficace, d'un fonds d'amortissement embrassant la totalité de la dette portant intérêt. L'Empereur avait assigné à ce fonds une dotation superbe ; il aurait éteint et il éteindra, en effet (si toutefois le système actuel ne s'écroule pas de fond en comble, d'ici à quelques mois), toute la dette constituée en 20 et 25 ans. C'était là une occasion magnifique pour remonter tous les esprits, et faire renaître le crédit public. Le prince Metternich et moi étions décidés à la mettre à profit, en expliquant dans un préambule toute la situation des opérations de finance depuis 8 mois, et en éclairant le public sur la véritable situation des choses. Rien n'était en même

temps mieux calculé pour la satisfaction personnelle du ministre des finances. Mais après de vaines discussions de quatre semaines, Stadion a tout repoussé avec un aveuglement inouï. Après nous avoir soufflé, je dirais presque escamoté, le préambule par des manœuvres même peu honorables, il a su éluder encore les corrections évidemment nécessaires, que nous lui avions proposées dans la rédaction de la patente ; et cette pièce a fait son entrée dans le monde dans la forme la plus inintelligible, la plus barbare, la plus honteuse qu'on eût pu imaginer. Aussi a-t-elle absolument manqué son effet ; le public s'en moque comme de tout ce qui l'a précédée, et le cours du change s'est encore détérioré depuis qu'elle a paru. Il en sera de même de la banque, si tant est qu'il parvienne à l'établir. Ajoutez à tant d'adversités que notre administration générale est tellement pénible dans toutes ses branches, qu'elle nous menace si fort d'une stagnation totale dans le *mécanisme* même du travail, que le plus grand ministre et le meilleur système de finances imaginables ne se soutiendraient qu'avec peine au milieu d'un désordre aussi inconcevable. Voilà quelques traits épars d'un tableau qui fait frémir ; mais je vous jure devant Dieu qu'il n'y a aucune exagération dans ce que je viens de vous dire.

Vous me demandez comment j'ai trouvé le comte Panin ; et je dois donc vous répondre, avec ma franchise habituelle, que j'en ai peu joui et que j'en ai été médiocrement content. A côté de grandes et belles qualités

que j'admirais en lui autrefois et auxquelles je rends encore justice malgré cet excès d'austérité et de rigueur, qui lui ôte une partie de leur ancien mérite, je lui ai connu de tout temps deux défauts essentiels : une obstination inflexible et une défiance extrême de tout le monde. Ces deux défauts, augmentés par l'âge, par la solitude, par une séquestration absolue de tout ce qui s'est passé depuis dix ans, par un amour-propre profondément blessé, ont fini par le rendre tout à fait insociable. Plus taciturne que jamais, il ne parle que pour dénoncer sévèrement le tort, à ses yeux impardonnable, d'avoir modifié un principe ou d'avoir tempéré une affection dans le cours de vingt années de changements et de bouleversements sans exemple ; et lorsqu'il écoute, c'est avec un air de solennité soupçonneuse, propre à déconcerter la conscience la plus intrépide. Il n'a pas vu beaucoup de personnes ici ; mais toutes celles qu'il a vues ont fait à peu près les mêmes observations. Il ne semblait être à son aise que dans la maison de Rasumovski, la plus insipide, depuis le mariage, que vous puissiez imaginer. Dans les premières semaines, il me battait assez froid, alléguant quelquefois que j'étais changé aussi. A la fin, je l'ai désarmé par ma conduite toujours égale, franche et respectueuse. Mais Metternich l'a négligé beaucoup, et je crois qu'il m'en veut un peu. Enfin il est allé à Paris, et je lui souhaite toutes sortes de bonheurs et je ne cesserai jamais de le respecter, sans avoir un grand besoin de le revoir.

Le comte Stackelberg vient d'envoyer chez moi. Par-

don, si je finis à la hâte, en me recommandant à votre cher et précieux souvenir.

P. S. Dans le supplément ci-joint de l'*Allgemein Zeitung*, vous trouverez un article qui est de moi et dans lequel je crois avoir bien développé les dangers du système de la consolidation forcée du papier-monnaie.

Le duc de Richelieu
au comte Charles de Nesselrode.

Paris, 2 octobre 1817.

Au moment même où je fermais mon paquet pour le donner au courrier qui part pour Moscou, je reçois, mon cher comte, votre aimable lettre du 30 août. Je vous remercie mille fois de ce que vous avez bien voulu faire pour mon protégé, M. Laband; vous avez rendu parfaitement heureuse une des plus honnêtes créatures que je connaisse. Il ne s'agit plus que de fixer le sort de Langeron[1], qui, d'honneur, mérite d'être traité avec un peu plus de faveur, je dirai même de justice. Quel plaisir l'Empereur peut-il trouver à mettre un homme dans l'impossibilité absolue de remplir la place qu'il lui confie? S'il n'en est pas content, il est bien plus

1. Langeron (Andrault, comte de), général français au service de la Russie, né à Paris en 1763, mort à Saint-Pétersbourg en 1831.

simple de lui dire de s'en aller. Mais s'il le garde à son service, il faut qu'il puisse vivre décemment, et Langeron ne le peut pas. S. M., en me disant de lui annoncer le choix qu'elle faisait de lui pour me remplacer, m'avait assuré qu'elle pourvoirait à son existence et c'est ce qui le décida à accepter, sachant bien que, n'ayant pas du tout de fortune, il ne pourrait pas exister à Odessa avec ses seuls appointements. Enfin j'espère que le voyage que l'Empereur fera dans ces contrées fixera le sort de mon successeur. Mais permettez-moi de vous dire que le mois de mars n'est pas le moment pour voir le pays à son avantage. C'est peut-être le plus mauvais mois de l'année sur les bords de la mer Noire; on y enfonce dans la boue, la végétation commence à peine à poindre, et la navigation craint les fureurs de l'équinoxe. La seconde moitié d'avril serait l'époque la meilleure pour commencer cette tournée. J'ai tant envie que l'Empereur prenne le goût du pays que je ne voudrais pas que, pour la première fois, il le vît trop à son désavantage. A force de vous parler de la nouvelle Russie, j'oubliais presque de vous parler de la France. Nous sommes cependant dans le moment le plus intéressant; j'ai chargé nos ministres auprès des quatre cours alliées de présenter un mémoire sur notre situation, par rapport aux réclamations des particuliers. Il faut absolument que cette affaire soit terminée dans la prochaine session des Chambres et que les cours veuillent bien fixer aux ministres une base positive, d'après laquelle ils pourront traiter avec moi. Jamais sans cela

nous n'arriverons à aucun résultat; les commissaires liquidateurs ne laisseraient jamais les ministres arriver à aucune conclusion. Il faut donc fixer un maximum de ce qu'on doit encore nous demander, sauf à faire ensuite d'un commun accord la part de chacun, en écartant certaines catégories, et évitant de favoriser les sujets d'une puissance aux dépens de ceux d'une autre. Il a fallu examiner notre position, voir ce que nous pouvons encore payer, sans tuer notre crédit, seule ressource pour acquitter la contribution de guerre et subvenir à l'entretien de l'armée d'occupation. Il a fallu aussi voir ce qu'on pouvait proposer aux Chambres sans courir risque de les voir prendre feu et en appeler au désespoir. Vous sentez bien, mon cher comte, que leur annoncer qu'il faudrait payer un milliard, quand on s'attendait, au moment du traité, à ne payer que 70 millions, serait s'exposer aux plus horribles catastrophes. En combinant donc ce qu'il est possible de faire adopter à la nation, nous avons cru que 200 millions, soit 10 millions de rente, étaient tout ce que nous pouvions ajouter aux sommes déjà payées. Je vous assure que la résignation avec laquelle j'espère que cette proposition sera admise n'est à espérer que si l'on rattache à ce sacrifice l'espoir de la libération complète de la France et l'évacuation du territoire au bout des trois ans. C'est là le talisman qui fera passer cette pilule qu'il faut faire avaler à cette pauvre nation, sans la jeter dans un découragement complet. C'est donc à consentir à ce que toutes les

prétentions soient réduites à 200 millions que nous demandons que les quatre ministres soient autorisés. J'espère que tout le monde y consentira sans peine, hors la Prusse qui aura de la peine à s'y résoudre. Mais à la réflexion et si vous voulez nous appuyer, j'espère qu'elle sentira qu'il vaut mieux prendre un parti que de risquer de perdre le tout ; or, c'est à quoi l'on s'exposerait si l'on voulait pousser les choses à l'extrême. Je vous demande donc d'écouter M. de Noailles[1] avec bienveillance sur tout ce qu'il vous dira à ce sujet. Nous avons besoin de ne pas donner d'armes contre nous, nos ennemis sont alertes, et les inquiétudes que nous ont données les élections de Paris nous ont prouvé que l'esprit révolutionnaire est loin d'être éteint, mais c'est un coup de lumière qui ne sera pas perdu pour nous, et peut-être les royalistes exagérés verront-ils enfin que l'union avec nous contre l'ennemi commun est leur seul et unique moyen de salut. *Fiat.*

Rappelez-moi, je vous prie, au souvenir de Madame la comtesse, et croyez, mon cher comte, au sincère et inviolable attachement que je vous ai voué pour la vie.

1. Noailles (Louis-Joseph-Alexis, comte de), homme politique français, né en 1783, mort en 1835.

La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.

Saint-Pétersbourg, 11 octobre 1817.

Le duc Serra-Capriola[1] me fait beaucoup de peine. Tu sais que sa Cour lui a assigné des sommes ici; il en a parlé à papa qui est très décidé à annuler ces comptes. La conversation est tombée l'autre jour sur ce sujet et il s'est emporté pour un raisonnement que j'ai fait à l'avantage du duc. On voit que cela tourmente ce bon vieillard; il ne demande pas d'argent tout de suite, mais au moins l'assurance qu'il sera payé ou bien ses enfants. Aide ce brave homme. Je ne puis t'exprimer la peine que m'a causée la nouvelle promotion de généraux. Comment se fait-il que le Maître n'ait pas nommé général Lubomirski, ne fût-ce qu'en mémoire du bon Tolstoy. Ne pourrais-tu pas en parler à Pierre Tolstoy qui jouit, dit-on, d'une très haute faveur et serait à même de réparer cet oubli? On prétend que l'Empereur en veut à Lubomirski parce que celui-ci

1. Serra-Capriola (Antoine-Maresca-Donnorso, duc de), diplomate italien, né à Naples en 1750, mort à Saint-Pétersbourg en 1822. En 1782, il fut envoyé en qualité de ministre à Saint-Pétersbourg et y épousa en secondes noces la fille du prince Wiazemski, ministre de la justice et des finances de Russie. Fut un des agents diplomatiques de la réaction monarchique et cléricale en Europe, soutint au congrès de Vienne les prétendus droits des Bourbons de Naples et obtint du souverain imposé aux Napolitains par la Sainte-Alliance une pension et des honneurs.

lui a demandé à Varsovie de porter le même uniforme que les aide de camp polonais. Je trouve cette demande très naturelle. De grâce, fais tout ce que tu pourras. On finira par perdre un officier de mérite.

Pour changer de sujet, je te dirai que Saint-Pétersbourg est menacé de la famine ou tout au moins de l'extrême renchérissement des farines. On craint que toutes les barques de l'intérieur ne puissent arriver et ne soient surprises par la gelée ; on en compte au moins 400. On suppose qu'il y a là-dessous quelques coquineries. Golovkin est furieux, parce que trente-trois de ces bâtiments lui appartiennent personnellement et qu'il y en a dix-neuf qu'il fait venir chaque année pour le compte des établissements de l'Impératrice-mère. Tu ne peux t'imaginer dans quel état de colère il est; il s'en prend à l'univers entier. C'est terrible d'aimer l'argent par-dessus tout. Grâce au ciel, ce ne sera jamais ton défaut ni le mien.

M. Frédéric de Gentz
au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 14 octobre 1817.

En revenant des eaux de Gastein, le 15 septembre, j'ai reçu, monsieur le comte, des mains du comte Stackelberg votre lettre du 25 août. Les eaux ne m'avaient pas

fait cette fois-ci autant de bien que l'année dernière; et, plusieurs semaines après mon retour, j'ai langui dans un état de malaise et d'hypocondrie, qui m'a dégoûté de tout, même des choses auxquelles pour l'ordinaire je m'intéresse le plus. Voilà ce qui m'a empêché de vous écrire plus tôt; car d'ailleurs on a eu soin de me laisser beaucoup de temps et de liberté; et tout ce que j'avais imaginé, l'hiver dernier, pour me rendre utile à ce gouvernement insouciant et incurable, a misérablement échoué.

Depuis une huitaine de jours, j'ai repris mes forces et mon assiette; et quoique Vienne ait perdu pour moi jusqu'à ses derniers charmes (changement dont vous ne me blâmeriez pas, si je voulais vous mettre au fait de tout ce qui l'a opéré), je sens que j'ai encore assez de ressources en moi-même, pour remplir mon temps et donner de l'intérêt à mon existence. J'attache un prix extrême à votre amitié et il me sera toujours très doux de m'entretenir avec vous. Je m'en vais donc vous dire en peu de mots, voyant que cet objet vous intéresse particulièrement, mon opinion sur votre nouveau plan de finances, quoique je ne puisse le juger que sur des données très imparfaites. Car lorsqu'on ne connaît une mesure de ce genre que par les règlements qui l'annoncent au public, sans être au fait ni de l'état des choses qui en a fait naître l'idée, ni des moyens disponibles pour son exécution, ni surtout de l'ensemble des raisonnements et des motifs qui ont guidé le législateur, il est bien difficile de prononcer.

Voici d'abord les dispositions de ces règlements qui m'ont le plus frappé par leur sagesse :

1° Celle qui consigne entre les mains d'une commission spéciale une somme de 30 millions, exclusivement destinée au payement des intérêts et à l'amortissement des dettes de l'État, en défendant l'emploi de cette somme à toute autre dépense.

2° Les facilités et les encouragements donnés aux anciens créanciers, pour convertir leurs créances en effets de la dette perpétuelle, sans toutefois les contraindre à cette opération.

3° Les privilèges accordés aux capitaux placés dans les fonds publics.

4° L'établissement du Grand-Livre, considéré en lui-même, que je regarde comme une institution indispensable pour la perfection du système que vous avez adopté. Je dis *considéré en lui-même*, parce que je ne suis pas absolument satisfait des dispositions qui concernent le transfert des capitaux inscrits sur ce Grand-Livre. En France, au moins, ces transferts se font avec beaucoup plus de simplicité et de facilité. Ignorant cependant les raisons particulières qui peuvent avoir déterminé le gouvernement de Russie à exiger des formes plus rigoureuses, je dois suspendre mon jugement sur cette partie.

5° Les principes énoncés sur la diminution du papier-monnaie, et par lesquels le gouvernement s'est mis dans la position avantageuse de ne jamais agir forcément, ni contre ses propres intérêts, ni contre

ceux du public, et de rester en tout temps juge et maître de ses mesures.

Les objections qui me restent par rapport à quelques parties essentielles du nouveau système sont plutôt des doutes, qu'une connaissance plus exacte du fond des choses ferait probablement disparaître, mais que je vous soumets, en attendant, tels qu'ils ont frappé mon esprit.

Si j'ai bien compris le règlement, il sera assigné deux sommes, chacune de 30 millions par an, sur les revenus du Domaine de la Couronne, l'une destinée au payement des intérêts et à l'amortissement de la Dette consolidée, l'autre à la diminution du papier-monnaie.

Je vois dans cette disposition un sacrifice énorme. Je ne connais pas le montant des intérêts et des remboursements que vous aviez à fournir dans l'*ancien* ordre des choses ; je vois bien qu'une somme considérable aurait été, dans toute hypothèse, à la charge de l'État pour ces deux objets, et que cette somme, quelle qu'elle soit, ne peut pas être regardée comme un surcroît de dépenses provenant du nouvel arrangement. Mais en supposant même que cet article vous eût coûté jusqu'à présent 30 millions par an (supposition qui me paraît beaucoup trop forte) et que, par conséquent, les 30 millions consacrés à l'intérêt et à l'amortissement de la Dette, dans le nouveau système, ne fussent que l'équivalent de ce que les mêmes articles exigeaient dans l'ancien, il n'en est pas moins sûr que les autres 30 millions, ajoutés

par l'extinction des assignats sont une charge tout à fait nouvelle.

J'ai une très grande idée des ressources de la Russie, et je ne doute pas que les Domaines de la Couronne puissent rendre sous une bonne administration bien au delà de ce que l'on en a tiré jusqu'ici. Cependant un surplus de 30 (et peut-être de 40) millions par an, sans augmentation d'impôt, et sans de grandes réductions dans d'autres branches — et il n'est question ni de l'une ni des autres — me paraît une chose si extraordinaire que j'ai quelque peine à la concevoir.

Mais sans m'arrêter à cette première question, que vos financiers auront, sans doute, mûrement examinée, je demande pourquoi, ayant adopté le système très sage de travailler à l'extinction du papier-monnaie par des emprunts successifs, pourquoi consacrer encore au même objet une somme annuelle très forte, qui, de quelque fonds que vous le preniez, doit peser sensiblement sur le trésor, et par laquelle vous vous exposez à un déficit embarrassant dans les recettes et dépenses courantes? En ouvrant un premier emprunt de 100 millions en papier ou de 25 en numéraire, qu'il ne sera pas bien difficile de remplir avec les conditions favorables que vous offrez et avec l'accroissement de votre crédit public, effet infaillible du nouveau système, vous enlevez de la circulation 10 millions de papier de plus que vous n'en éteindriez dans trois ans par l'emploi annuel des 30 millions; et cette opération de l'emprunt ne vous coûte que 6 millions d'intérêts dont, moyennant

l'amortissement à raison de 2 pour 100, vous seriez délivrés en moins de 20 ans. Deux emprunts successifs de la même force, qui ne vous coûteraient que 12 millions d'intérêts produiraient un résultat que vous n'obtiendriez qu'en sept ans par vos extinctions annuelles.

En lisant l'article 72 du règlement et l'article 7 de l'ukase du 10 mai, je serais, à la vérité, tenté de croire (car les termes ne sont pas assez clairs) que l'intention n'est pas d'employer la somme annuelle des 30 millions à l'extinction *directe* des assignats, mais d'y puiser seulement le fonds des intérêts et de l'amortissement des emprunts destinés à cette extinction. Mais si tel était le sens de l'opération, il eût été inutile d'assigner dès à présent une somme aussi forte que 30 millions pour un objet, qui, même après trois emprunts de 100 millions remplis, n'en exigerait pas encore 20.

L'article 72 a indiqué, outre les 30 millions annuels pris sur les revenus des domaines, trois autres moyens subsidiaires pour la diminution du papier. J'avoue que ces moyens me paraissent assez problématiques. Je ne comprends pas comment, après un aussi grand effort que l'emploi de 60 millions par an aux deux branches de la dette publique, vous pourriez compter encore sur un *autre* excédent de revenus; et je comprends moins encore, comment vous pourriez *vendre* des domaines, dont l'exploitation progressive doit fournir le fonds principal de toutes vos opérations de crédit. Quoi qu'il en soit de ces moyens additionnels, je leur opposerai

toujours la même objection, que j'ai articulée plus haut contre le moyen principal.

N'aurait-il pas été plus simple, plus sûr et plus avantageux de procéder de la manière suivante :

1° Ouvrir des emprunts successifs à 6 pour 100, dont le produit aurait été entièrement destiné à la diminution graduelle du papier-monnaie;

2° Amalgamer ces emprunts avec la totalité de la dette fondée, et les traiter comme toute autre partie de cette dette;

3° Ne créer d'abord qu'un seul fonds annuel de 30 millions, en déclarant, que ce fonds sera augmenté à proportion de l'augmentation de la dette par les nouveaux emprunts?

Je le répète. Ces doutes et ces observations ne tiennent peut-être qu'aux idées imparfaites ou même erronées que je me suis formées de l'ensemble de votre plan; et si je ne connaissais pas votre indulgence, je n'oserais jamais vous en faire part. Les principes généraux que vous avez établis sont excellents; et si ce système est exécuté avec persévérance et sagesse, je suis sûr que vos finances s'élèveront dans très peu d'années à une prospérité brillante.

Permettez maintenant que je vous parle un peu de *nos* opérations financières. Ce que je vous en dirai a un si grand rapport à votre position et à votre marche, et vous pouvez en tirer un si bon parti que vous ne me saurez certainement pas mauvais gré de ce petit supplément.

Nous nous trouvons de nouveau dans une crise très singulière. Depuis un an, 160 millions de papier-monnaie avaient été brûlés; et l'arrosement des obligations qui ne peut se faire qu'avec du papier, continuant toujours, il était à prévoir, que nous irions jusqu'à 200 millions, cette année, et que l'effet d'une aussi forte diminution deviendrait bientôt sensible. A dater du 1er mai dernier, on a payé en argent comptant la moitié de tous les salaires civils et militaires, y compris les pensions, en calculant cette moitié sur le pied où tout se trouvait en 1803 et avant les différentes augmentations temporaires que la dégradation du papier avait rendues indispensables. Cette mesure a secondé la marche naturelle des choses, non seulement en augmentant la masse du numéraire en circulation, et en la rendant, par conséquent, moins chère, mais encore et surtout en fournissant au public une preuve pour ainsi dire matérielle de l'intention du gouvernement de rentrer tout à fait dans le système du numéraire effectif, et de retirer peu à peu la totalité du papier-monnaie. Le résultat a été que le cours du change, qui dans les mois de mars et d'avril avait été porté jusqu'à 400, tant par la rareté du numéraire que par le jeu de la Bourse, et par l'excès de la méfiance générale a successivement et lentement baissé jusqu'à 330, point où il s'est arrêté assez longtemps. Telle était notre situation au commencement de septembre.

Tout à coup un homme de cette même classe de spéculateurs qui, depuis tant d'années, avaient invariable-

ment joué à la hausse (c'est-à-dire pour l'argent de convention et contre le papier), a cru entrevoir son profit à tourner les cartes, à suivre l'impulsion donnée par les mesures du gouvernement, et à faire baisser le prix du numéraire en faveur du papier. Cet homme, à qui on vient de donner le titre bien mérité de *Napoléon de la Bourse*, et qui, comme vous imaginez bien, était loin de travailler dans aucune vue d'intérêt public, est un juif nommé Affenheimer, chassé de Hollande, il y a quelques années, pour une spéculation analogue mais malheureuse sur les Valès d'Espagne; sans éducation, sans instruction, ne sachant ni lire, ni écrire, généralement mésestimé, mais doué de cet esprit de calcul, plus puissant quelquefois que la science, et d'un caractère entreprenant. Il avait gagné des fonds considérables par l'agiotage des deux dernières années, pendant lesquelles le gouvernement le regarda toujours comme un ennemi redoutable. Avec ces fonds — et d'autres qui lui ont été fournis en secret par une des premières maisons de banque de Vienne — il a commencé sa nouvelle carrière. Il s'est présenté à la Bourse avec de fortes sommes d'argent de convention, souvent avec 100 000 florins et les a régulièrement vendues à un taux inférieur de 2, 3, 5, quelquefois même — pour en imposer à la multitude — de 10 pour 100 à celui des transactions de la veille; de sorte qu'en arrivant à la Bourse, et ayant appris que les cours avaient été cotés la veille à 295, il a annoncé qu'il vendait à 293, à 290 ou même à 285. Le papier qu'il a retiré de ses ventes,

il l'a employé de suite à acheter des obligations de l'arrosement, dont le prix par cette même manœuvre a haussé de jour en jour; et, en revendant ensuite ces obligations, il s'est procuré de nouvelles sommes de numéraire qu'il a vendues de nouveau. Comme il avait réussi à répandre autour de lui une espèce de stupeur générale, tout le monde l'a laissé faire; personne ne lui a résisté; en peu de jours il a été l'arbitre du cours de change, et il est parvenu dans *quatre semaines*, à le faire descendre de 330 à 270. On dit que lui et ses associés ont le projet de le conduire à 250 et même plus bas; et comme ceux-ci sont des gens solides, je ne doute pas qu'ils ne trouvent les moyens de pousser leur opération jusqu'aux dernières limites possibles.

Ce changement, brusque et inattendu dans la valeur du papier-monnaie, quoiqu'en apparence conforme au but du gouvernement, est un des événements les plus funestes, qui nous aient encore atteint à travers toutes les phases du régime des assignats. Il l'est même beaucoup plus que ne le serait une dégradation également forte et également subite de cette valeur. Des banqueroutes nombreuses vont éclater; toutes les relations commerciales éprouveront une stagnation violente; toutes les manufactures seront paralysées; et les prix de tous les objets de nécessité restant les mêmes, les malheureux employés, dont on prétendait améliorer le sort, en leur payant une moitié de leurs appointements, en argent comptant, se trouveront dans une situation plus pénible que jamais.

La faute en est, comme toujours, à l'indolence et à la maladresse de l'administration. Dans les pays, où il n'y a d'autres effets publics que des obligations portant intérêt et circulant avec la même liberté que des effets de commerce, tout ce qui peut hausser le prix de ces effets est un avantage, sans inconvénient, et il n'y a pas de raison de l'empêcher. Mais un papier, qui fait les fonctions de monnaie, qui est l'instrument principal et légal de la circulation, ne peut pas subitement changer de valeur, dans quelque sens que ce soit, sans produire des bouleversements et des désordres. Lorsque le gouvernement a jugé à propos de retirer un papier pareil, il doit soigneusement veiller à ce que sa valeur ne s'élève que dans une progression régulière, lente, et, pour ainsi dire, imperceptible, non pas par sauts et par bonds, ruinant les uns pour enrichir les autres.

Il eût été facile de contenir à l'entrée même de leur carrière ces nouveaux tyrans de la Bourse, de ralentir leurs progrès, de distribuer sur six ou douze mois le mouvement qu'ils ont opéré dans quinze jours. Mais on n'a rien fait, rien réglé, rien empêché; et si ces messieurs ne trouvent plus leur compte au jeu qu'ils ont joué jusqu'ici, ou que, suffisamment gorgés de gain, ils retirent leur épingle du jeu, nous aurons peut-être, par-dessus les embarras actuels, le scandale de voir remonter le cours à 300 ou au delà, et toutes les fortunes compromises de nouveau dans une direction contraire.

Nos dernières opérations vous ont offert plus d'une

leçon utile, et celle d'aujourd'hui ne me paraît pas la moins importante. Je voudrais pouvoir dire à votre Gouvernement : Ne vous laissez pas tenter par la vaine gloriole d'une élévation rapide de votre cours de change, et ne payez pas de la ruine d'une quantité de vos sujets le plaisir de briller dans les gazettes. Marchez lentement et régulièrement. Il faut que les prix, les contrats, toutes les transactions pécuniaires aient le temps de se mettre au niveau de la valeur améliorée de votre signe monétaire. Alors tout s'arrangera, tout prospérera, et personne ne souffrira des changements calculés sur l'accroissement de la fortune de l'État, tandis que, par des mesures précipitées, vous n'arriverez qu'à des améliorations imaginaires, qu'aux embarras, aux désordres et aux regrets.

L'espérance, assez faible encore, de vous voir l'année prochaine se présente de temps en temps à mon esprit comme un beau rêve. Mais rien n'est plus réel que le dévouement sans bornes avec lequel je suis pour la vie votre très reconnaissant et très fidèle serviteur.

Le même au même.

Vienne, 20 décembre 1817.

Vous avez vu, par ma dernière lettre, tout ce que je pense de vos finances et des nôtres. Nous avons eu ici,

pendant quatre semaines, Bethman, de Francfort, et les deux Parish, dont l'un, (l'Américain, comme on l'appelle) que je ne connaissais pas encore, est une des meilleures têtes de banquier, et en même temps un des hommes les plus instruits et les plus aimables que j'aie jamais rencontrés. On a traité avec eux d'un emprunt en numéraire par une somme qui éteindrait 100 millions de papier. Je crois, quoique je n'en sois pas sûr, que cet emprunt aura lieu ; mais il ne nous avancera pas beaucoup ; et tant que nous n'aurons pas positivement fixé nos idées sur notre marche ultérieure, nous ne sortirons pas des embarras et des fluctuations. L'extinction graduelle du papier, seule méthode qui reste à ceux qui ont une fois reconnu les dangers de l'extinction subite, est un système difficile et délicat ; et il faut beaucoup d'activité, beaucoup de persévérance, et une succession continuelle de grandes conceptions pour en venir à bout.

Nous avons, à présent, en Europe deux affaires d'un intérêt majeur. L'une est le projet d'une médiation entre l'Espagne et l'Amérique ; l'autre, celui de l'arrangement des réclamations à la charge de la France. Je suspens tout jugement sur le premier, quoique je m'y intéresse bien vivement, jusqu'à ce que j'aurai pu me persuader que la cour de Madrid est de bonne foi dans les ouvertures, assez vagues, qu'elle a faites aux Puissances. Quant à l'affaire des liquidations, sur laquelle vous connaissez depuis longtemps ma manière de penser, j'ai lu avec le plus grand intérêt ce que le comte Stackelberg m'a communiqué à cet égard ; et j'ai été

enchanté des principes et des sentiments qui règnent dans cette pièce. Vous aurez vu, depuis, le mémorandum de lord Castlereagh sur le même sujet, pièce qui ouvre la perspective brillante de terminer, avant la fin de l'année prochaine, la totalité des engagements pécuniaires et en même temps l'occupation militaire de la France. Je fais les vœux les plus ardents pour que cette perspective se réalise, en dépit de tous les Humboldt et de tous les Schœll[1] de l'univers. Mais c'est une tâche énorme, épouvantable, qu'une opération d'emprunt sur 800 ou 900 millions de livres à la fois, et je ne sais pas si la force réunie de toutes les grandes maisons de banque de l'Europe sera suffisante pour résoudre un tel problème.

Ce qui est certain, c'est qu'un arrangement définitif avec la France serait un des moyens les plus efficaces de maintenir et de compléter la tranquillité de l'Allemagne. Vous ne sauriez imaginer à quel point nous sommes agités et tourmentés depuis quelque temps par le mauvais esprit qui règne autour de nous, par la licence effrénée des journaux, par l'audace toujours croissante des instigateurs de troubles, enfin par notre position critique, vis-à-vis de cette malheureuse Diète de Francfort, dont j'ai prévu et prédit tous les inconvénients et tous les dangers, mais à propos de laquelle j'ai éprouvé partout le sort de Cassandre, jusqu'à ce qu'il fût trop tard. Le prince Metternich, lui-même, est tellement occupé et absorbé par ces objets qu'il en rêve

1. Schœll (Maximilien-Samson-Frédéric), diplomate et historien allemand, né en 1766, mort en 1833.

jour et nuit, et que les plus grandes questions européennes sont presque reléguées au second rang. Le séjour de Jordan[1] n'a au fond que le même but; car toutes ses autres instructions ne regardent que des affaires beaucoup moins graves. Je suis charmé que l'article du *Beobachter*, dont vous me parlez dans votre lettre, vous ait satisfait; vous en aurez vu, depuis, plusieurs autres dans le même sens; celui que nous avons donné sur les événements de la Wartebourg a été vivement applaudi par tous les hommes sensés dans toutes les parties de l'Allemagne; et, dans ce moment même, j'ai entre les mains trois nouveaux articles sur le même sujet, qui paraîtront successivement dans une quinzaine de jours, et dans lesquels nous avons abordé des questions très épineuses, mais que nous ne pouvions plus laisser dans le vague des opinions arbitraires, et sous l'empire des ennemis du bien. Je suis extrêmement curieux d'apprendre quel jugement votre auguste souverain aura porté sur l'histoire de la Wartebourg, sous la conduite du grand-duc de Weimar, et sur tout ce qui tient à ces événements.

1. Jordan (Camille), écrivain et homme politique français, né en 1771, mort en 1821. Député de l'Ain, dès 1816, il se rattachait comme homme politique aux doctrinaires et partageait l'admiration de Mme de Staël pour la constitution anglaise.

La comtesse Charles de Nesselrode
à son mari.

Paris, 27 janvier 1818.

On me reproche beaucoup de ne pas aller aux soirées que donnent nos compatriotes. Est-ce ma faute si on s'y ennuie à mourir? Assister à des parties de whist et entendre des conversations sans intérêt, j'aime cent fois mieux rester chez moi. Je vais plus volontiers chez la duchesse de Duras[1] où j'entends causer d'une manière qui m'instruit sur tout ce qui se passe ici, et chez Mme de Montcalm. Je suis allée avant-hier à la Chambre et j'en suis revenue très satisfaite. En lisant dans les gazettes le compte rendu de la séance du 25, tu verras ce qui m'a fait tant plaisir. Manuel[2] a parlé dans la dernière perfection. Pasquier[3] n'est pas éloquent. Nous comptons, Mme Swetchine[4] et moi, suivre toutes les séances des Chambres, mais en attendant nous avons, par distraction, manqué celle du lendemain.

1. Duras (Claire Lechat de Kersaint, duchesse de), femme du duc Amédée-Bretagne-Malo de Duras, née en 1779, morte en 1828.

2. Manuel (Jacques-Antoine), célèbre orateur politique français, né en 1775, mort en 1827.

3. Pasquier (Étienne-Denis, baron, puis duc), homme politique, né en 1757, mort en 1862.

4. Swetchine (Anna-Sophie-Soymonof), célèbre femme de lettres russe, née à Moscou en 1782, morte à Paris en 1857.

28 *janvier*. J'ai passé la soirée d'hier chez la duchesse de Duras ; il faut lui rendre cette justice qu'elle sait très bien tenir son salon et faire choix du monde qu'elle reçoit. On y entend parler avec beaucoup de sagesse et d'esprit et elle est fort raisonnable dans ses opinions. J'y ai appris la nomination du général de Latour-Maubourg à l'ambassade de Londres, celui qui a été blessé à la bataille de Leipsig et qui a une jambe de bois. On dit que c'est un très brave homme, mais plus apte à être chef des Invalides qu'ambassadeur. Un certain M. Tissot[1] qui a porté la tête de Mme de Lamballe au bout d'une pique a été nommé professeur au Collège de France. Ce sont là les choix de Royer-Collard[2].

M. Frédéric de Gentz au comte Charles de Nesselrode.

Vienne, 27 janvier 1818.

Je ne saurais assez vous remercier, monsieur le comte, de votre excellente lettre du 26 novembre. Elle m'a d'abord prouvé que vous voulez bien vous occuper

1. Tissot (Pierre-François), littérateur, membre de l'Académie française, né en 1768, mort en 1854.

2. Royer-Collard (Pierre-Paul), publiciste, philosophe, homme d'État, membre de l'Académie française, chef de l'école dite doctrinaire, né en 1763, mort en 1845.

de moi et de mes observations, ce qui est déjà très satisfaisant; elle a, en outre, répondu à mes objections ou à mes doutes et rectifié mes idées sur votre nouveau système de finances, dans lequel je vois maintenant clair, et qui ne peut produire que les effets les plus salutaires.

A la même époque, j'ai lu le mémoire de votre cabinet sur les affaires des colonies américaines. Quant à l'esprit et aux principes qui respirent dans cette pièce, comme dans tout ce qui sort de la même source, il faudrait avoir la tête bien de travers ou l'âme bien percluse pour ne pas les admirer avec enthousiasme. Lorsque j'ai écrit, au mois de décembre 1815, dans un article du *Beobachter* que par rapport au *système politique de l'Europe* (je n'ai jamais voulu parler de l'état intérieur des différents pays) l'ancien rêve de l'âge d'or, ou de la paix perpétuelle n'avait été, à aucune époque de l'histoire, plus près de se réaliser, on s'est beaucoup moqué de cette phrase en Allemagne. Je savais pourtant bien ce que je disais, et jusqu'ici l'événement a secondé cette prédiction, au delà même de mon attente. J'en suis au point (ce que vous trouverez peut-être exagéré) de ne plus même pouvoir comprendre *comment*, dans la situation actuelle des choses, la paix générale serait troublée et une nouvelle guerre allumée en Europe; et je crois à une durée indéfinie (je ne dis pas perpétuelle, car qu'est-ce qui est perpétuel dans les choses humaines?), mais à une longue durée de l'état actuel, par la raison très simple qu'il m'en coûte beaucoup

moins d'en concevoir la stabilité que d'en imaginer le renversement. Peu de choses, je l'avoue de bon cœur, ont plus contribué à m'inspirer cette profonde confiance (assez extraordinaire, vous en conviendrez, pour quelqu'un qui n'est pas très disposé à voir le monde en couleur de rose) que les déclarations franches et nobles émanées de Saint-Pétersbourg dans toutes les grandes questions politiques. Les garanties réelles sont beaucoup ; je crois qu'il n'y en a jamais eu de plus fortes que celles dont nous jouissons à présent, mais quelque fortes qu'elles puissent être, elles ne sont rien sans les garanties personnelles de la conservation du système actuel ; je n'en connais pas de plus rassurantes et de plus décisives que les sentiments, les principes et les dispositions qui animent votre auguste souverain. Bon gré, mal gré, tout le monde *doit* enfin partager cette opinion, tous ceux, au moins, qui en savent un peu plus que les politiques des cafés. Je vous en parle, non pas comme à un secrétaire d'État de Russie, mais comme je vous en parlerais, si vous étiez à Lisbonne ou à New-York.

Quant aux moyens d'exécution, indiqués dans le susdit mémoire, quoique j'en honore le sens et les motifs, j'ai quelques doutes sur la possibilité de les appliquer. Je ne parle que de l'Espagne, car le Brésil paraît parfaitement tranquille et n'a même, autant que je sais, demandé l'intervention d'aucune puissance européenne pour le règlement de ses propres affaires ; et pour ce qui est de ses démêlés avec l'Espagne par

Montevideo, je ne regarde cet objet, de quelque manière qu'il soit déterminé, que comme très subalterne, en comparaison de la question principale. Avant de travailler à la réconciliation entre l'Espagne et ses colonies, il me semble qu'il faudrait examiner si la chose est encore possible, point que je ne puis m'empêcher de regarder comme très problématique. D'ailleurs, je ne vois de dispositions vraiment conciliantes d'aucun des deux côtés ; le gouvernement espagnol a suivi depuis trois ans un système trop faux et trop funeste, pour que ses ouvertures puissent avoir le moindre poids dans mon esprit ; et même telles qu'elles sont, ces ouvertures (au moins tout ce que j'en ai vu) me paraissent bien maigres et bien insignifiantes. En jetant les yeux sur l'Amérique, je crois qu'il y aurait encore moyen de sauver le Mexique et le Pérou, en adoptant un système éclairé et libéral, et en l'adoptant surtout sans perdre un instant ; mais Buenos-Ayres, les provinces de La Plata, Venezuela, la Nouvelle Grenade sont trop avancées, non seulement en succès, mais aussi en haine, en rage, contre le gouvernement espagnol, pour prêter l'oreille à des propositions. Il ne sera pas impossible peut-être de rétablir un jour l'autorité royale, par les dissensions civiles qui éclateront dans ces malheureux pays ; mais je ne crois pas que ni la continuation de la guerre, ni une négociation directe les ramènera.

Le projet d'appliquer aux colonies américaines les stipulations du congrès de Vienne et des traités subsé-

quents, projet qui forme une partie essentielle de ce mémoire, a un caractère si neuf et si extraordinaire, que je vous avouerai sans détour qu'il ne m'a pas été possible de le saisir. Le Recez de Vienne et les actes qui l'ont suivi sont un corps de transactions de souverain à souverain, presque toutes relatives à des questions territoriales ; ce qu'on appelle aujourd'hui les droits des peuples n'y est pas même effleuré ; je n'y trouve absolument rien sur leurs droits civils et politiques. Je n'y vois rien qui puisse nous guider dans un problème tel que celui de l'Amérique ; aucune analogie entre ces transactions souveraines et la question d'un immense continent en insurrection contre son ancien gouvernement. Je comprends moins encore l'usage que l'on pourrait faire des articles sur la traite des nègres, et je n'ai pas besoin de vous faire observer que si à la fin le Portugal et l'Espagne ont l'air de vouloir abolir aussi ce trafic, ce qui les y a engagés n'était certainement pas l'ascendant du congrès de Vienne (vous ne pouvez pas avoir oublié les débats sur ces articles !), mais leur condescendance pour le cabinet de Londres, et principalement les *sommes d'argent*, avec lesquelles elles se sont fait payer des engagements inexécutables par leur nature, et qu'elles ne rempliront jamais. Toute cette partie du mémoire est pour moi enveloppée d'un voile ; lorsque la discussion me l'aura éclairci davantage, j'en jugerai peut-être autrement. Avec le respect que m'inspire cette pièce, je ne me permettrai certainement pas de critiquer ce que je n'ai pas pu comprendre.

J'ai lu aussi avec une satisfaction extrême les offices que votre cabinet a adressés à MM. de Kanikoff et de Stackelberg dans l'affaire fameuse de la Wartebourg. Ces pièces sont au-dessus de mes éloges; ce sont des chefs-d'œuvre diplomatiques. Cette démarche est venue d'autant plus à propos, que la nôtre avait complètement et misérablement échoué. On n'aurait pas dû la confier au comte Zichy; et on aurait dû y renoncer tout à fait du moment que l'on apprit que le prince de Hardenberg avait conçu le malheureux projet de faire cause commune avec lui. Il était à prévoir que cette résolution ferait manquer la chose; mais ce qui n'était guère à prévoir, c'est la conduite faible et imprudente du chancelier dans tout cet événement. J'espère qu'établi sur le Rhin pour l'hiver, loin de Berlin et d'une partie au moins des intrigues qui l'obsèdent sans cesse, il reprendra, jusqu'à un certain point, la fixité dans ses idées et l'aplomb dans le caractère. Car, tel qu'il est à présent, on ne peut pas penser sans frémir qu'il est un des hommes qui ont le plus d'influence sur la tranquillité actuelle et le sort futur de l'Allemagne. Nous avons été ici parfaitement contents de Jordan; ses instructions, quoique vagues, étaient en général bonnes, ses vues très sages, sa conduite également loyale et discrète. Mais on ne lui a pas caché (et il a été assez franc pour le reconnaître) qu'il était impossible et trop hasardé de se concerter avec la Prusse sur un plan quelconque, tant que le chancelier serait tour à tour le jouet de toutes les factions et la victime de tous les intrigants.

C'est un gouvernement bien malade que celui de la Prusse.

Après vous avoir parlé de tant de grandes pièces diplomatiques, me serait-il permis de dire un petit mot de celles de *mon* cabinet, c'est-à-dire de celui de ma chambre? Vous avez honoré de votre approbation quelques-uns de mes derniers articles ; j'ose donc me flatter que celui qui a été récemment publié sur la guerre de 1813 obtiendra aussi votre suffrage; et comme c'était une tâche assez délicate et assez difficile, votre opinion m'intéresserait beaucoup. J'ai eu part à toutes les délibérations avec Jordan sur la question épineuse des mesures à prendre pour mettre un frein à la licence de la presse en Allemagne. Mon avis a constamment été qu'il ne faut rien précipiter dans cette matière; une seule fausse démarche nous compromettrait d'une manière incalculable et irréparable. Depuis trois mois, je m'occupe jour et nuit de ce problème; et plus je le médite, plus je vois combien il serait dangereux de le traiter légèrement.

D'ailleurs, on ne doit pas trop entreprendre à la fois; nous avons maintenant devant nous l'important objet de l'organisation militaire de la Confédération, et après celui-là la délibération scabreuse sur l'article 13, qui nous donneront passablement de fil à retordre. Je suis heureux de pouvoir vous dire que le prince Metternich fait tout ce qu'il peut pour se mettre à la hauteur de ces problèmes, que depuis six mois il n'a plus d'autre goût, d'autre passion que celle du

travail, et que vous serez *étonné* du changement qui s'est opéré en lui depuis 1815.

Le même au même.

Vienne, 29 juin 1818.

Vous aurez sans doute appris, Monsieur le comte, que l'emprunt dont notre gouvernement avait traité avec les maisons Banay-Stope, Bethmann et Parish, depuis le mois de novembre dernier, s'est enfin réalisé au mois de mai. Le retard que ces Messieurs ont apporté à la conclusion de cette affaire nous a été extrêmement avantageux. Car dans un intervalle de trois mois les obligations métalliques étant montées de 56 à 72, l'emprunt, qui nous aurait coûté 9 pour 100 au mois de février, ne nous en coûte que 7 aujourd'hui. D'un autre côté, le but de cet emprunt, destiné au rachat du papier-monnaie, se trouve momentanément très compromis, puisque la valeur de ce papier a si fort haussé depuis quelque temps, que son extinction, devenant de jour en jour plus onéreuse, a dû être suspendue et continuera à l'être, jusqu'à ce que l'administration ait pris quelque mesure vigoureuse pour mettre un terme à cet excès de prospérité.

C'est dans ces conjonctures qu'on a jugé à propos de faire rédiger l'écrit dont je joins trois exemplaires à

cette lettre. Cet écrit avait deux objets. Premièrement, de présenter les différentes mesures, par lesquelles l'administration des Finances a opéré depuis le 1er juin 1816, tant sur l'extinction du papier que sur le rétablissement de son crédit, comme parties intégrantes d'un système général, et d'absoudre le gouvernement du reproche de fluctuation et de tâtonnement dans sa marche, qu'il a encouru par l'abandon forcé du plan primitif de remboursement. En second lieu, de donner sur l'état actuel de notre dette publique et de nos fonds d'amortissement des notions exactes et propres à nous ramener l'opinion publique. Vous jugerez jusqu'à quel point j'ai réussi à remplir ces deux objets, car c'est moi qui ai composé cette pièce.

Ce qui la rendra toujours remarquable à vos yeux, c'est que, telle qu'elle est, elle ait pu être rendue publique. Elle n'est pas, il est vrai, directement avouée par le ministère, et elle ne se vend pas chez les libraires. Mais on en a fait imprimer un certain nombre d'exemplaires pour les pays étrangers; et on a permis de la faire insérer en allemand dans la *Allgmein Zeitung*. C'est la première fois que l'on publie en Autriche des détails authentiques sur une des parties les plus importantes de notre situation financière. Les résultats ne sont certainement pas à notre désavantage; et j'ai tout lieu de croire que le comte Stadion ne se repentira pas de m'avoir autorisé à cette rédaction. Les connaisseurs la trouvent d'ailleurs claire, simple et satisfaisante. Voilà tout ce que j'ai pu ambitionner. Je souhaite très

sincèrement que vous la jugiez digne de votre suffrage.

Je pars dans quatre ou cinq jours pour Carlsbad, où je resterai avec le prince Metternich jusqu'à la mi-août. De là, je le suivrai vers le Rhin, et finalement à Aix-la-Chapelle. Je ne connais pas vos projets, cher comte, mais je nourris l'espoir de vous rencontrer dans ce dernier endroit ; et cette idée me charme au delà de toute expression. Je serais inconsolable, s'il en était autrement. Je suppose bien que, pendant notre séjour à Carlsbad, j'aurai quelque renseignement positif sur une question aussi intéressante ; mais vous m'obligeriez infiniment, si vous m'écriviez quelques mots pour fixer mes incertitudes. La réunion d'Aix-la-Chapelle aura un caractère très différent de celles dont nous avons été témoins en 1814 et 1815 ; cependant elle offrira plus d'un genre d'intérêt ; et vous êtes un de ces hommes avec lesquels on se félicite également de jouir du calme et de traverser les orages. Mon attachement pour vous est un des sentiments les plus immuables de mon âme ; et j'ai un besoin réel de vous en assurer de temps en temps.

Vienne le 12 Mars. 1813.

J'espère, Cher Comte, que la lettre que je Vous ai adressée pour le Comte Hardenberg, parti avant hier en Poste pour Breslau, Vous sera parvenue avant celle-ci; aussi je puis m'y référer. Je veux cependant ne pas laisser partir le Courier du Ch. Starkenberg, sans ajouter quelques lignes à ce que j'avois dit.

Vous connoissez le langage que le Prince Schwartzenberg doit tenir à Paris. Il est certain qu'on se flatte ici, et qu'on se flatte même beaucoup, que ce langage produira son effet, et engagera Napoléon a se soumettre à des cessions importantes. On compte sur l'ascendant personnel de Schwartzenberg, sur la répugnance extrême de Napoléon à se brouiller avec l'Autriche, et sur l'embarras dans lequel il se jetteroit, si il provoquoit cette cour à joindre la coalition. Si cet espoir se réalise, il est certain que Metternich seroit les plus heureux, et un des plus habiles Ministres qu'il y ait jamais eu dans le monde —

Quant à moi je ne partage que faiblement cet espoir, j'avoue cependant que je suis loin d'y renoncer tout-à-fait. Car la conduite de Napoléon a été — selon moi dans tous les temps — selon les autres, au moins depuis quatre mois — un tel tissu de maladresse, d'incohérence, de contradictions, de platitude, et de misère, que je ne vois pas, pourquoi j'exclurais des chances de l'avenir celle précisément qui conviendrait le plus au bonheur de l'Europe. Pourquoi dans un homme, chez qui le lendemain ne ressemble jamais à la veille, n'y aurait-il de fermeté et de fixité, que lorsqu'il s'agirait d'achever sa propre ruine ?

Si les commissaires de Schwartzenberg échoue, je regarde comme sûr, que l'autriche prend fait et cause avec les alliés. Je dois le croire ; et si je me trompe je me féliciterai encore de mon erreur ; car c'est un devoir de ne pas supposer, ce qu'il y aurait de plus lâche ou de plus perfide dans ceux qu'il est difficile de mépriser. Mais j'ai une crainte, qui me tourmente presqu'autant, que me recroit jusqu'ici l'incertitude totale de notre marche.

Schwartzenberg aussi parlé, — Napoléon fera sortir Fouché — l'ami riche se fera déclarée contre lui. Mais rien ne fera prêt pour l'exécution. Nous nous trouvons dans une détresse cruelle. Point d'épargnes ; point de possibilité de faire de nouveaux impôts ; toutes les opérations connues épuisées ; et la seule, qui nous tirerait d'affaire sur-le-champ, repoussée avec fureur. Nous n'avons que 212 millions de papier-monnaie ; le pays se désole, se lamente, jette les hauts cris sur ce qu'il y en a trop peu, que tout est dans une proportion épouvantable. Cinquante millions de plus — seraient un véritable bienfait pour le pays, et en même temps une ressource simple et sûre, pour convoir la mise-en-campagne de 150 mille hommes. Non ! Wellington se ferait pendre plutôt que d'ajouter un billet de 5 florins à ces 212 millions ; qu'il regarde avec l'admiration d'un adepte, qui aurait cru avoir découvert la quadrature du cercle. Personne n'a le courage de le contredire ; personne ne veut se charger de la responsabilité d'une aussi terrible catastrophe que celle — de voir tomber le cours de change de 5 à 10 pour cent !! Le temps s'écoulera sans que rien

ne soit fait ; le Ct Metternich en gémit, mais il est sans pouvoir d'y remédier. Cette perspective est diabolique. Cependant mon avis est, qu'il faut aller en avant, pousser, et presser, et lier la partie, et faire en sorte que la nécessité évidente décide ce qu'aucun bon conseil n'a pu réaliser. Une fois en train, il faudra bien qu'on trouve les remèdes. Paix générale, s'il est possible d'y parvenir, avant tout ! — Plutôt au défaut de cela, guerre générale contre Bonaparte ! — Je ne connois, au moins je ne reconnois plus d'autre parti.

Conservez-moi, je Vous prie, Votre bienveillance ; et soyez heureux dans tout ce que Vous entreprendrez

Gr

Je suis enchanté d'apprendre que Pettenkoven réussit si bien en Russie. C'est un homme que j'aime au point, que ses succès me deviennent les miens ! — Il est vrai aussi, que dans le moment le plus critique de ma vie, j'ai été assez heureux pour lui rendre quelques grands services. Donc tout ce qu'il arrive d'heureux augmentation me comble non seulement de joie, mais encore de fierté.

TABLE DES NOMS

CITÉS DANS LE TOME V

A

Affenheimer, 283.
Alexandre Ier (empereur de Russie), 9, 37, 41, 103, 126, 127, 191, 215, 226.
Alopeus, 151, 167.
Alopeus (Mme), 34, 125.
Angoulême (duc d'), 105.
Anstedt (d'), 124, 148, 152, 172, 173, 199, 200, 241.
Araktcheief (comte), 142, 149, 162.
Artois (comte d'), 160, 161, 168.
Augereau (maréchal), 178.

B

Bagration (princesse), 132.
Baldacci (baron Antoine),
Banay-Stope,
Bapkin, 33.
Bariatinski (prince), 94, 124.
Bassano (Maret, duc de), 10.
Beauharnais (Eugène), 244.
Bellegarde (général, Henri, comte de), 98, 99, 101, 129.
Benkendorf (Alexandre), 32.
Benkendorf (Constantin), 58.
Benningsen (général), 144.
Berthier (maréchal, prince de Neuchâtel), 19, 109, 118, 139.
Bethman, 287.
Bianchi (baron de, général), 174.
Bigottini (Mlle), 199.
Blome, 151.
Blücher (général), 12, 128, 144, 146, 155, 157, 165, 166, 167, 169, 175, 177, 179, 196, 209, 212, 213.
Bosc, 60.
Boutiaguin, 2, 9, 61, 217, 223.
Boyer, 81.
Brandebourg (comtesse de), 57.
Broglie (princesse de), 130.
Bubna (Ferdinand, comte), 4, 10, 88, 102, 108, 166.

C

Canning (George), 40.
Capo d'Istria, 167, 172, 175, 231, 238, 241.
Carnot, 210.

Castlereagh (lord), 40, 84, 171, 174, 176, 230, 234, 238.
Castlereagh (lady), 230.
Cathcart (lord), 8, 54, 132, 174.
Caulaincourt (duc de Vicence, marquis de), 173, 174, 200, 201, 210, 219.
Charlés (archiduc), 196.
Chitrof (Mme), 58.
Clarke (maréchal, duc de Feltre), 231.
Cobourg (Ferdinand de), 55.
Cochelet (Mlle), 220, 227.
Colloredo (général), 181, 188.
Courlande (duchesse de), 194.

D

Damas (comte de), 168.
Davout (maréchal), 204.
Decazes (Élie, duc), 232.
Doukin, 144.
Drouet d'Erlon (comte, maréchal), 217.
Duka (général, baron), 98, 167.
Duras (Claire Lechat de Kersaint, duchesse de).

E

Eichler, 101.
Einsidiel (comte), 120.
Élisabeth (impératrice de Russie), 159.
Erlon (Drouet d'), maréchal, 217.
Esterhazy (Paul), 79.

F

Faber, 24.
Ferrette (Mme de), 149.
Floret, 10.
François II (empereur d'Autriche), 116, 178.

G

Ganilh (Charles),
Gentz (Fréd. de), 12, 27, 35, 44, 48, 51, 58, 60, 63, 64, 70, 79, 83, 96, 104, 118, 122, 127, 229, 233, 241.
Gérard (maréchal, comte), 167.
Golovkin, 275.
Gourief (Hélène de), 60, 61, 91, 107, 130, 150, 153, 155, 158, 159, 161, 163, 187, 195, 199, 202.
Gourief (Nicolas de), 58, 62, 130, 143.
Grenier (général, comte, Paul), 210.
Gustave IV (roi de Suède), 95.

H

Hardemberg (de), 36, 42, 44, 53, 59, 64, 74, 85, 105.
Hormayr (Joseph, baron de), 52.
Hortense (la reine), 191, 215, 244.
Hudelist, 249.
Humboldt (de), 29, 36, 43, 44, 77, 79, 119, 132, 234.

J

Jablonovska (princesse), 134.
Jacob, 265.
Jordan (Camille), 289.

K

Kalkreuth (feld-maréchal, comte), 120.
Kanikof (de), 296.
King, 52, 53, 54, 55.
Kleist (général), 6, 7.
Knésebeck (de), 97.
Kotchoubei, 152.

Koutousof, 2, 146.
Kraus, 54, 55.
Krétof, 144.
Krudener (baron), 149.
Krudener (Mme de), 219.
Krusemark, 81.
Kudriavski, 82, 199.

L

Laband. 270.
La Bédoyère (Ch. Huchet, comte de), 218.
La Harpe, 154, 166.
Langeron (Andrault, comte de), 270.
Latour-Maubourg (général de), 291.
Laval (de), 24.
Lebzeltern (de), 27, 33, 38, 81, 83, 143, 145, 166, 169, 171, 175.
Lewachof (général), 144.
Lieven (comte), 171, 174.
Ligne (prince de), 132.
Liverpool (lord), 40, 174.
Lubomirska (princesse), 132, 198.
Lubomirski (général), 274.

M

Mac-Donald, 1, 6.
Maisonfort (marquis de La), 121.
Manuel (Jacques-Antoine). 290.
Maret (duc de Bassano), 10.
Marie-Louise (impératrice), 207, 220.
Markof (comte), 207, 208.
Marmont (maréchal), 178.
Massenbach (Chrétien de), 6.
Merveldt, 144.
Metternich (prince de], 5, 7, 11, 13, 18, 20, 29, 37, 43, 45, 47, 50, 53, 69, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 83, 84, 87, 89, 90, 97, 98, 100, 102, 104, 105, 106, 108, 126, 137, 138, 143, 178, 182, 188, 238, 239, 242, 254, 256, 261, 262, 263, 264, 267, 269, 297, 300.
Montcalm (Mme de). 290.
Montesquiou, 93.
Moreau (général), 130, 141.
Murat, 1, 19.

N

Napoléon, 2, 4, 6, 14, 15, 18, 28, 30, 39, 55, 46, 69, 81, 86, 90, 92, 93, 108, 109, 110, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 120, 121, 122, 123, 125, 146, 156, 157, 164, 165, 167, 169, 179, 184, 186, 193, 194, 202, 204, 206, 207, 209, 210, 211, 213, 215, 217, 219, 220, 221, 222, 223, 225.
Narbonne (de), 50, 69, 87, 113.
Narischkin (Mme), 137, 142.
Neerfeldt (Mme de), 8.
Nesselrode (Max de), 129, 131.
Nesselrode (Guillaume de), 131.
Nesselrode (François de), 131.
Ney (maréchale), 183, 206, 207.
Nicolas (grand-duc), 222.
Noailles (Louis-Joseph-Alexis, comte de). 273.

O

Ompteda (baron de), 119.
Orlof, 171.
Ostermann (comte d'), 130, 131, 132, 141.
Otto. 6.
Oudinot, 162.
Ouvarof (général), comte), 128, 129.

P

Paar (général, comte), 128, 129.
Parish. 298.
Pasquier (Étienne-Denis, baron, puis duc), 290.
Platof (général), 152, 155, 196.
Pouchkin (comte), 58, 60.
Pouchkin (Vana), 58.
Pozzo di Borgo, 33, 102, 144, 148, 170, 176, 194, 205, 209, 232, 243.

Q

Quinette (baron de Rochemont), 210.

R

Radetzky de Radetz (feld-maréchal, comte), 98.
Radzivil (Dominique, prince), 181.
Raevski, 144, 183.
Rapp (général), 212.
Rasumovski, 10, 133, 136, 142, 172, 177, 200, 208, 214, 231.
Régnier, 18.
Reichberg, 197.
Reuss (prince de), 5, 8.
Richelieu (duc de), 231, 232, 234, 235, 270.
Rohan (princesse Berthe de), 133.
Romanzof, 3.
Rosen, 34.
Royer-Collard (Pierre-Paul), 291.

S

Saint-Priest (Louis de), 27, 173, 174.
Saken, 157.
Savary (duc de Rovigo), 204.
Scharnhorst (de), 97.
Schevitz (général), 144.
Schœll (Maximilien-Samson-Frédéric), 288.
Schœpping, 60.
Schouvalof (comtesse), 134.
Schrœder, 61.
Schwartzenberg (prince de), 11, 18, 36, 44, 45, 46, 50, 69, 77, 79, 87, 98, 101, 162, 163, 170, 180, 182.
Schwetchine (Anna-Sophie Soymonof), 290.
Serra-Capriola (Antoine-Maresca-Donnorso, duc de), 274.
Soldan (Mme), 134.
Solms (prince de), 93.
Souvarof (princesse), 137.
Souza-Botelho (baron de), 224, 227.
Souza-Botelho (Mme de), 227.
Spiegel, 263.
Sporch, 253, 264.
Stackelberg (comte de), 11, 27, 42, 44, 51, 71, 72, 74, 77, 79, 81, 89, 97, 100, 104, 129, 132, 133, 134, 136, 138, 142, 145, 212, 255, 269, 275, 296.
Stackelberg (comtesse), 135, 140.
Stadion (comte), 51, 77, 84, 89, 96, 101, 124, 126, 129, 138, 141, 143, 247, 251, 256, 257, 259, 261, 262, 268, 299.
Stadion (comtesse), 143.
Stael (Mme de), 122.
Stcherbatof (général), 155.
Stein (de), 21, 32, 33, 35, 48, 56, 148.
Steinheil, 2.
Stuart (lord), 228, 229.

T

Talleyrand (prince de), 191, 225 226.

Tatitchef, 171.
Tauentzien (comtesse de), 56.
Tchernichef, 1, 58, 60, 263.
Tettenborn, 47, 60, 62.
Thielmann (baron de), 93, 141.
Tissot (Pierre-François), 291.
Tolstoy (comte), 1, 25, 26, 33, 149, 162, 170, 176, 274.
Trautmannsdorff (prince), 134.
Travaux (général), 212.

V

Vandamme (général), 206, 212.
Vaublanc (comte de), 232.
Vicence (marquis de Caulaincourt, duc de), 173, 174, 200, 201, 210, 219.
Victor (maréchal, duc de Bellune), 162.
Visconti (Joséphine de), 139.
Volkonski, 26, 149, 162, 176, 180, 184, 186, 208, 209.
Voss (comtesse), 57.

W

Wacquant, 170.
Wallis, 41, 46, 51.
Wallmoden-Gimborn (comte de), 72, 79, 250.
Walpole (lord), 3, 5, 6, 8, 9, 10, 54, 131.
Wassiltchikof, 57, 157.
Wellesley (duc de Wellington), 40, 121, 205, 209, 210, 211, 212, 213, 227, 235.
Wellington (marquis de Wellesley), 40, 121, 205, 209, 210, 211, 212, 213, 227, 235.
Wessemberg (baron de), 53, 84.
Wintzingerode, 31, 60, 101, 165.
Wittgenstein (comte), 57, 101, 151, 163, 167.
Wittgenstein (comtesse), 1, 57.
Worontzof, 31.
Wrede (maréchal), 157, 213.
Wurtemberg (duc de), 129, 197, 213.
Wurtemberg (duchesse de), 197.

Y

York, 6.

Z

Zichy (Mme Molly), 230, 243.
Zichy, 261, 296.

59 906. — PARIS, IMPRIMERIE GÉNÉRALE LAHURE

9, RUE DE FLEURUS, 9

HRus.
N464k

175213

Author Nesselrode, Karl Robert, Count

Title Lettres et papiers. Vol.5 1813-1818.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 16 29 25 03 014 3